TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 237 | DERNIÈRE ÉDITION | MARDI 17 MARS 1981

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 f. ; E.U., 85 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris no 650572
Tél. : 246-72-23

Durcissement dans le conflit des transports parisiens

LIRE PAGE 44

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La menace des pirates de l'air

Battant tous les records d'endurance — treize jours d'une négociation qui avait brisé les nerfs de la plupart de leurs prédécesseurs, pour ne pas parler de l'épreuve infligée aux otages et du meurtre de l'un d'eux, — les trois pirates de l'air pakistanais ont obtenu tout ce qu'ils exigeaient. Aujourd'hui en instance de départ pour un « pays de leur choix » — la liste des lieux d'asile n'est pas bien longue, — ils auront extorqué au général Zia-Ul-Haq la libération et l'envoi à l'étranger de cinquante-quatre prisonniers politiques. Le régime pakistanais subit un très grave revers qui laisse mal augurer de ses chances de survie à terme.

L'exploit du commando — si l'on se place sur le plan de la seule efficacité — aurait-il été possible sans un environnement international et intérieur particulièrement favorable ? Le général Zia et la presse pakistanaise relèvent avec amertume que les deux pays où se sont déroulées les négociations, l'Afghanistan et la Syrie, sont bien disposés — pour le premier, c'est le moins qu'on puisse dire — à l'égard de l'Union soviétique et que celle-ci avait tout intérêt à l'humiliation du régime d'Islamabad. Le commando a-t-il recueilli, à l'escale de Kaboul, des armes et des encouragements discrets qui expliqueraient son étonnante pugnacité ? C'est un aspect de l'affaire qui demeurera sans doute mystérieux. De même, on peut se demander pourquoi le général Zia, qui fit pendre en 1979 Ali Bhutto et ne semble pas d'un naturel accessible aux considérations humanitaires, a cédé au chantage. Il semble bien que le rapport de forces intérieur a suffisamment évolué en faveur des partisans de l'ancien premier ministre, dont son successeur fit imprudemment un martyr. La capitulation du régime pakistanais pourrait indiquer qu'il ne se croyait pas en mesure de résister à la vague d'émotion qu'aurait soulevée le massacre de cent deux otages.

En toute hypothèse, on peut prévoir sans trop de risques que l'affaire suscitera de nouvelles vocations de pirates de l'air. La principale composante de l'O.L.P., le Fath, avait renoncé à ce type d'opérations après la guerre de 1973 et, depuis plus de deux ans, même les groupes palestiniens extrémistes, décidés désormais à « porter la guerre chez l'ennemi sioniste », avaient mis un terme à des équipées suicidaires, dont la principale, à une date récente — en 1977 à Mogadiscio — s'était fort mal terminée pour ses auteurs.

La communauté internationale, face aux détournements d'avions, est bien en peine de choisir entre l'intransigeance absolue et de principe « à l'israélienne » et des ripostes flexibles tablant sur la lassitude des pirates de l'air et sur la rareté des pays disposés à les recevoir. L'affaire de Damas met à nouveau en évidence la difficulté du problème. Dans ce cas d'espèce, qui prouve du moins la satisfaction de voir une dictature mise en difficulté et ses victimes arrachées à leur cachot, des considérations politiques ont inspiré ce que le « Times » appelle l'« hypocrisie » de l'U.R.S.S. ; prompte à dénoncer les détournements, elle se serait peut-être montrée moins accommodante si elle avait eu affaire, sur l'aéroport de Kaboul, à des pirates afghans anticommunistes. Par ailleurs, nul ne sait par suite de quelle saute d'humeur le colonel Kadhafi a refusé d'accorder un droit d'asile qui — une fois n'est pas coutume — n'impliquait pas son soutien au terrorisme international.

On peut penser que ce détournement et son « heureuse » issue sont lourds de menaces. La preuve est faite que quelques hommes déterminés peuvent déstabiliser un régime par un moyen auquel nul ne semblait plus se fier. Comment croire que personne ne retiendra la leçon ?

(Lire nos informations page 6.)

LE PÉTROLE DE LA MER DU NORD

Londres pose de sévères conditions à l'attribution de permis à Elf et à Total

Les relations entre la France et la Grande-Bretagne en matière d'énergie n'ont jamais été très bonnes. Le refus des autorités britanniques d'attribuer des permis d'exploration pétrolière à Elf-Aquitaine et à Total en mer du Nord ne les améliorera pas. Selon la presse britannique, le département de l'énergie entend ainsi faire pression sur les deux sociétés françaises pour qu'elles modifient leur programme d'exploitation du gaz en mer du Nord.

Des trente-sept nouveaux permis d'exploration pétrolière accordés à la fin de la semaine dernière par les autorités britanniques en mer du Nord, aucun n'a été attribué à Elf-Aquitaine et à Total, les deux compagnies françaises. B.P., qui a déposé des demandes de permis en association avec les deux groupes français est, de ce fait, frappée par ce même ostracisme.

Il y avait de quoi surprendre dans la mesure où, sur les cent dix-neuf compagnies bénéficaires de ces nouveaux permis, quarante-sept étaient étrangères ; dans la mesure surtout où, par leurs activités passées en mer du Nord tant norvégienne que britannique, et notamment sur le gisement de Frigg, les deux compagnies françaises ont acquis une indéniable expérience.

La surprise a cependant été de courte durée. Deux journaux britanniques, l'*Observer* et le *Financial Times*, expliquent le 16 mars l'attitude des autorités britanniques — alors qu'il reste une dizaine de permis à attribuer — par la volonté de celles-ci de faire pression sur Elf et Total, afin d'amener ces deux compagnies à évacuer leur gaz par un collecteur britannique. L'*Observer* parle même de « *pouvoir discrétionnaire brutal* ».

Voilà plusieurs mois, en effet, que les deux sociétés françaises négocient avec le département de l'énergie britannique la mise en exploitation du gisement d'hydrocarbures d'Alwyn Nord, à l'est des îles Shetland. Un investissement de quelque 17 milliards de francs. Elf et Total, qui ont déjà dépensé 20 milliards de francs (de 1975) pour développer le gisement de Frigg, entendent bien faire passer le gaz d'Alwyn par la conduite qui mène le gaz de Frigg à la côte britannique au moyen d'un gazoduc d'à peine 100 kilomètres. « *C'est une question de principe* », dit-on à Paris, où l'on aimerait faire prévaloir le droit à l'optimisation des investissements. Ce tracé est, en effet, le plus sûr et le plus économique : il permet de valoriser des investissements déjà faits et mal utilisés. Puisque la conduite de Frigg n'est pas à pleine capacité.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 42.)

LA CAMPAGNE DE M. MITTERRAND

Trois thèmes dominants : l'emploi l'alternance, le rôle de la France

M. François Mitterrand devait être l'invité, lundi soir 16 mars, sur Antenne 2, de l'émission « Cartes sur table », marquant sa véritable entrée en campagne. M. Mitterrand est, en effet, conscient de l'importance que revêtent ses interventions, prévues à la télévision en dehors de la campagne officielle (il sera également l'invité du « Grand débat » de TF 1, le 31 mars prochain) ; il est aussi soucieux de privilégier celles-ci en réservant pour cette adresse « directe » à l'opinion publique le meilleur de ses arguments. Il compte développer trois thèmes dominants : l'emploi, l'alternance, le rôle de la France.

M. Raymond Barre sera à même de lui donner la réplique dès mardi soir, sur TF 1. Commentant cette opportunité offerte au premier ministre, la Lettre de la Nation, *publiée lundi matin, y voit* « une entorse choquante aux bonnes mœurs politiques » *et souligne qu'* « il n'y a pas meilleur (que M. Barre) pour donner une mauvaise image » *de la politique de M. Giscard d'Estaing.* « L'effet Barre », *selon Pierre Charpy,* « risque de s'ajouter à « l'effet Pravda. »

La prise de position de l'organe central du P.C.U.S. continue de susciter diverses réactions. Pour sa part, M. Mitterrand estime qu'il peut être gêné au second tour par l'attitude de l'U.R.S.S.

(Lire page 8 l'article de Jean-Marie Colombani.)

L'exemple de 1936

par MAURICE DUVERGER

Bien que M. Giscard d'Estaing reste encore favori, la course présidentielle est plus ouverte qu'on le croyait voici quelques mois. Une victoire de Jacques Chirac demeure improbable, mais elle n'est plus tout à fait impossible. François Mitterrand est nettement mieux placé.

Les sondages montrent maintenant que la gauche peut gagner, malgré ses divisions et les efforts du parti communiste pour la faire battre. Pour remonter ce handicap, il semble qu'elle devra renoncer totalement à la démagogie et jouer à fond le jeu de la vérité. Si les socialistes confondent l'espérance et l'illusion sous prétexte de satisfaire Billancourt, ils perdront à la fois les voix de Billancourt et celles des quelque 200 000 centristes qui leur ont manqué en 1974.

La bataille principale ne se déroulera pas sur le terrain de la monarchie giscardienne, ni sur celui de la drogue ou des immigrés, ni sur celui de la loi « sécurité, liberté », ni sur celui du régionalisme. Ces questions-là ne sont pas négligeables mais elles restent secondaires par rapport aux deux problèmes fondamentaux qui commandent le futur septennat : la capacité à maîtriser la crise économique et la capacité à gouverner.

Sur l'un et l'autre, la gauche se trouve gênée au départ. Quand ses adversaires évoquent sa réputation traditionnelle de laxisme financier ou qu'ils soulignent sa difficulté présente à constituer une majorité parlementaire, leur argument porte. Ils ne se feront pas faute de taper sur ces clous pendant toute la campagne. Tenter de déplacer le débat vers d'autres problèmes où l'on se sent plus à l'aise, cela serait l'erreur suprême, qui ne pardonnerait pas. Il faut combattre d'abord sur ces terrains-là, et montrer qu'on peut y être fort.

(Lire la suite page 2.)

POINT

Moins de trafic trop d'avions

La diminution des exportations aéronautiques françaises, et, notamment, l'annulation par des compagnies étrangères de certaines commandes d'Airbus, ont plusieurs explications.

La plus machiavélique, c'est la réaction américaine devant les succès de l'industrie française. La percée de l'Airbus menace, c'est évident, le quasi-monopole des constructeurs américains, maîtres d'un marché sur lequel les Français, après la magnifique réussite de la Caravelle, n'avaient pas su se maintenir. Les Etats-Unis ne manquent pas d'arguments bancaires, commerciaux, voire politiques, pour s'opposer à ce qu'ils peuvent considérer comme une incursion abusive sur leur chasse gardée.

Cela ne suffit pas, hélas ! pourrait-on dire, à rendre compte des difficultés des marchands d'avions européens, qui ont d'autres causes, plus générales.

Après le premier choc pétrolier de 1973, le trafic aérien international chuta, mais se redressa très vite ensuite pour retrouver ses taux de progression traditionnels : de 12 % au moins par an. Les compagnies, très normalement, se préoccupèrent de s'équiper pour répondre à cette demande en forte croissance. L'arrivée sur le marché d'avions plus vastes, mieux adaptés, plus économiques, comme le sont les Airbus, leur donnèrent la possibilité de le faire, et la plupart saisirent en outre cette occasion d'unifier la composition de la flotte, ce qui est un facteur d'efficacité évident. D'où les commandes massives qu'elles ont passées aux constructeurs européens et américains.

Aujourd'hui, brutal changement de décor : on sait, de façon sûre, que le trafic aérien, du moins dans les prochaines années, augmentera beaucoup moins qu'on ne l'avait espéré : de 5 %, guère plus. Peu de transporteurs n'osent franchement l'avouer, mais tous sont prêts à le reconnaître : ils reviendraient volontiers, s'ils le pouvaient, sur certains des engagements qu'ils ont pris ou accepteraient de voir retarder la livraison des appareils qu'ils ont achetés.

(Lire page 19.)

VIETNAM : LE SOCIALISME À PAS LENTS

I. — Malaise persistant au Sud

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Ho-Chi-Minh-Ville. — Dans les bars de l'ancienne rue Catinat, les « sonos » hurlent les derniers succès de Gloria Gaynord et des Village People. Le dimanche soir, les motards pétaradent de concert autour de l'ancienne place de la Mairie. Les cyclistes pédalent de front, sourds aux avertisseurs des Volga officielles. Les gamins narguent les « *visages pâles* », confusément traités de *Lienxo* (Russes). Saigon — rebaptisée Ho-Chi-Minh-Ville — conteste, comme elle peut, le nouvel ordre socialiste.

« *Ce n'est pas une ville, c'est un cas* », avouent des autorités décontenancées par la résistance passive que leur opposent les habitants de la métropole sudiste, invités à « *mener une vie simple et sérieuse en famille et dans la société* » en aimant « *la patrie, le socialisme et le travail* ». Saigon, il est vrai, n'a jamais été facile à gouverner. On la sait plutôt frondeuse, volontiers gouailleuse et, pour tout dire, un tantinet voyou.

Ces citadins que la guerre a déboussolés et que la paix a pris de court n'étaient, à l'évidence, nullement préparés à la discipline et à l'austérité. Ils se plaignent d'avoir à subir un couvre-feu de minuit à 5 heures du matin, et à demander des autorisations pour n'importe quoi, une soirée dansante aussi bien qu'une sortie hors de la ville, en somme de vivre en liberté surveillée.

« *Pendant l'occupation américaine, Saigon comptait cent mille prostituées, autant de drogués, huit mille enfants errants, dix mille mendiants professionnels* », affirme M. Le The Thuong, directeur ajoint du service d'information d'Ho-Chi-Minh-Ville. Les responsables locaux ont du mal à conduire à son terme leur campagne de purification. « *Il y a des gens qui cherchent à revenir à l'ancien mode de vie paresseuse et vicieuse* », reconnaissent-ils.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Coup nul

Nul doute que Coluche, qui s'était baptisé lui-même le candidat nul, aurait bien voulu obtenir les signatures nécessaires pour faire campagne, mais — à l'impossible nul n'est tenu — il ne les a pas eues, et sa candidature est donc nulle et non avenue.

Il avait fait une entrée à nulle autre pareille en dénonçant la nullité politique. Que certains aient voulu le lui faire payer, nul ne s'en étonnera. Mais la société a-t-elle vraiment gagné et Coluche véritablement perdu ? Ou bien n'ont-ils abouti qu'à un résultat... nul ?

MICHEL CASTE.

LA MORT DE RENÉ CLAIR

L'élégance du cœur

Le cinéaste René Clair est mort à son domicile parisien dans la nuit du 14 au 15 mars. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. La date des obsèques n'a pas encore été précisée.

Ce n'est pas en qualité de critique et ce n'est pas du cinéaste que je veux parler ici. C'est de l'homme, de celui que ses amis connaissaient et qui était si différent de son masque et de sa légende.

Le talent, l'esprit, la culture, la finesse de René Clair appartenaient au public. Il était moins facile de deviner sa sensibilité, la fidélité et la chaleur de son amitié.

Parce qu'il était pudique, on le croyait distant, parce qu'il était lucide, on le croyait acerbe. Mais nous savions bien, nous, ses amis, à quel point il était vulnérable. Il y a une vingtaine d'années, quand de beaux esprits s'étaient ingéniés à poignarder son œuvre, puis lorsqu'un échec (d'ailleurs immérité) l'avait exilé des studios, il n'avait rien dit. Mais il avait souffert, et plus encore de la sottise de ses détracteurs que de leur injustice, plus de son oisiveté forcée que des attaques dont il était l'objet.

La littérature (sa passion de toujours), ses copains de l'Académie (la « bande à Pagnol »), l'affection des siens et ce parfum de gloire qui l'entourait et auquel il n'était pas insensible facilitèrent son renoncement au cinéma. « *Je n'y pense plus* », assurait-il. Pourtant, dans le recueil de récits qu'il publia en 1976 sous le titre *Jeux de hasard* se trouve une nouvelle, *Sir Christopher* (un pur chef-d'œuvre d'écriture) dont on a peine à croire qu'elle n'ait pas d'abord été conçue pour l'écran.

Ironique et grave, bardé d'humour, d'une subtilité intellectuelle confondante, aimant le plus simple de la vie, le soleil qu'il allait chercher dans sa jolie maison de Saint-Tropez, le vin rouge et les plats mitonnés, très fier d'avoir appartenu au « collège de pataphysique » et ayant gardé le goût des plaisanteries gauloises et des blagues de potache : tel nous le retrouvions dans les dernières années. Physiquement, il n'avait guère changé : toujours ce beau visage émacié, cette fringance de jeune homme. Puis les ennuis physiques s'étaient accumulés, et, s'il avait la politesse, l'orgueil, de n'en rien laisser paraître, on devinait qu'un ressort était brisé. Une première alerte, au mois de mai 1980, nous avait fait très peur. Ces dernières semaines, son état s'était brusquement aggravé. Peut-être était-il las de ne plus espérer.

Un grand cinéaste nous a quittés. Partout on va célébrer — on célèbre déjà — son élégance d'esprit. Je n'ai voulu que dire son élégance de cœur. Et mon chagrin.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire page 13.)

Le Monde

idées

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les candidats à la présidence voudraient bien éveiller la torpeur nationale. Or ils semblent plutôt se complaire, comme le note Jean-Louis Lévy, dans l'observation des rites de quelque tribu primitive. Maurice Duverger se refuse pourtant à croire qu'il n'existe pas une solution de rechange et esquisse ce que devraient être à ses yeux les objectifs et la stratégie de la gauche. Quant à Paul Quilès, il *conteste* la valeur d'un des arguments-clés du pouvoir : l'indépendance énergétique qu'il serait en voie d'assurer à la France.

Une indépendance mythique

par PAUL QUILÈS (*)

AINSI donc, pour M. Giscard d'Estaing, sa politique énergétique serait « un grand actif pour la France », l'une des réussites de son septennat. La répétition de cette affirmation à travers les nombreuses allocutions présidentielles ne suffit pas à en faire une vérité.

Essayons en effet de sortir du brouillard qui entoure ces propos et examinons de plus près de quoi se compose ce « grand actif pour la France » :

— *L'indépendance énergétique ?* De 50 % en 1965, elle tombait à 25 % huit ans plus tard, par l'effet de la politique du tout-pétrole. Grâce aux efforts de M. Giscard d'Estaing, sept ans après la hausse *du prix du pétrole, notre indépendance* atteint 27 %.

— *La diversification de nos approvisionnements en pétrole ?* En 1973, nos deux principaux fournisseurs, l'Arabie Saoudite et l'Irak, couvraient 50 % de nos besoins. En 1979, ils en couvraient 70 %.

— *L'exploitation de nos ressources nationales ?* La production de charbon est passée de 30 millions de tonnes en 1973 à 19 millions en 1980. Six opérations de géothermie seulement sont en fonctionnement. Quant à l'exploitation de l'énergie solaire, elle continue à rester un article *de discours* : *alors* que l'objectif était d'installer vingt mille chauffe-eau solaires en 1980, il n'en sera mis en place que quelques centaines.

— *Les économies d'énergie ?* Les économies réalisées *l'ont* été en grande partie sous l'effet des hausses de prix. C'est ainsi que pour la seule année 1980, le prix du fuel de chauffage a augmenté de 50 % et que, durant les cinq dernières années, la France s'est retrouvée en tête des pays européens pour les hausses de prix de l'électricité. Si cela a *contraint* les particuliers à réduire leur consommation énergétique, il n'en est pas de même dans le secteur *industriel où les investissements les plus rentables sont* encore à réaliser. Comment ne pas également remarquer que le plan d'économies d'énergie dans les bâtiments publics n'a été *mis en place* qu'en octobre 1980, alors qu'il s'agit là d'un secteur ayant un rôle d'entraînement et dans lequel les pouvoirs publics auraient pu agir rapidement ?

L. réussite dont se targue M. Giscard d'Estaing se réduit donc *au* programme nucléaire *massif* dans lequel il a engagé la France. Lancé au début de 1974, ce programme a absorbé plus de 70 % des dépenses d'investissement du VIIe Plan dans le domaine de l'énergie et a fourni en 1980 8 % de notre consommation. Sa mise en œuvre, devenue *objectif unique* de la politique énergétique, a balayé toute autre préoccupation. La sécurité passe au second plan, ainsi qu'en témoigne la démission de M. Servant, responsable de la sécurité *nucléaire*. Quant aux *promesses du candidat Giscard en 1974*, qui avait annoncé que « *les centrales ne seraient pas imposées aux populations qui les refuseraient* », comme elles *sont loin ! On peut imaginer* ce qu'en pensent, par exemple, les habitants de Plogoff et de Golfech...

Mais il y a plus grave : cette fameuse « indépendance nucléaire » que l'on nous promet est en *fait* une mystification. Il faut savoir, en effet, que nous disposerons en 1990 de trop d'électricité et que cette énergie ne sera pas disponible lorsque les Français en auront besoin, car l'électricité n'est pas stockable. L'usine dont a parié M. Giscard d'Estaing à la télévision l'autre soir paiera son électricité moins cher par les chaudes nuit d'été, mais il aurait fallu également dire que pendant les jours de semaine d'hiver cette électricité sera six fois plus chère !

Le pillage des matières premières africaines

Voilà probablement une des raisons de la *proposition* de Mme Pelletier visant à autoriser les employeurs à développer le travail posté des femmes. Le travail en quart permettra en effet une augmentation de la consommation d'électricité pendant les heures « creuses » (nuits, week-ends...) et rentabilisera le nucléaire. Alors que l'on parle d'amélioration des conditions de travail et de la condition féminine, on voit à quelle aberration conduit le tout-électrique — tout-nucléaire : ce ne sont plus les choix de société qui dictent les choix énergétiques, mais le contraire !

Autre mystification : de l'avis même des experts de la commission de l'énergie du VIIIe Plan, le *programme* nucléaire en cours devrait nécessiter en 1990 une importation d'uranium égale à 70 % de nos besoins. La prétendue indépendance de la France repose sur le pillage des matières premières africaines. Qui peut dire aujourd'hui ce que seront dans dix ans les tensions sur un marché de l'uranium dont nous serons fortement dépendants ?

Contrairement à la propagande gouvernementale, selon laquelle il n'existerait qu'une politique énergétique, celle mise en œuvre depuis sept ans, les socialistes *ont montré* qu'il était possible de s'engager sur une autre voie (1) :

— En développant une politique d'économies et en utilisant rationnellement l'énergie, grâce à la relance des investissements dans l'industrie et dans le logement. Cette politique favorable aux initiatives locales, créatrice de nombreux emplois, *réduira* les dépenses des consommateurs et protégera l'environnement.

— En diversifiant nos sources d'énergie et en développant toutes les ressources nationales (charbon, hydraulique, énergies nouvelles) permettant une réduction importante du *programme nucléaire* en cours.

Cette politique, qui permettrait de réduire considérablement les importations d'hydrocarbures, devrait faire l'objet d'un grand débat dans le pays. Correctement informés, les Français pourraient alors choisir, hors des caricatures et des simplismes dans lesquels on cherche à enfermer ce débat essentiel pour notre avenir.

(*) Député, secrétaire national du P.S.

(1) *Energie : l'autre politique*, publié au Club socialiste du livre, 10, rue de Solférino, 75007 Paris.

Les grands guerriers

par JEAN-LOUIS LÉVY (*)

RETOUR de Nouvelle-Guinée, M. Maurice Godelier exposait ce matin-là, à France-Culture, les rituels d'initiation des chamans. A mesure de son discours s'éveillait en nous, d'irrépressible manière, l'image de la classe politique française engagée dans le grand combat.

Abandonnant à leur vigilante garde aux frontières les sorciers chamans, oiseaux de soleil qui ont charge de s'opposer à la fuite des esprits hors des corps endormis (version primitive de la lutte des Etats contre la fuite des cerveaux nationaux), l'ethnologue exposa la *partition* en trois catégories guerrières des tribus de Papouasie. Partition qui évoque jusqu'au vertige la structure secrète de *nos joutes électorales*.

Vient d'abord la piétaille des gens ordinaires — vous et moi — les « patates douces », armées de flèches et boucliers. Puis, voici les « chiens » : ils s'affairent autour du grand guerrier de leur tribu, ils l'aident et le préparent au combat. Enfin — premiers entre les premiers — s'avancent pour le combat suprême, vers un espace ménagé entre les deux tribus, les grands guerriers, armés de leurs haches et redoutables casse-tête.

N'est-ce point le spectacle qui se prépare sous nos yeux ? A ceci près que l'enjeu n'est pas la mort du grand guerrier, seulement sa chute ou son ascension ; ni la soumission de la tribu vaincue, seulement son assujettissement ; que l'espace de combat n'est pas une clairière mais une petite lucarne ; que le casse-tête n'est pas de bois ni de métal mais de verbe. En *bref*, le champ clos où se joue le sort du combat n'est pas une *forêt* vierge. Il est la *forêt innombrable de nos neurones*.

Or nous le savons, depuis Freud et Mc Lean, assez et trop, le cerveau *humain, fruit du génial* bricolage de *l'évolution*, est *un et multiple. Tout* ce qui est humain, tout ce qui est mental emprunte deux passages obligés : la porte étroite de l'émotion ; le porche immense du langage, verbal et symbolique. Ce qui n'est pas sans conséquence... Une société, selon Valéry, est une application, une démonstration, une généralisation et spécialisation du pouvoir verbal.

L'éventail des antithèses symboliques

Gauche et droite *évoquent* une dissymétrie fondamentale : depuis *celle qui oppose les particules* de la matière aux particules de la « matière inverse » (1) jusqu'à la dissymétrie des mains, celle des hémisphères cérébraux, en *passant* par celle des cristaux gauche et droit. Fortuitement, ces termes désignent aujourd'hui deux blocs politiques. Aux débuts de la IIIe République, non sans civilité sinon sans arrière-pensée, le président d'Assemblée se plut à disposer à sa droite, place d'honneur traditionnelle, la majorité conservatrice qui l'avait élu. Ce qui était la moindre des choses. Songea-t-il aux conséquences ? Rien n'est moins sûr. Or on ne se débarrasse pas aisément de la symbolique profonde du langage, des usages, des institutions...

« *La pensée,* disait Heidegger, *loge dans le langage d'invisibles sillons.* »

De fait, « *tout ce qui est droit est faste, tout ce qui est gauche est maudit* » (2). La main droite n'est pas seulement la plus habile, elle est celle du serment et de la loyauté. Les gauchers étaient massacrés dans certaines sociétés primitives. Le vocabulaire est plus éloquent encore : *droit, rectitude, endroit ; senestre* (de *sinister : gauche*) *sinistre...* « *La topologie imaginaire de la droite et la gauche bénéficie du même support réel qu'on accorde sans hésiter à celle qui oppose le haut et le bas, l'avant et l'arrière.* »

Non que cette dissymétrie ne puisse, parfois, tourner à l'avantage de la gauche. Prééminence de la main droite, certes. Mais prééminence de l'hémisphère gauche : celui des activités (spécifiquement humaines) symboliques et représentatives. Alors que l'hémisphère droit serait celui de la perception de l'espace, du concret non verbal et non symbolique...

La gauche et le sacré de transgression

Les sociétés que Caillois nomme « à symétries » et leurs innombrables relations codifiées sont réglées par un système d'alternances, de compensations, d'équilibres qui a inauguré l'ère historique. D'un côté, les interdits, le sacré de respect ; de l'autre la fête, le sacré de transgression. Cette alternance bien connue, Caillois la transpose dans le langage de la symétrie et de la dissymétrie.

« *La symétrie se présente ainsi, dans une très large mesure, comme la façon, on a envie de dire naturelle, dont la société se « dépose », tel le sable qui, dans les figures de Chladny, dessine en se déposant la structure secrète du cristal étudié.* » Nous vivons, depuis deux cents soixante-douze mois — la parenthèse de mai 68 exceptée — sous le régime de la stabilité. « *Comme toute symétrie, la stabilité triomphante se révèle à la longue paralysie et verrou. Le respect, la règle se dégradent. Le vertige les remplace.* » Si la continuité sociale consiste en une suite de dissymétries alternativement ouvertes et fermées, il se pourrait qu'approche le moment de la rupture délibérée, provocante, de la symétrie. Je gagerais que cette pensée hante les nuits sans sommeil de M. Chirac et qu'elle préoccupe les têtes pensantes — il y en a — de la majorité. Dans une telle perspective, celle du sacré social, la gauche incarnerait le sacré de transgression, auquel il est difficile de ne pas s'identifier « *la vocation même de la dissymétrie brisant une inertie sclérosée pour assurer un développement inédit* ».

L'alternance ou l'alternative politique aurait ainsi des racines — psychologiques et sociales — infiniment plus profondes que ne le soupçonnent nos grands guerriers et leurs stratèges. Juste revanche des patates douces...

Du sacré à la musique, il n'y a qu'un pas. Dans la partition d'orchestre qui se joue devant nous, chaque exécutant a une place assignée. (Que la classe politique nous pardonne ici un brin d'irrévérence et de familiarité.)

Le violon « Valéry » incarne la symétrie continuée. Son challenger, le violoncelle « François », la virulence dissymétrique. Duo tranquille que vient soudain rompre le coup de cymbale attendu — inscrit dans la partition — du président du R.P.R. L'éclat des cuivres, la sonnerie militaire du clairon « Jacques » voudraient couvrir — quelle audace ! — le violon du président sortant, le hautbois d'amour « Michel », la flûte traversière « Marie-France »... Rien de moins ! Symétriquement, il ne déplairait pas à la grosse caisse « Georges » de couvrir le violoncelle du challenger. Assourdissante cacophonie sous le regard distant du chef d'orchestre : la belle et convoitée Marianne. Plût au ciel qu'elle ait des oreilles bouchées comme Ulysse au milieu des sirènes, les yeux bandés comme la Synagogue au porche de Strasbourg !

Rien ne manque à ce prestigieux ensemble. Pas même le couac attendu et redouté : la fausse note « Coluche ». N'eût-elle servi qu'à cela — briser la *monotonie* de ce programme, rejoué tous les sept ans, aux concerts Lamoureux, — elle serait bienvenue. Cette discontinuité a d'ailleurs, en syntaxe prosodique, un équivalent qui porte un bien joli nom : anacoluthe.

Osons écrire : anacoluche. Tel le vers célèbre de La Fontaine : « *Et pleurés du vieillard, il grava sur leur marbre.* »

O, grand électeur d'un jour, ne laisse pas graver en toi ; faire du plâtre en toi. Songe, songe au précepte d'Henri Michaux : « *N'apprends qu'avec réserve. Toute une vie ne suffit pas pour désapprendre, ce que naïf, soumis, tu t'es laissé mettre dans la tête — innocent ! — sans songer aux conséquences.* » (3)

Amen.

(*) Médecin.

(1) Au sein de la matière inverse (l'anti-matière), les anti-électrons sont affectés d'une charge électrique positive.

(2) Les citations sont extraites de Roger Caillois : la Dissymétrie (Gallimard, 1973). Voir aussi l'excellent article de Pierre Stévenon (Diogène, n° 104, oct.-déc. 1978) : Dualisme complémentaire ou latéralisation fonctionnelle ?

(3) Poteaux d'angle (L'Herne, 1971).

L'exemple de 1936

(Suite de la première page.)

Jamais la gauche n'a disposé de meilleurs arguments en matière économique. Le néo-libéralisme est beaucoup moins capable qu'elle de réaliser le fameux « redéploiement industriel », dont nul ne conteste la nécessité pour les nations développées. La politique de M. Barre vise à augmenter les profits des entreprises pour leur permettre d'investir. Mais elle néglige le fait que l'initiative privée tend naturellement à privilégier les bénéfices à court ou moyen terme. Substituer des productions de pointe aux productions traditionnelles suppose au contraire des recherches et des transformations longues et coûteuses avant de devenir rentables.

Le secteur public ou para-public présente à cet égard des avantages certains. Le brillant succès de Jean-Luc Lagardère ne vient pas seulement de ses capacités personnelles, mais aussi du fait qu'il bénéficie des commandes de l'Etat. C'est l'Etat qui assure également l'expansion de nos industries d'armement, qui tiennent une si grande place dans nos exportations. C'est l'Etat qui permet notre avance dans le nucléaire, lequel demeure une de nos chances essentielles. Si nous participons au petit groupe des grands établissements de crédit qui jouent un rôle mondial, c'est notamment grâce aux banques contrôlées par l'Etat. Et les tenants du libéralisme ont quelque mal à expliquer pourquoi les deux firmes européennes d'automobile les plus dynamiques, et les seules qui ont des chances de tenir en face des Etats-Unis et du Japon, sont Renault et Volkswagen, entreprises d'Etat malgré le retour partiel de la seconde au secteur privé.

Renoncer aux artifices

Le programme de nationalisations proposé par les socialistes peut être défendu avec des arguments plus solides que ceux des néo-libéraux, lesquels sont incapables de présenter en France des résultats aussi brillants que les exemples ci-dessus. Mais cela suppose qu'on dégage ce programme des scories de la tradition et de la démagogie. Les nationalisations à l'anglaise, dont l'objectif principal est de préserver l'emploi et les avantages sociaux du personnel, ne correspondent pas aux exigences d'une économie rongée par le chômage, où l'essentiel n'est pas de consolider les garanties des secteurs protégés, mais de développer un dynamisme permettant de donner du travail à ceux qui n'en ont pas.

On peut convaincre qu'une telle solution serait plus efficace pour l'économie française que celle de M. Giscard d'Estaing ou celle de M. Chirac. Mais il resterait à convaincre que la gauche a la capacité politique d'atteindre de tels objectifs malgré ses divisions. Les communistes s'efforcent de prouver le contraire, en tâchant de prendre François Mitterrand à la nasse. D'un côté, ils lui reprochent de faire le jeu de la droite, afin de détourner leurs électeurs. De l'autre, ils lui réclament des portefeuilles ministériels dans un gouvernement d'union, afin d'effrayer ceux des modérés qui pourraient cette fois basculer vers le candidat socialiste et lui donner la victoire.

Il n'est pas facile d'échapper à ce piège. Là encore, le seul moyen d'y parvenir est de renoncer aux artifices. Repousser le problème après l'élection présidentielle, sous prétexte qu'il concerne la majorité parlementaire, cela ne serait pas sérieux. Il ne le serait pas plus d'entretenir le mirage d'une renaissance miraculeuse de l'union après une victoire éventuelle de François Mitterrand. Tout le monde sait que rien ne fâcherait plus le parti communiste et qu'il s'efforcerait alors de conduire à l'échec le nouveau président de la République.

De 1972 à 1977, les socialistes ont fait confiance au P.C.F. parce qu'il semblait réellement décidé à évoluer vers la démocratie et qu'il avait avancé quelques pas en ce sens. Bien que cette bonne volonté restât limitée, il paraissait juste d'ouvrir un crédit à une organisation qui représente un grand nombre de travailleurs. Mais on ne peut plus renouveler un tel crédit à qui s'en est servi comme le parti communiste l'a fait depuis lors. Dire qu'il est revenu au stalinisme de la guerre froide, c'est rester bien en deçà de la vérité. Car il s'appliquait alors à garder quelque mesure dans les municipalités qu'il administrait, où il respectait en général les lois républicaines.

Il passe maintenant les limites en abusant des pouvoirs qui lui sont ainsi confiés. Le bulldozer détruisant le foyer d'immigrés de Vitry, la campagne de calomnies contre une famille de Montigny avec mobilisation populaire, c'est l'application directe du stalinisme à une portion du territoire français. Il n'est pas concevable de confier des postes ministériels à un parti qui emploie de tels procédés. A laisser croire que cela soit possible, on provoquerait des réactions de rejet qui seraient fatales à la gauche, le 10 mai prochain.

Un gouvernement associant le parti socialiste et le parti communiste ne supposerait pas seulement que ce dernier change de discours et de dirigeants, ce qui ne l'engagerait à rien, car il est coutumier de tels virages. Il devrait changer d'idéologie et de structure, en renonçant à prétendre qu'il détient la vérité « scientifique », inexistante en politique, et à former une organisation monolithique adaptée à la dictature plutôt qu'à la démocratie. Cela se fera probablement un jour. Mais le chemin sera long et difficile.

En attendant, la gauche ne serait point paralysée si elle suivait simplement l'exemple de 1936. Quand le P.C.F. prétend qu'elle ne pourra pas faire de réformes réelles si lui-même n'occupe pas des ministères, il oublie que les plus importantes réformes de toute l'histoire de nos trois Républiques ont été accomplies sans communistes au gouvernement : sous le Front populaire. Tel est le modèle qui s'impose dans la situation actuelle.

Les parlementaires du P.C.F. ne pourraient pas refuser des transformations correspondant aux objectifs qui ont toujours été ceux de la gauche : leurs électeurs ne l'admettraient pas. Bon gré, mal gré — et plutôt mal gré que bon gré, — ils seraient forcés de voter les projets de loi d'un président socialiste qui aurait réussi à faire entrer à l'Assemblée nationale une *majorité* conforme à celle qui l'aurait porté à l'Elysée. Une fois ce vote acquis, nul ne pourrait lui contester sa fidélité à la gauche, comme nul ne pouvait la contester à Léon Blum après 1936. Alors beaucoup de choses deviendraient possibles. Voilà certes une porte étroite. Mais il n'y en a point d'autres, et elle seule est ouverte.

MAURICE DUVERGER.

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LES ENTRETIENS FRANCO-ALLEMANDS DE BLAESHEIM

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt veulent « rétablir l'ordre, la stabilité et la confiance » dans les relations économiques internationales

De notre correspondant

Strasbourg. — Une semaine avant le conseil européen de Maestricht (Pays-Bas), la rencontre entre le président de la République et le chancelier Helmut Schmidt, dimanche soir 15 mars, à Blaesheim, une petite localité proche de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim, a surtout porté sur un vaste tour d'horizon destiné à établir un front franco-allemand *« face à la crise »*.

Il faut, selon les propos du chef de l'Etat, *« rétablir l'ordre, la stabilité et la confiance dans les relations économiques internationales »* et mettre fin aux *« désordres de toute nature »* qui règnent, notamment en matière monétaire. Pendant un dîner de près de trois heures, auquel participaient également les ministres des affaires étrangères des deux pays : MM. Genscher et François-Poncet, les deux chefs d'Etat ont ainsi passé en revue l'ensemble des questions de l'actualité. *« Nous avons constaté que, sur ces sujets, il y avait une convergence d'analyse et de vue entre l'Allemagne fédérale et la France »*, a souligné, à l'issue de la rencontre, M. Giscard d'Estaing. *« Nous avons parlé, en particulier, des visites de nos ministres des affaires étrangères aux Etats-Unis d'Amérique, et nous avons porté des appréciations positives sur le résultat de ces visites. »* Dans une courte déclaration, le président de la République a encore précisé qu'il avait *« échangé ses réflexions »* avec son homologue allemand sur les réponses qu'ils apporteront l'un et l'autre à la lettre qu'ils venaient de recevoir de M. Brejnev.

La politique américaine jugée positive

Les entretiens ont aussi porté sur l'*« action concertée »* qui pourrait être conduite entre l'Allemagne fédérale et la France pour améliorer la situation économique des deux pays *« du point de vue de l'activité et de l'emploi »*. A cet égard, il a été prévu qu'à l'invitation du chancelier Schmidt le premier ministre français, M. Barre se rendrait prochainement en Allemagne fédérale pour poursuivre ces conversations.

Le chancelier Schmidt a insisté sur le fait que non seulement en ce qui concerne l'analyse mais aussi son appréciation, les participants à ce sommet alsacien avaient une *« opinion très positive »* de la politique du nouveau président des Etats-Unis.

Enfin, MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont également discuté des relations avec les pays en développement et du dialogue Nord-Sud, sujets qui seront, en principe, au centre des discussions du prochain sommet des grands pays industrialisés à Ottawa l'été prochain.

Le « ministre alsacien », M. Daniel Hoeffel (ministre des transports), qui avait assisté avec les présidents des conseils généraux alsaciens aux débuts des entretiens, a confirmé qu'en ce qui concerne l'indemnisation des « malgré-nous », incorporés de force dans l'armée allemande pendant la dernière guerre mondiale, un accord définitif avait été conclu entre les deux pays. Les statuts d'une fondation chargée de leur verser 250 millions de marks (590 millions de francs) sont désormais approuvés et bien que nécessitant encore l'accord du Bundestag, les crédits nécessaires à l'indemnisation pourraient être débloqués rapidement.

En prélude à ce « sommet », le président de la République était aussi venu en Alsace tenir une vieille promesse, celle d'inaugurer l'axe autoroutier nord-sud *« avant la fin du septennat »*. Descendu d'avion à Colmar, M. Giscard d'Estaing est allé dimanche soir à Blaesheim, distant d'une soixantaine de kilomètres, au volant d'une voiture où avaient également pris place M. Hoeffel, en sa qualité de président du conseil général du Bas-Rhin, le sénateur Goetschy, président du conseil général du Haut-Rhin, et le sénateur Rudloff, président du conseil de la région Alsace. Une inauguration « buissonnière » en quelque sorte, pour cet axe nord-sud qui doit relier l'autoroute Paris-Strasbourg à celle de Mulhouse-Lyon, et dont M. Giscard d'Estaing a constaté *« la bonne qualité des travaux »*. Cette liaison à travers l'Alsace sera définitivement achevée d'ici juillet, lorsque le raccordement de Burnhaupt au sud de Mulhouse, où des problèmes de tracé étaient apparus, aura été réalisé.

JEAN-CLAUDE PHILIP.

● *M. Mitsotakis*, ministre grec des affaires étrangères a révélé, jeudi 12 mars, qu'une augmentation de l'aide militaire à la Grèce est prévue par le projet de budget américain, tout comme elle est prévue pour la Turquie, et qu'un *« certain équilibre »* est par conséquent respecté dans l'attitude des Etats-Unis à l'égard des deux pays.

● *Réunis à Oslo*, les 13 et 14 mars, des responsables des partis sociaux-démocrates de Belgique, du Danemark, des Pays-Bas, de Norvège, d'Angleterre et d'Allemagne fédérale ont jugé « intéressante » la proposition de M. Brejnev sur la réduction du potentiel militaire nucléaire en Europe. Ce même 15 mars, dans une mise en garde contre l'installation de nouveaux missiles américains en Europe, l'agence Tass a déclaré que l'Europe occidentale ne devait pas devenir l'« otage » des Etats-Unis. — *(A.F.P.)*.

● *Transfert du service des visas de l'ambassade des Etats-Unis à Paris*. — A partir de ce lundi 16 mars, les visas seront délivrés 4, avenue Gabriel (8e arrondissement) et non plus 2, rue Saint-Florentin, en raison des travaux de restauration de l'hôtel Talleyrand, qui abrite ordinairement ce service. Le bureau est ouvert du lundi au vendredi, de 9 à 16 heures (tél. : 260-17-99).

LA FRANCE RÉINTÉGRERAIT IMMÉDIATEMENT L'OTAN EN CAS DE CONFLIT estime le général Rogers

Bruxelles *(A.F.P.)*. — La France réintégrerait immédiatement le commandement militaire intégré de l'OTAN (qu'elle a quitté en 1966) en cas de crise militaire en Europe, a estimé, dans une interview à la presse belge publiée samedi 14 mars, le général Bernard W. Rogers, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe.

« Selon moi, les autorités françaises décideraient de réintégrer immédiatement les structures militaires de l'OTAN en cas de conflit en Europe, a-t-il dit. *Je suis absolument convaincu que nous retrouverions les troupes françaises à nos côtés, là où elles doivent se trouver, et nous en serions enchantés. Enfin, je suis convaincu que les troupes françaises se battraient en dehors de leurs frontières. »*

Le commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe a estimé, enfin, que si tous les pays de l'OTAN faisaient un effort de défense semblable à celui de la France, *« l'OTAN se trouverait dans une position infiniment supérieure »*.

L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE TIENDRA TOUTES SES SESSIONS A STRASBOURG EN 1981

L'Assemblée européenne a accepté vendredi 13 février, à une faible majorité, la proposition de son bureau de tenir sa session agricole du 23 au 26 mars et les sessions du second semestre 1981 à Strasbourg.

Les Britanniques, qui proposaient Bruxelles, ont protesté violemment. Les représentants du Luxembourg se sont joints à eux car ils déplorent l'abandon de fait de leur capitale comme lieu de travail de l'Assemblée, concurremment avec Strasbourg, où, disent-ils, chaque session coûte 2 millions de francs français supplémentaires (l'administration de l'Assemblée est en effet installée à Luxembourg). Ils ont, en outre, accusé les députés de violer leurs propres engagements en préjugeant de la décision du conseil des ministres, auquel il a été demandé de fixer avant le 15 juin un siège définitif.

LA RÉUNION DES VILLES DE LA MÉDITERRANÉE A ROME

M. Bressand, délégué général des Cités unies a lancé un appel à l'unité d'action

De notre envoyé spécial

Rome. — La Fédération mondiale des villes jumelées - Cités unies (1) a organisé, samedi 14 mars, dans la capitale italienne, une *« journée d'information sur la coopération intercommunale en Méditerranée »* qui lui a permis de faire le point sur différents programmes d'action en cours : lutte contre la pollution, coopération culturelle, amélioration de la condition féminine, échanges de jeunes et coopération économique dans le bassin méditerranéen. Le « programme-cadre » pour 1981-1983 de l'Union des villes de la Méditerranée (U.V.M.) — dont le secrétariat pourrait être prochainement installé à Tanger — a en outre été fixé de façon à peu près définitive par les participants à la réunion.

Mais cette journée d'information a surtout été l'occasion, au-delà de ces questions techniques, d'une mise au point du délégué général de la F.M.V.J., M. Jean-Marie Bressand, qui a tenté de déjouer une double menace pesant depuis l'origine sur l'union des villes de la Méditerranée.

La première est celle de la division. Vouloir faire travailler ensemble des élus de toutes les villes méditerranéennes peut en effet apparaître comme une gageure. Jusqu'ici, l'U.V.M. a enregistré à cet égard un succès non négligeable : elle est parvenue à faire coopérer, ou au moins dialoguer, des élus grecs et turcs, et même des Chypriotes venus des deux côtés de la ligne de démarcation. Mais l'absence des villes israéliennes, qui ont collectivement quitté la F.M.V.J. et ses organismes spécialisés après la condamnation, par la direction des Villes jumelées, de la guerre de six jours, en 1967, reste un obstacle majeur à l'élaboration d'une véritable solidarité des cités méditerranéennes par-dessus les clivages politiques, estiment de nombreux responsables municipaux non arabes.

La seconde menace est, selon M. Bressand, celle d'une séparation de l'U.V.M. et des Villes jumelées. La grande « maison mère » apparaît comme une garantie d'indépendance pour les villes de la Méditerranée et leur assure un important soutien logistique. Mais des tendances centrifuges se sont fait jour depuis la fondation officielle de l'U.V.M., le 20 avril 1977, à Rimini, notamment chez certains délégués arabes qui s'estimaient sous-représentés dans les organes dirigeants du mouvement. *« Pourquoi irions-nous rompre la nécessaire unité du mouvement mondial des villes jumelées et amputer la F.M.V.J. de son programme méditerranéen ?*, a demandé M. Bressand. *« Serait-ce notre alignement, après notre non-discrimination, qu'on nous reprocherait ? »*

Les Cités unies entendent au contraire, comme il a été confirmé à leur rencontre de Rome, développer les associations régionales des villes. L'Union des villes de la Caraïbe doit voir le jour à l'occasion d'un congrès du 25 au 27 juin en Martinique. Une Union des villes de l'océan Indien occidental et une Union des villes de la Baltique, qui ont déjà réuni des conférences préparatoires, doivent être constituées ultérieurement.

Le prochain congrès mondial de la F.M.V.J., qui aura lieu en novembre en Afrique du Nord, devrait permettre, parmi d'autres questions, de faire le point sur cette politique des unions régionales, qui permet de donner à la coopération internationale des communes un cadre géographique mieux adapté, et de tenter de surmonter les clivages entre Etats. Ces Etats qui, comme l'a dit M. Bressand à Rome, *« ont confisqué, hélas ! l'entière représentation des peuples »*.

BERNARD BRIGOULEIX.

(1) F.M.V.J., 2, rue de Logelbach, 75017 Paris.

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

- **VIETNAM** : Le socialisme à pas lents : d'abord manger à sa faim, la suite de l'enquête de Jacques de Barrin.
- **IDÉES** : Le logement.
- **ÉDUCATION** : Financement et autonomie des universités à l'étranger. En Grande-Bretagne, par Serge Bolloch.

EUROPE

Italie

Le président de la République se déclare résolu à ne pas dissoudre le Parlement

De notre correspondant

Rome. — Une nouvelle fois, une interview — publiée dans l'hebdomadaire *Epoca* — du président de la République italienne, le socialiste Sandro Pertini, crée un certain embarras dans la classe politique italienne. Rappelant comment moins d'un an après son entrée en fonctions il avait dû, au printemps 1979, dissoudre les Chambres pour sortir d'une crise politique sans issue, M. Pertini a déclaré : *« Maintenant c'est assez. Je ne veux plus dissoudre le Parlement. Je les ai déjà avertis : cette législature doit mourir de sa belle mort ; elle doit s'achever naturellement. Il ne faut pas qu'ils attendent de moi que je dissolve encore une fois les Chambres. Je ferai toutes les tentatives, même celles qui peuvent sembler les plus absurdes. Je renverrai le gouvernement devant le Parlement et le Parlement devra assumer ses responsabilités. »*

Au cours de cet entretien, M. Pertini a aussi critiqué l'actuelle politique étrangère américaine : *« Comment être tranquille quand M. Reagan tient un langage un peu provocateur vis-à-vis de l'Union soviétique ? Et si M. Brejnev lui avait répondu avec la même dureté ? Heureusement, de leur côté, la sagesse a prévalu, même si les dirigeants soviétiques se sont mal comportés vis-à-vis de M. Pajetta et des communistes italiens. »*

M. Pertini a aussi évoqué la crainte que le Salvador ne se transforme en nouveau Vietnam.

Si cette prise de position en politique étrangère — plutôt contradictoire avec celle du gouvernement Forlani — n'a guère suscité d'émoi, l'annonce de la part de M. Pertini de son intention de refuser la dissolution des Chambres risque de conditionner fortement le débat politique italien, d'autant que le cabinet de centre gauche a été mis une nouvelle fois en minorité devant la Chambre à propos de la remise en fonction d'une petite compagnie aérienne intérieure, l'Itavia, en faillite depuis décembre dernier.

Evoquer le refus d'une dissolution des Chambres renforce l'hypothèse, avancée depuis plusieurs semaines, d'un « gouvernement institutionnel » dirigé éventuellement par le président du Sénat, M. Amintore Fanfani (démocrate-chrétien), composé d'hommes compétents plutôt que de représentants soigneusement dosés des courants des partis. Un tel cabinet tiendrait en outre sa légitimité, comme le veut d'ailleurs la Constitution, plus du vote du Parlement que des compromis entre les directions des partis.

Une telle formule n'est pas très éloignée de la proposition faite par le leader républicain, M. Bruno Visentini (*le Monde* du 21 février). Elle viserait à instaurer un rapport plus fécond avec l'opposition communiste, même si le contexte international interdit de faire entrer le P.C.I. au gouvernement. M. Fanfani serait l'homme de cette possibilité car son image « de droite » rassurerait.

La déclaration du chef de l'Etat pèse-t-elle sur la survie du cabinet Forlani ? Celui-ci tire aussi profit de la peur d'une « crise dans le brouillard » qui entraînerait de nouvelles élections anticipées. La déclaration de M. Pertini rend moins dramatique l'éventualité d'un changement de gouvernement après les élections régionales et municipales partielles du printemps prochain.

MARC SEMO.

● *Six personnes soupçonnées d'avoir pris part à l'enlèvement d'Aldo Moro* ont été arrêtées le 14 mars. Elles sont également accusées du meurtre du procureur général de Salerne, voilà un an. Leurs noms, dont un seul a été rendu public, ont été révélés au cours de l'interrogatoire de Marco Donat-Cattin. Après trois ans de recherches, l'enquête a déterminé qu'une cinquantaine de membres des Brigades rouges ont participé à l'assassinat d'Aldo Moro. — *(A.F.P.)*

Pologne

M. WALESA SE REND A RADOM POUR TENTER D'ÉVITER UNE GRÈVE LOCALE D'AVERTISSEMENT

M. Lech Walesa se rend, ce lundi 16 mars, à Radom, où s'est tenue la séance plénière du comité du parti pour la voïvodie, qui a accepté, par un vote à bulletins secrets, la démission du premier secrétaire local, M. Janusz Prokopiak, dont le départ avait été exigé par la section locale de Solidarité. D'autre part, le chef du gouvernement a accepté, samedi, la démission de M. Roman Mackowski, le voïvode (préfet) de Radom. Reste le cas du chef de la milice, dont le départ a également été demandé par Solidarité, qui menace, si une solution n'est pas trouvée, de déclencher une grève d'avertissement de deux heures le mercredi 18 mars.

Samedi, le grand quotidien *Zycie Warszawy* a critiqué sévèrement la direction du parti pour son attitude timorée dans la lutte contre les personnes *« ayant violé la justice sociale, la démocratie et la légalité »*.

La campagne contre les militants du KOR (Comité d'autodéfense sociale) se poursuit. Ainsi, le quotidien de l'armée polonaise, *Zolnierz Wolnosci*, affirme que MM. Kuron et Michnik ont noué des « liens » avec le B.N.D. (services secrets ouest-allemands) par l'intermédiaire du philosophe polonais émigré M. Leszek Kolakowski. Le journal accuse aussi le KOR de *« souhaiter »* la réunification de l'Allemagne et assure que si la R.D.A. n'existait pas la Pologne *« n'aurait pas la moindre chance de garder ses territoires occidentaux, dont Gdansk, dans une confrontation avec une nouvelle grande Allemagne »*. La seule garantie de *« l'inviolabilité de la frontière Oder-Neisse »* entre la Pologne et la R.D.A., conclut le quotidien, *« réside dans l'alliance défensive des armées socialistes »*.

On ignore encore quand auront lieu les manœuvres conjointes soviéto-polonaises annoncées pour *« la seconde moitié de mars »* et les exercices en R.D.A. et en Tchécoslovaquie. Dans une déclaration publiée dimanche par le *New York Daily News*, M. Reagan a estimé qu'aux termes des accords d'Helsinki les Soviétiques auraient dû notifier ces manœuvres. — *(A.F.P.)*

Danemark

Le premier ministre s'étonne d'une indiscrétion de M. Giscard d'Estaing

De notre correspondante

Copenhague. — M. Joergensen, chef du gouvernement danois minoritaire social-démocrate, n'a pas encore répondu, au Parlement, comme il l'a promis, à la question posée par l'un des dirigeants de l'opposition libérale sur *« des allusions à son neutralisme »* contenues dans l'interview donnée par M. Giscard d'Estaing le 28 février au *Figaro-Magazine* (1).

Interrogé, dimanche 15 mars, à la télévision, M. Jœrgensen a précisé que les propos qu'il avait pu tenir au dernier conseil européen ne se distinguaient en rien des positions connues de son parti et s'est étonné que le président français ait soulevé un coin du voile sur l'une de ces réunions confidentielles.

M. Jœrgensen devra répondre aussi à une autre question embarrassante des responsables des partis centre droit.

Un supplément de l'hebdomadaire britannique *The Economist* a évoqué les *« inquiétudes »* que susciterait chez les alliés du Danemark la récente nomination dans ce pays à un *« très haut poste »* d'une personnalité qui représenterait un danger pour la sécurité de l'OTAN. La personnalité mise en cause n'est pas nommée, mais il ne peut s'agir que du nouveau ministre de la justice, M. Ole Espersen. Il n'a du reste pas cherché à dissimuler qu'il « s'identifiait » au portrait tracé, mais il a affirmé en même temps qu'il s'agissait là de pure calomnie.

Selon des rumeurs qui courent dans la presse danoise depuis des années, M. Espersen se serait laissé entraîner il y a une dizaine d'années dans une aventure avec une allemande de la R.D.A. lors d'une visite à Berlin-Est, ce qui donnerait aux services secrets communistes un moyen de pression sur lui.

Les services de contre-espionnage danois et alliés auraient mis M. Joergensen en garde contre M. Espersen en lui communiquant ces informations, mais le premier ministre les aurait négligées. Il s'est contenté de déclarer à plusieurs reprises qu'il *« ne connaissait personne dans son gouvernement ou dans l'administration centrale qui puisse représenter une menace pour la sécurité du Royaume... »*

CAMILLE OLSEN.

(1) Le chef de l'Etat français avait déclaré : *« L'une des plus mauvaises impressions que j'ai retirées du dernier conseil européen est d'avoir entendu exposer des thèses neutralistes par certain chef de gouvernement. »*

M. Giscard d'Estaing n'avait pas nommé M. Joergensen, mais un journal danois avait indiqué que c'est ce dernier qui était visé (*le Monde* du 28 février et du 10 mars).

R. F. A.

● *Des manifestations* ont eu lieu dans une douzaine de villes de la République fédérale et à Berlin-Ouest pendant le week-end pour protester contre les arrestations, à Nuremberg notamment, de sympathisants des squatters. A Berlin-Ouest, trois jeunes gens ont tenté le samedi 14 mars d'incendier le Reichstag. L'incendie a été rapidement maîtrisé.

EUROPE

Turquie

Le chef du gouvernement a dressé un bilan positif de la lutte contre le terrorisme

De notre correspondant

Ankara. — La vie démocratique normale reprendra *« dans un délai raisonnable »*, a annoncé l'amiral Ulusu, premier ministre turc, au cours d'une conférence de presse le 14 mars. On attend des précisions à cet égard dans le discours que prononcera le 19 mai le général Evren, chef de l'Etat. C'est en tout cas à l'automne prochain que se réunira l'Assemblée constituante.

M. Ulusu s'est félicité de la diminution du nombre des victimes quotidiennes du terrorisme — 1 mort par jour, contre une moyenne de 22 avant le 12 septembre dernier. Depuis cette date, on a compté 368 tués, dont 129 activistes, 185 civils, 54 membres des forces de l'ordre. Depuis le début de 1981, on a relevé 90 morts.

En ce qui concerne la répression, le chef du gouvernement a indiqué que sur 23 111 détenus 6 223 sont gardés à vue et 16 188 inculpés. Sur 10 181 affaires jugées dans les six derniers mois, 886 se sont conclues par des peines de prison. Aucune juridiction exceptionnelle n'a été créée, a souligné M. Ulusu.

Il a reconnu que 68 cas de tortures ont été signalés. Des enquêtes sont en cours pour 40 d'entre eux ; 14 procès sont entamés, et 14 autres cas se sont révélés infondés. Entendus par le procureur militaire d'Istanbul, MM. Isvan et Basturk, respectivement maire d'Istanbul entre 1973 et 1977 et président de la centrale ouvrière DISK, ont indiqué qu'ils n'avaient pas fait l'objet de sévices, contrairement aux rumeurs qui couraient dans les milieux de gauche. L'amiral Ulusu a lui-même admis que certains éléments se rendaient coupables de tels actes, mais a ajouté qu'ils seraient énergiquement poursuivis.

Evoquant la multiplication des attentats contre les diplomates turcs, M. Ulusu a invité tous les Etats à coopérer pour empêcher ces crimes, déclarant que les messages de condoléances ne suffisaient pas à venir à bout du terrorisme. Il a souligné *« l'indignation et la grand-peine de l'opinion publique turque »* devant le fait que *« aucun des assassins n'a été arrêté par les forces françaises de sécurité »*. A cet égard, nombreux sont ceux qui relèvent que, avec des moyens bien inférieurs à ceux de leurs collègues français, les policiers turcs ont identifié et arrêté la majeure partie des auteurs d'attentats terroristes.

Evoquant l'économie, M. Ulusu s'est montré optimiste : de 8 % par mois au début de 1980, le taux d'inflation est tombé à 3 % en fin d'année et pourrait être ramené à moins de 40 % pour l'ensemble de 1981. Encouragé par le montant des records des mandats envoyés par les ouvriers expatriés, 2,1 milliards de dollars en 1980, et par le niveau des exportations, 2,9 milliards de dollars, l'amiral Ulusu a indiqué que 2 milliards de dollars de crédits étrangers supplémentaires seraient nécessaires pour 1981, en vue de financer le programme d'importations fixé à 9 milliards de dollars.

En politique étrangère, le chef du gouvernement a invité les Européens à bien juger *« à qui profitera la séparation entre l'Europe et la Turquie »*. Il s'est félicité de la coopération avec les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale et a annoncé de nouveaux développements des relations avec les pays islamiques et, notamment, l'Arabie Saoudite. Mais rien ne laisse à penser que la Turquie soit très chaude à l'idée d'un élargissement de la zone d'influence de l'OTAN dans ce secteur où elle ne veut, en aucun cas, jouer le rôle de gendarme.

ARTUN UNSAL.

Irlande du Nord

● NOUVELLE GREVE DE LA FAIM. — Un deuxième militant républicain détenu à la prison de Long Kesh, près de Belfast, a commencé le 15 mars une grève de la faim, pour obtenir le statut de prisonnier politique. Francis Hughes, vingt-cinq ans, condamné à la prison à perpétuité pour le meurtre d'un soldat britannique en 1978, rejoint ainsi Bobby Sands, considéré comme le leader des détenus républicains des « blocs H », en grève de la faim depuis le 1er mars. D'autre part, les protestants unionistes, derrière le pasteur Ian Paisley, ont organisé récemment plusieurs manifestations pour exprimer leur refus de toute négociation entre Londres et Dublin sur l'avenir de l'Irlande du Nord. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

El Salvador

La Communauté européenne débloque son aide d'urgence

Le sénateur républicain de l'Oregon, M. Mark Hatfield, président de la commission des crédits (« appropriations »), a déclaré, le 13 mars, que lui-même et ses collègues n'étaient pas décidés à s'engager, à propos du Salvador, « *sur la voie qui avait conduit les Etats-Unis à la plus longue guerre de leur histoire* », au Vietnam. Des membres du Congrès ont précisé qu'une aide américaine de 63,5 millions de dollars faisait partie d'un programme économique de 140 millions de dollars en faveur du Salvador, dont le reste était financé par des organisations internationales. Une sous-commission du Sénat sera désignée pour l'approbation du volet militaire de l'aide américaine au Salvador. Son président, M. Robert Kasten, sénateur républicain du Wisconsin, pense que la sous-commission « soutiendra l'administration, bien qu'il y ait des inquiétudes au sujet de l'envoi de conseillers ». Sur les 25 millions de dollars d'aide militaire — pour des hélicoptères, des patrouilleurs et autres équipements — destinés au gouvernement salvadorien, 5 millions ont été refusés au gouvernement par la sous-commission sénatoriale chargée d'examiner les crédits alloués à l'étranger et par la commission similaire de la Chambre des représentants. Le vote de la commission aura lieu le 24 mars.

D'autre part, le Père Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères du Nicaragua, est arrivé le dimanche 15 mars à Paris pour un séjour de vingt-quatre heures en France. Il doit rencontrer, ce lundi, son homologue, M. Jean François-Poncet, et s'entretenir avec lui de l'ensemble de la situation en Amérique centrale.

A Bruxelles, cependant, la C.E.E. a débloqué son aide d'urgence aux populations salvadoriennes, nous indique notre correspondant auprès de la Communauté.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne, appuyée par l'ensemble des gouvernements membres de la C.E.E., a annoncé le 13 mars qu'elle allait mettre à exécution le programme d'aide d'urgence au profit des populations du Salvador, dont elle avait approuvé le principe voici quelques semaines. L'aide financière d'urgence d'un *montant de 400 000 ECU* (2,4 millions de francs) sera distribuée sous forme de vivres, de médicaments et d'autres produits de première nécessité par les soins du comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.). Celui-ci acheminera également une partie de l'aide alimentaire approuvée par les Dix en complément de l'aide financière d'urgence. Le reste de l'aide alimentaire sera distribué par des organismes confessionnels.

La décision de débloquer l'aide communautaire a été prise après que la mission de la Croix-Rouge partie au Salvador eut fait savoir à M. Claude Cheysson, commissaire chargé de la politique de coopération, qu'elle était en mesure d'atteindre sur le terrain les personnes qu'on désirait aider.

Après un délai de réflexion employé à vérifier, grâce au C.I.C.R., que l'aide ne serait pas détournée, c'est donc une fin de non-recevoir que donne finalement la Communauté à la démarche entreprise voici un mois par M. Eagleburger, envoyé spécial du général Haig (*le Monde* du 19 février), le secrétaire d'Etat américain avait appuyé cette démarche par une lettre à M. Thorn, le président de la Commission : il entendait que la Communauté annule son opération de secours au Salvador.

M. Cheysson a indiqué que, compte tenu de la persistance des troubles graves au Salvador et des déplacements de populations qui en résultent, la commission serait probablement amenée à proposer une deuxième opération d'aide en cours d'année.

Les problèmes posés par l'action de la Communauté au Salvador et dans cette région d'Amérique, ainsi que les frictions qu'elle suscite avec les Etats-Unis depuis la venue au pouvoir de M. Reagan, seront évoqués par les ministres des affaires étrangères des Dix, qui se retrouvent les 16 et 17 mars à Bruxelles.

L'aéroport de la Grenade

En particulier, ils ne manqueront pas de discuter la récente note de Washington demandant aux gouvernements des Etats membres de renoncer à financer un nouvel aéroport international à la Grenade. Les Etats-Unis ont fait valoir que cette île anglophone des petites Antilles, signataire, avec une soixantaine de pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) de la convention de Lomé, est actuellement très liée à Cuba, et que l'aéroport projeté a davantage de chances d'être utilisé à des fins militaires que touristiques.

La France et le Royaume-Uni ont fait savoir à la Commission (qui gère l'aide financière accordée au titre de la convention de Lomé) qu'ils partageaient les soupçons des États-Unis. Avec une rapidité d'investigation qui surprend, le Quai d'Orsay semble avoir acquis la conviction que l'aéroport projeté à Pointe-Saline dépasse effectivement les capacités touristiques de la Grenade et de Sainte-Lucie — l'autre pays A.C.P. ayant coprésenté le projet à Bruxelles. Le fait que Cuba contribue au financement du projet constitue, aux yeux des Français, une preuve supplémentaire du caractère non exclusivement commercial de l'entreprise. La R.F.A. éprouverait des réserves du même ordre. On peut donc penser que la France, le Royaume-Uni et la R.F.A. ne participeront pas à la réunion des bailleurs de fonds organisée par la Grenade avec l'aide technique de la Commission pour la mi-avril à Bruxelles, et à laquelle plusieurs pays et organismes d'aide invités (le Mexique, la Suède, le Canada, des fonds arabes) ont déjà fait savoir qu'ils assisteront.

M. Cheysson, tout en soulignant que *« la Communauté n'est pas prête à admettre que la politique de Lomé soit remise en cause par des interventions extérieures »*, conostate que, en ce qui concerne l'aéroport de Pointe-Saline, la Commission *« n'en est pas encore au stade où il faut décider s'il convient de donner suite ou pas »*.

La Commission a envoyé un expert à la Grenade pour voir s'il y avait lieu de réévaluer les coûts tels qu'ils figurent dans l'étude concernant l'aéroport qui a été financée par le Canada. Cet expert vient de rentrer. *« Il nous faut encore quelques semaines avant d'arriver à une conclusion »*, indique M. Cheysson. Si celle-ci est positive et si la Grenade, dans l'intervalle, a trouvé les autres sources de financement nécessaires, la Commission, conformément à la procédure de la convention de Lomé, présentera une décision de financement au comité du Fonds européen de développement (FED). Il restera toujours la possibilité aux Français, aux Anglais, voire aux Allemands, de voter contre. La Communauté, cependant, continue à aider la Grenade à organiser la réunion des bailleurs de fonds prévue à Bruxelles pour la mi-avril.

PHILIPPE LEMAITRE.

États-Unis

CINQ OFFICIERS SUPÉRIEURS SUD-AFRICAINS ONT FAIT UNE « VISITE PRIVÉE » A WASHINGTON

Washington *(A.F.P.)*. — Cinq officiers supérieurs sud-africains ont quitté Washington, samedi 14 mars, pour Pretoria, après une visite « privée », qui a causé un certain embarras au département d'Etat.

Les Etats-Unis affichent une attitude plus favorable à l'égard de l'Afrique du Sud depuis l'entrée en fonctions du président Ronald Reagan et de son secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig. Mais cette visite de cinq jours, effectuée à l'invitation de l'American Security Council, une organisation privée de droite, posait un problème diplomatique.

Il existe en effet une *« interdiction de visites »* d'officiers de haut rang entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud depuis l'embargo prononcé par le Conseil de sécurité de l'ONU sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, en 1962, a déclaré dimanche un porte-parole du département d'Etat, M. David Passage. Le département d'Etat s'est refusé à donner l'identité des officiers sud-africains, mais, selon l'American Council, il s'agit en particulier du général Van Der Westhuizen, chef des renseignements militaires, et de l'amiral Willem du Plessis, ancien attaché militaire à Washington, expulsé des Etats-Unis en avril 1979, en représailles contre l'expulsion de Pretoria de l'attaché militaire américain en Afrique du Sud.

Ces cinq personnalités sud-africaines avaient demandé des visas diplomatiques sans mentionner leur qualité de militaire, a déclaré M. Passage. Elles n'ont finalement pas été reçues au département d'Etat, leur statut ayant été jugé *« trompeur »*. Certains des officiers sud-africains ont cependant été reçus par des *membres du Congrès*, ont fait une *« visite de courtoisie »* au Pentagone, et se sont entretenus avec un membre du Conseil national de sécurité.

PROCHE-ORIENT

Le conflit irano-irakien

LE PRÉSIDENT SADDAM HUSSEIN MENACE DE REPRENDRE LA GUERRE DE MOUVEMENT

Bagdad *(U.P.I.)*. — L'Irak a lancé, dimanche 15 mars, une nouvelle attaque aux missiles sol-sol contre les villes d'Ahwaz et de Desfoul au Khouzistan, menaçant de ne plus s'en tenir à une guerre de positions et d'occuper de nouvelles villes iraniennes, si le régime de Téhéran n'acceptait pas de négocier l'arrêt des hostilités.

S'adressant à des soldats irakiens montant au front, le président Saddam Hussein a déclaré que l'armée irakienne était sur le point de reprendre son avance en territoire iranien. *« Il ne s'agit pas là*, a-t-il ajouté, *de vaines menaces. Nous sommes très sérieux. Les dirigeants iraniens devraient le comprendre et assouplir leur position intransigeante afin d'arrêter l'effusion de sang. Sinon, ils seront les perdants. »*

Il a ajouté : *« L'Irak n'est plus intéressé à préserver l'unité de l'Iran, parce que le pays qui manifeste de l'hostilité à l'égard de l'Irak et de la nation arabe devrait être démantelé et divisé. Nous sommes décidés à accorder toute forme d'aide aux communautés iraniennes luttant pour leurs droits nationaux, y compris une assistance militaire. »*

Egypte

Les inconditionnels du régime sont minoritaires au sein du nouveau conseil de l'ordre des journalistes

De notre correspondant

Le Caire. — Les élections corporatives, en fait très politisées, qui se sont déroulées au début de ce mois au sein du Syndicat égyptien de la presse pour le renouvellement de six sur douze des membres du conseil de l'ordre des journalistes ont eu pour résultat que, pour la première fois depuis la révolution de 1952, les inconditionnels du régime y sont minoritaires.

Cette situation nouvelle est attribuée par les uns à la pugnacité antigouvernementale des journalistes égyptiens par d'autres à la tolérance du pouvoir à l'égard de l'opposition. Le raïs, font valoir ces derniers, a, en effet, confirmé qu'il assisterait à une réunion au siège de l'ordre de la presse, à la fin de ce mois, bien que des marxistes y aient été élus en dépit des mises en garde présidentielles.

Parmi les six nouveaux membres du conseil de l'ordre figurent, aux côtés de trois militants du parti national démocrate (majorité), un nassérien affilié au parti travailliste, député au Parlement et rédacteur à l'hebdomadaire d'opposition *Al Chaab*, M. Ahmed Faraghli, un intellectuel marxiste appartenant au comité central du Rassemblement progressiste, M. Lofti El-Kholi, et un indépendant, journaliste à *Al Ahram*, M. Mahmoud Sami. Les six autres membres du conseil dont le mandat n'était pas soumis cette fois à renouvellement sont trois militants du Rassemblement progressiste (mouvement à dominance marxiste) et trois indépendants.

Le nouveau président de l'ordre des journalistes, M. Salah Galal (majorité), responsable des questions scientifiques à *Al Ahram*, n'a été élu qu'avec 53 % des voix. Si l'on considère que mille deux cent cinquante journalistes égyptiens ont participé aux élections sur les mille huit cents qui appartiennent à l'association de la presse, et que, parmi les non-votants, plusieurs dizaines ont choisi de travailler dans la presse arabe paraissant hors d'Egypte (à Paris et à Londres notamment) par esprit d'opposition au régime de M. Sadate, on peut estimer qu'environ la moitié des journalistes égyptiens sont actuellement, encore qu'à des degrés divers, des opposants.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

● *Les douze adversaires des accords de Camp David*, qui avaient été arrêtés, au Caire, au début de février, alors qu'ils manifestaient aux abords du pavillon israélien à la Foire du livre (*le Monde* du 10 février) ont tous été libérés à la fin du même mois. — *(Corresp.)*

Israël

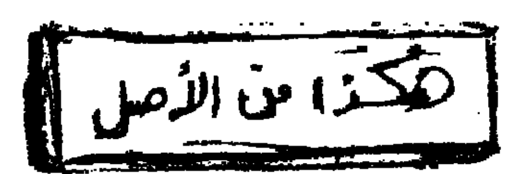
MANIFESTATION A JÉRUSALEM POUR LE RESPECT DU SABBAT

Jérusalem *(A.F.P.)*. — Quinze mille juifs religieux orthodoxes, selon la radio nationale israélienne, ont participé, samedi 14 mars, à la plus grande manifestation jamais vue à Jérusalem pour protester contre la *« désacralisation »* du sabbat. Pour le cent sixième sabbat consécutif, les habitants du quartier de Mea Shearim n'ont pas hésité à recourir à la violence pour perturber le trafic automobile, raison de leur indignation, sur une nouvelle route menant à Ramot, un quartier neuf de la périphérie.

Mea Shearim est le fief des orthodoxes austères, vivant dans l'étude permanente de la Bible et du Talmud, s'habillant de façon anachronique avec des caftans de couleur ou des redingotes noires, des bonnets blancs ou des chapeaux de fourrure. Les hommes se laissent généralement pousser des boucles de cheveux le long des joues, tandis que les femmes se rasent le crâne. Ces traditions font de ce quartier un ghetto. La secte la plus militante, les Gardiens de la cité, ne tolère surtout pas qu'on désacralise le sabbat en prenant sa voiture, ce que font pourtant allégrement les juifs peu ou pas du tout pratiquants, c'est-à-dire plus des deux tiers des Israéliens.

D'autre part, trois jeunes résidents de Beith Hanina, en Cisjordanie, près de Jérusalem, ont été arrêtés à la suite d'un attentat samedi soir à Jérusalem contre un autobus israélien, a annoncé la radio israélienne, ajoutant que ces trois suspects nient toute participation à cet attentat.

L'opération, revendiquée par la résistance palestinienne dans une déclaration faite à Damas, et menée à la grenade et à l'arme automatique, n'avait fait qu'un blessé léger, selon Jérusalem.



ASIE

Vietnam : le socialisme à pas lents

(Suite de la première page.)

Aussi, lorsque, à la mi-janvier, le ministère de l'intérieur s'est inquiété, dans un communiqué, d'« *une recrudescence des activités anarchiques... et de l'existence en nombre croissant de noyaux de résistance (réactionnaires civils et militaires) et de délinquance (trafiquants, escrocs, contrebandiers...)* », tout le monde a compris que cet avertissement visait d'abord les habitants de la métropole sudiste.

Soucieuses de désencombrer Saigon d'un bon nombre de faux citadins, de « *parasites* » qui, la paix revenue, n'avaient plus rien à y faire, les autorités ont tenté de les diriger vers de « *nouvelles zones économiques* ». Mal encadrés et mal équipés, beaucoup de ces « colons », qui pourtant étaient d'anciens paysans, n'ont pas supporté le travail des champs et ont repris assez vite le chemin de la ville. La population d'Ho-Chi-Minh-Ville est néanmoins tombée — compte tenu des départs des cadres du précédent régime vers les camps de rééducation — de plus de 4 millions d'habitants en 1975 à environ 3,5 millions.

Les Saigonnais sont confrontés à la pénurie. « *Le commerce socialiste ne satisfait que 30 % des besoins de la population,* indique M. Le Quang Chanh, vice-président du comité populaire d'Ho-Chi-Minh-Ville. *Nous voudrions doubler ce pourcentage au cours du plan 1981-1986* ».

Comment un travailleur de l'Etat, qui gagne environ 60 à 80 dongs par mois (1), peut-il avoir accès au marché libre sur lequel une douzaine d'œufs se négocie à 12 dongs, un kilo de porc à 45 dongs, un mètre de tissu à 50 dongs, un paquet de cigarettes à 40 dongs ? Qui veut acheter au marché noir doit vendre au marché noir.

Les avions d'Air France et de Cathay Pacific déversent chaque mois à Ho-Chi-Minh-Ville quelque 220 tonnes de marchandises variées (nourriture, vêtements, médicaments, produits de beauté, appareils ménagers, etc.) que les Vietnamiens d'outre-mer expédient à leurs compatriotes restés au pays, sous forme de colis familiaux, et que l'on retrouve sur les marchés fourmillants de Cholon la chinoise. Le gouvernement a compris l'intérêt qu'il avait à favoriser ces importations gratuites et à économiser ainsi des millions de dollars de devises.

Ceux qui ne bénéficient pas des rations alimentaires distribuées par l'Etat à prix réduits, soit parce qu'ils ne travaillent pas dans le cadre de l'économie socialiste, soit parce qu'ils ont demandé des visas de sortie, ceux qui n'ont pas de correspondants à l'étranger, et notamment ces quelque dix mille « Amérasiens » rejetés de tous, ces « *tête de poulet-cul de canard* » comme on les surnomme, sont contraints de vivre d'expédients plus ou moins avouables. A Saigon, la misère à *fleur de rue* est d'autant moins supportable que souvent, elle paraît être le fruit de discriminations.

CHINE · VIETNAM · THAÏLANDE · CAMBODGE · HAI NAN · HANOÏ · Haiphong · Langson · Golfe du Tonkin · Vinh · Hué · Da Nang · Pleiku · Qui Nhon · Buon Mé Thuot · Nha Trang · Dalat · Phan Rang · Phan Thiet · HO CHI MINH-VILLE (SAÏGON) · Vinh Loi · MER DE CHINE MÉRIDIONALE · Mékong · L A O S · 0 km 250

1. Lai Chau
2. Hoang Lien Son
3. Ha Tuyen
4. Bac Thai
5. Cao Lang
6. Son La
7. Vinh Phu
8. Ha Son Binh
9. Ha Bac
10. Quang Ninh
11. Hai Hung
12. Thanh Hoa
13. Ha Nam Ninh
14. Thai Binh
15. Nghe Tinh
16. Binh Tri Thien
17. Quang Nam-Da Nang
18. Gia Lai-Congtum
19. Nghia Binh
20. Dac Lac
21. Phu Khanh
22. Song Be
23. Tay-Ninh
24. Lam Dong
25. Kien Giang
26. An Giang
27. Long An
28. Dong Nai
29. Thuan Hai
30. Dong Thap
31. Tien Giang
32. Hau Giang
33. Cuu Long
34. Ben Tre
35. Minh Hai

La pénurie

En réalité, la grogne des habitants d'Ho-Chi-Minh-Ville reflète celle de la majorité de ceux du Sud, peu enclins à s'engager sur la voie du socialisme, surtout s'ils y sont invités par leurs compatriotes du Nord, à l'égard desquels ils nourrissent une méfiance séculaire. De l'avis de membres de l'ancien gouvernement révolutionnaire provisoire (G.R.P.) du Sud, la réunification du pays en juillet 1976 était prématurée. « *On nous a trompés,* confient-ils. *Nous avions espéré que la période de transition serait plus longue, même si nous étions suffisamment lucides pour savoir que nos chemins risquaient, un jour, de diverger.* »

Non sans raison, les Nordistes et les Sudistes qui avaient été formés au Nord ont rapidement pris les leviers de commande puisque la guerre avait décimé les cadres locaux. Tout bien réfléchi, ils ont préféré conserver le pouvoir plutôt que de le remettre à des gens dont l'ardeur révolutionnaire restait à prouver.

La police et les douanes seraient aux mains des Nordistes, qui, d'autre part, auraient la préférence pour aller suivre des stages de formation à l'étranger. Le climat de suspicion, les passe-droits réels ou supposés accordés aux cadres du parti, dont beaucoup ne sont pas des modèles de vertu socialiste, exaspèrent la population.

Les Sudistes ont devant les yeux l'image peu édifiante d'un régime desservi par une corruption tenace, qu'il ne parvient pas à juguler. Tout s'achète : le certificat médical qui permet d'échapper au service militaire comme la complicité du fonctionnaire qui facilite la fuite vers l'étranger. « *Nous étions prêts à mener une vie austère,* expliquent d'anciens militants du G.R.P., *mais l'arrogance et la mesquinerie de nos compatriotes du Nord, les humiliations qu'ils nous ont infligées, nous ont choqués d'autant plus qu'ils ne nous ont pas apporté la preuve de leur bonne gestion.* »

« *On veut servir un idéal, pas une idéologie* », assurent les gens du Sud. Or ils réalisent que la nouvelle Constitution a officialisé le rôle du parti communiste. « *force unique qui dirige l'Etat et la société.* » A lire le nouveau slogan à la mode, « *aimer sa patrie, c'est aimer le socialisme* », ils constatent qu'il n'y a pas de troisième voie possible.

Partir ? Beaucoup, qui se font peut-être des illusions sur la vie qui les attend ailleurs, le souhaitent « *pour assurer l'avenir des enfants* ». En théorie, les autorités accordent des visas de sortie à tous ceux qu'elles jugent inassimilables, mais les procédures traînent souvent en longueur. Pour ceux qui choisissent de fuir clandestinement le pays, la place de bateau coûte aujourd'hui entre 2 et 10 taels (2). Depuis 1975, le Vietnam a ainsi perdu 60 % de sa flotte de pêche...

Et l'on dit les quelque six cent mille Chinois de Cholon candidats potentiels au départ. « *Pourquoi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a-t-il installé ses bureaux à 20 kilomètres du centre-ville ?* » interrogent les mauvaises langues. « *Parce qu'il a prévu des queues de 20 kilomètres...* »

Apprendre la patience

Malgré tout, les habitants du Sud ne semblent pas prêts à lutter pour se voir reconnaître un certain « *droit à la différence* ». On perçoit dans leur comportement davantage de lassitude et de résignation que de révolte et de colère. Certes, des tracts clandestins circulent : ici ou là, notamment dans les provinces de Dac-Lac et de Gia-Lai-Congtum (Hauts-Plateaux), des soldats de l'ancien régime tiennent probablement le maquis. Mais, aux yeux de nombreux observateurs, il ne semble pas y avoir dans le Sud — du moins pour le moment — une opposition unie et résolue. Pour autant, les pouvoirs publics n'ont pas la tâche facile, car l'indifférence est souvent plus dure à réduire que l'hostilité.

En choisissant de brusquer les événements au lendemain de la « libération » du Sud, les dirigeants du Nord savaient les risques qu'ils couraient. S'ils avaient laissé cette région dériver, ils craignaient de ne plus pouvoir, le moment venu, en venir à bout, alors que, à cette époque, le Cambodge tout proche échappait à leur contrôle. Mieux valait, à leur avis, s'assurer dès le départ la maîtrise de cette zone, quitte ensuite à lâcher du lest, selon les circonstances.

Dans son rapport sur le projet de Constitution, M. Truong Chinh, président de l'Assemblée nationale, constatait en décembre que, « *à l'heure actuelle, les deux zones du pays diffèrent par le niveau de leur développement* ». Il attribuait ce « *décalage* » au fait que « *le Nord est libéré depuis 1954 et a fait la révolution socialiste plus de vingt ans avant le Sud* ». Il invitait les parlementaires à tenir compte, dans l'élaboration des nouveaux textes, « *des aspects non encore unifiés et non identiques entre les deux zones... en évitant tout ce qui peut être dépassé pour l'une ou trop avancé pour l'autre* ».

Les autorités n'ont pas réussi à « *mater* » le Sud. « *Dans notre pays se poursuit actuellement une lutte acharnée entre les deux voies socialiste et capitaliste, ayant à leur tête l'impérialisme américain et les hégémonistes chinois,* a précisé M. Chinh. *Les éléments contre-révolutionnaires de l'intérieur s'efforcent désespérément d'entraver le travail d'édification de notre peuple socialiste.* »

Pour l'heure, les autorités n'ont pas d'autre choix que de marquer une pause dans la marche vers le socialisme. Au dire de certains, elles auraient décidé de miser sur les enfants, jugeant la partie perdue avec les adolescents et les adultes. D'aucuns en viennent à se demander qui, du Nord ou du Sud, aura finalement gain de cause.

Indéniablement, le Sud nonchalant et bon enfant a commencé d'influencer le Nord pur et dur. A Hanoï, les mœurs sont moins austères qu'auparavant ; on y remarque davantage de fantaisie dans l'habillement, davantage de décontraction dans le comportement. Mais que peut faire d'autre le Sud, si ce n'est donner au socialisme vietnamien un visage plus *souriant*, plus humain ?

En définitive, le parti saura, quand il le jugera opportun, imposer sa loi à l'ensemble du pays. Cela prendra du temps, beaucoup plus de temps que prévu. A Hanoï, les responsables concluent à leur manière : « *Le Sud nous apprend la patience, nous lui enseignons l'espérance.* »

JACQUES DE BARRIN.

(1) Au taux officiel de 1 dollar américain vaut 2,3 dongs.

(2) Le taël se présente sous la forme d'une feuille d'or de 37,5 g.

Prochain article :

D'ABORD MANGER A SA FAIM

ASIE

Pakistan

APRÈS LA LIBÉRATION DES OTAGES DE L'AVION DÉTOURNÉ

Islamabad accuse les autorités afghanes d'avoir soutenu les pirates de l'air

Le Pakistan a mis en cause l'Afghanistan et le terroriste Carlos dans le détournement de l'avion de la Pakistan International Airlines, dont les cent deux passages ont été relâchés samedi soir 14 mars à Damas en échange de la libération de cinquante-quatre prisonniers politiques.

Le général Zia Ul Haq a dénoncé dimanche le « *manque de coopération* » de Kaboul, qui a « *foulé aux pieds* » les usages internationaux en recevant les pirates de l'air « *comme des hôtes officiels* » et en leur fournissant des armes, accusation qui a été reprise par l'un des otages américains, qui a noté l'apparition de mitraillettes après l'escale de l'avion à Kaboul. L'assassinat à Kaboul d'un diplomate pakistanais par les terroristes, a ajouté le chef de l'Etat, était un « *acte bien organisé* ». A Damas, a-t-il poursuivi, l'atmosphère était différente, mais « *nous n'avons pas pu utiliser d'autres moyens* », c'est-à-dire envoyer des commandos pour régler le problème.

Le général Zia a estimé que l'opération n'était pas « *le fait de quelques fanatiques* » mais « *un grand complot soutenu par des éléments étrangers* » contre son régime, ajoutant : « *Tous ceux qui ont trempé dans cette conspiration seront reconnus et châtiés.* » La presse, censurée, a repris la version officielle. Mais le *Pakistan Times*, proche du gouvernement, a publié un éditorial qui, tirant la leçon des événements, conclut en demandant le rétablissement de l'activité politique, interdite depuis le coup d'Etat militaire de 1977. « *Il faut*, écrit-il, *laisser les forces favorables au Pakistan s'engager dans des activités politiques* », et en particulier la majorité silencieuse s'exprimer.

Enfin, le journal critique l'attitude de l'U.R.S.S. : « *Malgré la condamnation de la piraterie aérienne exprimée par l'U.R.S.S., ce n'est pas un hasard si les deux pays depuis lesquels les pirates de l'air ont choisi de négocier appartiennent à sa zone d'influence. Si Moscou avait levé le petit doigt, beaucoup d'angoisses, d'alarmes et d'humiliations auraient été épargnées au Pakistan.* »

Les cent deux passagers libérés, les cinquante-quatre prisonniers pakistanais et les trois pirates de l'air se trouvent toujours en Syrie. Quatre-vingt-quinze passagers sont partis lundi pour l'Arabie Saoudite pour y effectuer, à l'invitation des autorités de Ryad, le « *petit pèlerinage* » (Oumrun) de La Mecque.

Parmi les trois Américains qui se trouvaient à bord de l'avion, deux sont recherchés par la police de leur pays, l'un pour trafic de drogue, l'autre pour utilisation de faux papiers.

On ne sait pas encore ce qu'il adviendra des trois pirates de l'air à qui l'asile — de même que pour les prisonniers libérés — avait, à la dernière minute, été refusé par la Libye samedi, ce qui avait retardé de plusieurs heures l'issue d'un drame qui a duré treize jours. En effet Tripoli, qui avait donné son accord au transfert sur son territoire des prisonniers et des pirates de l'air « *pour des raisons humanitaires* », avait changé d'avis par « *manque d'informations précises* », alors même que l'avion syrien qui transportait les prisonniers volait vers la capitale libyenne. L'appareil s'est ensuite posé à Athènes pour faire le plein de carburant, avant de repartir pour Damas. En effet, un accord a été conclu *in extremis* entre le général Zia et le général Assad, chef de l'Etat syrien, soucieux de « *préserver absolument la vie des otages* ».

Les prisonniers pakistanais ont reçu le droit d'asile en Syrie. Les auteurs du détournement ne sont autorisés à demeurer en territoire syrien qu'à titre provisoire, « *uniquement dans l'attente de leur départ pour un pays de leur choix* », indique-t-on de source officielle à Damas. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

Chine

Pékin attribue à une « évidente hypocrisie » les propositions de M. Brejnev sur l'Extrême-Orient

De notre correspondant

Pékin. — Pour la première fois depuis la fin du vingt-sixième congrès du P.C. soviétique, Pékin a commenté, samedi 14 mars, les propositions faites par M. Brejnev. Le commentaire publié par Chine nouvelle ne laisse place à aucune ambiguïté : il s'agit, du « *même vin dans des outres nouvelles* ».

Qu'il s'agisse de mesures de confiance militaire dont M. Brejnev avait suggéré qu'elles soient étendues en Europe et décidées en Extrême-Orient après des négociations réunissant notamment l'U.R.S.S., la Chine et le Japon, du moratoire sur le déploiement de fusées à moyenne portée en Europe, ou encore de l'idée de convoquer une session spéciale des membres du Conseil de sécurité des Nations unies, la réaction de Pékin est négative.

« Semer le désordre »

Le projet concernant l'Extrême-Orient, succédané du pacte de sécurité collective asiatique maintes fois proposé par les Russes et toujours rejeté par Pékin, est jugé d'une « *évidente hypocrisie* » dans la mesure, note Chine nouvelle, où « *il est impossible d'établir la confiance dans une région où l'Union soviétique intensifie ses efforts et son activité sur le plan militaire, mettant, par là, la paix et la sécurité en grave danger* ». En un mot, « *les nouvelles propositions de Brejnev sont de la simple propagande destinée à limiter l'action de l'adversaire et à sauvegarder les positions soviétiques ou à semer le désordre entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis, afin de tirer avantage de ces divergences* ».

Ce dernier point mérite qu'on s'y arrête. Dans le passé, en effet, Pékin, tout en se félicitant de l'indépendance de l'Europe, s'est montré simultanément favorable à un resserrement de la coopération et de la concertation entre Washington et ses alliés du Vieux Continent. Or un récent commentaire du *Quotidien du Peuple* montre que la Chine, face à la menace soviétique, préfère une cohésion plus grande de l'alliance atlantique plutôt qu'une action en ordre dispersé des nations occidentales. Cette nouvelle solidarité des pays de l'OTAN, qui n'exclut pas la persistance de divergences, en particulier en ce qui concerne la défense de l'Europe, Pékin en accorde le mérite à l'administration Reagan.

Les déclarations du nouveau président américain sur un renforcement de l'OTAN et la nécessité d'une consultation plus étroite des alliés des Etats-Unis ont été bien accueillies à Pékin, où l'on constate déjà un rapprochement significatif des positions respectives, en particulier à propos de l'Afghanistan, voire du Proche-Orient.

La fermeté de la politique américaine expliquerait la moindre « *arrogance* » *manifestée cette année* par M. Brejnev par rapport à son discours au XXV[e] congrès. Cette nouvelle attitude de Moscou ne signifierait toutefois aucun changement dans « *la stratégie hégémoniste soviétique et sa politique fondamentale. Il s'agit simplement d'une nouvelle tactique dans de nouvelles circonstances.* » Pour la Chine, l'Occident, et l'Europe de l'Ouest en particulier, ne doit en aucun cas mordre à l'« *appât* ».

MANUEL LUCBERT.

● RECTIFICATIF. — Dans nos éditions datées du 15-16 mars, notre correspondant à Pékin a malencontreusement supprimé une des deux étoiles du képi du général de Gaulle, que nos lecteurs auront, évidemment, rétablie.

AFRIQUE

Algérie

Les habitants de Tizi-Ouzou ont fait grève pour relancer le débat sur la culture berbère

De notre envoyé spécial

Tizi-Ouzou. — Les habitants de la grande cité kabyle ont largement suivi, dimanche 15 mars, le mot d'ordre de grève de la « communauté universitaire » de la ville, qui entendait relancer ainsi le combat pour la « culture populaire », qui fut à l'origine des violents affrontements du printemps 1980. La quasi-totalité des commerçants ont fermé leurs magasins. Le mouvement a également touché, à des degrés divers, les administrations et un certain nombre d'entreprises industrielles. Dans toute la Kabylie, les lycées étaient en grève. Dans l'après-midi, un grand meeting a rassemblé devant l'université de Tizi-Ouzou plusieurs milliers de personnes, en majorité des jeunes gens.

Sur les grilles, des banderoles proclamaient : « *Arabe algérien plus tamazirt* (berbère) *égalent langue nationale* », « *Non à la répression* », « *Pour les libertés démocratiques* ». Le « mouvement du printemps », comme il se nomme lui-même, a fait ainsi la preuve de sa vitalité et de sa combativité. Au même moment, à l'université d'Alger, en plein centre de la capitale, un autre meeting réunissait sur les mêmes thèmes quelques centaines de participants. Les forces de l'ordre ont évité de se montrer, ce qui prouve le souci des autorités de ne pas faire monter la tension sur un sujet particulièrement délicat.

Les manifestations surviennent alors que se déroule depuis le début du mois, sous l'égide du F.L.N., un vaste débat qui débouchera sur l'adoption d'une charte culturelle. Un « canevas » rédigé par une commission du parti unique est discuté par les instances locales et régionales du F.L.N. Une synthèse sera ensuite soumise au comité central et reviendra une nouvelle fois devant la base pour adoption définitive. Le chef de l'Etat a particulièrement insisté sur la nécessité de favoriser une liberté totale d'expression. Les premières discussions rapportées par la presse frappent, d'ailleurs, par le non-conformisme de certaines interventions. Pour les chefs du « mouvement du printemps », tout cela relève cependant du théâtre d'ombres : d'entrée de jeu, font-ils remarquer, le canevas affirme l'appartenance de la culture algérienne à la civilisation arabo-islamique, et les débats ne visent qu'à donner à cette orientation une légitimation démocratique. Or, disent-ils, on ne saurait réduire la culture à un dossier. Le berbère pourra bien être nié par une prétendue « *charte culturelle* » adoptée à 99 %, il n'en constituera pas moins un fait et continuera à être ressenti par des millions de personnes comme un facteur essentiel de leur identité.

Ce « *débat culturel* », affirment les tenants de la culture berbère, « *ne constitue donc qu'une échappatoire, un moyen de ne pas répondre aux demandes que nous avons présentées* ». « *Qu'avons-nous obtenu depuis un an ?* demandent-ils : *l'arabisation de la première année des sciences sociales et celle de l'état civil ! Nous avons donc décidé de renouveler solennellement nos revendications. Nous avons rédigé au cours d'une session d'étude à Yakouren en août dernier un ensemble de réflexions et de propositions* » (le *Monde* du 10 octobre 1980). « *On a refusé*, poursuivent nos interlocuteurs, *que ce texte soit versé au débat, sous prétexte qu'il n'avait pas été mis au point dans le cadre des institutions légales. Les autorités se sont opposées à sa diffusion. On nous avait promis une chaire de berbère à Tizi-Ouzou. Nous attendons toujours. L'enseignement du berbère a donc été organisé de façon sauvage, et nous allons étendre cette expérience dans les lycées et les villages.* »

Les autorités se montrent d'autant plus surprises par cette « *agitation* » qu'elles estiment avoir fait preuve d'esprit de conciliation. Les vingt-quatre animateurs du mouvement berbère arrêtés en avril 1980 ont été mis en liberté provisoire, et il n'est plus question de procès : le « *fait berbère* » a fait son apparition sur le plan historique dans les discours et les brochures officiels, alors que l'histoire de l'Algérie y commençait, récemment encore, à la conquête arabe ; la « chaîne kabyle » de radio émet douze heures par jour contre dix précédemment ; les chanteurs kabyles ont droit de cité à la radio et à la télévision et l'un des plus célèbres d'entre eux, Aït Menguellet, particulièrement contestataire, vient de donner une série de représentation au théâtre national d'Alger, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Evoquant le regain d'activité des partisans de la culture berbère, *El Moudjahid* s'estimait donc fondé à écrire ces jours derniers : « *Puisque n'existent plus l'alibi de la « revendication culturelle », à l'heure où précisément la culture est à l'ordre du jour au plan national, ni non plus le prétexte de la « libération de détenus » déjà libres, chaque citoyen est en droit de s'interroger sur les motivations réelles de ces groupuscules et de réfléchir sur les conséquences possibles de leur agitation.* » Et le journal conclut son éditorial intitulé « *Sérénité et responsabilité* » en rappelant que le président Chadli Bendjedid avait proclamé, un an auparavant, sa détermination de « *combattre par tous les moyens toute tentative de porter atteinte à l'unité nationale quels que soient les slogans* ».

Ce texte a été perçu par les tenants de la culture berbère comme une menace et une falsification de leur position. « *Ce n'est pas nous*, disent-ils, *qui portons atteinte à l'unité nationale mais, bien au contraire, ceux qui prétendent imposer à tout le peuple des schémas culturels importés du Proche-Orient et qui nous sont étrangers.* »

Le fossé est donc plus que jamais béant entre partisans de l'arabité de l'Algérie et défenseurs de la berbérité. La querelle ainsi relancée vient alourdir un climat politique maussade marqué par le développement des conflits sociaux — une grève des médecins a éclaté samedi — et l'épuration des organisations de masse d'où l'on écarte de plus en plus les militants se réclamant d'une autre organisation que le F.L.N., notamment du parti communiste, toléré ces dernières années. L'une des militantes de l'Union nationale des femmes (UNFA), Mme Doria Cherifati, vient ainsi d'être exclue de l'équipe dirigeante de cette organisation.

DANIEL JUNQUA.

Centrafrique

M. Dacko arrive en tête à l'élection présidentielle

De notre envoyé spécial

A la suite du premier tour de l'élection présidentielle centrafricaine, dimanche 15 mars, les premières indications de vote, lundi en fin de matinée, faisaient apparaître que le président sortant, M. Dacko, arrivait en tête devant M. Patasse, les autres concurrents étant plus nettement distancés. Les résultats définitifs ne seront connus, en principe, que mercredi.

Bangui. — Dans plusieurs bureaux de vote des banlieues populaires de Bangui, et notamment dans les quartiers Fouh et Boy-Rabe, M. Ange Patasse s'est assuré un nombre très important de suffrages. Dans quelques bureaux, le nombre des bulletins de vote comptabilisés en sa faveur est même supérieur à celui des électeurs inscrits... Mais, de toute façon, le chef du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.) s'affirme, devant ses trois concurrents, MM. Pehoua, Maidou et Goumba, comme le chef de l'opposition au président sortant, M. David Dacko.

Même s'il recueille un nombre important de suffrages dans de nombreux bureaux de vote et arrive ainsi largement en tête, l'homme qui est revenu au pouvoir en septembre 1979, après les treize années de dictature de Bokassa, devra donc compter avec M. Patasse, qui fut premier ministre pendant près de trois années sous l'ancien régime. Il est vrai que le M.L.P.C. est déjà représenté au sein du gouvernement centrafricain, contrairement aux autres partis d'opposition.

A Bangui, la participation a été massive. Avant même l'ouverture du scrutin à 8 heures du matin, d'importantes files d'attente s'étaient formées devant certains bureaux.

Les deux grands vaincus de la compétition paraissent être, dimanche soir du moins, MM. Maidou et Goumba. Le réflexe ethnique peut avoir joué dans la mesure où les deux candidats appartiennent à l'ethnie banziri. Mais d'autres facteurs ont été déterminants. M. Maidou, dernier premier ministre de l'ancien empereur, a été victime de l'impopularité qui lui valut, en 1979, le surnom de « M. Démenti », après qu'il eut nié la participation de l'empereur aux massacres d'écoliers, et après des accusations répétées de corruption formulées contre lui. M. Goumba, pour sa part, n'est pas parvenu à se faire suffisamment connaître d'une population avec laquelle il n'a repris contact qu'à la fin de février, après dix-sept années d'exil.

De nombreux incidents

Les observateurs redoutaient les truquages, mais ils ont en fait surtout été les témoins d'une spectaculaire pagaille, qui est à l'origine de multiples incidents. Alors que certains électeurs sont parvenus à voter plusieurs fois, d'autres n'ont pas pu remplir leur devoir. C'est ainsi que, dimanche soir, le chef de l'un des bureaux de vote de l'hôtel de ville nous expliquait que M. Goumba lui-même n'avait pas été admis à voter : « *Parce qu'il n'était pas en règle.* » Ici, on remettait aux électeurs des enveloppes contenant déjà des bulletins de vote en faveur de M. Ange Patasse. Là, on interdisait l'accès aux urnes à ceux qui, après qu'on leur eut demandé s'ils votaient en faveur de M. Pehoua, avaient répondu par la négative.

Dimanche, en fin d'après-midi, plusieurs centaines de cartes d'électeur inutilisées, mais apparemment parfaitement en règle, se trouvaient à l'abandon sur une table située au rez-de-chaussée de l'hôtel de ville. Dans la soirée, le commentateur de la télévision centrafricaine signalait le cas de Zaïrois qui avaient tenté de voter frauduleusement, et insistait sur les interprétations différentes données ici ou là, à l'autorisation de vote sur simple présentation de la carte d'identité officiellement annoncée la veille à la radio.

Bien que le calme ait, semble-t-il, régné à peu près partout dans la capitale, l'atmosphère était tendue. Beaucoup de boutiques avaient fermé dès samedi dans les quartiers populaires, par crainte des pillages. Certains Européens se sont abstenus de sortir en ville dimanche, et la présence, parmi ces derniers, de quelques rapatriés du Tchad, encore traumatisés par les récents événements de N'Djamena, n'est pas étrangère à cette réaction de prudence. Les militaires français de l'« opération Barracuda » étaient tous consignés dans leurs casernements, tandis que l'armée centrafricaine multipliait les patrouilles en ville.

Si le président sortant est mis en ballottage, un deuxième tour devra être organisé le 22 mars. Ce n'est pas la capitale, qui ne représente guère que 20 % de la totalité du corps électoral, qui fera la décision, mais la « province », car l'immense majorité de la population centrafricaine est rurale. Au demeurant, la multiplicité des incidents explique de nombreuses contestations, qui s'ajoutent à celles déjà exprimées par l'opposition avant même l'ouverture du scrutin. La Cour suprême peut être amenée à prononcer l'annulation des résultats de certains bureaux de vote, et même celle de la consultation.

PHILIPPE DECRAENE.

La tension dans la corne de l'Afrique

M. OLIVIER STIRN A RENCONTRÉ LES CHEFS D'ÉTAT D'ÉTHIOPIE ET DE DJIBOUTI

La corne de l'Afrique est, depuis quelques jours, l'objet d'une série d'initiatives diplomatiques en vue d'y apaiser les tensions, notamment entre la Somalie et l'Ethiopie. Rentré dimanche 15 mars à Paris, M. Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a été le premier membre d'un gouvernement occidental reçu à Addis-Abeba par le chef de l'Etat éthiopien (*le Monde* du 12 mars).

Sur le chemin du retour, M. Stirn a rencontré à Djibouti, le samedi 14 mars, le président Hassan Gouled, lequel s'est rendu le lendemain en visite officielle en Ethiopie avant de gagner le Kenya.

De son côté, M. Stevens, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, fait actuellement une tournée dans une dizaine d'Etats de la région pour préparer le sommet annuel de l'organisation panafricaine, prévu en juin à Nairobi. Le chef d'Etat sierra-léonais a déjà rencontré ses homologues éthiopien et somalien. Il a gagné dimanche Dar-Es-Salaam, où il s'entretient ce lundi avec le président Nyerere. — *(A.F.P., Reuter.)*

A travers le monde

Argentine

● LE GENERAL ROBERTO VIOLA, président-désigné argentin, qui doit entrer en fonctions le 29 mars, en remplacement du général Videla, est arrivé, le dimanche 15 mars, à Washington, pour une visite de cinq jours au cours de laquelle il rencontrera notamment le président Reagan. A l'ordre du jour des entretiens figureront les questions stratégiques de défense de l'hémisphère Sud. Cette visite devrait permettre de réviser et d'améliorer les relations entre les deux pays, passablement détériorées sous l'administration Carter par les critiques contre les violations des droits de l'homme dans ce pays du cône Sud. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Canada

● M. RENE LEVESQUE, premier ministre du Québec, a déclaré qu'il n'y aurait pas de second référendum sur la « souveraineté-association » de la province francophone avec le reste du Canada au cours de son second mandat, si le parti québécois, dont il est le chef, remporte les élections du 13 avril prochain, a-t-on appris samedi 14 mars à Montréal. Ouvrant la campagne électorale, M. Lévesque n'a toutefois pas écarté l'éventualité d'une autre consultation des citoyens québécois sur cette question au cours d'un mandat ultérieur. La « souveraineté politique et l'association économique » du Québec avec le reste du Canada, proposée le 20 mai 1980 aux électeurs québécois par le P.Q. au pouvoir, n'avait recueilli que 40,5 % des suffrages. — *(A.F.P.)*

Espagne

● DES MILIEUX PROCHES DES PUTSCHISTES du 23 février ont eu des contacts en novembre dernier avec un membre de l'équipe du président Reagan, afin de connaître la réaction de la nouvelle administration américaine à un éventuel coup d'Etat en Espagne, a affirmé dimanche 15 mars le quotidien madrilène *El Pais* (indépendant). Selon le journal, l'interlocuteur américain n'aurait pas envisagé, dans sa réponse, la possibilité d'un soutien au coup de force, mais n'aurait pas écarté une collaboration en cas de succès du putsch. — *(A.F.P.)*

Mali

● CONDAMNATIONS A MORT. — La Cour spéciale de sûreté de l'Etat a condamné à mort, samedi 14 mars, trois sous-officiers de gendarmerie, dont un par contumace, inculpés dans une tentative d'assassinat du président Traoré et de renversement du gouvernement malien en décembre 1980. A l'issue du procès qui s'était ouvert mardi à Bamako, la Cour a également prononcé cinq peines de travaux forcés dont deux à perpétuité, deux peines de prison ferme, deux de prison avec sursis et deux acquittements.

Les condamnés à mort sont les adjudants Abdoul Karim Sissoko (en fuite), considéré comme le chef du groupe, et Aladji Djire, ainsi que le gendarme Sekou Sonogo. — *(A.F.P.)*

هكذا من الأصل

J.F. Kennedy, Port Bouët, International, Kotoka, Charles de Gaulle, Houari Boumedienne, Schiphol, Esenboga, Les Salines, Don Muang, Muntadas, Capital, Santa Cruz, Logan, National, Otopeni, Ferihegy, Ezeiza, Mohammed V, O'Hare, Katunayake, Yoff, Lohausen, Cristoforo Colombo, Fuhlsbüttel, Vantaa, Kai Tak, Yesilköy, Halim, King Abdulaziz, Jan Smuts, Civil, N'Djili, Kastrup, Murtala Muhammed, Léon Mba, Hörsching, Portela de Sacavém, Heathrow, Barajas, Ringway, Marignane, Linate, Robertsfield, Mirabel, Sheremetyevo, Riem, Jomo Kenyatta, Côte d'Azur, Pedras Rubras, La Senia, Fornebu, Son San Juan, Orly, Ruzyně, Galeão, Fiumicino, Maxglan, Pudahuel, Viracopos, Paya Lebar, Vrajdebna, Arlanda, Echterdingen, Mehrabad, Ben Gurion, Narita, Carthage, Okecie, Schwechat.

Via Zurich, Genève ou Bâle.

L'horaire Swissair ou votre agence de voyages IATA vous fournira volontiers tout renseignement sur les vols Swissair qui desservent les aéroports mentionnés ou non ci-dessus.

Et notamment comment se nomment les quelque 90 villes du monde entier auxquelles correspondent ces aéroports.



Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION

Les trois thèmes dominants de la campagne de M. Mitterrand

La nécessité de l'alternance, les conséquences de son élection, y compris l'éventuelle participation du P.C. au gouvernement, devaient être les thèmes dominants de l'émission « Cartes sur table ». L'autre sujet que M. Mitterrand devait s'efforcer de privilégier était évidemment l'emploi, dont il a rappelé, samedi matin, à Saint-Malo, qu'il doit être « l'axe » de sa campagne. Enfin, le candidat socialiste ne devait pas manquer d'évoquer le rôle de la France dans le monde, attitude logique, car, déjà en 1974 celui qui était alors le candidat unique de la gauche avait mis l'accent sur l'indépendance nationale et sur son souhait de rendre son pays « plus présent » sur la scène internationale.

Lors de l'élaboration du manifeste du P.S. (adopté par le congrès extraordinaire de Créteil, le 24 janvier dernier), un chapitre intitulé la France, avait été ajouté aux trois chapitres précédents, qui constituent autant de mots d'ordre de la campagne : l'emploi, la liberté, la paix (selon un triptyque inspiré de celui du Front populaire : le pain, la paix, la liberté). « *La France doit être toujours du côté du droit, face aux ambitions des deux grands empires* », a rappelé M. Mitterrand à Saint-Malo, avant d'ajouter : « *Nous devons être l'ami de tout ce qui sert la paix, et l'on ne sert pas la paix quand on abandonne son fondement essentiel, c'est-à-dire le droit.* »

Le maintien de la paix est également l'un des engagements du candidat Giscard. Il y a donc là un terrain de concurrence entre les deux candidats « de second tour ». Les partisans de M. Mitterrand jugent que l'image de leur champion est bonne, mais n'ignorent pas qu'il doit compter avec les appuis extérieurs dont peut bénéficier le président sortant. La prise de position de la *Pravda*, montre que les dirigeants soviétiques comptent parmi les soutiens du président de la République. La rencontre de MM. Giscard d'Estaing et Schmidt en Alsace vient de rappeler à l'opinion que le chancelier fédéral n'est pas en reste. Et ce d'autant plus qu'a été décidée une action concertée en faveur de... l'emploi.

Le candidat socialiste doit, à son tour, pouvoir profiter de la réunion, jeudi 19 mars à Paris, des chefs de file des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens, parmi lesquels MM. Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste et du S.P.D., et Bruno Kreisky, chancelier d'Autriche. Cette réunion, consacrée au désarmement, devrait permettre d'accréditer l'idée que M. Mitterrand disposera à l'extérieur, s'il est élu, d'atouts non négligeables. A priori, chacun devrait donc pouvoir troubler le jeu de l'autre, puisque chacun peut se prévaloir d'un jugement favorable à l'extérieur, et accréditer ainsi l'idée qu'il est le meilleur garant du maintien de la paix. Mais à ce jeu, les inconvénients risquent d'être nombreux.

Dans un premier temps, les socialistes peuvent chercher, et cherchent sans doute, à exploiter le relatif embarras dont témoigne, chez les giscardiens, la volonté d'atténuer la portée de l'article de la *Pravda*. « *Il y a des satisfecit qui ne sont pas rassurants* », a souligné, dimanche à Lille, M. Mauroy. Le porte-parole du candidat socialiste a ajouté : « *Le président des Etats-Unis, qui va intervenir au Salvador, et M. Brejnev, qui occupe l'Afghanistan, considèrent chacun la France comme la fille aînée de leur église : c'est alarmant. La mission de ceux qui représentent la France n'est pas de s'accorder avec tout le monde, tout le temps et à n'importe quel prix. La vocation de la France n'est pas d'être le compère et le compagnon de route des super-grands.* »

M. Mitterrand juge toutefois que, dans un second temps, il pourrait faire les frais de l'attitude de l'U.R.S.S. A ses yeux, l'article de l'organe du P.C.U.S. peut être compris comme un encouragement adressé au P.C.F. pour qu'il crée les conditions d'un mauvais report de voix. Il va de soi que le P.C. conteste vigoureusement que l'on puisse tirer de l'article de la *Pravda* la conclusion « *que le Kremlin appelle à voter Giscard* », selon l'expression de René Andrieu.

« *Cela relève d'une manipulation politique grossière* », écrit, lundi matin, le directeur adjoint de *l'Humanité*, qui explique que « *l'obligation de réserve commune à toutes les diplomaties* » conduit l'U.R.S.S. à « *gommer quelques ombres dans le souci légitime d'avoir de bonnes relations avec la France et de sauvegarder la coexistence pacifique* ».

On peut cependant observer que l'article de la *Pravda* apparaît moins comme un soutien à M. Giscard d'Estaing que comme une sévère critique de la politique étrangère de M. Mitterrand, coupable, selon l'organe du P.C.U.S., d'une « *orientation atlantique* » et du « *refus de prendre place dans la lutte des forces de gauche en France et en Europe occidentale pour l'application d'une politique de détente...* ».

Le report des voix communistes

M. Mitterrand semble aujourd'hui convaincu qu'un bon report de voix communistes lui garantirait la victoire le 10 mai prochain. Dans son esprit, la défaite ne pourrait avoir d'autre origine que l'attitude du P.C.F., si celui-ci renonce à la discipline républicaine. Cette analyse peut s'entendre de deux façons.

Ce peut être une manière de désigner à l'avance le responsable de la défaite. Depuis 1977, communistes et socialistes ont engagé une sorte de partie de bras de fer, dans laquelle il est important que l'autre apparaisse à l'opinion comme le seul responsable des malheurs de la gauche. Dans ce contexte, la position de M. Mitterrand est logique ; elle s'explique d'autant mieux que faire apparaître le P.C. comme tenté de, ou incité à, provoquer la défaite, c'est encourager à voter socialiste au premier tour ; c'est permettre au candidat du P.S. de creuser l'écart avec le candidat du P.C. ; or, aux yeux des socialistes, il n'y a pas meilleur moyen de rassurer l'électorat modéré que de creuser l'écart au premier tour.

L'analyse de M. Mitterrand peut être aussi fondée sur la conviction que la victoire est proche. Il peut, en effet, observer que les plus récents sondages le placent à égalité d'intentions de vote avec celui qu'il nomme le « candidat sortant », alors même qu'il vient à peine d'entrer en campagne. Il peut alors, en premier lieu, constater qu'à aucun moment dans le passé il ne s'était trouvé en aussi bonne position au début d'une campagne présidentielle et, en second lieu, se souvenir qu'en 1965 comme en 1974 il avait sensiblement amélioré ses positions à la faveur de cette campagne. De là à penser qu'il en sera de même en 1981, il n'y a qu'un pas : ce pas peut être d'autant plus aisément franchi grâce à une bonne campagne que le bilan du « candidat sortant » est jugé mauvais et que M. Jacques Chirac fait le jeu des adversaires du président sortant : du moins M. Mitterrand le pense-t-il.

Le candidat socialiste est apparu, jusqu'à présent, avare de propositions précises et concrètes. En fait, il réserve celles-ci à des interventions ponctuelles, qui viennent compléter les meetings prévus dans chaque capitale régionale. C'est ainsi que M. Mitterrand a déjà traité des questions de santé (lors du colloque de l'association Santé et Socialisme, le 8 mars dernier), d'agriculture et, plus récemment (dimanche 15 mars, à Evry), d'éducation et de sport. De même, avant de tenir un meeting à Rennes, vendredi soir 20 mars, il s'est rendu successivement samedi 14 à Saint-Malo, Saint-Brieuc et Lorient pour y traiter de l'emploi, de la pollution, de la pêche et de la décentralisation.

Sans omettre de marquer au plus près M. Giscard d'Estaing : ce dernier récuse-t-il les suffrages des électeurs qui « *veulent un pouvoir faible ?* » (1). « *Ne me choisissez pas non plus* », lance M. Mitterrand à l'adresse de ces électeurs-là, avant de préciser : « *A cette différence près que je me demande où se trouve le pouvoir fort lorsque celui qui en a la charge n'accumule que les faiblesses.* »

Marquage qui s'accompagne de l'usage d'un vocabulaire gaullien, comme pour mieux souligner « *les faiblesses* » du « *candidat sortant* » : il suffit, selon M. Mitterrand, de « *donner l'élan* » et « *d'y croire* » pour que la France reprenne le bon chemin. C'est sans doute avec cet acte de foi et grâce à cet optimisme de la volonté que le candidat socialiste s'efforcera de gagner à sa cause les téléspectateurs-électeurs.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) M. Giscard d'Estaing avait déclaré, le 10 mars à TF 1 : « *Ceux qui veulent un pouvoir faible en France ne doivent pas voter pour moi.* »

EN BRETAGNE : la décentralisation est un maître mot pour les socialistes

De notre envoyé spécial

Lorient. — Le voyage breton du candidat socialiste, effectué en une journée grâce à un biréacteur de dix places, lui a permis de visiter, samedi 14 mars, trois départements (l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord et le Morbihan) et de développer un thème qui y suscite un égal intérêt : la régionalisation.

La visite avait débuté en fin de matinée à la mairie de Saint-Malo, où le maire, M. Louis Chopier, organise une exposition consacrée à « L'emploi et la ville ». La scène qui s'y déroule lors de l'arrivée du candidat socialiste se renouvellera plusieurs fois dans la journée. Après une bousculade bon enfant et une visite des lieux au pas de charge, M. Mitterrand prend la parole devant quelques centaines d'élus et de militants. L'ambiance est bonne, quasi familiale. Il ne s'agit pas, pour le candidat socialiste, de gagner à sa cause un auditoire qui l'est déjà ; il s'agit d'obtenir que son discours, conçu en fonction des problèmes locaux, soit relayé par la presse et les élus socialistes de la région.

Ainsi à Saint-Malo, M. Mitterrand égrène les taux de chômage (par rapport à la population active) des principales villes bretonnes, taux supérieurs à 11 %, excédant de deux points la moyenne nationale. Il ironise sur les démonstrations chiffrées du « *candidat sortant* », faites selon lui « *à l'esbroufe, pour impressionner une opinion jugée fragile* ». Après avoir rappelé les grands axes de la politique de « *relance* » de l'économie qu'il propose pour « *réduire l'augmentation du chômage avant de réduire le chômage lui-même* », M. Mitterrand fait l'éloge des entreprises nationales, dont les investissements font que « *la France tient encore le coup* » et souligne que les nationalisations prévues par les socialistes doivent aider à cette relance. Il réfute l'accusation de « *bureaucratie* » lancée contre les propositions du P.S., d'autant, indique-t-il, que celle-ci est lancée « *par deux personnes* [MM. Giscard d'Estaing et Chirac] *qui sont l'une et l'autre anciens fonctionnaires issues de la technocratie* ».

A Saint-Brieuc, M. Mitterrand est reçu par le bureau du syndicat intercommunal du département. Il visite, sous la conduite de MM. René Regnault, sénateur, et Charles Josselin, président du conseil général, le siège de cet organisme, avant d'être reçu par M. Yves Le Foll à la mairie. Devant les élus socialistes, le candidat dénonce le « *centralisme napoléonien* » et affirme que « *la décentralisation est un maître mot pour les socialistes qui se réclament de l'autogestion* ». « *Notre limite*, ajoute-t-il, *c'est de choisir d'abord tout ce qui nous rassemble.* » Puis il rappelle qu'il est favorable à l'instauration de régions dotées de pouvoirs étendus.

A Lorient, devant la convention du BREIS (Bureau de recherches, d'études et d'informations socialistes, qui regroupe les élus socialistes bretons et que préside M. Edmond Hervé, maire de Rennes), M. Mitterrand développe ses propositions dans ce domaine (élection des assemblées régionales au suffrage universel selon la règle de la représentation proportionnelle, élection de l'exécutif de la région et du département et réduction des fonctions préfectorales), puis il indique : « *D'autres candidats vont découvrir, le temps d'une campagne, votre culture, votre langue (...). Il faut donner aux Bretons l'exercice de cette liberté fondamentale qui est de vivre sa culture. La France étouffe et s'étiole sous le poids de la centralisation. Et c'est dès 1975 que le président sortant a renié les promesses du candidat Giscard dans ce domaine, promesses sur lesquelles il s'est empressé d'annoter, à peine élu : inutile et dangereux. Or, j'ai toujours pensé que seule une décentralisation peut créer les espaces de liberté nécessaires face à l'Etat, et que le corps de la nation est aujourd'hui menacé par la résistance offerte à l'épanouissement des régions.* »

Avant d'assister à la convention du BREIS et d'entendre le rapport de M. Louis Le Pensec, député du Finistère, M. Mitterrand s'était rendu à bord d'un chalutier, accompagné de M. Jean-Yves Le Drian, député du Morbihan. Cette visite lui a permis de souligner, quelques instants plus tard, que « *les pêcheurs n'ont pas été défendus comme il fallait* » par le gouvernement français. « *Si l'occasion nous en est donnée*, a-t-il ajouté, *nous serons fermes à Bruxelles, car la pêche ne doit pas être victime d'inexcusables concessions.* » M. Mitterrand s'est également engagé, à cette occasion, à « *garantir aux pêcheurs un revenu correspondant à la réelle pénibilité de leur travail* » et à « *élargir* » la protection sociale des marins.

La journée s'est achevée, pour le candidat socialiste, par une brève réception à la mairie de Lorient, autour du maire, M. Jean Lagarde. Le candidat socialiste n'a sans doute pas été indifférent au fait que, dans ces terres où l'influence de M. Michel Rocard est réelle, il peut « *compter sur la participation de tous les socialistes* », selon l'assurance que lui a donnée M. Yves Le Foll, ancien député et ancien membre du P.S.U. — J.-M. C.

● *M. François Mitterrand* a proposé, dimanche 15 mars, la mise en œuvre d'une « *loi spéciale d'équipement sportif* » élaborée sur la base d'une carte du pays tenant compte des réalisations et des besoins.

Le candidat socialiste, venu à Montgeron (Essonne) inaugurer le complexe sportif Marie-Thérèse-Eyquem — du nom de celle qui fut jusqu'à sa disparition en 1978 une personnalité représentative du monde de l'éducation physique et une personnalité proche du candidat socialiste, — a esquissé les grandes lignes des propositions de son programme électoral dans le domaine du sport.

« *Il faut*, a-t-il dit notamment, *favoriser l'implantation d'équipements sportifs au plan national et local, inciter les promoteurs à créer des emplacements réservés au sport dans les ensembles locatifs...* »

A ÉVRY : il faut ranimer l'école de la liberté

Le colloque organisé dimanche 15 mars par le parti socialiste, à Evry, à l'occasion du centenaire de l'école publique, ne s'est pas limité à une célébration. Il a eu également pour thème « L'éducation de demain » et fut marqué, en marge des travaux proprement dits, par une déclaration de M. François Mitterrand, déclaration dans laquelle le candidat socialiste a énoncé ses « dix propositions pour l'école ».

Officiellement, M. Mitterrand n'était venu à Evry que pour inaugurer une école maternelle baptisée la Poule rousse. Cette inauguration distincte du colloque était, pour lui, une manière d'éviter la confusion entre la réflexion telle qu'elle peut être menée au sein du parti socialiste et ses engagements personnels de candidat. Les congressistes, qui s'étaient réunis en commission durant la matinée, n'en ont pas moins interrompu leurs travaux à l'heure du déjeuner afin de suivre son intervention.

M. Mitterrand a, notamment, déploré que les communes aient « *à supporter la plus grande partie des dépenses d'équipements éducatifs* ». « *Les restrictions*, a-t-il dit, *compromettent l'avenir des enfants, et en particulier de ceux qui proviennent des milieux sociaux les plus modestes, ceux qui ont le plus besoin de l'école* ». Il s'est ensuite référé aux enseignants, à l'image des « *instituteurs de l'école publique d'autrefois* ». Cette image, s'est-il inquiété, risque de s'altérer à cause du « *faible effort consenti en faveur de leur formation et du découragement qu'engendre la dégradation non seulement de leurs conditions de vie et de rémunération, mais plus généralement du service public d'éducation dont ils ont une haute idée* ».

« *Il est grand temps*, a conclu M. Mitterrand, *de ranimer, de décentraliser, dans la confiance et sans endoctrinement, une école de la qualification, du mieux-vivre et de la liberté.* »

La synthèse des travaux du colloque a été présentée par M. Jean-Louis Piednoir, secrétaire de la commission éducation du P.S., en forme de réquisitoire : gratuité « *de plus en plus douteuse* », « *misère* » (tout particulièrement dans l'enseignement technique), impossibilité d'établir des liens entre l'école et le reste de la société, etc.

« *Ce qui n'est plus possible*, a aussi souligné M. Louis Mexandeau, député du Calvados, et délégué du P.S. à l'éducation, *c'est d'abord le gâchis, l'échec scolaire comme produit nécessaire du système scolaire et obsession permanente des familles.* »

Se faisant l'avocat du collège unique pour éviter les « *exclusions précoces* » et de « *la priorité au péri-scolaire* », M. Mexandeau a souhaité que « *l'antiracisme et la lutte contre l'antisémitisme fassent partie intégrante des programmes scolaires de demain* ». Enfin, s'il a refusé d'engager, à propos de l'école libre, « *une guerre scolaire* », le député du Calvados a tout de même estimé que « *l'idée de la laïcité s'apparente à l'idée de résistance* ». En fait, a-t-il précisé, « *l'unification est notre horizon* ».

STÉPHANE BUGAT.

Dix propositions pour l'école

M. Mitterrand a énuméré dimanche 15 mars à Evry les « Dix mesures pour l'école » qu'il prévoit de mettre en œuvre dans les mois qui suivraient son élection à la présidence de la République.

« *1) J'engagerai*, a-t-il dit, *un plan pluri-annuel d'ouverture d'écoles maternelles afin de permettre la scolarisation de tous les enfants à partir de deux ans ;*

» 2) Je mettrai dès le mois de mai prochain un coup d'arrêt aux fermetures de classes et à la suppression de postes dans les collèges.

» 3) Un programme complémentaire de classes primaires sera financé par un collectif budgétaire dès 1981 avec accroissement du taux de subventions.

» 4) La globalisation sera supprimée et les effectifs par classe seront ramenés à vingt-cinq.

» 5) Le statut des professeurs et des instituteurs sera effectivement revalorisé.

» 6) L'école s'ouvrira sur la vie tant au niveau des méthodes que du contenu de l'enseignement. Une place véritable sera faite aux activités physiques ainsi qu'aux activités d'expression.

» 7) Un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale sera mis en place, mise en place qui sera négociée sans spoliation ni monopole. Les contrats d'association des établissements privés conclus par les municipalités seront respectés. Des conseils de gestion démocratique seront créés aux différents niveaux.

» 8) L'école sera ouverte sur le monde. La pédagogie sera renouvelée pour favoriser l'expression sous toutes ses formes ainsi que l'épanouissement physique. L'enseignement de l'histoire et de la philosophie sera développé. Quel que soit le niveau d'études, chacun devra disposer en fin de scolarité d'une formation générale et d'une formation professionnelle. Les classes comprendront vingt-cinq élèves au maximum.

» 9) La loi Seguin-Rufenacht-Sauvage sur les conseils d'université et d'U.E.R. sera abrogée ainsi que les décrets modifiant la carte universitaire.

» 10) Chaque travailleur disposera d'un crédit de formation de deux ans qu'il pourra utiliser tout au long de sa vie active. La gestion de l'éducation nationale sera tripartite. »

M. MICHEL ROCARD : la multiplication des petites candidatures dévoie la procédure.

(De notre correspondant régional.)

Nice. — Interrogé samedi 14 mars à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes) sur la position du parti socialiste concernant le parrainage des petits candidats à l'élection présidentielle, M. Michel Rocard, membre du conseil politique du candidat socialiste, a déclaré : « *Il était possible de jouer avec audace un très large rassemblement au second tour, en acceptant de prendre un risque considérable au premier tour par la multiplication des candidats. J'ai défendu cette idée qui était généreuse, mais je me rallie aujourd'hui à la décision prise par mon parti, qui privilégie la sécurité au premier tour. Il faut en effet être clair. L'objet de cette élection est de choisir le chef de l'Etat, et non pas de l'utiliser pour faire de la propagande, quels que soient la noblesse et le désintéressement des positions que l'on défend (...). La multiplication des petites candidatures dévoie ainsi la procédure de l'élection, détournant l'attention des Français de l'importance du choix à faire, et amoindrit les chances du candidat socialiste.* »

Le député des Yvelines a également estimé qu'une participation éventuelle du candidat écologiste, M. Brice Lalonde, à la campagne de M. François Mitterrand serait « *une bonne idée* ».

Interrogé sur l'entretien qu'il a eu avec M. Gaston Defferre, M. Rocard a indiqué : « *Il n'y a aujourd'hui que des socialistes qui se battent côte à côte. Ceux qui sont mes amis un peu plus que les autres ne sont pas les derniers et les moins enthousiastes dans cette campagne, loin là.* » — G. P.

● *M. Pierre Mauroy* a affirmé, dimanche 15 mars à Lille, que « *l'une des premières tâches du gouvernement de la gauche sera de lancer un grand emprunt national pour de grands travaux dans les régions* ».

« *L'objet*, a précisé le président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, *en sera à la fois de créer de l'emploi et d'améliorer la qualité de la vie et des équipements dans les régions françaises* ».

Avant l'intervention de M. Barre

« LA LETTRE DE LA NATION » : une entorse aux bonnes mœurs.

Dans *la Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., datée du lundi 16 mars, Pierre Charpy écrit : « *Ce qu'il faudrait savoir, c'est à quel titre Raymond Barre va s'exprimer. Comme simple membre du comité de soutien Lyon-Rive gauche à Valéry Giscard d'Estaing, ou comme premier ministre ? Dans la première hypothèse, il y a beaucoup de membres d'autres comités de soutien qui avaient autant et plus que lui le droit de s'exprimer. Dans la seconde, plus vraisemblable, il doit être exclu que le premier ministre plaide la cause du citoyen-candidat Valéry Giscard d'Estaing. Depuis l'annonce officielle de cette candidature, le gouvernement est tenu de ne s'occuper que des affaires courantes. La preuve en est que les trois ministres affectés à la campagne présidentielle ont été « démissionnés ».*

» Cette entorse aux bonnes mœurs politiques, en elle-même choquante, risque en outre d'être une mauvaise affaire pour Valéry Giscard d'Estaing. Si personne ne doute du talent de Raymond Barre à user de formules qui se veulent assassines contre ses détracteurs, tout le monde reconnaît aussi qu'il n'y a pas meilleur que lui pour donner une mauvaise image de sa politique, et, par conséquent, de celle de son candidat. »

M. CRÉPEAU : la gauche classique reste marquée par une tradition bureaucratique et technocratique.

Après avoir visité, samedi 14 mars, le Salon de l'agriculture, M. Michel Crépeau, candidat du mouvement des radicaux de gauche à l'élection présidentielle, a exposé les grands traits de la politique agricole prônée par le M.R.G. et critiqué celle suivie depuis le début du septennat par M. Giscard d'Estaing, qui fut, selon lui, « *fortement marquée d'électoralisme* ». Evoquant l'échéance du 10 mai, M. Crépeau a estimé que « *la gauche classique reste marquée par une tradition bureaucratique, technocratique et étatique* » et a ajouté : « *J'entends bien dans cette campagne électorale représenter la voie du changement.* »

Le maire de La Rochelle s'est, d'autre part, montré hostile à une utilisation de l'« *arme de la faim* » à l'encontre de l'U.R.S.S. si ce pays envahissait la Pologne. Selon lui, la meilleure réponse serait, d'une part, de dénoncer les accords d'Helsinki et, d'autre part, de prendre des sanctions économiques au niveau « *des technologies avancées à implications militaires* ». Partisan d'« *une sorte de plan Marshall européen pour aider le tiers-monde* », le député de la Charente-Maritime a jugé « *inacceptable* » que la France soit « *le premier marchand de canons du monde* » alors qu'elle pourrait être « *le premier pays fournisseur de nourriture au tiers-monde* ».

En ce qui concerne la politique agricole, le programme du président du M.R.G. prévoit que l'un des objectifs du Plan devra être « *un pacte national pour le maintien d'un nombre important d'agriculteurs en activité* ». Plutôt que « *le saupoudrage d'aides hétéroclites, aux effets souvent contradictoires et coûteux pour le contribuable* », le M.R.G. se prononce pour « *une aide globale temporaire — après diagnostic de l'exploitation — dans le cadre d'un contrat entre la puissance publique et l'agriculteur* ».

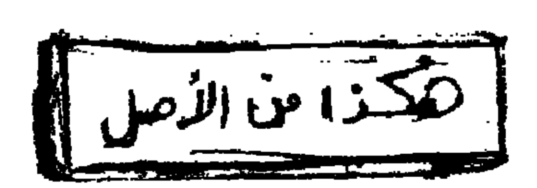
Au Havre

DES MILITANTS C.G.T. SOUTIENNENT L'APPEL UNITAIRE DE LEURS CAMARADES MARSEILLAIS

A Sandouville (Seine-Maritime), des militants de la C.G.T. ont tenu une conférence de presse, le 13 mars, pour annoncer qu'ils reprenaient l'appel lancé à Marseille par un collectif C.G.T. « unitaire ». Ce texte réclame une discussion au sein de la C.G.T. et dans les journaux de la confédération sur l'élection présidentielle. Il demande de voter, au second tour, pour le candidat de la gauche, quel qu'il soit.

M. Jean Lallemand (1) est le porte-parole des trente-quatre responsables syndicaux havrais qui vont diffuser leur appel et qui travaillent aux entreprises Renault-Sandouville, Caillard, Desser, au centre hospitalier, aux services communaux et à ceux des impôts.

(1) 2, rue Paul-Lucas, 76600 Le Havre.



PRÉSIDENTIELLE

Après l'article de la « Pravda »

L'article de la Pravda *du 13 mars, évoquant l'«* autorité personnelle » *de M. Giscard d'Estaing et estimant que les «* positions de la France se sont consolidées » *au cours du septennat, a suscité plusieurs réactions pendant le week-end. M. Jean-François Deniau, principal animateur de la campagne du président sortant, a déclaré que l'agence soviétique Tass avait fait «* dix fois plus » *en 1965 pour le général de Gaulle. Le bureau politique du P.C.F. a, quant à lui, dénoncé, lundi matin, une «* machination » *dont il attribue la paternité aux dirigeants socialistes. Il reproche à M. Mitterrand de rechercher le «* patronage » *de «* dirigeants étrangers » *(voir page 8).*

(voir page 8)

M. Deniau : l'agence Tass avait fait dix fois plus pour le général de Gaulle, en 1965

M. Jean-François Deniau, ancien ministre, principal animateur de la campagne de M. Valéry Giscard d'Estaing, a commenté, dimanche 15 mars au club de la presse d'Europe 1, le soutien apporté par *La Pravda* à M. Valéry Giscard d'Estaing.

Il a d'abord reproché au *Monde* d'avoir donné de *« fausses citations »* de l'article.

Le Monde s'est expliqué dans ses éditions datées des 15 et 16 mars sur le mauvais usage des guillemets dans son titre.

A propos du contenu de l'article du quotidien soviétique, l'ancien ministre a souligné : *« M. Reagan a déclaré par la voix de ses différents porte-parole — cela a été publié dans la presse française sous la forme d'une interview de Mme Kirkpatrick, considérée comme la dame de fer de Reagan — et le général Haig l'a dit à la télévision française : la politique française depuis un certain nombre d'années était tout à l'honneur de la France et de la solidarité avec ses alliés, que sa contribution indépendante renforçait la paix dans le monde, qu'il était pour le dialogue et qu'il saluait les efforts français qui avaient été faits dans ce sens. »*

Les journalistes ne sont pas alors jetés sur leur plume pour dire : « Reagan, deux points : « Votez Giscard ». (...) *« Qu'est-ce que le monde entier a répété ? Aussi bien la presse anglaise que la presse allemande et que toutes les autres ? Elles ont répété que la France a acquis sur le plan international une autorité incontestée, qu'elle joue un rôle positif tout en respectant ses alliances. Or, c'est là l'héritage gaulliste, très précisément. Nous ne laissons pas les deux Super-Grands être seuls à se parler. »*

« Je n'ai absolument pas compris, je le dis très franchement, la réaction de M. Labbé lorsqu'il a déclaré — ce qui me paraît véritablement excessif et à la limite de la décence — que [l'article de la *Pravda*] *signifiait que M. Brejnev préfère un chef d'Etat faible en France.*

» Rappelez-vous, en 1965 (...), l'agence Tass a fait une dépêche spéciale au moment où le général de Gaulle s'est présenté indiquant que le général de Gaulle avait, bien sûr, les gaullistes derrière lui mais que sa politique étrangère forçait le respect et que les républicains devraient voter pour lui. C'est dix fois plus que l'article de la Pravda *d'il y a quelques jours. Je ne me souviens pas — je n'étais peut-être pas attentif — que M. Labbé se soit précipité à la télévision pour déclarer : cela veut dire que les Russes veulent un chef d'Etat faible en France qui s'appellerait le général de Gaulle.*

[Le 4 novembre 1965, le général de Gaulle avait fait connaître sa décision d'être candidat à l'élection présidentielle, dont le premier tour devait avoir lieu le 5 décembre. La dépêche de l'agence Tass, le 5 novembre 1965, prenait, comme l'article de la « Pravda », la forme d'un tableau de la situation politique en France. On y lisait : « De l'avis des observateurs parisiens, vont voter pour de Gaulle non seulement les électeurs soutenant traditionnellement le programme du président et du parti gouvernemental U.N.R., mais aussi une partie de ceux qui, bien que n'étant pas partisans du régime de la Ve République, soutiennent certaines mesures positives et réalistes que le gouvernement français prend dans le domaine de la politique étrangère. »]

M. François-Poncet : des appréciations « nuancées »

M. François-Poncet déclare, dans un entretien avec *France-Soir*, publié le lundi 16 mars, que les appréciations de la *Pravda* sur la campagne électorale française sont *« nuancées »* et que le quotidien soviétique n'a fait que reprendre une constatation répandue *« dans toutes les grandes capitales »* sur le renforcement des positions de la France dans le monde. *« Il y a un seul endroit où cette évidence est contestée,* ajoute-t-il, *c'est chez les candidats à l'Elysée. On en comprend parfaitement les raisons. Mais prétendre que les appréciations de la presse internationale constituent une ingérence dans la campagne électorale est une affirmation peu sérieuse et peu crédible. »*

Répondant à M. Chirac, qui avait reproché à la diplomatie française d'avoir attendu trois semaines avant de réagir à l'invasion de l'Afghanistan, M. François-Poncet rappelle que la France a rappelé, dès le 2 janvier, son ambassadeur à Kaboul et que le conseil des ministres a souligné, le 9 janvier, la *« contradiction »* entre cet événement et *« les principes fondamentaux qui régissent la vie internationale »*. *« Je n'ai pas souvenir,* ajoute-t-il, *d'une prise de position de M. Chirac à cette époque. »*

Le ministre français déclare encore, à propos de la rencontre de Varsovie entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev, qui aurait apporté une *« caution »* à ce dernier : *« Je constate qu'on ne fait ce reproche ni au secrétaire d'Etat américain, qui a rencontré M. Gromyko à Vienne quelques semaines avant la rencontre de Varsovie, ni au chancelier Schmidt, qui s'est rendu à Moscou quelques semaines après. »*

[En réalité, M. Muskie, alors secrétaire d'Etat américain, a rencontré M. Gromyko à Vienne le 16 mai 1980, soit trois jours seulement avant le « sommet » franco-soviétique de Varsovie ; il s'était d'ailleurs étonné par la suite que M. François-Poncet, présent lui aussi à Vienne pour l'anniversaire du traité d'Etat autrichien, ne lui ait soufflé mot de ce projet. En revanche, le voyage à Moscou de M. Schmidt, connu largement à l'avance, avait donné lieu à d'intenses consultations entre alliés.]

« LA LETTRE DE LA NATION » : remerciement pour services rendus.

Dans la *Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., datée du lundi 16 mars, Pierre Charpy écrit :

« Les dirigeants soviétiques donnent un brevet de bonne conduite au président de la République. Alors, merci pour Kaboul ? Merci pour Sakharov ? Et les droits de l'homme ? Et pour quoi encore ?

» Les propos soviétiques ne peuvent qu'accréditer l'idée que, si l'U.R.S.S. a besoin d'un président français faible, le meilleur candidat pour elle, c'est Valéry Giscard d'Estaing.

» C'est précisément à cause de ses inconvénients évidents que la démarche soviétique n'apparaît pas très claire. Celle de l'ambassadeur d'U.R.S.S., en 1974, rendant visite à Valéry Giscard d'Estaing entre les deux tours l'était beaucoup plus. Mais la situation internationale était également très différente, et en dédouanant Giscard d'Estaing, les dirigeants soviétiques ne lui faisaient pas courir, comme aujourd'hui, le risque d'un remerciement pour services rendus. »

LE P.C.F. DÉNONCE UNE « MACHINATION » DES DIRIGEANTS SOCIALISTES

Le bureau politique du P.C.F. a dénoncé, lundi 16 mars, la *« malhonnêteté politique te intellectuelle »* consistant à affirmer que l'article de la *Pravda* du 13 mars *« constitue un appel de Leonid Brejnev à voter Giscard d'Estaing »*. Selon le bureau politique, il s'agit là d'une *« machination »* ourdée par *« les dirigeants du parti socialiste »*, afin de *« dénaturer la politique et les objectifs du parti communiste français »*.

« Personne ne peut ignorer, en effet, poursuit le bureau politique, *que le Parti communiste français est le seul parti de notre pays à dénoncer et à combattre systématiquement toutes les ingérences dans la vie politique nationale, d'où qu'elles viennent. Il est le seul à ne réclamer à l'étranger ni caution ni soutien d'aucune sorte.*

» Les accusations portées contre nous sont d'autant plus déplacées qu'elles viennent du parti socialiste, ce parti dont le candidat a préparé l'élection présidentielle en effectuant une tournée des parrains à Washington, Bonn, Tel-Aviv, Pékin, Pyong-Yang, ce parti qui n'hésite pas à réunir dans quelques jours, à Paris, une conférence de dirigeants étrangers invités à patronner directement François Mitterrand dans sa campagne électorale.

» Nous constatons et déplorons que, entraînés une fois de plus par leur volonté de porter des coups à Georges Marchais, François Mitterrand et les dirigeants socialistes aillent jusqu'à monter une opération dont il saute aux yeux de chacun qu'elle ne peut que profiter à Giscard d'Estaing. »

Coluche n'est plus candidat

M. Michel Colucci, dit Coluche, explique, lundi 16 mars, dans le premier numéro du nouveau quotidien « Charlie-Matin », les raisons du retrait de sa candidature à l'élection présidentielle annoncé la veille par son imprésario, M. Paul Lederman. « J'ai voulu remuer la merde politique dans laquelle on est, je n'en supporte plus l'odeur », déclare-t-il. Le fantaisiste dit sa déception devant le peu d'enthousiasme dont ont fait preuve les autres « petits » candidats auxquels il avait proposé d'être leur porte-parole, devant l'attitude des « parrains » potentiels, « qui se dégonflent » au moment de lui accorder leurs signatures, et celle des médias, qu'il accuse d'avoir organisé le silence autour de lui.

Il est vrai que Coluche a été victime de censures répétées à la radio et à la télévision. Mais il était prétentieux de sa part d'établir, selon la nature des émissions qui lui étaient proposées ou refusées, une distinction entre les prestations du fantaisiste et celles du candidat.

Il est vrai que ses premiers succès de presse, soigneusement orchestrés par son producteur, sont restés sans lendemain. Si la presse a fait silence, c'est sans doute parce que Coluche n'avait plus rien à dire. « En m'interdisant à la télé, ils m'ont sauvé la vie, remarquait-il. Si j'avais dû leur parler de politique, on se serait vite aperçu de la supercherie. »

Coluche est déçu. Il a lui-même beaucoup déçu. Certains de ses amis d'abord. Ceux-là souhaitaient qu'il défendît les *minorités qu'il prétendait représenter*, alors que Coluche s'estimait « incapable de faire quoi que ce soit » de sa candidature. Ses électeurs potentiels ensuite, qui, les sondages l'attestent, se sont désintéressés de sa campagne au fur et à mesure qu'approchait le premier tour. Peut-être se sont-ils aperçus que le candidat était moins drôle que le comique professionnel. M. Michel Colucci ne leur a dit, pour l'essentiel, « que des conneries » et leur a expliqué qu'il n'avait « rien d'autre à dire ».

Coluche se voulait le représentant des « consommateurs de politique » rebutés par le menu invariable qu'on leur sert et la fadeur du produit qu'ils sont contraints d'ingurgiter. Ces « consommateurs » paraissent, bon gré mal gré, décidés à se mettre une nouvelle fois à la table que le « candidat nul » les invitait à quitter.

« Personne n'est à l'abri d'une connerie et que ça marche. Ça a pris de l'ampleur. Vive l'ampleur ! La plaisanterie a dépassé mes ambitions », disait-il au plus fort de son succès. Aujourd'hui le soufflé est retombé, et Coluche, en bonne logique, s'en va.

JEAN-YVES LHOMEAU.

« J'ai fait ça pour me faire de la pub ! »

« Je me fous de la politique. J'ai fait ça pour me faire de la pub gratuitement, et qu'est-ce que ça marche bien ! »

(Coluche.)

Coluche et Coluche sont en bateau. Coluche tombe à l'eau. Qu'est-ce qui reste ?... Coluche !

Cette petite fable fera peut-être sourire. Elle résume pourtant les aventures du clown français depuis le 30 octobre 1980, date de l'annonce de sa candidature à la candidature. Sur la scène du Théâtre du Gymnase, Coluche, artiste de variétés, avait présenté aux journalistes Coluche-candidat, son double : un « *président bleu-blanc-merde* ». Depuis, les deux frères jumeaux, Coluche et Coluche, ont fait campagne. L'un au théâtre, artiste toujours ; l'autre tous azimuts, candidat scatologique « *épuisé à force de remuer la merde des autres* ».

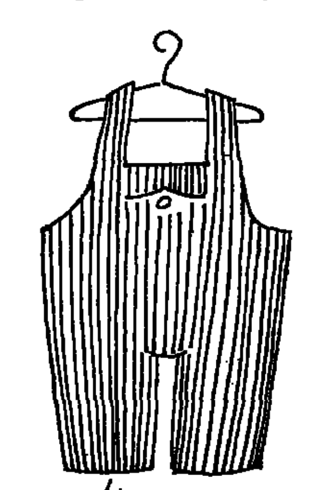
Les affaires de Coluche-candidat ont d'abord marché très fort. Il faut se souvenir du soutien chaleureux de M. Gérard Nicoud, ancien secrétaire général du CID-UNATI (un syndicat de petits artisans), affirmant : « *Mieux vaut un comique professionnel qu'un comique de circonstance* », de la pétition de soutien d'intellectuels parisiens et des coups de chapeau, de-ci, de-là. Il y eut un mois de douce euphorie dans le camp des coluchiens.

Censure

Puis vint le temps des coups durs. Deux coups durs en forme de faits divers. Ce fut d'abord le corps de René Gorlin, trente-neuf ans, son régisseur pour les éclairages, découvert le 25 novembre au petit matin, trempant dans la boue d'une carrière, au bord de la Marne. L'homme, au service de Coluche depuis sept ans, avait été exécuté de deux balles de calibre 5,5 mm dans la nuque.

Après plusieurs mois d'enquête, on estime aujourd'hui à la brigade criminelle que René Gorlin a été victime d'un règlement de comptes entre petits voyous, d'anciennes relations de jeunesse peut-être. Coup dur pour Coluche tout de même. Un policier assure : « *Il n'y est pour rien, mais cela lui a nuit* ». Drôle de milieu, ont pensé les bonnes gens. Comme d'autres, Coluche a dorénavant sa « casserole ».

Il y eut aussi — toujours à la fin de ce mois de novembre décidément plein de retournements — cette lettre de menace signée d'un groupe clandestin d'extrême droite, Honneur de la police, alors que le film de Claude Zidi, *Inspecteur la Bavure*, allait être diffusé avec Coluche pour vedette. Le groupe Honneur de la police avait déjà revendiqué l'assassinat de Pierre Goldman et d'autres attentats. L'affaire prenait un mauvais tour. La préfecture de police de Paris mit sur pied un dispositif de « rondes et de patrouilles » autour du domicile parisien de l'humoriste. Début décembre — après trente jours de campagne pré-électorale, — Coluche candidat se retrouvait avec « *deux flics devant sa porte* ». Coluche devenait un personnage protégé comme un diplomate en danger et ces hommes politiques sur lesquels l'Etat étend son aile protectrice...



(Dessin de CHENEZ.)

Ces deux faits divers ont-ils été à l'origine de la renonciation ? Toujours est-il qu'une mécanique de rejet du candidat s'enclenche alors. La presse audiovisuelle — arme décisive dans toute campagne, — se met à bouder l'homme en salopette au nez rouge. Pas de « Club de la presse » (Europe 1), pas d'émission sur Radio-7 (radio « thématique » pour les jeunes, dépendant de Radio-France), pas de sketch dans le « Collaro show » (Antenne 2) pour Coluche. « *Je suis interdit d'antenne*, dit-il, *ils ont peur, ils me font beaucoup d'honneur* ».

Et la presse écrite, à sa manière, se mêle de la partie. *L'Express*, daté du 27 décembre au 2 janvier, lui consacre six pages écrites au vitriol. Résumons. « *La vraie nature de Coluche* », y apprend-on, est fondamentalement mauvaise. Trois mois plus tôt (*l'Express* daté du 11 au 17 octobre), une longue interview nous faisait découvrir — tiens, tiens ! — un Coluche intelligent et sympathique. L'hebdomadaire *Minute* (du 31 décembre au 6 janvier) publie pour sa part une fiche de police, photographie anthropométrique à l'appui, de Michel Colucci à l'âge de dix-neuf ans. Mauvais garçon, Coluche ? Il a volé des rasoirs chez un droguiste et d'autres babioles...

Une enquête de moralité

Les faits sont prescrits. Coluche ne s'est jamais pour autant fait passer pour un petit saint. Parlant de René Gorlin, son régisseur, il nous avait bien déclaré : « *Il y a vingt ans, il a été un peu voleur comme moi, c'est tout (« J'ai jamais braqué personne, hein ! »). Il a fait comme tout le monde dans les banlieues pour essayer de pas aller en usine.* »

Ce rejet et cette censure de la presse à l'endroit de sa candidature, Coluche les ressent avec amertume. « *Les journalistes n'ont pas suivi*, dit-il. *Ils auraient bien voulu, mais leurs chefs ont dit non. Ils ont lâché. Ça, c'est écœurant. C'est un pays de larbins. Au début, ils se bousculaient, j'en voyais six par jour ; maintenant, plus personne.* » La mécanique d'exclusion de ce comique du monde politique a donc bien joué, parallèlement, peut-être, à une certaine lassitude de l'opinion publique. Les fameux sondages le prouvent. Au mois de novembre, Coluche recueillait entre 10 et 12,5 % des « suffrages », au mois de décembre entre 8 et 9 %, au mois de janvier 7 %, puis 5,5 %. Depuis, les sondeurs n'ont plus guère posé la question aux sondés.

Progressivement, Coluche a ainsi été reconduit dans son « ghetto » d'origine, celui du show-business. Sa « *plaisanterie historique* » a été évacuée, occultée. « *Pendant le mois où les élus peuvent signer pour moi et le mois d'avant, on m'a mis dans un trou*, commenta le candidat. *Tout ça va finir par prouver qu'il est impossible de se présenter aux élections.* »

L'« effet » Coluche a bel et bien été cassé. On lui cherche désormais noise pour tout. Au mois de décembre, l'humoriste avait fait la « une » du mensuel *Hara Kiri*, qui se qualifie de « *bête et méchant* ». On le voyait trôner sur des W.-C., sa salopette en accordéon sur des chaussures jaunes, gants blancs à la main, chapeau haut de forme sur la tête, arborant la croix de la Légion d'honneur. Et bien ! sur instruction du procureur de la République de Paris, un inspecteur du quatrième cabinet des délégations judiciaires (notamment chargé des affaires de presse) a interrogé Coluche, dûment convoqué. S'agissait-il d'une photo-montage ? Coluche en avait-il été complice ? Sera-t-il inculpé pour port usurpé de décoration ? Allez savoir !

Les autorités ont tenté d'accumuler, selon l'humoriste, les éléments d'une enquête de moralité négative afin de l'empêcher de se présenter aux présidentielles si jamais il avait pu réunir les cinq cents signatures d'élus nécessaires. C'est l'époque des cous tordus.

Cette traversée du désert, toute relative, n'est pas de son goût. « *Même l'espoir n'est pas permis aujourd'hui*, nous déclare-t-il. *Ma candidature était une candidature du désespoir.* » Écœuré, Coluche jette donc l'éponge : « *J'arrête.* » Le clown, lui, continue.

LAURENT GREILSAMER.

« CHARLIE-MATIN »

Un quotidien d'humeur

« *Lutter contre la bêtise des médias* », ces mêmes médias qui auraient empêché Coluche de poursuivre sa campagne, « *détourner les dépêches pour produire une information cohérente* », en somme, sans Coluche, poursuivre le combat de Coluche : tel est le propos de toute l'équipe de *Charlie-Hebdo*, qui se retrouvait, dimanche dès 8 heures, dans les vieux locaux de feu *Politique-Hebdo*, afin de réaliser le premier numéro du quotidien *Charlie-Matin*, publié lundi. Afin que, pour un jour ou pour dix ans, la gageure se réalise ! Afin de relever le défi de cette information libre qui, autant que la dérision, constitue le ciment de cette équipe.

Au gré des dépêches de l'A.F.P. et de l'imagination des maquettistes qui, sans la moindre prévision, mettent en page, les rubriques s'organisent : « La France des poltrons », « L'inflation des voix », « Si vous voyez un coco, frappez-le, si vous ne savez pas pourquoi, lui il le sait ».

Ses fonctions de dessinateur à *l'Humanité* empêchent Wolinski, gros cigare et grosses bretelles naturellement rouges, d'être chargé de cette dernière rubrique. « *Ce journal*, dit-il en riant, *n'est rien sur le plan de la lutte des classes.* » Cabu, imperturbable et consciencieux, fignole les lettres du titre qu'il a composé sur Jacques Martin : « L'école des pisseux. » Reiser, dernier arrivé, s'occupera de « L'avenir », mais, boulimique, a déjà constitué des dossiers « Energie » et « Faits divers ». Il s'interroge sur le caractère tribal de la guerre entre les Irakiens et les Iraniens, qui, bien qu'équipés d'armements très moderne, « *ne se tuent qu'en tout petit nombre* ». Cavanna, Sylvie Caster et Gébé tout à leurs articles, semblent insensibles au monde extérieur.

La mort de René Clair suscite immédiatement un titre — « A trois jours près, il n'a pas passé l'hiver » — et les huit pages de ce journal sont terminées dès 14 heures. « *Tout baigne* », estime le professeur Choron, directeur des éditions du Square, qui, posément, ajuste sa cinquante et unième Pall Mall de la journée au bout de son fume-cigarette. Heureux homme qui, pour 30 000 francs, peut faire sortir un quotidien de cent mille exemplaires avec des journalistes et des dessinateurs célèbres, tous bénévoles. Serge July a trouvé là un maître — mais pas un admirateur. « *Nous n'avons rien à voir*, dit le professeur Choron, *avec* Libération, *pour qui le voleur est le plus intelligent et le flic le plus con. Nous sommes sans œillères, nous ne caressons pas, nous, la bêtise dans le sens du poil.* » Il ajoute : « *On fait un journal d'humeur* ».

Coluche devait être à *Charlie-Matin* la valeur politique la plus sûre. Son départ peine tout le monde : « *Les hommes politiques se prennent trop au sérieux* », déclare Choron, qui recommande le vote blanc. « *Il était le seul qui soit honnête et sensible parmi les candidats* », estime Reiser, qui, « *mollement* », votera à gauche. Siné, lui, est « *écœuré* ». L'annonce prématurée par M. Lederman de la défection de Coluche suscitera l'unanime réprobation de l'équipe qui pensait là tenir un scoop. Déjà des professionnels de l'information exclusive ? Beaucoup plus une famille attristée qui aurait voulu annoncer la première la fin d'un « *grand espoir* ».

NICOLAS BEAU

POLITIQUE

M. Juquin (P.C.F.) dénonce les « méthodes dégradantes » de la publicité politique

Les quatre-vingt-dix secrétaires fédéraux à la propagande du parti communiste se sont réunis dimanche 15 mars au siège du P.C.F. à Paris M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, a dénoncé à cette occasion devant la presse, les *méthodes révoltantes dégradantes, méprisantes* » de la publicité politique, employées par les autres candidats

« *Giscard d'Estaing, Chirac, François Mitterrand, ont loué, depuis des mois, des milliers de panneaux publicitaires géants qu'ils font recouvrir d'immenses affiches ornées de leurs portraits et de slogans vides, fabriqués par des agences qui vendent des candidats comme on vend des savons*, a déclaré M. Juquin. *Ils vont faire diffuser à grands frais des millions de brochures chatoyantes et luxueuses. (...) Nous, nous rejetons ce « bourrage de crâne » Nous faisons appel à l'expérience et à la réflexion. Les autres matraquent ; nous, nous expliquons.* »

M. Juquin a indiqué que la « *petite équipe de propagande* » du P.C.F. est composée de militants venus des fédérations du parti et de sections d'entreprise, ainsi que d'« *intellectuels membres ou sympathisants du parti* ». M. Charles Fiterman, à qui l'on demandait qui sont les non-communistes membres de cette équipe, a refusé de citer leurs noms, se bornant à indiquer que, « *pour des tâches de création* », le P.C.F. reçoit le concours de personnes compétentes. Le souci de MM. Juquin et Fiterman était *d'affirmer que le parti communiste* à la différence des autres partis, n'emploie pas de « *technocrates de la publicité* ».

M. Juquin a indiqué que le coût de la campagne centrale du P.C.F., du 1er octobre 1980 au 26 avril 1981, s'élève à 15 810 000 francs. La souscription lancée au mois d'octobre, et dont le produit est réparti à raison de 40 % pour le comité central et de 60 % pour les fédérations, devait atteindre 30 millions de francs. Cet objectif a été porté à 40 millions de francs.

● *M. Maxime Gremetz*, membre du secrétariat du P.C.F., a dénoncé samedi soir 14 mars, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), au cours d'un meeting consacré à la situation dans les DOM-TOM, les « *discriminations particulières* » dont sont fréquemment victimes les citoyens originaires d'outre-mer. Il a donné lecture d'une lettre de M. Marchais réaffirmant notamment « *le droit inaliénable des peuples des DOM-TOM à l'autodétermination* ».

Deux élections cantonales...

JURA : canton d'Orgelet (2e tour).

Inscr. 3 201 ; vot., 2 527 ; suffr. expr. 2 468. MM. Joseph Michel, P.S., 1 445 voix, *ÉLU* ; Pierre Burdy, U.D.F., 1 023.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Pierre Futin (U.D.F.-rad.), décédé le 22 janvier dernier. *Conseiller général depuis 1951, Pierre Futin avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1976 avec 1 296 voix contre 1 182 à M. Joseph Michel, sur 2 522 votants et 2 478 suffrages exprimés.*

Au premier tour de ce scrutin partiel, M. Michel était arrivé en tête avec 1 054 voix contre 894 à M. Burdy et 311 à M. Alain Vuitton (P.C.). Il y avait eu 2 259 suffrages exprimés et 2 314 votants sur 3 201 inscrits.

Le représentant du P.S., qui avait recueilli 47,69 % au second tour de 1976, l'emporte avec 1 445 voix, soit 58,54 % des suffrages exprimés, alors qu'au premier tour le total des voix de gauche, qui était de 1 365, représentait 60,42 % des suffrages exprimés.

L'opposition, composée de 13 P.S., 2 app. P.S. et 2 P.C., dispose désormais du même nombre de sièges (17) que la majorité au sein du conseil général, que préside M. Pierre Brantus (U.D.F.).

NORD : canton de Lille-Centre (2e tour).

Inscr., 10 812 ; vot., 5 899 ; suffr. expr. 3 786. Mmes Denise Ségard, maj., 2 711 voix, *ÉLUE* ; Denise Cacheux, P.S., adj. au maire de Lille, 1 075.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Norbert Ségard (U.D.F.), ministre délégué auprès du premier ministre, décédé dans la nuit du 31 janvier au 1er février, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars *1976. Les résultats avaient alors été* les suivants : inscr., 11 932 ; vot., 6 475 ; suffr. expr., 6 317 ; Norbert Ségard, 3 755 voix ; MM. Samy Boschner (P.S.), 1 369 ; Claude Sylard (P.C.), 697 ; Bernard Sirot (CNIP), 253 ; Mme Nelly Werbrouck (M.R.G.), 136 ; M. César Weexsteen (sans étiq.), 107.

Au premier tour de ce scrutin partiel, Mme Ségard était arrivée en tête avec 2 118 voix contre 708 à Mme Cacheux, 278 à M. Claude Sylard (P.C.), conseiller municipal *de Lille, 277 à M. Robert Valbrun* (R.P.R.), ancien député, et 140 à M. Pascal Defrance (candidat favorable aux radios libres). Il y avait eu 3 513 suffrages exprimés et 3 554 votants sur 10 812 inscrits.

La veuve de Norbert Ségard, qui n'avait pu être proclamée élue au premier tour, car elle n'avait pas obtenu un nombre de voix au moins égal au quart de celui des inscrits, l'emporte avec 71,60 % des suffrages exprimés. Son adversaire socialiste ne retrouve pas sur son nom l'ensemble *des voix des candidats du* premier tour, qui s'étaient désistés en sa faveur. Elle ne recueille que 1 075 voix, soit 28,39 % des suffrages exprimés, alors qu'au premier tour le total de ses voix, de celles du candidat communiste et du représentant des radios libres étaient de 1 118 suffrages, soit 31,82 %. Si M. Sylard avait en début de semaine appelé à voter pour Mme Cacheux, deux jours plus tard, le comité de ville du P.C. avait publié un communiqué dans lequel il condamnait vigoureusement la politique du P.S. et ne donnait aucune consigne de vote.

On a dénombré un nombre relativement important de bulletins blancs (2,89 %), qui semblent correspondre à un retrait d'une partie des électeurs gaullistes de M. Robert Valbrun. Ancien suppléant de Norbert Ségard, M. Valbrun était soutenu par le comité de circonscription du R.P.R., alors que les instances nationales du mouvement soutenaient dès le premier tour, Mme Ségard. Il n'avait pas donné de consigne de vote pour le second tour.]

... et sept municipales

AISNE : Saint-Gobain (1er tour).

Inscr., 1 587 ; vot., 1 098 ; suffr. expr., 1 068. MM. Roger Demont (mod. maj.), 502 voix ; Patrice Dubois (P.C.), 363 ; Daniel Ferreira (P.S.), 203. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'un conseiller municipal décédé. M. Michel Vuillot (mod. maj.), qui a donné sa démission de ses fonctions de maire, conserve son mandat de conseiller municipal.]

HAUTE-CORSE : Calvi (2e tour).

Inscr., 2 656 ; vot., 2 369 ; suffr. expr. 2 324. Liste de la majorité conduite par M. Jean Orabona, ancien député, ancien maire, R.P.R., 1 180 voix en moyenne : 21 sièges (14 R.P.R. et 7 U.D.F.) ; liste conduite par M. Xavier Colonna, maire sortant, app. M.R.G., et composée de 8 M.R.G. et app., 7 mod., 2 soc., 2 U.D.F. et 3 R.P.R., 1 123 voix.

[*Le 2 janvier dernier, le conseil municipal avait remis sa démission.* Cette décision mettait un terme au conflit qui opposait le maire, M. Xavier Colonna (app. M.R.G.) et huit de ses colistiers ou Groupe des douze animé par M. Jacques Sauvageot.

En mars 1977, la liste de M. Colonna avait été réélue avec 1 123 voix en moyenne contre 795 à la liste menée *par M. Marchetti (R.P.R.)*, sur 2 045 suffrages exprimés, 2 064 votants et 2 337 inscrits. Le scrutin ayant été annulé, une élection avait été de nouveau organisée en juillet. Sur 2 336 inscrits, 1 856 votants et 1 839 suffrages exprimés, la liste Colonna avait été élue avec 1 178 voix en moyenne contre 631 à la liste Marchetti.

Au premier tour de ce nouveau scrutin, les résultats avaient été les suivants : inscr., 2 678 ; vot., 2 327 ; suffr. expr., 2 303. Liste conduite *par M. Colonna, 1 024 voix en* moyenne ; liste conduite par M. Orabona, 869 voix en moyenne ; liste conduite par M. Jacques Sauvageot et composée de 8 div. g., 6 P.C., 4 P.S. et 3 autonomistes, 391 voix en moyenne.

La liste de M. Sauvageot avait laissé le choix à ses partisans de s'abstenir ou de voter blanc. La section locale du P.C. préconisait l'abstention. Il semble que ces mots d'ordre aient été peu suivis et que nombre d'électeurs de la liste de *M. Sauvageot se soient portés sur* celui de M. Orabona pour assurer le départ de M. Colonna. La participation a été supérieure à celle du premier tour (89,19 % au lieu de 87,15 %), et le nombre des bulletins blancs a été à peine plus élevé.]

FINISTERE : Briec (2e tour).

Inscr., 2 869 ; vot., 2 108 ; suffr. expr., 2 072. MM. Pierre Le Gars (R.P.R.), 973 voix, ÉLU ; Michel Le Du, (U.D.F.-C.D.S.), 553 ; René Pétillon (P.S.), 546.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, Pierre Stephan (U.D.F.-C.D.S.).

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 2 869 ; vot., 2 250 ; suffr. expr., 2 187. MM. Le Gars, 750 voix ; Le Du, 636 ; Pétillon, 532 ; Paul Schalten-Brand (div. maj.), 192 ; Jacques Croizette-Desnoyers (div. maj.), 77.

Le conseil municipal est désormais composé de 18 U.D.F. et app., et de 5 R.P.R.]

FINISTERE : Guipavas (2e tour).

Inscr., 7 094 ; vot., 3 921 ; suffr. expr., 3 822. Liste pour une action communale et sociale, présentée par M. Charles Kerdilès, 1 779 voix en moyenne : *8 sièges* ; liste d'union pour l'autogestion (P.S.), conduite par M. Michel Kerjean : 1 690 voix en moyenne : *1 siège* ; liste pour l'union et le changement (P.C.), 278 voix en moyenne.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement des neuf conseillers municipaux démissionnaires qui avaient été élus en mars 1977 sur une liste modérée conduite par M. Jean-Noël Kerboul.

Le 9 novembre dernier, au cours d'une réunion du conseil municipal, un différend avait éclaté entre le maire, M. Charles Kerdilès (mod.), dont la liste avait eu en 1977 quatorze élus, et le groupe de M. Kerboul, au sujet de l'établissement de l'ordre du jour. Le conflit s'était traduit par la démission immédiate du groupe de M. Kerboul.

Au premier tour de ce scrutin complémentaire, les résultats avaient été les suivants : inscr., 7 099 ; vot., 3 974 ; suffr. expr., 3 798. Liste pour une action communale : 1 740 voix en moyenne ; liste d'union pour l'autogestion : 1 396 voix en moyenne ; liste pour l'union et le changement : 454 voix en moyenne.

Aucun des démissionnaires n'avait fait acte de candidature. Le P.C. et le P.S. n'avaient pu s'entendre pour présenter une liste commune au second tour. Il semble qu'un bon nombre des électeurs de la liste du P.C. du premier tour ont préféré voter pour la liste du P.S. au second. Le conseil municipal est désormais composé de 22 modérés et sans étiq. et de 1 P.S.]

MANCHE : Agon-Coutainville (2e tour).

Inscr., 2 391 ; vot., 1 241 ; suffr. expr., 1 186. Liste pour une gestion plus efficace : MM. Roger-Bulot, 644 voix, ÉLU, et Jean-Jacques Borde, 486 ; liste de défense des intérêts communaux : Mme Monique Sellier, 575 voix, ÉLUE, et M. Lemoigne, 573 ; div., 18.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement du maire démissionnaire, M. Boissel-Dombreval (mod.) et d'un conseiller municipal, M. Palvadeau (mod.), qui avait quitté la commune. Les résultats du premier tour du scrutin avaient été les suivants : inscr., 2 391 ; vot., 1 202 ; suffr. expr., 1 157. Liste de défense des intérêts communaux, 541 voix en moyenne ; liste pour une gestion plus efficace, 305 voix en moyenne ; liste d'union pour une gestion sociale, 165 voix en moyenne ; liste du P.C., 133 voix en moyenne.

Au second tour, seules s'étaient maintenues les deux listes arrivées en tête au premier tour. Elles étaient l'une et l'autre composées de candidats modérés ou sans étiquette.]

SEINE-ET-MARNE : Le Mée-sur-Seine (1er tour).

Inscr., 7 340 ; vot., 3 308 ; suffr. expr., 3 279. MM. Montaufray, sans étiq., 1 900 voix, ÉLU ; Sirère (P.S.), 949 ; Boijoux (P.C.), 430.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement du siège détenu par le maire, Maurice Dauvergne (div. mod.), décédé. Ce dernier avait été élu en mars 1977 à la tête d'une liste composée de candidats modérés ou sans étiquette, qui avait recueilli près de 58 % des suffrages contre une liste d'union de la gauche.]

VOSGES : Rambervillers (1er tour).

Inscr., 4 462 ; vot., 2 551 ; suffr. expr. 2 446. Liste d'union de la gauche : 1 218 voix en moyenne, *6 sièges* (5 P.S., 1 P.C.) ; liste soutenue par le maire, M. Pierre Kempf (sans étiq., tendance U.D.F.) : 1 150 voix. *Il y a ballottage pour 6 sièges.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de douze conseillers (5 P.S., 2 P.C., 5 ss. étiq., tendance U.D.F.), élus les 9 et 16 novembre 1980. Ces élections avaient été annulées le 9 janvier par le tribunal administratif de Nancy, qui avait fait droit à des réclamations émanant tant des élus de la majorité que de l'opposition. Les uns et les autres contestaient la manière dont les bulletins de vote avaient été comptabilisés lors des opérations de dépouillement. Le 9 novembre dernier, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 432 ; vot., 2 354 ; suffr. expr., 2 275. Liste d'union de la gauche : 1 154 voix, 4 sièges (3 P.S., 1 P.C.) ; liste soutenue par le maire : 1 123 voix, ballotage pour huit sièges. Entre ces deux scrutins, la liste d'union de la la gauche améliore légèrement son score, passant de 48,58 % à 49,79 %, tandis que la liste soutenue par le maire régresse faiblement : de 47,28 % à 47 %.]

RAPATRIÉS

Les divergences politiques provoquent une polémique chez les Français musulmans

Les dirigeants du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaires des rapatriés et spoliés d'outre-mer) qui ont tenu, samedi 14 mars, à Bordeaux, leur dernier congrès régional d'information, arrêteront leur position à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing, le jeudi 19 mars, à Paris, au cours d'une conférence de presse. Ils appelleront — sauf décisions de dernière heure en faveur des « pieds-noirs » — à un « vote-sanction » contre le président sortant.

La fébrilité que la précampagne électorale suscite parmi les dirigeants des associations de rapatriés d'Afrique du Nord, sollicités à la fois par l'U.D.F., le R.P.R. et le P.S., n'épargne pas la *communauté française* de confession islamique.

Certaines personnalités ont déjà fait leur choix. C'est le cas du bachaga Boualem, leader charismatique des anciens harkis, et de M. Claude Kadi, médecin à Lyon, secrétaire général du comité national des associations de Français musulmans (organe consultatif institué par M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat), qui ont signé un appel à la candidature de M. Giscard d'Estaing lancé par M. Paul Saurin, ancien député d'Oran.

C'est aussi le cas de M. Ahmed Kaberseli, président du Mouvement d'assistance et de défense des rapatriés musulmans (M.A.D.R.M.), qui a décidé de soutenir la candidature de M. Mitterrand.

En revanche, la plupart des associations demeurent dans l'expectative après avoir renoncé à présenter un candidat à l'élection présidentielle. Le Front national des rapatriés français de confession *islamique (F.N.R.F.C.I.)*, solidement implanté dans la région lyonnaise, a invité les dirigeants des autres organisations à se réunir le 4 avril à Paris pour élaborer un questionnaire qui sera adressé à chacun des candidats à l'élection présidentielle.

Ces divergences politiques sont à l'origine d'une polémique qui oppose M. Kaberseli à plusieurs autres dirigeants, en particulier à MM. Bounini, président du F.N.R.C.I., et Kadi.

Ce dernier a notamment diffusé, au nom du comité national des associations, un communiqué déniant « *toute représentativité* » au président du M.A.D.R.M.

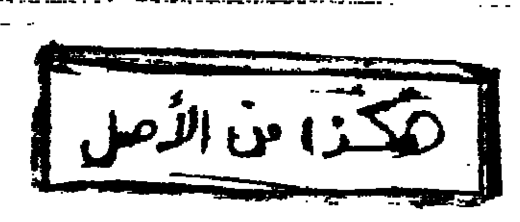
Dans une lettre adressée aux membres du comité, M. Kaberseli a répliqué que la démarche de M. Kadi est « *purement politique* » et demandé que le secrétaire général dudit comité se démette de ses fonctions pour avoir manqué à l'« *obligation de réserve* ». Il estime que M. Dominati veut l'« *éliminer* » du comité national, dont la composition doit être modifiée lors d'une réunion convoquée pour le 23 mars par le secrétaire d'Etat.

Contrairement aux affirmations du secrétaire général de cette instance, la mise en cause de M. Kaberseli ne fait pas l'unanimité au sein dudit comité. Ainsi M. Rabah Khelifi, président de l'Union nationale des anciens combattants français de confession islamique (U.N.A.C.F.C.I.), a-t-il « *regretté profondément* » ce qu'il estime être « *un coup bas* » porté au président du M.A.D.R.M., soulignant qu'il « *n'a mandaté personne pour parler en son nom* ».

Les membres de ces différentes associations s'y retrouveront-ils ?

A. R.





هكذا من الأصل

...nales...

...unicipales

LE NOUVEL observateur

QUAND LE ROI SE VEUT CITOYEN...

"Il y a un moment dans la vie de cet homme singulier où, après s'être aventuré comme de Gaulle dans les chemins de la liberté - c'est-à-dire dans des lieux, des options et des méthodes non prévus ni déterminés par sa caste - après avoir eu l'intuition de l'audace et l'imagination du changement, il est revenu se soumettre frileusement aux impératifs de son hérédité et, surtout, il s'est laissé totalement envoûter par les sortilèges de ses fonctions. Certains situent cette bien névrotique conversion en février 1975... C'est alors que sont arrivées, nombreuses, précises, impressionnantes - mais toutes, absolument toutes, venant d'un seul milieu : le sien - les rumeurs véhiculant les aspects les plus surprenants, les plus dérisoires, les plus inquiétants de son personnage..."

Cette semaine, la réponse du Nouvel Observateur à Valéry Giscard d'Estaing.

Le Monde

société

ÉDUCATION

M. JEAN-JACQUES PAYAN EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE-I

M. Jean-Jacques Payan, directeur du Centre interuniversitaire de calcul de Grenoble depuis 1978, a été élu président de l'université scientifique et médicale de Grenoble-I. Il remplace M. Gabriel Cau.

D'autre part, à l'Institut national polytechnique de Grenoble (I.N.P.G.) — fédération de cinq écoles d'ingénieurs — M. Philippe Traynard quitte son poste de président. M. Daniel Bloch, actuellement directeur de l'Ecole nationale supérieure d'électrotechnique, dirigera désormais l'I.N.P.G. — *(Corresp.)*

SONDAGES...

Est-ce l'air du temps qui les a tourneboulés : les gendarmes de la brigade de Villiers-Saint-Georges, en Seine-et-Marne, se sont laissé saisir par la fièvre des sondages. Le samedi 7 mars, ils se sont présentés au domicile d'instituteurs du canton pour leur demander tout de go s'ils seraient grévistes le lundi suivant. Devant le mutisme du maître, ils ont parfois interrogé un gamin dans la rue.

D'habitude, au moment des préavis de grève, les renseignements généraux s'activent, certes. Les gendarmes aussi, dans les campagnes. Le jour de l'arrêt de travail, la maréchaussée téléphone aux maires pour savoir comment le mouvement est suivi. Cela, les instituteurs-secrétaires de mairie le savent bien. Mais jamais il n'y avait eu d'enquête. la veille, auprès des intéressés sur « leurs intentions de grève » *en somme.*

Nonobstant la franchise de la démarche, il serait malveillant d'y voir une quelconque tentative d'intimidation. L'adjudant qui commande la brigade de Villiers-Saint-Georges est formel : « Les renseignements que nous transmettons ne sont que des pourcentages. Comme nous n'avons plus d'argent, nous avons voulu profiter d'un passage dans les villages pour économiser le téléphone et recueillir les résultats à l'avance. » *Si c'est pour faire des économies... brigadier, vous avez (sûrement) raison...*

C.V.

L'ouverture du congrès du SNES à Montpellier

Le congrès du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), dont les travaux commencent le mardi 17 mars, à Montpellier, risque d'exacerber les divisions au sein de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), à laquelle il appartient.

Le courant Unité et Action, qui dirige le SNES et où prédominent les militants communistes, et le courant Unité, indépendance et démocratie, majoritaire dans la fédération et proche des socialistes, s'accusent, en effet, mutuellement de vouloir provoquer une scission.

L'ombre de la scission

Les scissionnistes, ce sont toujours les autres : la direction Unité et action du SNES aux yeux de la majorité fédérale, Unité, indépendance et démocratie (U.I.D.), et inversement.

Le 14 janvier dernier, dans une lettre à M. André Henry, secrétaire général de la FEN, MM. Etienne Camy-Peyret et Gérard Alaphilippe, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint du SNES, vilipendent la « *conduite (...) délibérément scissionniste* » de la direction U.I.D. de la Fédération et l'accusent de vouloir « *chasser le SNES hors de la FEN, en veillant — autant que possible — à lui en faire porter la responsabilité* ». Dans sa réponse, datée du 27 janvier et qui vient d'être rendue publique, M. Henry tente de calmer le jeu : « *Nous ne voulons pas la scission,* écrit-il (...). *Nous ne vous accusons pas de vouloir la scission.* » Mais il ajoute : « *La manière dont vous présentez, jour après jour, la FEN à vos adhérents rend une scission possible et en prépare le terrain en créant le climat.* »

Le spectre de 1947 hante donc le syndicalisme enseignant : un peu plus de trente-trois ans après, serait-ce son tour de vivre l'éclatement qu'avait alors connu le mouvement ouvrier, donnant naissance à Force ouvrière face à la C.G.T ? L'unité syndicale, qu'avait réussie à préserver la FEN en optant pour l'autonomie, ne résisterait-elle pas à la division politique de la gauche ? Si la question est clairement posée, référence historique comprise, entre autres par M. Guy Georges, secrétaire général du SNI-P.E.G.C (*le Monde* du 12 mars), la réponse est plus aléatoire.

Le point de départ est évidemment politique. Les journées d'études du P.C.F. sur l'activité en direction des enseignants, des 17 et 18 mai 1980 à Noisy-le-Sec, en donnent sans doute la clef. Les rapports prononcés par MM. Georges Marchais, pour le bureau politique, et Michel Dufour, membre du comité central, insistèrent pour que les enseignants communistes adoptent un ton plus agressif à l'égard de leurs collègues socialistes. En effet, de son propre aveu, l'attitude solitaire du P.C.F. ne va pas de soi dans le monde enseignant, tant en raison d'une implantation plus faible que dans les entreprises (1), que de traditions unitaires assez tenaces. Le succès qu'y rencontre la pétition « *Pour l'union dans les luttes* », lancée par des militants du P.S. et du P.C., en est la preuve. « *Parmi les cent soixante mille signatures déjà recueillies,* assure M. Stélio Farandjis, membre du P.S. et l'un des initiateurs, *l'éducation nationale est certainement le secteur professionnel le plus représenté.* » Il précise que les signataires se recrutent dans toutes les tendances de la FEN.

L'environnement est ainsi particulièrement rétif au sectarisme. Les enseignants communistes ont donc été fermement invités à compenser ce handicap et à sauter le pas de l'affrontement pied à pied avec la « *social-démocratie* ».

Le conflit est recherché et son théâtre sera forcément syndical car les « rapports étroits » du P.S. et de la FEN sont fréquemment soulignés. « *Les enseignants communistes, à qui les syndiqués ont confié des responsabilités dans le mouvement syndical, ne sont pas des communistes en congé de parti. Ils ne doivent accepter aucune mutilation de leur personnalité* » ; exprimée à Noisy-le-Sec, cette injonction de M. Alfred Sorel, instituteur communiste et leader d'Unité et action, est dénuée d'ambiguïté. Cette orientation tend à modifier la fonction de ce courant, qui, jusqu'alors, ne se réduisait pas aux communistes, captait des socialistes — mitterrandistes et membres du CERES — et voulait être, avant 1978, une traduction syndicale de la « dynamique unitaire » du programme commun.

Contradiction

Le département du Calvados, dont M. Louis Mexandeau est député (P.S.), en fournit un bon exemple. Les proches du délégué national du P.S. à l'éducation avaient, en effet, opté pour Unité et action. Ainsi de M. André Ledran, professeur d'histoire, premier secrétaire de la fédération socialiste locale et vieux routier du syndicalisme enseignant : « *Depuis une dizaine d'années,* explique-t-il, *Unité et action correspondait à une volonté unitaire. Mais, après 1978, les choses ont changé : on a vu apparaître des pratiques qui n'étaient pas celles du syndicalisme, des atteintes à la démocratie, des militants plus jeunes et plus intolérants...* »

Après avoir exprimé leurs réticences au sein même d'Unité et action, ces enseignants ne se sont résignés à en partir qu'en avril 1980. Ils n'ont pas pour autant rejoint la tendance majoritaire de la FEN, UID, avec laquelle ils ont des divergences, sur les accords salariaux ou la conception du système éducatif, par exemple. Ils ont créé une nouvelle liste, intitulée « *Pour la priorité à l'unité dans l'action* ». Regroupant également des adhérents venus d'autres courants de la FEN, proches de l'extrême gauche — Ecole émancipée, Rénovation syndicale, Front unique ouvrier — elle a obtenu 20 % des voix au dernier congrès de l'académie de Caen. L'affrontement ne se réduit donc pas à la confrontation manichéenne de deux tendances : il traverse et ébranle le courant majoritaire du S.N.E.S.

Si les socialistes sont devenus adversaires, il devient d'autant plus inconfortable à un enseignant communiste de militer dans une fédération dont la direction est socialisante. Lassés par une guérilla incessante, certains sont séduits par cet apaisement et cette cohérence que leur apporterait un lien organique avec la C.G.T., et partant, la classe ouvrière. En 1979, les indices d'un tel dispositif d'évasion n'ont pas manqué, la centrale ouvrière débattant ouvertement dans son organe bimensuel *le Peuple* de la création éventuelle de syndicats d'enseignants (*le Monde* du 20 octobre 1979). Pour autant, la réponse fut négative, tant à la C.G.T. qu'au P.C. Elle fut confirmée à Noisy-le-Sec par M. Dufour : « *Des enseignants ulcérés par l'attitude d'André Henry et de ses amis préconisent le départ de la FEN et la création de nouveaux syndicats. Nous sommes opposés à cette attitude.* » Le P.C.F. ne peut scier la branche sur laquelle il est assis et faire fi des positions conquises par ses militants à la tête de six syndicats de la FEN (2), et particulièrement du SNES, le second par le nombre d'adhérents (75 000).

Aussi ses enseignants sont-ils placés dans une contradiction : rester dans la FEN, mais y jouer de plus en plus nettement leur propre jeu. S'expliquent ainsi deux des caractéristiques de l'orientation syndicale du SNES depuis 1978. D'une part, sa tendance à faire bande à part dans la fédération, qu'illustra la constitution d'un « front du second degré », aujourd'hui silencieux, avec quatre autres organisations affiliées à la FEN, à la C.G.T., à la C.F.D.T. ou indépendante (le Syndicat national des collèges). D'autre part, sa ferme volonté d'étendre son « champ de syndicalisation », en clair de se développer en empiétant sur le terrain dévolu à d'autres syndicats de la FEN, à majorité socialisante.

Au congrès de Montpellier, ce sera le point de litige essentiel. Critiquant « *l'état de division structurelle des syndicats nationaux de la FEN (...) et la dispersion des forces qui en découle, en particulier dans les collèges* », vantant au contraire « *la communauté des situations vécues par les personnels qui enseignent dans les mêmes établissements* », un des textes soumis au vote par la direction propose « *la constitution d'un syndicat pluricatégoriel unifié du second degré* ».

Prise à la lettre, cette orientation autoriserait le SNES à syndiquer, au-delà des seuls enseignants, tous les personnels des collèges, lycées et LEP. En fait, l'enjeu immédiat concerne la catégorie des professeurs de collège (P.E.G.C.), que syndique actuellement le SNI, principale composante de la majorité fédérale U.I.D. Evoquée lors des précédents congrès, leur réclamation par le SNES n'est pas neuve. Elle revient aussi comme remède à la désyndicalisation qui, officiellement, a atteint 18 % des effectifs en trois ans.

La discussion, de surcroît, renvoie aux philosophies éducatives divergentes du SNI et du SNES, le premier se réclamant d'une « *école fondamentale* », de la maternelle à la fin du collège (jusqu'à quinze-seize ans) et le second prônant une « *école progressive* », dont le socle est un second degré étendu (de onze à dix-huit ans).

Le *casus belli* est bien choisi. Et la guerre menace. La direction du SNES affirme en effet, dans le même texte, que « *c'est aux personnels eux-mêmes qu'il revient de se prononcer* ». L'organisation d'une consultation directe auprès des P.E.G.C. est envisagée. C'est sans aucun doute s'attirer les foudres de la direction de la FEN, qui ne verrait dans cette démarche qu'une négation de sa réalité fédérale.

« *La FEN n'est pas un cartel de syndicats nationaux,* dit M. Henry. *Dans ces congrès, elle détermine sa propre orientation.* » Or celle-ci implique que les litiges sur les champs de syndicalisation se règlent par des accords entre syndicats nationaux et non par voie de référendum...

On comprend donc que certains craignent le pire. A l'instar de ces adhérents du Calvados qui, dans un appel à toutes les tendances minoritaires du SNES, leur demandent de « *laisser à l'écart tous les clivages secondaires* » afin de maintenir « *l'unité dans le SNES* » et d'éviter « *un conflit profond et durable avec la plupart des syndicats catégoriels (dont) l'issue ne peut être que l'exclusion ou la rupture* ».

EDWY PLENEL.

(1) Le P.C.F. déclare mille cinq cents cellules en milieu enseignant contre dix mille cellules dans les entreprises.

(2) Outre le S.N.E.S., celui de l'éducation physique, de l'enseignement supérieur, des chercheurs scientifiques, des professeurs d'école normale et des personnels contractuels.

DÉFENSE

SEPT PAYS EUROPÉENS PARTICIPENT A UN EXERCICE DE L'ARMÉE DE L'AIR FRANÇAISE

La plus importante manœuvre de défense aérienne, baptisée Datex-81, aura lieu sur l'ensemble du territoire national les mardi 17 et mercredi 18 mars. Ces attaques aériennes massives doivent permettre à l'armée de l'air française de s'entraîner dans des conditions aussi proches que possible de la réalité.

Les raids seront concentrés dans des tranches horaires et dans des secteurs géographiques limités, ainsi que dans des tranches d'altitude de l'espace aérien supérieur laissé disponible en permanence à l'aviation commerciale.

L'exercice doit mettre en œuvre les bases aériennes, les stations radar et la presque totalité des moyens de combat des forces aériennes tactiques et stratégiques, ainsi que des batteries anti-aériennes de l'armée de terre et des avions d'attaque de la marine. Des forces aériennes de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, d'Espagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal participeront à l'exercice, au cours duquel des unités de l'armée de l'air française seront « basculées » — c'est-à-dire redéployées — d'une base à l'autre sur l'ensemble du territoire national.

LA C.F.D.T. S'OPPOSERA A LA CESSION A MANURHIN DE LA FABRICATION DU NOUVEAU FUSIL D'ASSAUT

Reçus jeudi 12 mars, à Paris, par le délégué général à l'armement, des représentants de la C.F.D.T. des personnels de la défense ont protesté contre le projet de cession d'une partie de la fabrication du fusil d'assaut FAMAS 5,56 de la Manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne (MAS), où le « Clairon » a été conçu dès l'origine, à la société Manhurin, du groupe privé Matra (*le Monde* des 7 et 13 mars).

La C.F.D.T. a présenté des contre-propositions pour s'opposer à la création d'une deuxième chaîne de fabrication à Manurhin. Selon le syndicat, avec un investissement moindre et avec l'embauche de soixante-quinze à cent personnes à Saint-Etienne, les délais de livraison exigés par l'état-major peuvent être tenus à six mois près. On sait que, le 29 septembre dernier, le président de la République a demandé une accélération de la cadence de fabrication du « Clairon » et que le projet du gouvernement est de confier le quart de cette production à Manurhin.

« *L'opération Manurhin est bien teintée d'une arrière-pensée,* estime la C.F.D.T., *puisqu'il s'agit de confier les commandes à l'exportation à Manurhin. Quel formidable cadeau pour la firme privée de Mulhouse !* »

Afin que le FAMAS soit fabriqué par les usines de Saint-Etienne et du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), qui dépend de l'Etat, la C.F.D.T. prévoit une série de démarches auprès des pouvoirs publics et des élus locaux.

● Selon notre correspondant à Saint-Etienne, le président du conseil général de la Loire et député R.P.R., M. Lucien Neuwirth, a été surpris par cette nouvelle du transfert d'une partie de la fabrication du fusil FAMAS à la société Manurhin, tout comme M. François Dubanchet, sénateur, Union centriste, et M. Michel Durafour, député U.D.F., ancien ministre et président du conseil régional Rhône-Alpes. Ces deux parlementaires de la majorité sont intervenus auprès des ministres de la défense et de l'industrie afin de leur demander de revenir sur une telle décision que le P.S., de son côté, qualifie « *d'aberrante* ». M. Théo Vial-Massat, député (P.C.), maire et conseiller général de Firminy, a, pour sa part, interpellé M. Robert Galley, auprès duquel a insisté, par lettre, le maire communiste de Saint-Etienne, M. Joseph Sanguedolce.

JUSTICE

LA RÉCLUSION VOLONTAIRE DU BARON FOURN

Une aussi longue attente

Il y a eu trente et un mois le 4 mars que le baron Ferdinand Fourn s'est retranché dans sa propriété de la Tour de la Badoc, à Limoux (Aude). Trente et un mois d'une vie de reclus volontaire « *dans cette grande bâtisse aux volets clos qui, chaque jour davantage, flaire la nécropole* », comme l'écrit le baron. Depuis le 4 août 1978, date à laquelle il a déposé plainte pour entraves et tentative d'entraves à la liberté des enchères (*le Monde* daté 13-14 août 1978), ce descendant de la noblesse napoléonienne attend que la justice se prononce, qu'elle lui permette de recouvrer sa liberté et de retrouver son honneur perdu à cause de ce qu'il appelle une spoliation.

« *Un hold-up juridique* », c'est ainsi qu'il qualifie la vente aux enchères de son domaine, le 11 juillet 1978, pour un prix qu'il estime nettement inférieur à la réalité et qui, de ce fait, ne lui permet pas de payer ses dettes. Car M. Fourn ne désire qu'une chose : régler ses créanciers. Mais pour cela il aurait fallu que sa propriété soit vendue à un prix « *correspondant à la réalité* », dit-il. M. Fourn dénonce cette « *braderie* » et accuse le maire de Limoux, M. Robert Badoc (P.S.), d'avoir faussé les enchères.

Sûr de son bon droit, il a persévéré — et il a tenu. Rien, ni personne, ne viendra le déloger de chez lui avant que justice ne soit rendue. La puissance publique, comme on dit, a entamé le dialogue et prêché la modération, malgré la volonté de l'acquéreur de la propriété, M. Jean Besset, directeur de la Cave coopérative de blanquette, d'entrer en possession de son bien. M. Fourn l'a cependant autorisé à s'occuper des vignes et à faire les récoltes. « *Il ne faut pas que la propriété se déprécie* », dit-il. Il y eut, malgré tout, quelques accrochages, mais ils n'ont jamais dépassé le stade verbal.

Le temps a passé. Le baron a maintenant quarante-neuf ans. Il attend toujours. Qui se soucie encore de lui ? Des amis viennent lui apporter ce dont il a besoin. Sa femme l'assiste financièrement. La vie est difficile et les fins de mois pénibles.

Cette longue patience a été ponctuée de quelques décisions judiciaires. Tout d'abord, plus d'un an après cette claustration volontaire, le maire de Limoux, M. Badoc, est inculpé le 27 septembre 1979 d'entraves à la liberté des enchères. Première victoire. Mais, depuis, la plainte est encore au stade de l'instruction. Deux magistrats se sont succédé. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse a ordonné, le 14 octobre 1980, un nouveau supplément d'information. Elle s'est réunie à nouveau le 3 mars 1981. Sa décision a été mise en délibéré. M. Fourn déplore les lenteurs de la justice, et s'étonne de la nomination de M. Badoc, le 12 décembre 1980, au titre de chevalier de l'ordre national du mérite. »

Que se passera-t-il si M. Fourn n'obtient pas gain de cause ou si une conclusion prochaine n'est pas trouvée ? Pour l'instant, la winchester est au vestiaire et les aiguilles du sapin de Noël placé dans l'entrée se détachent une à une. Mais la coupe est pleine. Interrogé sur ce qu'il compte faire, le baron répond simplement en citant Beaumarchais : « *Quand le mal a toutes les audaces, le bien doit avoir tous les courages.* » Le courage d'aller jusqu'au bout !

MICHEL BOLE-RICHARD.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Peyrefitte estime qu'il n'y a pas de lien étroit entre délinquance et emploi.

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, poursuivant, vendredi 13 mars, à Nantes, son tour de France des juridictions, a répondu aux récents propos des maires socialistes sur la justice (*le Monde* du 13 mars, dernière édition). Dans un communiqué, le garde des sceaux indique notamment : « *Les statistiques rendent sans fondement les allégations de M. Mauroy selon lesquelles il y a un lien étroit entre la délinquance et l'emploi.* » M. Peyrefitte a, d'autre part, répondu à Michel Rocard, qui accusait les cités H.L.M. de favoriser la délinquance. « *Le gouvernement,* assure-t-il, *a mis fin à cet urbanisme en donnant la priorité aux pavillons, en stoppant la construction des villes nouvelles, en arrêtant la construction des tours et des blocs et en réhabilitant les cités H.L.M. déjà construites.* »

« *Si M. Rocard avait suivi la discussion de la loi « sécurité et liberté », ou simplement s'il l'avait lue, il saurait qu'elle ne diminue en rien les droits de la défense, mais que, au contraire, elle les augmente grâce à cette garantie des droits individuels sans précédent dans notre droit.* », ajoute le garde des sceaux.

Le conseil de l'ordre des avocats de Nantes, soutenu par les sections U.J.A. (Union des jeunes avocats) et S.A.F (Syndicat des avocats de France) locale, a refusé de rencontrer le ministre de la justice en raison de « *l'absence de consultation préalable au projet de loi, du caractère dangereux de celui-ci et des propos récents révélateurs du peu d'estime dans lequel il* [M. Peyrefitte] *tient la profession d'avocat* ».

● *M. Raymond Marcillac* a été inculpé récemment, nous signale notre correspondant, d'abus de biens sociaux et de détournement d'actif par Mlle Monique Exartier, juge d'instruction au tribunal de Roanne (Loire). L'ancien chef du service des sports de l'ex-O.R.T.F. est placé sous contrôle judiciaire.

M. Marcillac est poursuivi en sa qualité de gérant de la société holding Fitness-Sportwear. Celle-ci avait repris en location-gérance, le 4 février 1980, une bonneterie roannaise, la S.A. Vede, mise en règlement judiciaire un mois plus tôt. M. Marcillac, qui s'occupait de l'affaire depuis Paris, aurait affirmé pour sa défense que si des opérations délictueuses avaient été commises, elles l'avaient été à son insu.

Le premier adjoint de Canet inculpé de fraude électorale.

Perpignan. — Le premier adjoint au maire de Canet-en-Roussillon-Saint-Nazaire (Pyrénées-Orientales), M. Pierre Pesquiès (sans étiquette), et l'ancien secrétaire de mairie, M. Lucien Sarrabay, ont été inculpés, les jeudi 12 et vendredi 13 mars, de fraude électorale, par un juge d'instruction de Perpignan, M. Jean-Pierre Atthenont, et on s'attend à d'autres inculpations au cours de la semaine prochaine. MM. Sarrabay et Pesquiès auraient attribué un domicile fictif à Canet à une soixantaine de résidents occasionnels, pour favoriser la candidature de leur maire, M. Jacques Coupet (sans étiquette) lors des élections cantonales de septembre 1976. M. Coupet avait été battu au deuxième tour par Mme Simone Parrot (parti communiste).

(Corresp.)

Auto-attentat : deux ans d'emprisonnement (dont un avec sursis).

Un jeune homme, M. Eric Lévy, dix-neuf ans, qui avait mis le feu au magasin dont il était le gérant à Paris, puis camouflé l'incendie en attentat antisémite, le 22 septembre 1980, a été condamné jeudi 12 mars à deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, par la 30e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Son complice, M. André Demri, dix-huit ans, a été condamné à six mois d'emprisonnement.

Après cet auto-attentat, les deux jeunes gens avaient tracé sur la façade du magasin une étoile de David et une croix gammée (*le Monde* du 26 septembre 1980). M. Lévy a expliqué qu'il se trouvait, au moment des faits, dans un état dépressif en raison de la baisse catastrophique du chiffre d'affaires de son magasin, et du refus impératif de son père de vendre le fonds dont ce dernier était propriétaire. Les chefs d'inculpation retenus étaient ceux de bris de clôture et de détérioration de marchandises.

● *Neuf Mélanésiens* sont morts, la semaine dernière, dans la région de Nouméa et aux îles Loyauté (Nouvelle-Calédonie) après avoir absorbé un mélange d'alcool dénaturé et d'alcool de bois. Plusieurs autres sont dans un état grave. Les tribus de l'île des Pins et des îles Loyauté paraissent les plus touchées par cette consommation d'alcool toxique. De nombreuses évacuations sanitaires ont été effectuées au cours du week-end.

Le Monde

CINEMA

ALFRE
SAUV



هكذا من الأصل

Le Monde

culture

CINÉMA

LA MORT DE RENÉ CLAIR

La France dans son miroir

En 1919, il avait vingt ans, il était poète et se voulait écrivain. En 1921, il était journaliste et se laissait engager comme jeune premier dans un film, un ballet filmé de Loie Fuller, *le Lys de la vie*. On ne peut pas dire que René Clair (1) ait eu la vocation du cinéma. Jeune premier encore, chez Louis Feuillade *(l'Orpheline* et *Parisette)*, il ne voyait dans cette profession qu'un moyen de gagner un peu d'argent pour avoir le loisir d'écrire un roman.

Mais il faut croire que le cinéma en avait décidé autrement. René Clair découvrit et admira Charles Chaplin, et devint à la fois critique cinématographique et assistant de Jacques de Baroncelli, l'un des réalisateurs de cette époque, qui étaient en train de faire du cinéma français un art. Et c'est Jacques de Baroncelli qui a définitivement orienté René Clair. Sa première passion, la littérature, ne devait plus être qu'une activité marginale (un récit, *Adams*, publié en 1926) ; plus tard, à partir de 1950, d'autres récits, des « *notes pour servir à l'histoire du cinéma* », marqueront un retour à cette activité, qui l'absorbera entièrement jusqu'à la fin de sa vie.

C'est avec *Paris qui dort* (1923), et surtout *Entr'acte* (1924), que René Clair se lance — époque oblige — dans la bataille de l'avant-garde artistique. On s'affirme alors par un manifeste ou par un scandale parisien. *Entr'acte* est les deux à la fois. C'est un divertissement composé pour les ballets suédois de Rolf de Maré, sur un argument de Picabia et une musique d'Erik Satie. Un poème cocasse, inspiré des jeux surréalistes. Association d'images non expliquées, agression esthétique. Un enterrement ressemble à une noce, le corbillard, tiré par un chameau, dévale une pente, entraînant derrière lui un cortège en folie. On en retiendra moins, plus tard, l'aspect « surréaliste » que ce qui annonçait l'originalité fondamentale de René Clair : le mouvement purement cinématographique, le thème de la course-poursuite repris à la tradition burlesque du cinéma forain et de Mack Sennett, mais recréé dans un style de ballet.

Ensuite, *le Fantôme du Moulin-Rouge* et *le Voyage imaginaire*, imprégnés de rêve et de merveilleux, confirment une vision poétique qui s'exprime par la technique du cinéma. *La Proie du vent*, drame sentimental, est une parenthèse. C'est en 1927 que, avec *Un chapeau de paille d'Italie*, René Clair se découvre et s'affirme totalement.

C'était sans doute une gageure de tirer un film muet d'un vaudeville de Labiche, dont les dialogues saugrenus ont autant d'importance que l'action endiablée. Mais, dans cet exercice de style, René Clair invente tout son univers, emportant dans un rythme mécaniquement très au point des petits-bourgeois 1900 en lutte avec les objets et les surprises du hasard, créant une succession de gags visuels en mouvement. C'est la comédie légère que le cinéma arrache au théâtre. On y verra — fantaisie, charme et ironie, — des qualités bien françaises. La renommée, la gloire de René Clair, c'est d'avoir donné au cinéma comique français ses lettres de noblesse. Il revient à Labiche avec *les Deux Timides* (1928). Et puis, le parlant arrive et ramène en force la pesanteur théâtrale.

Le parlant, ce n'est pas que René Clair le refuse, encore que, comme bien d'autres alors, il ait considéré le temps du muet comme l'âge d'or d'un art spécifique. Le parlant, René Clair s'en méfie. Au début des années 30, la nouvelle technique n'est pas facilement maniable. Les acteurs ne doivent pas trop s'éloigner des micros, le mouvement risque de se figer, la parole risque d'affirmer, sur l'image, une suprématie abusive.

En réalisant *Sous les toits de Paris* (1930), René Clair s'insurge contre les tendances de l'époque. Il cherche à créer, par des dialogues brefs, des silences et l'utilisation de la musique, une ambiance sonore qui donnera à son premier film parlant cette dimension esthétique sans laquelle le nouveau cinéma ne serait pas un art. Le public français boudera quelque peu cette œuvre qui ne suit pas la mode. En revanche, le film connaîtra un grand succès en Allemagne et aux Etats-Unis.

Un petit monde

C'est dans ce film que naît ce qu'on va appeler « le petit monde de René Clair ». Un petit monde parisien et populiste : chanteurs de rues, ouvriers en casquette, midinettes sentimentales, poésie des faubourgs. René Clair en est l'auteur complet et, même lorsqu'il adaptera par la suite des pièces ou des nouvelles qu'il n'a pas écrites, on retrouvera sa patte de scénariste.

« Le petit monde de René Clair » est totalement épanoui dans le film suivant, *le Million* (1931), chef-d'œuvre de grâce et d'humour satirique où recommence, derrière un vieux veston dont une poche contient un billet de loterie gagnant le gros lot, la course-poursuite du *Chapeau de paille d'Italie*. René Clair y brocarde le théâtre, et son style atteint la perfection. *Le Million*, c'est aussi le triomphe d'une équipe. L'opérateur, Georges Périnal, et le décorateur, Lazare Meerson (personnalité dominante de l'époque), travaillent avec lui depuis un certain temps et contribuent pour beaucoup à créer, l'un par ses éclairages, l'autre par ses étonnantes architectures de studio, un univers baigné d'irréalité, où la poésie comique, le mouvement circulent en liberté. Après 1932, après *Quatorze juillet*, Périnal et Meerson travailleront ailleurs et le style de René Clair en sera quelque peu modifié.

Avant *Quatorze juillet*, sorte de reprise attendrie de *Sous les toits de Paris*, il y a *A nous la liberté* (1931), où René Clair se fait philosophe, rêvant, en pleine dépression économique, d'un monde meilleur où l'homme serait libéré du travail dans des usines automatisées qui ressemblent à des prisons.

Un voleur évadé devient industriel capitaliste, retrouve son ami et ancien compagnon de cellule, rêveur impénitent qui lui rend la joie de vivre. L'industriel trouve sa liberté en se faisant clochard, et les ouvriers de son usine vont pêcher à la ligne pendant que les machines travaillent pour eux. Satire du machinisme et du progrès technique, mais on est loin des *Temps modernes*, de Chaplin, auquel le film de René Clair fut, plus tard, comparé. Acteurs typiques de son monde — comme le sont, ailleurs, Albert Préjean, René Lefèvre, Pola Illery, Annabella ou Louis Allibert, — Raymond Cordy et Henri Marchand restent, avec les gags de la vie à l'usine et de l'inauguration troublée par le vent, les plus sûres valeurs d'une œuvre surfaite. Le style-ballet, le propos joyeusement anarchiste y sont gâtés par une pensée qui se veut sérieuse.

L'exil aux États-Unis

En 1934, René Clair connaît un échec avec *le Dernier Milliardaire*, apologue grinçant sur une dictature née d'une crise économique dans un royaume d'opérette. Echec injuste, car si ce film, qui a des faiblesses, peut sembler une pâle copie de *Soupe au canard*, de Leo MacCarey (avec les Marx Brothers), il est bien plus intéressant qu'on ne dit et écrit, et Max Dearly y a fait une composition extraordinaire. Mais la gentillesse et la poésie légère de René Clair ont, ici, disparu et le cinéaste, prisonnier de sa réputation, de sa spécialité, n'est pas accepté lorsqu'il change de ton.

C'est alors que René Clair va tourner en Angleterre *Fantôme à vendre* (1935). Les Anglais appréciaient beaucoup son humour. Dans cette histoire de fantôme écossais transplanté en Floride avec le château de ses ancêtres acheté par un milliardaire américain, René Clair ajoute à la finesse française l'humour anglo-saxon et retrouve, du coup, un succès triomphal. On parlera peu, par contre, de *Fausses Nouvelles*, comédie également tournée en Angleterre avec Jack Buchanan et Maurice Chevalier et qui reprend l'argument du *Mort en fuite*, de Berthomieu, avec Jules Berry et Michel Simon.

A la fin des années 30, il n'y a plus rien à ajouter à la gloire de René Clair. C'est un cinéaste « classé » et finalement incontesté, le seul grand cinéaste comique d'un cinéma français porté plutôt, avec Feyder, Duvivier et Carné, vers le naturalisme, et dominé par Jean Renoir, l'inclassable. En 1939, René Clair entreprend, en France, *Air pur*, un film sur les enfants des faubourgs de Paris qui s'en vont en colonies de vacances. La guerre interrompt le tournage, qui ne sera jamais repris. René Clair, comme Renoir et Duvivier, s'exile aux Etats-Unis. Il n'en reviendra qu'en 1945.

De 1940 à 1945, René Clair a tourné quatre films, coulés dans les genres hollywoodiens : *la Belle Ensorceleuse, Ma femme est une sorcière, C'est arrivé demain* et *Dix Petits Indiens*. Trois comédies et un suspense policier tiré d'un roman d'Agatha Christie. Il sera de bon ton en France de faire la fine bouche devant cette période américaine imposée par les circonstances, comme si le « génie français » de René Clair s'était stérilisé loin de Paris. Il est vrai qu'il ne s'est pas renouvelé, qu'il a pratiqué, tout juste, l'art du pastiche. Il y a pourtant de bons moments dans *la Belle Ensorceleuse*, où Marlène Dietrich se parodie elle-même dans un double rôle, et dans *C'est arrivé demain*. Et *Ma femme est une sorcière* (qui valut à Véronica Lake, coiffée en mèche sur l'œil, un succès très personnel) rejoint assez bien l'ironie et la fantaisie des anciennes œuvres françaises, tout en se promenant dans la comédie fantastique, façon *Topper*.

Mais enfin, René Clair est encore, pour tous les Français, le « poète de Paris » et il faudra qu'il retrouve sa ville pour qu'on le reconnaisse. C'est en 1947 qu'il renoue avec Paris et la France en réalisant *Le silence est d'or*. C'est l'enthousiasme, et l'on va jusqu'à le comparer à Molière parce que l'histoire racontée fait penser à une *Ecole des femmes* dont Maurice Chevalier serait l'Arnolphe et la débutante Marcelle Derrien, l'Agnès. En fait, dans ce film dont l'action se déroule à Paris en 1906, René Clair rend un hommage attendri et nostalgique au cinéma des origines et glisse vers la comédie psychologique. En atteignant la cinquantaine, il réalise — rêve de tous les créateurs, — son Faust avec *la Beauté du diable*, où il dirige Gérard Philipe et Michel Simon. Singulière tentative où la philosophie veut s'allier à l'humour et fait mauvais ménage avec lui. René Clair, il faut bien le dire, s'y perd. Il se retrouve en 1952 dans *les Belles de nuit*, brillante anthologie de son propre cinéma, nuits du rêveur Gérard Philipe s'évadant, par le sommeil et l'imagination, vers d'autres époques où les poursuites échevelées teintent de gaieté les nostalgies sentimentales.

Mais, pour les cinéphiles des années 50, René Clair est un homme du passé et il le prouve. Il le restera. Son apport original au cinéma français reste inscrit entre 1927 et 1934, époque à laquelle il était, dans sa jeunesse, un témoin de l'esprit de son temps. Mais il n'a jamais été un témoin de la société contemporaine, et c'est peut-être ce qui l'a rendu anachronique aux yeux des nouvelles générations pour lesquelles l'esprit des années 30 était entré au musée. Inventeur incontesté d'un style et d'un univers comique, René Clair rejoint, après la guerre, le cinéma français de qualité et, paradoxalement, on ne l'envisage plus alors comme l'auteur de films qu'il a toujours été et qu'il continue d'être. Sa dernière grande œuvre est une comédie de caractère en costumes 1900 et en couleurs, *les Grandes Manœuvres* (1955), remarquablement interprétée par Gérard Philipe et Michèle Morgan. Maîtrise absolue d'une mise en scène et de personnages qui ne conviennent plus à l'optique contemporaine. Du boulevard distingué, dira-t-on. Mieux que cela tout de même, mais le temps de la création est révolu. Dans les vingt ans qui suivent, *Porte des Lilas, Tout l'or du monde* et *les Fêtes galantes* (2) perpétuent une signature. La postérité a déjà choisi : René Clair ou l'auteur comique inégalé des années 30.

Mais, en 1960, René Clair avait été élu à l'Académie française et tout son cinéma y était entré avec lui. Enfin, il avait obtenu le Grand Prix national du cinéma au mois de *décembre 1980*.

JACQUES SICLIER.

(1) Son nom véritable était René Chomette.

(2) Entre-temps, René Clair s'intéresse au théâtre, notamment avec *On ne badine pas avec l'amour*, monté au T.N.P. En 1973, il mettra en scène pour l'Opéra *Orphée et Eurydice*.

TÉMOIGNAGES

MICHEL D'ORNANO, ministre de l'environnement et du cadre de vie, ministre de la culture et de la communication, dans un télégramme à Mme René Clair : « *Au plus haut point, René Clair a exprimé les qualités propres au cinéma français et a contribué à son prestige dans le monde.* »

GEORGES MARCHAIS, secrétaire général du parti communiste français : « *Son inspiration principale fut Paris, ce symbole de la liberté. Et de cette rencontre naquirent une atmosphère et un style qu'il n'abandonna jamais... Il fut de tous les combats pour le cinéma national.* » (*L'Humanité.*)

● *France-Inter* rediffuse, ce lundi 16 mars, à 17 heures, la « Radioscopie » de René Clair qui avait été réalisée par Jacques Chancel le 17 octobre 1970.

MUSIQUE

« KIYOTSUNÉ »

de Ryo Noda

On est souvent d'autant plus tenté de parler d'authenticité en matière de traditions artistiques que c'est une façon commode de se dispenser d'approfondir ce qu'on ne connaît qu'assez superficiellement. S'agissant de Kiyotsuné, « tableau en musique » de Ryo Noda présenté au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (salle New-York, jusqu'au 21 mars, chaque soir à 20 h 30), la difficulté vient de ce que le compositeur mêle la tradition théâtrale nô, la musique traditionnelle japonaise et l'esthétique occidentale contemporaine.

Distinguer le pastiche de l'original, la fidélité d'une éventuelle imposture, constituerait un véritable tour de force et aboutirait seulement, ce qui serait un peu absurde au fond, à jeter un doute sur l'intérêt d'un spectacle délibérément composite, mais assez adroitement conçu pour susciter une véritable émotion musicale chez les auditeurs venus sans arrière-pensée. Peut-être même trouverait-on là une excellente initiation à une sensibilité artistique qui se situe parfois aux antipodes de la nôtre. Aussi, le plus simple est de considérer Kiyotsuné comme une tentative originale et réussie de théâtre musical.

∴

Comme il est d'usage dans l'opéra, c'est le héros qui donne son nom à la pièce, tirée de l'histoire des Heiké et du répertoire nô. Kiyotsuné, ainsi que le raconte au début le joueur de biwa (sorte de luth pincé, frappé ou caressé avec un plectre), est l'un des chefs de l'armée des Heiké lors de la grande guerre qui a opposé, à la fin du douzième siècle, deux clans de samouraïs. Convaincus de la vanité des conflits humains, de l'absurdité des batailles, Kiyotsuné, un soir d'octobre, gagne la proue de son navire, joue de sa flûte préférée, chante ses adieux au monde et se laisse glisser dans la mer. A cet épisode, dans le spectacle, correspond un grand solo de shakuhachi, cette flûte japonaise au timbre chaud et rugueux mêlant indissociablement le son et le souffle. Un duo de kotos (cithare à treize cordes accordées selon les intervalles de la gamme pentatonique) suffit à nous conduire chez l'épouse de Kiyotsuné, qui confie son inquiétude à la lune, puis lorsqu'on apporte la touffe de cheveux que son mari s'était coupée avant de mourir, chante sa douleur.

Avec ce personnage, la technique vocale, jusque-là traditionnelle, fait un saut de plusieurs siècles, d'une façon assez habile pour qu'on ne souffre pas trop de l'appauvrissement résultant de l'usage de la gamme tempérée, des contraintes de la notation, du rétrécissement de la tessiture et du souci d'homogénéité entre les notes, caractéristique de l'esthétique moderne.

∴

L'épisode suivant nous montre le fantôme de Kiyotsuné, revêtu de son armure d'apparat, apparaissant à son épouse endormie ; aux reproches qu'elle lui adresse de l'avoir quittée volontairement, il répond en expliquant les raisons profondes de son geste, et disparaît. L'œuvre s'achève par la danse du guerrier mort qui, dans l'au-delà, combat éternellement des ennemis imaginaires.

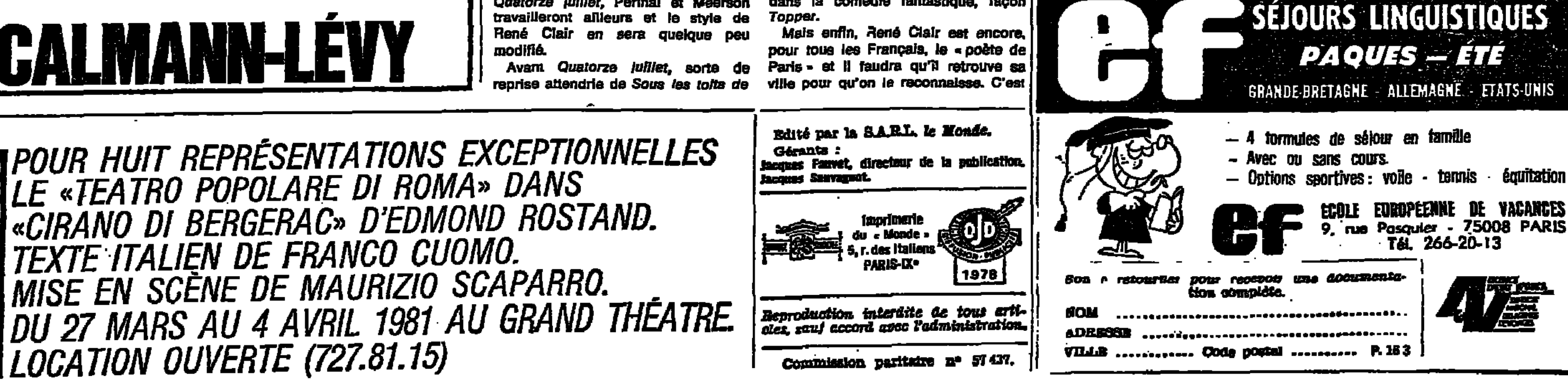
Jouant sur la largeur exceptionnelle du champ de vision offert par la salle pour isoler les instruments et les lieux scéniques, le spectacle peut ainsi se permettre d'imposer un statisme en parfait accord avec le dépouillement de la musique, réduite, sauf quelques interventions des percussions ou du saxophone lointain, à la seule expression mélodique.

Cette raréfaction de l'élément sonore exige une concentration si impérieuse qu'elle reste inaccessible à une partie de l'auditoire.

La haute tenue de ce « tableau de musique » est étroitement liée à la qualité des sept musiciens-chanteurs, dont la moyenne d'âge se situe autour de trente ans (Ryo Noda lui-même, le compositeur, est né en 1948) et qui tous ont reçu une formation complète, notamment à l'institut de musique traditionnelle de la N.H.K. (Nippon Hoso Kyokai).

GÉRARD CONDÉ.





Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1978

Commission paritaire n° 57 437.

THÉATRE

Disparition de Paolo Grassi, cofondateur du Piccolo Teatro de Milan

La vocation de l'amitié

Paolo Grassi, fondateur avec Giorgio Strehler du Piccolo Teatro en 1947, surintendant de la Scala de Milan jusqu'en 1977, puis président de la RAI (Radio télévision italienne) est mort dans la nuit du 13 au 14 mars dans une clinique de Londres, à la suite d'une opération du cœur. Il était âgé de soixante et un ans.

Pour Paolo Grassi, le théâtre a été tout. Certes, il avait très tôt renoncé à la scène. Il s'était même interdit de monter sur un plateau en dehors des soirs de première où il aimait venir saluer le public et être salué par lui. Mais toute sa vie a tourné autour de la scène. Il n'a jamais été heureux que par elle. Il n'a jamais voulu — pour reprendre l'une de ses expressions — que « *construire le théâtre* ».

Très jeune, Paolo Grassi avait été critique dramatique, traducteur, éditeur de livres, de revues ou de collections de théâtre, et metteur en scène. Mais, en 1945, il dirige pour la dernière fois un spectacle : *Jour d'octobre*, du poète expressionniste allemand Georg Kaiser. Il a choisi : il ne sera plus metteur en scène. Il sera un organisateur. Et ce sera Giorgio Strehler qui régnera sur le plateau. Le partage est déchirant et irrévocable. Le Piccolo Teatro ouvrira ses portes en 1947, sous la double direction de Strehler et de Grassi. Il incarnera leur rêve commun : celui d'un théâtre qui soit à la fois — pour reprendre trois mots chers à Grassi et, dans son esprit, inséparables — artistique, politique et culturel.

Grassi a dirigé le Piccolo Teatro pendant vingt-cinq ans, de 1947 à 1972 (jusqu'en 1969, avec Strehler ; ensuite, seul — ce fut alors « la traversée du désert »). Il était toujours là, le premier, au matin, dans le sombre bâtiment de la via Rovello et le dernier, à le quitter, le soir, après le spectacle. Il ne s'arrêtait jamais de recevoir, de dicter des lettres et de téléphoner. Souvent, il faisait tout cela à la fois, dans son bureau dont les murs étaient couverts jusqu'au plafond, comme dans un musée d'autrefois, de vieilles affiches de théâtre, de photos et de souvenirs des succès du Piccolo. Il était autoritaire et coléreux. Ses accès de voix faisaient trembler et rire tout le personnel. Mais c'était aussi un homme d'une délicatesse, d'une gentillesse incomparables. Jamais il ne laissait une lettre sans réponse. Il était attentif à tout et à tout le monde. Il avait la vocation de l'amitié : je le sais d'expérience.

Il l'a dit lui-même : « *Giorgio* (Strehler) *n'eût pas été Giorgio si je n'avais été présent dans sa vie, et je n'aurais pas été Paolo Grassi s'il ne l'avait été dans la mienne* (1) ». Entre eux il y eut bien des tensions, bien des disputes. Mais tout cela se résolvait dans le théâtre et pour le théâtre. Ce théâtre n'était pourtant pas fermé sur lui-même : le Piccolo Teatro a toujours été attentif à la vie — celle de Milan qui était la ville de Grassi (il y était né, mais sa famille était originaire des Pouilles) et celle de la culture européenne (à Milan, la France et l'Allemagne rencontrent souvent l'Italie). Et cette ouverture était proprement le fait de Grassi : il était curieux de tout, de spectacles et de livres, d'expositions et de meetings... Il croyait aux colloques, aux séminaires et aux discussions... à toute forme de dialogue. J'ai vu bien des spectacles avec lui : il était le plus généreux des sepctateurs, le plus naïf aussi. Je me souviendrai longtemps de nos soirées communes au Théâtre des Nations, à Paris, devant *la Mère*, de Brecht, ou une autre représentation du Berliner Ensemble. Car, comme Strehler, Grassi avait trouvé en Brecht un exemple et, presque, un père.

Ne l'oublions pas : c'est à Grassi que Patrice Chéreau, chassé de Sartrouville, doit d'avoir pu continuer à faire du théâtre. C'est aussi lui qui a permis au Théâtre du Soleil et à Ariane Mnouchkine qu'il appelait, avec tendresse, « la Jeanne d'Arc du théâtre français », de terminer et de créer *1789*, à Milan, comme c'est grâce à lui, alors à la RAI, que le *Molière* put être réalisé.

Une fois à la Scala de Milan, de 1972 à 1977, Grassi recommença à « construire le théâtre ». Il y travailla avec Claudio Abbado et Massimo Bogianskino, comme il avait travaillé au Piccolo avec Strehler. Il ouvrit toutes grandes les portes de ce temple bourgeois. Il y fit revenir Strehler. La scène, et non plus seulement la fosse, y retrouva son éclat. Metteurs en scène et compositeurs contemporains y eurent accès. A côté du *Simon Boccanegra*, de Verdi-Abbado-Strehler, il y eut *Al gran sole carico d'amore*, de Luigi Nono et Lioubimov... Mais là, Grassi, fatigué et déjà malade, ne put tenir longtemps. En 1977, il quitta la Scala pour la présidence de la RAI, où il resta trois ans. Il passa de Milan à Rome. Il ne s'en est jamais remis. Milan lui manquait. Aussi la proche présence physique de la scène. C'est un peu de cela qu'il est mort. Comme d'une longue fatigue — d'une passion du théâtre.

Un jour, il m'avait raconté un rêve. Il était vieux, il était pauvre, il était le patron d'un cirque minable, installé quelque part, dans les Pouilles. Il y dressait les puces. Ce cirque n'avait plus de public. Mais un soir, il y avait là un spectateur, très vieux lui aussi. Et Grassi de faire devant lui son numéro de dresseur de puces. A la fin, il le reconnaissait : c'était Strehler ! Ils tombaient dans les bras l'un de l'autre. Et Strehler entrait au cirque : tout recommençait !

Or Grassi, homme de théâtre, est mort sans théâtre. C'est une double et amère tristesse.

BERNARD DORT.

(1) Dans un livre qui lui a été consacré par Emilio Pozzi : *Paolo Grassi — Quarant'anni di palcoscenico* (Mursia, Milano, 1977), et où l'on trouve de nombreux propos de Grassi.

■ Un tableau de Hans Holbein le Jeune (1497-1543) a été acquis par la National Gallery d'Ecosse pour le prix de 246 000 livres (environ 2,7 millions de francs), lors d'une vente organisée le 13 mars par Christies. Le tableau intitulé « Allégorie de l'Ancien Testament » était une des dernières œuvres du maître allemand à appartenir à des particuliers. Elle avait été attribuée à Holbein le Jeune il y a une vingtaine d'années.

« Un conseil de classe très ordinaire »

par l'Aquarium

Dans les lycées, à la fin de chaque trimestre, professeurs et proviseur se réunissent pour examiner le travail des élèves de chacune des classes, et rédiger des appréciations.

Les éditions Stock ont publié en 1977 un document, « Un conseil de classe très ordinaire », qui est la transcription exacte des bandes magnétiques enregistrées pendant l'une de ces réunions, avec un magnétophone caché dans une serviette. L'auteur : Patrick Boumard.

Le Théâtre de l'Aquarium *(Ah ! Quiou, la Jeune Lune, Pépé, etc.)* met en scène ce document.

Six acteurs jouent les professeurs. Il y a aussi le proviseur, le surveillant général, la parente d'élève, le délégué des élèves.

C'est presque essentiellement le proviseur qui mène la danse, ne laissant pas aux professeurs grande licence de s'exprimer. La pièce fait apparaître que ces conseils de classe, dont les avis laissent des traces sur les documents du lycée, ne sont parfois pas dépourvus d'arbitraire.

Les élèves des lycées vont bien sûr faire un accueil bruyant à ce spectacle qui les concerne ; beaucoup de professeurs ont déjà retenu des bancs pour leurs classes entières, à la Cartoucherie.

La pièce plaira d'autant plus que les acteurs de l'Aquarium font preuve, cette fois, d'une grande imagination poétique dans la mise en scène du spectacle, qui est très imagée, très drôle.

Tous les acteurs étant à citer, allons-y : Martine Bertrand, professeur de mathématiques, chaud et froid, vamp à ses heures ; Thierry Bosc, merveilleux professeur de philosophie un peu gauchisant, avec queue-de-cheval style yogi ; Janine Duvanel, parente d'élève de compétence toute fictive ; Hélène Laplower, professeur de langues vivant dans un monde à part, instinctive ; Louis Merino, professeur d'éducation physique qui n'a pas droit à la parole et se défoule parfois au moyen d'une gestuelle endiablée ; Paul Minthe, délégué des élèves, taciturne, congestionné ; Olivier Perrier, le proviseur, inquiet pour le renom de son établissement ; Karen Recurel, professeur d'histoire-géographie, calme ; Yves Savel, professeur de physique-chimie, qui sait prendre feu ; enfin le meilleur peut-être, Jean-Jacques Préau, surveillant général d'allure vaguement persique, semblant planer sur un tapis volant.

MICHEL COURNOT.

★ Cartoucherie de Vincennes, 20 h. 30.

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Vu du Pont. — Théâtre de Paris (281-25-10), 20 h. 30.
Richard II. — Théâtre 18 (226-47-47), 20 h. 30.

Lundi 16 mars

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20) 18 h. 30 : Une heure avec Eliane Lublin, 20 h. 30 : Concert Brahms.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. : les Plaisirs de l'île enchantée.
Centre Pompidou (277-12-33), débats, 18 h. 30 : Mémoire d'un chef d'orchestre : Toscanini ; 19 h. : La revue obsidiaire ; 20 h. 30 : Revue parlée. — Cinéma : 19 h. : Unheimlich III. — Danse, 18 h. 30 : Grand Corridor, Seine rouge, Voyage organisé.
Carre Silvia Monfort (531-28-34), 21 h. : Petit déjeuner chez Desdémone.

Les autres salles

Centre d'Art celtique (258-97-62), 20 h. 30 : Prévert Jacques, Breton André.
Comédie-Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Essaïon (278-46-42), I, 21 h : la Vie en douce. — II, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : Compartiment non fumeurs ; 20 h. 30 : l'Inconciliabule ; 22 h. 15 : Leçon de schizophrénie. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 22 h. 15 : Pardon M'sieur Prévert. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Marais (278-53-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette
Marigny (225-20-74), 21 h. : Domino,
Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Moderne (874-10-75), 20 h. 30 : le Rêveur.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : l'Evangile selon saint Marc.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h. : la Chambre infernale.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 30 : Et cric et crac.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : le Grand Ecart ; 21 h. 30 : J. Bigaux.
Croq'Diamants (272-20-06) : A propos... et popof ? 22 h. : Diable, une femme !
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. I. 21 h. : Poupette Ponpon ; 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h. 30, Generation Hollywood.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Une étoile dans le placard ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Le music-hall

Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Chantal Sauvolle.
Palais des Congrès (758-21-34), 21 h. : Serge Lama.
La Tanière (337-74-30), 20 h. 45 : R. de Peira.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept Ans de bail, bye bye.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

La danse

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Vu du pont.

Les concerts

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, dir. : H. Soudant, Nouveau Trio Pasquier, sol. : R. Oleg, C. Rosen (Berg, Beethoven, Wychnegradsky).
Athénée, 21 h. : Sh. Armstrong, J. Constable (Haendel, Strauss, Scharz-Schilling Dring., Duparc).
Théâtre Saint-Georges, 21 h. : P. Reach (Mozart).
Théâtre du Rond-Point, 20 h. 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. : J.-P. Izquierdo (Schœnberg, Amy, Stravinsky).
Musée Guimet, 21 h. : Quatuor Via Nova (Casanova, Boucourechliev, Dutilleux).
Salle Cortot, 21 h. : Bonjean, E. Baro-Ribes (Soler, Debussy, Rosse, Brahms).
Point-Virgule, 21 h. : N. Decorde (Jopin, Schubert, Webern)
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Orchestre du Conservatoire de Paris, dir. : P. Pierre (Dautremer, Landini, Mozart, Schubert).
Lucernaire, 21 h. : P. Perrette, P. Ruby, Lawes, Scarlatti, Albeniz, Duarte).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : F. Bensan, S. Woodyard.
Dreher (233-48-44), 20 h. : Ray Brown.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Brenda Wootton.
Patio (758-12-30), 22 h. : Les Petits Français
Petit opportun (236-06-36), 23 h. : Vander, Caratini, Fosset.
Les Quatre-Temps, 21 h. : Willem Breuker Kollektief.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : R. Voilaume trio, groupe pannonica.

هكذا من الأصل



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24) : Relâche.
Beaubourg (276-55-57), 15 h. : la Caravane vers l'Ouest, de J. Cruze ; 17 h. : le Cabinet des figures de cire, de P. Leni ; 15 h. : les Ambassadeurs, de N. Ktari.

Les exclusivités

ALLONS Z'ENFANTS (Fr.), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Richelieu, 2e (233-56-70), Quintette, 5e (354-35-40), UGC-Odéon, 6e (325-71-08), Concorde, 8e (359-92-82), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)
L'AMOUR HANDICAPE (Fr.), Marais, 4e (278-47-86), St-Séverin, 5e (354-50-91).
LA BIDASSE (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), (v.f.) : Paramount-Opéra, (9e) (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34)
LA BOUM (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70); Paris, 8e (359-53-99), UGC-Opéra, 2e (261-50-32), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
BRUBAKER (A., v.o.) (*) : Movies-Halles, 1er (260-43-99), UGC-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : UGC-Opéra (2e) (261-50-32), Montparnos, 14e (327-52-37)
CAFE EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.) UGC-Opéra, 2e (261-50-32), Normandie, 8e (359-41-18).
ÇA PLANE LES FILLES (A.) (*) (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44), Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43)
CELLES QU'ON N'A PAS EUES (Fr.) Publicis-Champs-Elysées, 8e (721-76-23), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Studio Alpha, 5e (354-39-47), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Gobelins, 13e (580-18-03).
C'EST LA VIE (Fr.) Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
CES MALADES QUI NOUS GOUVERNENT (Fr.) Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
CHANGEMENT DE SAISONS (A.) v.o. : Rotonde, 6e (633-08-22), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U G C Opéra, 2e (261-50-32)
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol.) v.o.: Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
LE CHINOIS (A.) v.o. ; v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f U.G.C. Opéra, 2e (261-50-33), Rex, 2e (236-83-93), Miramar, 14e (320-89-53), Mistral, 14e (539-52-43), U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (651-99-75), U G C Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33).
LA CITE DES FEMMES (It.) (v.o.) Epée de Bois, 5e (337-57-47).
CLARA ET LES CHICS TYPES (Fr.) U.G.C Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA COCCINELLE A MEXICO (A., v.o.-v.f.) . Elysées Point Show, 8e (225-67-29). — V.f : Rex, 2e (236-83-93), Miramar, 14e (320-89-52), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (651-99-75), Secrétan 19e (206-71-33)
LE DERNIER METRO (Fr.) Berlitz 2e (742-60-33), Forum-Cité 1er (297-53-74), Marignan, 8e (359-92-82), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Parnassiens, 14e (329-83-11), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE DIABLE EN BOITE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) Parnassiens, 14e (329-83-11)
DIVINE MADNESS (A., v.o.) . Hautefeuille, 6e (633-79-38), Ambassade, 8e (359-19-08), Français 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
DON GIOVANNI (Fr.-It.) (v.o it.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98)
DYNASTY (Chin.-T.) v.f Bonaparte, 6e (326-12-12) George-V 8e (562-41-46), Lumière, 9e (246-49-07), Images, 18e (522-47-94)
EUGENIO (It., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) Quintette, 5e (354-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) Marignan, 8e (359-92-82), Parnassiens, 14e (329-83-11), Athéna, 12e (343-07-48), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) — V.f : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Capri, 2e (508-11-69) Saint-Lazare Pasquier 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50)
FAME (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29)
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Olympic, 14e (542-67-42)
FLASH GORDON (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33)
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : France-Elysées, 8e (723-71-11), mat. : Athéna, 12e (343-07-48). h. sp
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34)
GLORIA (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; U.G.C. Marbeuf 8e (225-18-45).
GRAU ZONE (Suis., v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74)
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74)
HOUSTON TEXAS (A., v.o.) . Saint-Germain Studio, 5e (634-13-26) ; France-Elysées, 8e (723-71-11), soirée : Parnassiens, 14e (329-83-11).
HURLEMENTS (A., v.f) (**) : Cin'Ac Italiens, 2e (296-80-27).
JE VOUS AIME (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76)
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) — V.f. . Haussmann, 9e (770-47-55).
LE LAGON BLEU (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) — V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37)
LE MIROIR SE BRISA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) — V.f. Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82)
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) Epée de Bois, 5e (337-57-47).
PALERMO (All.), v.o Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15), Olympic, 14e (542-67-42).
PSY (Fr.), Bretagne, 6e (222-57-97) ; Français, 9e (770-33-88) ; Normandie, 8e (359-41-18)
RAGING BULL (A., v.o.) . Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22); Biarritz, 8e (723-69-23); U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
RECHERCHE (Ira.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.), Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
RUDE BOY (Ang.), v.o. : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind.), v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac-Olympic, 14e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (**) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SHINING (A., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (544-57-34)
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LA TERRASSE (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
TU FAIS PAS LE POIDS SHERIFF (A. v.f.) Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03)
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.) : Caméo, 9e (246-66-44)
UNE SALE AFFAIRE (Fr.) : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U G C Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U G C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U G C Gobelins, 13e (336-23-44) Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.) : U G C Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille 11e (357-90-81), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79)
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
VENDREDI 13 (A., v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37)
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) , Nations, 12e (343-04-67) Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CONTRAT, film polonais de Krzysztof Zanussi V.o . Forum-Ciné, 1er (297-53-74) . Saint-Germain-Huchette 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43)

LA DAME AUX CAMELIAS (film franco-italien de Mauro Bolognini : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01).

DES GENS COMME LES AUTRES, film américain de Robert Redford V.o. : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Impérial, 2e (742-72-52). V.f. : Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)

DIVA, film français de Jacques Beineix : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26) : Concorde, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)

LA FIANCEE DE L'EVEQUE, film italien de Luigi Commencini et Luigi Magni. V.o. U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) V.f. : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00)

LES MOTOS SAUVAGES, film américain de Les Rose V.o. Paramount-City, 8e (562-45-76). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

LA PUCE ET LE PRIVE, film français de Roger Kay. UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Caméo, 9e (246-66-44) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-53-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

ZOLTAN, film américain d'Albert Band (**) ; v.o. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17 ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)

Les grandes reprises

AGENT SECRET (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34), mer., V., D., mar.
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83)
BABY DOLL (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34), J., S., L.
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES BAS-FONDS (Jap., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04). h. sp.
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46), La Royale, 8e (265-82-66), Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). h. sp.
LE CHAINON MANQUANT (Belg.) : Acacias, 17e (764-97-83).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LA CONSEQUENCE (All., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA DAME AUX CAMELIAS (voir le roman de Marguerite Gautier).
DELIVRANCE (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62).
LE DIBBOUK (Pol., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
FANTASIA (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).
LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HESTER STREET (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), h. sp.
LA HONTE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Acacias, 17e (764-97-83).
L'IDIOT (Jap., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), Olympic-Balzac, 8e (561-10-60), Olympic, 14e (542-67-42).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.): Haussmann, 9e (770-47-55).
LENNY (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42)
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
MODESTY BLAISE (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).
RENCONTRES DU IIIe TYPE, EDITION SPECIALE (A., v.o.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99), Ambassade, 8e (359-19-08), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Broadway, 16e (527-41-16) ; v. f. : A B C, 2e (236-55-54), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Français, 9e (770-33-88), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE ROMAN DE MARGUERITE GAUTIER (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07), Mac-Mahon, 17e (380-24-81)
LA RUE SANS JOIE (All., F. muet) : Vendôme, 2e (742-97-52), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Olympic, 14e (542-67-42).
LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA STRADA (It., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
UNE NUIT A CASABLANCA (A., v.o.) : A Bazin, 13e (337-74-39).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

Les séances spéciales

BERNARD FRANK EST INSUPPORTABLE (Fr., vidéo) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74), 18 h. 15.
BYE BYE BRESIL (Brés., v.o.) : Tourelles, 20e (364-51-98), J. 21 h.
CARABINE NATIONALE (Esp., v.o.) : Tourelles, 20e (364-51-98), Mar. 21 h
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf S., D.).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cité internationale universitaire, 14e (589-38-69), L. 21 h.
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

Les festivals

TRIBUTE TO HOWARD HAWKS, (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Impossible Mr. Bébé.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.
PREMIER FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM MUSICAL, Rex, 2e (236-83-93) : Black and Blue, Babylon, Go Johnny Go, Blank Generation etc
H. BOGART (v.o.), Nickel-Odéon, 6e (633-22-13) : Key Largo.
LES GRANDS MELODRAMES (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Ambre.
SEMAINE JEAN VIGO, le Denfert, 14e (321-41-01). En alternance : Aventure dans la baie d'or ; l'Enfance d'Ivan ; Deux hectares de terre ; Haines ; la Barrière ; A propos de Nice ; l'Affaire est dans le sac ; De la veine à revendre ; Easy Street ; Il y a tant à faire dans la forêt ; Sicilia con Cuore Fermo ; Trio ; les Charmeurs innocents ; les Enfants du 67 ; Pour avoir un enfant sage ; Du courage pour chaque jour ; Un homme à brûler ; les Enfants de la nuit ; Soyez les bienvenus ; le Dernier milliardaire ; Trio ; les Passagers ; Agressions ; Sans famille ; Ivan le terrible.
CINE-POCHE, 3 Luxembourg, 6e (633-97-77). En alternance : Marathon Man ; Rude Boy ; les Sœurs Brontë ; la Dentellière ; Cousin, cousine ; American Graffiti ; Harold et Maude ; Pas si méchant que ça ; Que le spectacle commence ; Breaking Glass ; Chinatown.
PABST (v.o.), Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic, 14e (542-67-42) : la Tragédie de la mine.
A. CHRISTIE, v.o., Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : Agatha. Les Dix Petits Nègres.
SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16), en alternance : le Voleur de Bagdad. Tintin et le Temple du soleil, Dersou Ouzala (v.o.). Bugsy Malone (v.o.), Nos plus belles années (v.o.), la Sorcellerie à travers les âges. Extérieur nuit, les Chevaux de feu. Tommy. Family Life, Casanova de Fellini.
SAINT-LAMBERT, 15e (532-91-68), en alternance : Clair de femme ; (v.o) Nous nous sommes tant aimés, Music Lovers, Délivrance, Satyricon, les Mille et Une Nuits, le Locataire.
RIVOLI-CINEMA, 4e (272-63-32) : 12 h., Burlesques américains ; 14 h., Une nuit à Casablanca ; 16 h., Buster Keaton s'en va-t-en guerre ; 18 h., le Testament du Dr Cordelier ; 20 h., l'Ange exterminateur ; 22 h., Freaks, Un chien andalou.
ROCK (v.o.), Espace-Gaîté, 14e (327-95-94) : Jubilée.
DIALOGUES, SIGNE H. JEANSON : Studio 43, 9e (770-63-40) En alt. : Entrée des artistes. Un revenant, Au royaume des cieux, Identité judiciaire. Copie conforme, le Drame de Shangaï, la Tête à Henriette.
LES CINEASTES DE SERIE B (v.o.), Action-République, 11e (805-51-38) : Esther et le roi.
BOITE A FILMS, 17e (622-44-21), I, 13 h. 15, Jeu., V., L., Mar., : Iphigénie ; 14 h. Mer., S., D. : Jeux interdits ; 15 h. 45, Mer., S., D. : la Flûte enchantée ; 15 h 45 : J., V., L., Mar. : A bout de souffle ; 18 h. : Heart Beat ; 20 h., le Dernier Tango à Paris ; 22 h. 15 : Breaking glass ; V., S. : 24 h. 15 : Panique à Needle Park. II : 13 h. 30 et 16 h. : Mer D., D. : le Seigneur des anneaux ; 18 h. 45, J., V., L., Mar. : Amarcord ; 16 h. : J., V., L., Mar. : Promenade avec l'amour et la mort ; 18 h. 15 : le Cavalier électrique ; 20 h. 30 : L'important c'est d'aimer ; 22 h. 30 : Bonnie and Clyde ; V., S., 24 h. 30 : Easy Rider
CALYPSO, 17e (380-30-11) (v.o., v.f.) : 13 h. 15 : Molière (1re ép.) ; 15 h. 30 : Molière (2e ép.) ; 18 h. : Mort à Venise ; 20 h. 15 : J'ai même rencontré des tziganes heureux ; 22 h., Taxi Driver ; V., S., 24 h. 15 : Rollerball, les Damnés.
CHATELET-VICTORIA, 1er (v.o.) (508-94-14), I : 14 h. : If ; 16 h. : le Dernier tango à Paris ; 18 h. : Outrageous ; 20 h. (+ V. 0 h. 15) : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 10 : Marathon Man. — II : 13 h. 30 : Persona ; 15 h. 40 : les Visiteurs ; 17 h. 30 : Au-delà du bien et du mal ; 19 h. 50 (+ S. 0 h. 30) ; Le Dernier Nabab ; 22 h. (+ V. 0 h. 30) : Hello Dolly.

Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

Doublé des Williams à Long-Beach

Long-Beach (Californie). — L'Australien Alan Jones a gagné sur Williams, dimanche 15 mars, le Grand Prix des Etats-Unis côte ouest devant son coéquipier, l'Argentin Carlos Reutemann, et le Brésilien Nelson Piquet sur Brabham. Trois pilotes ont tour à tour mené la course : d'abord l'Italien Riccardo Patrese (Arrows), éliminé au 27e tour pour des ennuis de pression d'essence, ensuite Carlos Reutemann et enfin Alan Jones. Mario Andretti (Alfa Roméo), Eddie Cheever (Tyrrell) et Patrick Tambay (Théodore) ont pris les 4e, 5e et 6e places.

L'épreuve a été marquée par un grand nombre d'abandons, huit voitures seulement terminant la course sur les vingt-quatre qualifiées. René Arnoux (Renault), classé huitième à trois tours, est avec Tambay le seul pilote français à avoir franchi la ligne d'arrivée. Alain Prost (Renault) a été éliminé dès le premier tour à la suite d'un accrochage. Didier Pironi (Ferrari), moteur cassé, a abandonné comme les deux Talbot-Ligier de Jacques Laffite (accrochage) et de Jean-Pierre Jarier (ennuis d'alimentation).

L'Australien Alan Jones avait mis un point final, en octobre dernier, à la saison 1980, en remportant en même temps que le titre de champion du monde le Grand Prix des Etats-Unis, côte est, à Watkins-Glen. Il a ouvert en fanfare la saison 1981, en gagnant le Grand Prix des Etats-Unis, côte ouest, à Long-Beach, devant son coéquipier l'Argentin Carlos Reutemann. Coup double dès le coup d'envoi pour l'écurie britannique Williams dont les voitures, depuis 1979, sont assurément les plus fiables et, dans la plupart des cas, les plus efficaces.

La suppression des jupes souples, dispositif aérodynamique mobile qui conférait théoriquement des avantages aux voitures équipées de moteurs atmosphériques moins puissants que les moteurs turbo, en privilégiant la tenue de route n'a rien enlevé de leur supériorité aux Williams sur un circuit sinueux comme Long-Beach où la maniabilité et la motricité priment. En travaillant avec bon sens et dans la simplicité, comme toujours, Frank Williams a donné un second souffle à ses jolies FW 07, qui abordent leur troisième année sans aucune ride et avec un palmarès flatteur : douze victoires en grands prix, dont dix pour Alan Jones, une pour Carlos Reutemann et une pour Clay Regazzoni.

Comme tous les constructeurs, Frank Williams, malgré ses succès, est cependant soucieux pour l'avenir. Il croit que, sur de nombreux circuits, les voitures conventionnelles, telles ses FW 07, seront surclassées, quelles que soient leurs qualités, dès lors que des tracés rapides avantageront les constructeurs disposant de moteurs turbo. La démonstration de puissance effectuée à Long-Beach par les Ferrari turbo de Villeneuve et de Pironi le pousse d'ailleurs à faire objectivement cette analyse. C'est la raison pour laquelle l'ingénieur qui a dessiné les FW 07, Patrick Head, a étudié dans l'inter-saison plusieurs possibilités de retrouver par un biais technique une bonne part de l'effet de sol lié à l'utilisation des jupes souples aujourd'hui prohibées.

De notre envoyé spécial

L'un de ces projets concerne une voiture à six roues, mise à la mode par Tyrrell en 1976, mais dont la conception est tout à fait différente. Sur la Tyrrell à six roues, la motricité était assurée par deux roues à l'arrière et c'étaient quatre roulettes qui guidaient la voiture à l'avant. On trouve au contraire sur le projet de Williams quatre roues motrices, à l'arrière bien évidemment, et deux roues directrices à l'avant. Un autre constructeur britannique, March, avait exploré cette solution il y a quatre ans, mais sans réussite, il y avait très vite renoncé.

Sanction contre l'intelligence

L'avant-veille du Grand Prix de Long-Beach, le front jusque-là uni des constructeurs anglo-saxons de la Formula One Constructor Association (FOCA) a volé en éclats à la suite de ce qu'on appelle l' « affaire Lotus », et Frank Williams a beaucoup contribué pour qu'il en soit ainsi. C'est lui et Bernie Ecclestone, le patron de l'écurie Brabham, tête pensante et agissante de la FOCA, qui ont mené la fronde pour que les commissaires sportifs de l'épreuve déclarent illégale la nouvelle Lotus-88, dont la singularité est de posséder un double châssis. Le premier, classique, reçoit le moteur, la boîte de vitesses, les réservoirs et le pilote. Le second, qui enrobe le premier, bénéficie d'une suspension propre et plaque les flancs au sol sous l'effet de la vitesse.

Colin Chapman, le propriétaire de l'écurie Lotus, qui est aussi l'ingénieur le plus brillant et le plus inventif de la formule 1, avait ainsi trouvé une parade à l'interdiction des fameuses jupes souples, parade respectant le règlement à la lettre quitte à prendre quelques libertés avec l'esprit du texte. Le fait que la Lotus-88 ait été déclarée illégale le vendredi après avoir été reconnue conforme le jeudi, outre que deux décisions aussi contradictoires donnent une piètre idée du sérieux avec lequel la formule un est administrée, ne condamne pas vraiment la dernière-née des trouvailles de Chapman, à qui on doit entre autres les châssis monocoques, les ailerons et les si controversées jupes souples, toutes solutions qui ont été copiées sans vergogne par la concurrence.

Colin Chapman a décidé de faire appel, et il a été conforté dans sa résolution par la discrétion technique qui a accompagné la déclaration d'« illégalité ». La *Lotus-88* a bien été mise hors-la-loi mais sans que les commissaires sportifs expliquent pourquoi et rendent compréhensible et vraiment acceptable leur verdict. L' « affaire Lotus » pourrait ainsi avoir une suite et donner un certain répit aux copieurs. Chapman pestait contre ces faux frères de la FOCA qu'il avait appuyés tout au long du récent conflit qui les a opposés à la Fédération internationale du sport automobile (FISA). Il croit dur comme fer, à tort ou à raison, que le temps que l'appel soit examiné, des répliques de la Lotus-88 seront construites à la va-vite par ceux-là mêmes qui en ont été les censeurs.

Quel que soit le sort réservé à la *Lotus-88*, beaucoup considèrent que sa condamnation est en tout cas une sanction contre l'intelligence et un coup d'arrêt à la vocation naturelle de la formule 1, dont l'intérêt repose pour une bonne part sur ce genre d'innovation hardie. Sauf bien entendu s'il est prochainement démontré formellement que l'objet du litige et du scandale, la Lotus-88, est bel et bien illégal et contraire aussi bien à l'esprit qu'à la lettre du règlement.

FRANÇOIS JANIN.

GRAND PRIX DES ETATS-UNIS
Côte Ouest

1. Jones (Williams), les 261,700 km. en 1 h. 50 min. 41 (moyenne 141,864 km/h) ; 2. Reutemann (Williams), à 9 sec. ; 3. Piquet (Brabham), à 34" ; 4. Andretti (Alfa Romeo), à 49" ; 5. Cheever (Tyrrell), à 1 min. 06 sec. ; 6. Tambay (Theodore), à un tour ; 7. Serra (Fittipaldi), à deux tours ; 8. Arnoux (Renault), à trois tours ; 9. Surer (Ensign), à dix tours ; 10. Pironi (Ferrari), à quatorze tours ; 11. Jarier (Talbot-Ligier), à seize tours.

ESCRIME

Première victoire de Pascal Jolyot

En battant l'Italien Andrea Borella par 10 touches à 4 en finale du challenge Adrien-Rommel, le fleurettiste français Pascal Jolyot a remporté, dimanche 15 mars, à Paris, sa première grande victoire internationale.

Quarante-huit heures plus tôt, les carabiniers de Rome (Dal Zotto, Montano, Scuri, Numa) avaient gagné la Coupe d'Europe des clubs aux dépens d'une surprenante équipe du Racing-Club de France qui s'était permis d'éliminer au tour précédent les Soviétiques du Dynamo de Moscou, grands favoris du tournoi.

Après les exploits réalisés par les escrimeurs français aux Jeux olympiques de Moscou, on s'attendait qu'ils confirment au plus vite leur installation au sommet de la hiérarchie mondiale. Dans un premier temps, c'est tout le contraire qui s'est produit. Fleurettistes et épéistes ont multiplié les contre-performances aussitôt exploitées par tous ceux qui émettaient de sérieuses réserves sur la valeur réelle de leurs médailles olympiques. Le challenge Rommel *arrivait à point pour faire taire les* sceptiques. Encore fallait-il que les Français soient assez bien armés pour mettre les rieurs de leur côté.

Aux questions que l'on se posait depuis le début de la saison, Pascal Jolyot a répondu à sa manière : en pourfendant ses adversaires avec légèreté, élégance, courtoisie et intelligence. *Elevée à ce degré de perfection, l'escrime confine à l'art.* En fait, Pascal Jolyot porte des coups de fleuret comme les peintres les plus délicats jouent du pinceau : par petites touches. Pour tout dire, ce Seine-et-Marnais, âgé de vingt-deux ans, possède un sens inné de l'escrime et un registre technique si étendu qu'il lui permet de s'adapter instantanément à toutes les situations de combat. En comparaison, les autres spécialistes — à l'exception du Soviétique Alexandre Romankov — paraissent besogneux et peu inspirés.

Il n'empêche que Pascal Jolyot, déjà vice-champion du monde et vice-champion olympique, avait sans doute besoin de ce premier grand succès pour se libérer totalement. Désormais, finis les complexes ! Même si cet escrimeur hors du commun estime qu'il peut encore progresser dans tous les domaines, il abordera les championnats du monde de Clermont-Ferrand (2 au 13 juillet) avec l'assurance d'un tireur qui a déjà pris la mesure de tous ses rivaux.

Le maître Jacky Courtillat, l'entraîneur des fleurettistes français, avait encore d'autres sujets de satisfaction.

En premier lieu, le maintien au premier plan de Didier Flament, qui, à trente ans, semblait éprouver quelques difficultés à retrouver le rythme de la haute compétition. Ensuite les progrès du jeune Philippe Omnès vingt et un ans, classé sixième du challenge et qui, sous peu, devrait devenir un titulaire à part entière de l'équipe nationale. C'est du reste un prodige permanent que ces révélations continuelles de nouveaux talents.

Ainsi, alors que les prochaines retraites de Didier Flament, Bruno Boscherie et Philippe Bonnin paraissaient devoir porter un rude coup au fleuret français, Omnès, Patrick Groc et les juniors Ange-François Pezzini et Philippe Conscience, ont parlé d'égal à égal avec les meilleurs fleurettistes étrangers. Il est vrai que les Soviétiques venus avec quatorze tireurs n'ont pas tout à fait convaincu, que les Hongrois, les Polonais et les Roumains ne valent que par un ou deux éléments. « *A l'exception de l'Italie, toutes les nations cherchent de nouveaux équipiers*, observe à cet égard Jacky Courtillat. *Dans ce brassage, je ne vois pas pourquoi nos fleurettistes auraient le moindre complexe à nourrir.* »

Le redressement des Français a, en tout cas, été net. Il résulte d'une préparation axée essentiellement sur les prochains championnats du monde. Ils savent qu'ils ne disposent pas d'une équipe capable de viser la victoire à chaque sortie. Dès lors ils préfèrent avancer leurs pions prudemment ainsi qu'ils l'avaient fait avant Moscou. Puisque l'épéiste parisien Verbrackel a gagné, samedi 14 mars, le tournoi international de Bucarest devant le Lyonnais Philippe Riboud, il faut croire qu'à toutes les armes le mot d'ordre a été respecté.

Si l'escrime française apparaît bien portante au plan sportif, en revanche elle est secouée par de graves tensions au niveau de ses dirigeants. Le bureau de la Fédération française (F.F.E.) n'est, en effet, élu que depuis quelques mois, et déjà deux des vice-présidents, MM. Christian d'Oriola, également responsable de la commission sélection, et Claude Ceretti viennent de démissionner de leurs fonctions en raison d'un désaccord avec le président Jack Guittet. Et ce conflit pourrait s'étendre dans les semaines à venir.

JEAN-MARIE SAFRA.

CYCLISME

LA NOUVELLE GÉNÉRATION SE FAIT LES DENTS SUR PARIS-NICE

(De notre envoyé spécial.)

Miramas. — L'escalade du mont Ventoux par les coureurs cyclistes est toujours un événement. En été, c'est la fournaise ; en hiver, c'est la Sibérie. Cependant, quelles que soient les conditions atmosphériques, la difficulté présente un caractère exceptionnel, même lorsque l'ascension du massif provençal se termine au chalet Reynard (altitude : 1 400 mètres), comme ce fut le cas, dimanche 15 mars, au cours de la quatrième étape Bollène-Miramas de Paris-Nice, gagnée par Roger de Vlaeminck devant Jacques Bossis.

En la circonstance, les concurrents de la « course au soleil » ont affronté le froid et la neige, les rigueurs du climat ajoutant à l'âpreté du terrain. Ces éléments contraires, qui ont provoqué l'abandon de l'ancien champion du monde Freddy Maertens et de l'Italien Contini, leaders de l'épreuve trois jours plus tôt, ont permis d'évaluer le degré de résistance des jeunes professionnels, relativement nombreux dans le peloton. Quand on a vu l'Irlandais Stephen Roche descendre le Ventoux, sans avoir éprouvé le besoin de revêtir un maillot à manches longues ou de mettre des gants, on peut supposer qu'il possède l'étoffe d'un vrai routier.

Au terme de cette rude journée achevée par le sprint victorieux de Roger de Vlaeminck, un homme d'expérience dur au mal, quatre fois vainqueur de Paris-Roubaix, c'est un « néo-pro » âgé de vingt et un ans, le Néerlandais Adri Van der Poel, qui s'est installé à la première place du classement général. Il devance précisément Roche, qui occupait le commandement au départ de Bollène, mais l'écart entre eux n'est que de quatorze secondes.

Une profonde mutation

La présence active des coureurs de la nouvelle génération a fait dire qu'une page était tournée et que le sport cycliste opérait une profonde mutation. Derrière Van der Poel, considéré comme le meilleur amateur des Pays-Bas en 1980, et Roche, qui a battu Bernard Hinault dans le récent Tour de Corse, on trouve de Wolf, Bazzo, Beucherie et Régis Clère, une révélation du Tour de l'avenir, dont la position en retrait ne reflète ni les bonnes dispositions ni l'excellent comportement. Enfin, plusieurs coureurs qui ne participent pas à Paris-Nice ont déjà fait la preuve de leurs qualités, notamment Francis Castaing, probablement le plus doué des routiers sprinters français depuis André Darrigade.

Certes, on doit interpréter les premiers enseignements de la saison routière avec prudence et replacer ce Paris-Nice de transition dans ses limites. Dominé par des coureurs inattendus, il offre l'image d'une course débridée, dans laquelle l'absence des grands capitaines de route se fait sentir. Hinault, Zoetemelk, Raas, Knetemann, Moser et Saronni, ayant préféré l'épreuve italienne Tirreno-Adriatico, qui bénéficie d'un temps plus clément, il n'y a pas ici de chef de file qui possède l'autorité suffisante pour contrôler la totalité des mouvements offensifs. Résultat : le maillot blanc a changé chaque jour de titulaire depuis le départ de Meaux, passant successivement sur les épaules de Knudsen, Contini, Michel Laurent, Roche et Van der Poel. Ce dernier n'est pas assuré de le conserver en dépit de sa valeur.

Tout se jouera vraisemblablement mercredi prochain, sur les pentes du col d'Eze, dans le cours de la dernière étape contre la montre. Il apparaît déjà que l'équipe Peugeot, forte de Duclos-Lassalle, vainqueur l'an passé, Michel Laurent, Roche, Bossis, Anderson et Simon, n'a pas su tirer profit de son avantage numérique. Elle détenait pourtant les atouts maîtres...

JACQUES AUGENDRE.

PARIS-NICE

Troisième étape, Bourbon-Lancy-Saint-Etienne (217 km.). — 1. Adri Van der Poel (P.-B.), en 5 h. 52 min. 2 sec. ; 2. Beucherie (F.), à 12 sec. ; 3. Gauthier (F.), à 15 sec. ; 4. Roche (Irl.), à 17 sec. ; 5. de Wolf (Belg.) ; 6. Bazzo (F.) ; 7. Zijerweld (P.-B.), m.t. ; 8. Alfonsel (Esp.), à 24 sec. ; 9. Luc Colyn (Belg.) et un peloton de quinze coureurs.

Quatrième étape, Bollène-Miramas (199 km.). — 1. Roger de Vlaeminck (Belg.), en 5 h. 15 min. 29 sec. ; 2. Bossis (F.), à 5 sec. ; 3. Vandenbrouck (Belg.), à 8 sec. ; 4. Mathys (Belg.), à 10 sec. ; 5. Schipper (P.-B.), à 3 min. 48 sec. ; 6. Thaler (R.F.A.) et le peloton à 5 min. 19 sec.

Classement général. — 1. Van der Poel (P.-B.), en 18 h. 58 min. 1 sec. ; 2. Roche (Irl.), à 14 sec. ; 3. de Wolf (Belg.), à 25 sec. ; 4. Bazzo (F.), à 1 min. 28 ; 5. Zijerweld (P.-B.), à 1 min. 37 sec. ; 6. Alfonsel (E.), à 2 min. ; 7. Beucherie (F.), à 2 min. 14 sec. ; 8. Bossis (F.), à 3 min. 25 sec. ; 9. de Vlaeminck (Belg.), à 7 min. 49 sec. ; 10. Prim (Suède), à 7 min. 58 sec., etc.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Le Britannique Keith Connor a amélioré la meilleure performance mondiale en salle du triple saut en réussissant 17,31 m., le 14 mars, à Detroit (Michigan), à l'occasion des championnats universitaires des Etats-Unis en salle. Au cours de la même réunion, l'Américain Carl Lewis a sauté 8,48 m. en longueur.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
POULE DES AS
(Premier tour « aller »)

Villeurbanne bat *Tours	102-96
*Le Mans bat Orthez	79-76

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division

*Nantes et Strasbourg	1-1
*Saint-Etienne bat Monaco	5-1
*Bordeaux bat Lyon	3-2
*Laval et Paris-S.-G.	0-0
*Sochaux et Auxerre	1-1
*Nice et Nancy	2-2
*Metz bat Lille	3-0
*Lens bat Angers	1-0
*Tours et Bastia	2-2
*Nîmes et Valenciennes	1-1

Classement. — 1. Saint-Etienne et Nantes, 45 pts ; 3. Bordeaux, 40 ; 4. Monaco, 37 ; 5. Lyon, 32 ; 6. Paris-S.G., 31 ; 7. Sochaux, 30 ; 8. Metz et Strasbourg, 28 ; 10. Nancy et Lens, 27 ; 12. Tours et Valenciennes, 26 ; 14. Bastia, Lille et Auxerre, 25 ;

Deuxième division
GROUPE A

*Angoulême bat Montpellier	2-1
*Béziers bat Marseille	2-0
Toulouse bat *Saint-Dié	1-0
Besançon bat *Martigues	2-0
*Thonon et Ajaccio	1-1
*Gueugnon et Libourne	2-2
*Cannes bat Montluçon	3-0
*Tavaux et Avignon	1-1
*Grenoble bat Corbeil	2-1

Classement. — 1. Montpellier et Béziers, 36 pts ; 3. Besançon et Toulouse, 35 ; 5. Angoulême, 32 ;

GROUPE B

*Brest bat Rouen	2-0
*Nœux bat Quimper	3-1
*Châteauroux bat Thionville	2-1
Guingamp bat *Reims	2-1
*Blois bat Le Havre	3-0
*Rennes et Abbeville	0-0
*Paris F.C. bat Orléans	3-1
*Montmorillon bat Limoges	3-0
*Caen et Dunkerque	0-0

Classement. — 1. Brest, 37 pts ; 2. Rouen, 33 ; 3. Nœux, 32 ; 4. Thionville, 30 ; 5. Guingamp, 29 ; 6. Châteauroux, 28, etc.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
POULE A

*Valence bat St-Jean-de-Luz	18-6
*Béziers bat Nîmes	58-6
*Mazamet bat Bayonne	32-16
*Pau bat *Thuir	26-18
Aurillac bat *Oloron	21-11

Classement. — 1. Bayonne, 40 pts ; 2. Valence, 39 ; 3. Pau, 38 ; 4. Béziers, 37 ; 5. Thuir, 33, etc.

POULE B

*Narbonne bat Albi	42-7
*Carcassonne et Romans	19-19
*Toulouse bat Agen	20-7
*Périgueux bat Nice	20-13
*Auch bat Dax	13-10

Classement. — 1. Romans, 40 pts ; 2. Agen et Toulouse, 39 ; 4. Carcassonne, 36 ; 5. Dax, 35, etc.

POULE C

*Tarbes bat Montchanin	44-13
*Toulon bat Montferrand	16-3
*Biarritz bat Perpignan	14-7
*Avignon bat Angoulême	26-12
*Tulle bat Castres	57-3

Classement. — 1. Toulon, 41 pts ; 2. Perpignan, 37 ; 3. Tarbes et Angoulême, 35 ; 5. Biarritz et Montferr., 34, etc.

POULE D

*Grenoble bat Brive	19-15
*Lourdes bat Boucau	13-3
*Bègles bat Bourg	12-7
*Graulhet bat Chambéry	38-4
*Bagnères bat La Rochelle	13-3

Classement. — 1. Grenoble, 43 ; 2. Boucau, Graulhet et Lourdes, 37 ; 5. Bègles, 36, etc.

Ski alpin

COUPE DU MONDE A FURANO (JAPON)
Slalom spécial féminin

1. Hess (Suisse), 1 min. 19 sec. 18 ; 2. Cooper (E.-U.), 1 min. 19 sec. 36 ; 3. M. Epple (R.F.A.), 1 min. 19 sec. 59 ; 4. McKinney (E.-U.), 1 min. 19 sec. 8[illegible] ; 5. Macchi (It.), 1 min. 20 sec. 43 ; 6. H. Wenzel (Liecht.), 1 min. 20 sec. 50 ; 7. Pelen (Fr.), 1 min. 21 sec. 06.

Classement général. — 1. Nadig (Suisse), 289 pts ; 2. Hess (Suisse), 232 ; 3. H. Wenzel (Liecht.), 225 ; 4. Cooper (E.-U.), 186 ; 5. I. Epple (R.F.A.), 176 ; 6. Pelen (Fr.), 175... ; L. Serrat (Fr.), 148.

Slalom spécial masculin

1. Ph. Mahre (E.-U.), 1 min. 36 sec. 97 ; 2. Krizaj (Youg.), 1 min. 37 sec. 21 ; 3. Stenmark (Suède), 1 min. 37 sec. 46 ; 4. Zhirov (U.R.S.S.), 1 min. 37 sec. 84 ; 5. A. Wenzel (Liecht.), 1 min. 38 sec. 13.

Classement général. — 1. Stenmark (Suède), 260 ; 2. P. Mahre (E.-U.), 253 ; 3. Zhirov (U.R.S.S.), 147 ; 4. Mueller (Suisse), 140 ; 5. S. Mahre (E.-U.), 137.

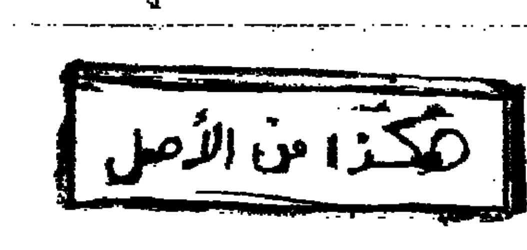
Tennis

TOURNOI DE BRUXELLES
(175 000 dollars)
Demi-finales

Gottfried (E.-U.) bat Gehring (R.F.A.), 6-2, 6-4 ; Connors (E.-U.) bat Sandy Mayer (E.-U.), 6-2, 6-2.

Finale

Connors bat Gottfried, 6-2, 6-4, 6-3.



DROITS DE L'HOMME

HOCKEY SUR GLACE

Les Chinois rossent (10-3) les Français

De notre correspondant

Pékin. — « Une bataille titanesque. » *La presse chinoise, habituellement modeste dans ses commentaires sportifs, par souci de ne froisser aucune susceptibilité et de ne laisser cours à aucun chauvinisme, pour une fois s'est laissée aller :* « La Chine écrase la France », « Les joueurs français sous le choc », « En quelques minutes, l'équipe chinoise brise le moral de ses adversaires », *telles sont quelques-unes des expressions relevées, dimanche 15 mars, dans les commentaires frémissants des quotidiens de Pékin, après la belle victoire (10-3) remportée la veille par la Chine sur la France dans les championnats du monde de hockey sur glace (groupe C)*

Qui eût cru que ce sport, encore si peu répandu ici (le Monde *du 11 mars), pouvait déchaîner ainsi les passions ? Des tribunes archi-combles, un public jeune, turbulent, et, sur la glace, une vingtaine de gaillards, tout vêtus de jaune, deux fois plus rapides et quatre fois plus habiles sur leurs patins que leurs adversaires, cela aurait déjà suffi à fournir un spectacle captivant. Mais, en plus, il y avait l'enjeu.*

Ce match, le hasard des rencontres et du classement en avait fait un affrontement décisif. Si la Chine gagnait, elle était assurée de la deuxième place, et, par voie de conséquence, de la montée, avec l'Autriche, dans le groupe supérieur. Pour la France aussi, une victoire était absolument indispensable pour conserver une petite chance d'arracher cette deuxième place lors du dernier match du tournoi, ce lundi. Autrement dit, comme l'écrit le Quotidien du peuple, *il fallait vaincre à tout prix, car il en allait de* « l'honneur de la nation ».

Les spectateurs chinois ont une façon très particulière d'encourager leur équipe. Ils ne crient pas bêtement : « Allez les verts ! », *ou* « Vas-y Trucmuche ! ». *Le slogan sportif à la mode, repris en chœur par des milliers de poitrines gonflées à bloc, c'est* « Jia you », *ce qui, en traduction littérale, signifie* « Plus d'essence ». *C'est la façon chinoise de dire* « Mettez un tigre dans votre moteur ».

De l'énergie, en tout cas, les joueurs chinois en avaient à revendre. Les Français firent illusion pendant le premier tiers du jeu (2-2). Mais, dès le retour sur la patinoire, les Chinois, visiblement galvanisés par le but qu'ils avaient marqué quelques secondes avant la pause — un commentateur local a même cru voir dans cette ardeur une influence quasiment surnaturelle, — cueillirent leurs adversaires de plein fouet. Les équipes étaient revenues sur la glace depuis à peine deux minutes que, déjà, le gardien français avait ramassé le palet trois fois au fond de ses filets.

Dès lors, il n'y eut plus qu'une équipe sur la patinoire. D'une rapidité incroyable, précis dans leurs passes... Mais, même au fond de l'adversité, les Français savent trouver les moyens du redressement : « Heureusement qu'il nous reste le beaujolais ! », *soupira, alors que tout était définitivement perdu, un voisin fraîchement arrivé de Paris.*

M. L.

La section française d'Amnesty International constate que « les droits de l'homme ne font plus recette »

De notre correspondant régional

Toulouse. — *L'assemblée générale de la section française d'Amnesty International forte de vingt-quatre mille membres rassemblés en trois cent vingt-trois groupes s'est réunie, les samedi 14 et dimanche 15 mars, à Toulouse. Pendant deux jours, plusieurs centaines de congressistes ont examiné les problèmes concernant les droits de l'homme, l'asile politique, le statut des objecteurs de conscience, la torture, la peine de mort. L'écrivain Eva Forest, qui participait au colloque et qui a connu les prisons franquistes, a dénoncé les conditions actuelles des prisonniers politiques en Espagne, notamment au Pays basque et en Catalogne* (1).

Dans le rapport moral présenté par M. Jean-François Lambert, président réélu pour un an, le bureau exécutif constate que « *les droits de l'homme ne font plus recette* ». M. Lambert a ajouté : « *Nous aurons sans doute besoin de plus d'appuis et de rester sourds à toutes les raisons d'Etat, à tous les intérêts particuliers, à toutes les idéologies. Nous devons veiller à la rigueur et surtout à la qualité de notre information.* »

L'assemblée générale s'est interrogée sur les différentes violations des droits de l'homme et a réaffirmé la spécifité de son engagement pour la défense des prisonniers d'opinion, contre la torture et pour l'abolition de la peine de mort. Elle a notamment apporté son soutien à une résolution concernant la reconnaissance par la France de l'asile politique aux personnes susceptibles d'être poursuivies ou emprisonnées dans leur pays d'origine « *pour avoir exercé de manière non violente leur droit à la liberté d'opinion* ».

Lors de la conférence de presse qui a suivi l'assemblée générale, des questions ont été posées sur les moyens que la section française d'Amnesty International allait utiliser pour célébrer le double anniversaire de la fondation du mouvement en 1961 et de son implantation en France dix ans plus tard. Des nombreux projets retenus, un seul a été révélé : il concerne la Corée du Sud. Il a fallu insister pour savoir que le mouvement était intervenu auprès du Vietnam, à propos des 50 000 internés (chiffre annoncé par le gouvernement d'Hanoï) dans les camps de rééducation. 20 000 d'entre eux auraient été remis en liberté.

Sur le plan national, la section française d'Amnesty compte utiliser la campagne pour l'élection présidentielle afin de demander aux candidats de se prononcer sur la peine de mort.

Dans sa résolution finale, adoptée après une longue discussion, l'assemblée générale « *considérant les récentes mesures de refoulement de demandeurs d'asile aux frontières françaises et les rejets toujours plus nombreux des demandes de statut de réfugié par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)* » demande que « *toutes les initiatives appropriées soient prises par la section française auprès des autorités pour que soient respectés, conformément à la convention de Genève, le droit d'accès au territoire pour toute personne qui s'affirme menacée et demande l'asile politique ; le droit pour tout demandeur d'asile à une étude approfondie de son dossier ; le droit pour tout demandeur d'asile de séjourner sur le territoire français pendant la durée de la procédure d'examen de sa demande* ».

LEO PALACIO.

(1) Une plaquette intitulée *Espagne, rapport de mission* vient d'être éditée par Amnesty International. On peut se procurer cet ouvrage en langue française 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris. Tél. : 557-65-65.

LA POLÉMIQUE A PROPOS DE L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Trente-deux associations s'inquiètent de la « dégradation du droit d'asile » en France

Trente-deux associations ont décidé d'alerter l'opinion contre la « *dégradation du droit d'asile* » en France. Ces associations ont décidé de « *tout mettre en œuvre* » pour défendre « *les droits des réfugiés* », en application de la convention de Genève de 1951. Elles demandent : « *Le droit d'accès au territoire pour tout homme qui s'affirme menacé et demande l'asile politique ; le droit pour tout demandeur d'asile à une étude approfondie et individuelle de son dossier par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), sans discrimination* a priori ; *le maintien du droit au séjour, au travail et à l'ensemble des droits sociaux pendant toute la durée de la procédure.* »

Parmi les associations signataires de et appel, figurent la Commission sociale de l'épiscopat, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, la Ligue française des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples et Terre des hommes - France. Le secrétariat des associations signataires de l'appel est assuré par M. André Jacques, directeur du département « droit des étrangers » de la CIMADE service œcuménique d'entraide, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris (tél. : 550-34-43).

La réponse du Quai d'Orsay

En réponse à l'appel des trente-deux associations, le Quai d'Orsay rappelle notamment, dans une mise au point : « *Depuis 1974, les mesures prises en vue d'améliorer encore l'accueil des réfugiés concernent notamment : la prise en charge intégrale, par le ministère de la santé, des frais d'hébergement dans les centres d'accueil ; l'octroi à tous les réfugiés de la carte de travail valable dix ans. (Un texte adopté récemment prévoit la suppression pure et simple de l'obligation de la carte de travail pour les réfugiés.) L'extension à tous les réfugiés des dispositions existantes, jusque-là réservées à certaines catégories d'entre eux en matière de formation professionnelle ou de recyclage ; le bénéfice, accordé d'abord aux réfugiés indochinois, puis étendu à tous, des allocations attribuées aux demandeurs d'emploi ; la prise en charge par l'Etat des bourses d'études universitaires ; des facilités en matière de naturalisation (dispense, pour les réfugiés d'Indochine, du délai de cinq ans).*

» *Au total, les réfugiés politiques ont aujourd'hui, en France, exactement les mêmes droits que les Français, sauf le droit de vote. Ils bénéficient de la Sécurité sociale, des allocations vieillesse et logement, des pensions civiles et militaires, etc.* »

Le Quai d'Orsay précise, d'autre part, que la France a accueilli depuis 1974 « *cent mille réfugiés d'Indochine, soit trois fois plus que tous les autres pays d'Europe réunis* ».

[La France, qui compte deux cents à deux cent cinquante mille réfugiés (familles comprises), reste une terre d'asile. Mais diverses restrictions sont apportées à l'entrée de certains étrangers qui, fuyant leur pays pour des raisons économiques, demandent à bénéficier des avantages du statut de réfugiés. Cette politique restrictive conduit l'OFPRA à refuser ce statut à des immigrants qui fuient leur pays pour des raisons politiques. La France a décidé, en janvier 1979, de retirer le statut aux Espagnols vivant en France, considérant après la mort de Franco, que la démocratie était rétablie dans ce pays. Les menaces qui pèsent sur la démocratie en Espagne montrent le caractère hâtif de cette décision.

Un dossier sur les réfugiés politique en France est paru dans « le Monde-Dimanche » du 18 janvier.]

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 16 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Hommage à R. Clair : les Grandes Manœuvres.
De R. Clair (1955), avec G. Philipe, M. Morgan, J. Desailly, Y. Robert, B. Bardot.
En 1908, dans une ville de province, un lieutenant de dragons fait le pari de séduire la première femme qu'on lui désignera au hasard. Il tombe amoureux de sa victime.
Une comédie psychologique teintée de gravité, d'amertume. La perfection du style de René Clair.

22 h Documentaire : l'Arme verte.
A quoi sert la guerre alimentaire ? Un reportage d'Agathe Antoine et d'André Campana réalisé en Union soviétique et aux Etats-Unis.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Magazine : Cartes sur table.
Un magazine de Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel ; avec François Mitterrand.

21 h 55 Série : Archives, mémoire de l'homme.
Un conseil des ministres sous Napoléon Ier.
L'intervention de l'empereur dans tous les rouages de la vie publique.

22 h 25 Série documentaire : Introduction à la musique contemporaine.
Par M. Fano et D. Jameux.
(Différence et répétition.)
Ici la musique se fait femme, et Michael Lonsdale comme Pierre Boulez continuent d'être de fameux guides.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma public : l'Homme en colère.
Film français de C. Pinoteau (1978), avec L. Ventura, A. Dickinson, L. Malet, M. McLaren, D. Pleasence, L. Pelikan.
Un Français, venu à Ottawa pour identifier le cadavre de son fils, découvre que celui-ci n'est pas mort et a trempé dans des affaires louches. Il cherche à le retrouver pour le sauver. Une suspense psychologique habilement construit. Forte composition de Lino Ventura.

FRANCE-CULTURE

20 h, C'est pas mon frère, de P. Louki. Avec A. Thomas et P. Louki. (Rediff.)
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Exercices spirituels.
22 h 30, Nuits magnétiques : Retour de flamme.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (Saison internationale de l'U.E.R.) : « Trio à cordes », de Wychnegradsky. « Trio à cordes en mi bémol majeur opus 3 », de Beethoven, par le Nouveau Trio Pasquier, avec R. Pasquier, violon, B Pasquier, alto, R Pidoux, violoncelle ; « Kammerkonzert pour piano, violon et treize instruments », d'A. Berg, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Soudant, avec Ch. Rosen, piano, et R. Oleg, violon.
13 h 5, Ouvert la nuit : Solistes français d'aujourd'hui : le trompettiste Bernard Soustrot (Telemann, Franceschini, Haydn, Delalande et de La Barre).

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 16 MARS

— *M. Jean François-Poncet*, ministre des affaires étrangères, participe à l'émission « Forum » de R.M.-C., à 19 heures.

— *M. François Mitterrand*, candidat du parti socialiste à la présidence de la République, est l'invité de l'émission « Cartes sur table » d'A 2, à 20 h. 30.

MARDI 17 MARS

— *M. Michel Crépeau*, président des Radicaux de gauche, répond aux questions des auditeurs de « Concret », sur R.M.-C., à 19 heures.

— *M. Raymond Barre*, premier ministre, est interrogé par les journalistes au cours de l'émission « Le grand débat » de TF 1, à 20 h. 35.

● *L'antenne de Gilda-la-radiopolitaine*, radio libre et privée, qui émet chaque week-end sur Paris (depuis le 7 mars), a été saisie, le dimanche 15 mars vers 11 h. 45, par la police. La radio, qui avait été fortement brouillée toute la journée du samedi, a été cependant audible dans la nuit du samedi au dimanche. Gilda-la-radiopolitaine a émis à nouveau dimanche, dès 17 heures, pendant plus d'une heure (grâce à une autre antenne). Elle a annoncé qu'elle reprendra normalement ses émissions les 21 et 22 mars. D'autre part, Jean-Pierre Farkas nous prie de préciser que, contrairement à ce qui a été écrit (*le Monde* du 7 mars), il n'appartient pas à l'équipe de Gilda-la-radiopolitaine « *bien qu'il regarde cette expérience ainsi que celles des autres radios libres avec sympathie* ».

Canal 75, dont le matériel d'émission a été saisi le lundi 9 mars, a repris ses émissions samedi 14 mars dans l'après-midi ; celles-ci ont été brouillées.

● *Une manifestation organisée par l'Institut d'études occitanes* a eu lieu dans l'après-midi du samedi 14 mars à Toulouse pour réclamer la diffusion d'émissions — à la radio comme à la télévision — en langue occitane. Elle a ressemblé deux mille personnes selon les organisateurs, cinq cents selon les services de police.

PRESSE

● « *Oleron hebdo* », tel est le nom de la nouvelle publication, lancée le 13 mars, non sans témérité, par quelques « *jeunes journalistes sans emploi* », amoureux de l'île charentaise. Il offre seize pages locales de lecture et d'informations. L'exemplaire est vendu 2 francs, tous les vendredis (Oléron publications, route Nationale, B.P. 13, 17310 Saint-Pierre-d'Oléron, un an : 100 F).

Mardi 17 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Un minute pour les femmes.
Savez-vous répondre à une offre d'emploi ?
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin Présent.
Elles en question : 14 h 5, Marées en Cotentin ; 14 h 25, Tout feu, tout femmes ; 14 h 30, Feuilleton : L'homme sans visage ; 15 h 25, Les recettes de mon village ; 15 h 45, Mémoire en fête ; 16 h 10, Le jardin d'Anita ; 16 h 20, Dossier ; 16 h 50, Le pour et le contre ; 17 h 10, A tire d'elles ; 17 h 5, Coup de cœur ; 17 h 40, Mini-show.
18 h C'est à vous.
18 h 20 Un, rue Sésame.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Le grand débat : M. Raymond Barre.
Le premier ministre est interrogé par J.-M. Cavada, P. Duhamel, J.-C. Bourret, J. Lefèvre et Y. Mourousi.
21 h 35 Des lendemains pour l'homme.
Le rendez-vous du 3e millénaire : Le retour aux sources. Réal. C. de Givray.
Avec MM C. Guillemin (inspecteur général du Bureau de recherches généalogiques et minières), M. Godet (auteur du livre « Demain les crises »), B. Giroû de l'Ain (professeur à Paris-Dauphine) et le professeur Schwarzenberg.
22 h 30 Variétés : Les comiques associés.
Avec Alex Métayer, Sylvie Joly, Jean-Claude Montells, Jacques Charby.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les galetés de la correctionnelle.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Qu'en pensez-vous ?
15 h Téléfilm : F.B.I. années 30 contre Alvin Karpis.
16 h 35 Histoires courtes.
17 h Sports : Cyclisme (sixième étape de Paris Nice).
17 h 20 Fenêtre sur...
L'art face à la poésie.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Molière ou la vie d'un honnête homme.
Cinquième et dernière partie du formidable film réalisé par Ariane Mnouchkine en 1979 sur la vie de Molière.
22 h Débat.
Débat : Molière et son temps, avec la participation de Robert Manuel (comédien), Sylvie Chevalley (ancienne archiviste de la Comédie-Française et auteur du livre « Molière en son temps »), Georges Couton (professeur de littérature française du dix-septième siècle), Pierre Goubert (professeur à la Sorbonne), Jean-Pierre Thiercelin (comédien et responsable du « Théâtre sur place ».
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Ministère des universités.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
La LICRA.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : Sissi.
Film autrichien d'E. Marischka (1956), avec R. Schneider, K. Böhm, M. Schneider, G. Knuth, V. Degischer, U. Franz, J. Meinrad. (Rediffusion.)
La rencontre du jeune empereur d'Autriche François-Joseph et de sa cousine de Bavière, Elisabeth de Wittelsbach, dite Sissi, qu'il va épouser. Cette romance à la guimauve connut un énorme succès et fit de Romy Schneider, encore adolescente, une star européenne.
22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

8 h 50, La fontaine d'eau vive.
9 h 7, La matinée des autres : La Saint-Patrick, fête nationale irlandaise et fête celte.
10 h 45, Etranger, mon ami.
11 h 2, Centième anniversaire de la naissance de Paul Le Flem (et à 17 h 32).
12 h 5, Agora : La France du grand large, avec L. Drancourt.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h, Sons : 55e Rue ; 19 h, 22e étage.
14 h 5, Un livre, des voix : « la Disgrâce », de N. Avril.
14 h 47, Magazine international.
16 h 20, Actualité : Les gamins de Bogota à la recherche d'un père.
16 h 50, Départementale : A. Neuchâtel.
18 h 30, La certaine France de mon grand-père, d'après E. Guillaumin.
19 h 5, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : L'exploitation des sciences occidentales.
20 h, Dialogues : Négritude et antillanité, avec R. Depestre et E. Glissant.
21 h 15, Musiques de notre temps : Bartok vu d'un sommet, les quatuors.
22 h 30, Nuits magnétiques : Devine qui vient dîner...

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien-Musique : Eveils romantiques (Boccherini, Chopin, Schubert) ; 7 h 5, L'intégrale de la semaine (Mozart) ; 7 h 40, Actualité du disque ; 8 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, Le matin des musiciens : « la Passion selon saint Jean ».
12 h, Musique de table : Musique légère (Hahn, Walberg) ; 12 h 35, Jazz classique : les années 20 et 30 en Europe ; 13 h, Les musiciens ont la parole : Claude Lavoix.
14 h, Musique : La musique traditionnelle turque et l'Empire ottoman ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Symphonique ; 16 h, Les lumières de Saint-Saëns : les chants du voyageur ; 17 h, Les poètes de Paris (Poulenc, Ravel).
18 h 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h 30, Portrait par petites touches : Brigitte Engerer, piano, interprète Chopin ; 20 h, Premières loges (Gounot, Massenet, Ravel, Charpentier).
20 h 30, Concert : Rencontres nationales de chant choral (Grand Auditorium, 1er mars 1981) œuvres de Claude Lejeune, par les Chœurs de Radio-France, dir. Jacques Jouineau ; « Le jour - La nuit », de Ligeti, dir. P. Colleaux ; « Trois Lieder pour chœurs », de Schubert, dir E. List (Strasbourg) ; Extraits d'œuvres de Haendel, par l'orchestre d'élèves du conservatoire supérieur de musique de Lyon, dir. B. Têtu ; Extraits d'œuvres de Purcell et « Cantate Domino », de Monteverdi, dir. A. Bourbon (Toulouse).
22 h 30, Ouvert la nuit : Les chants de la terre (traditions musicales dans le monde) ; 23 h, Revue de presse et d'édition musicale en Espagne.

INFORMATIONS « SERVICES »

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de publier les ouvrages suivants :

— *La Modernisation des méthodes de cotation, d'échange et de conservation du marché des valeurs mobilières.* Le rapport de la commission par Maurice Pérouse sur la modernisation du marché des valeurs mobilières présente un diagnostic précis sur le fonctionnement actuel du marché boursier français et propose un plan de réforme détaillé et concret. 128 p. ; annexes, tome I, 1981, 724 p. ; annexes, tome II, 1981, 344 p. Les trois volumes vendus ensemble, 150 F.

— *Deuxième rapport annuel du conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire.* — Le deuxième rapport du conseil présidé par Mme Simone Veil rend compte d'une vingtaine de communications, dont une sur l'accident de la centrale de Harrisburg. 204 p., 45 F.

— *L'Accès aux documents administratifs.* Ce premier rapport de la commission d'accès aux documents administratifs présidée par M. Pierre Ordonneau décrit l'activité de cette commission depuis mai 1979. 184 p., 45 F.

— *Le Livret des Français à l'étranger.* Cet ouvrage, publié par le ministère des affaires étrangères, constitue un recueil d'informations et de conseils à l'intention des Français déjà installés à l'étranger ou qui souhaitent s'y installer dans le cadre de leur vie professionnelle ou familiale. 96 p., 20 F.

— *Publications des Archives nationales.* Les Archives nationales, état général des fonds. Tome IV, fonds divers. 432 p., 120 F. Les archives des entreprises, conseils pratiques d'organisation. 56 p., 25 F.

— *Répertoire français des emplois.* Cahier 13 : les emplois types du bâtiment et des travaux publics. 122 p., 50 F.

— *Guide de vos droits et démarches.* Entièrement régionalisé, le guide 1981, réalisé par le service d'information et de diffusion du premier ministre, renseigne sur l'essentiel des démarches administratives que tout citoyen peut être amené à accomplir. 396 p., plus supplément régional variable, 33 F.

— *Enjeu local.* Colloque du 14 mars 1980. Pourquoi une démocratie locale aujourd'hui ? Tel est le thème du colloque, réuni sous les auspices du Groupement de recherches coordonnées, sur l'administration locale. 160 p., 50 F.

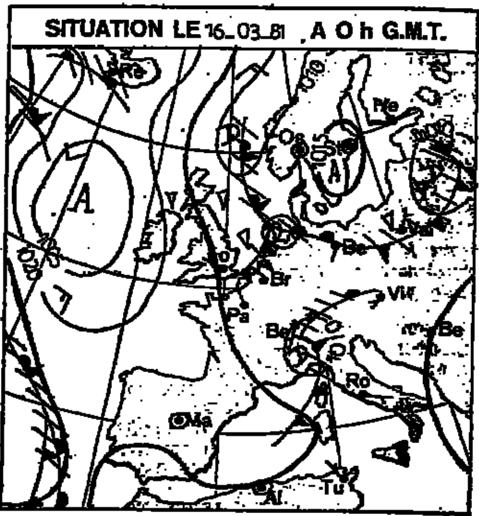
— *La Formation des spécialistes informaticiens.* Rapport au premier ministre. Quels informaticiens faut-il former pour demain et pour quelle informatique ? Dans une première partie, le rapport de M. Jacques Tébéka apporte sa contribution à l'analyse de ce problème crucial et propose un ensemble de mesures propres à améliorer la situation actuelle et à préparer l'avenir. 224 p., 50 F.

— *La Coordination des infrastructures de transport,* par E. Quinet. Cette étude interministérielle de rationalisation des choix budgétaires, dont le rapporteur est M. Lucien Touzery, se propose de mettre en évidence les conditions de la satisfaction au moindre coût des besoins d'infrastructures de transport de la collectivité nationale. 146 p., 40 F.

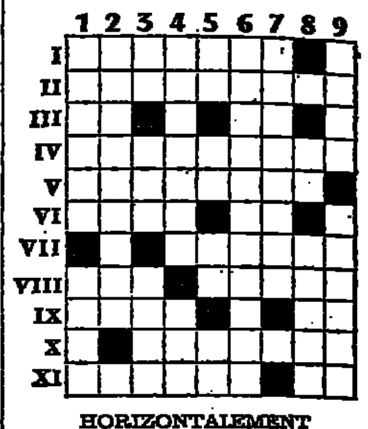
★ Ces publications sont en vente : à la librairie de la Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris (7e), et dans toutes les grandes librairies ; à l'agence régionale de la Documentation française, 165, rue Garibaldi, Lyon (3e) ; ou par correspondance à la Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex ; Telex : Docfran Paris 204826.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16.03.81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 17.3.81 DÉBUT DE MATINÉE



Brouillard — Verglas dans la région

Évolution probable du temps en France entre le lundi 16 mars à 0 heure et le mardi 17 mars à 24 heures :

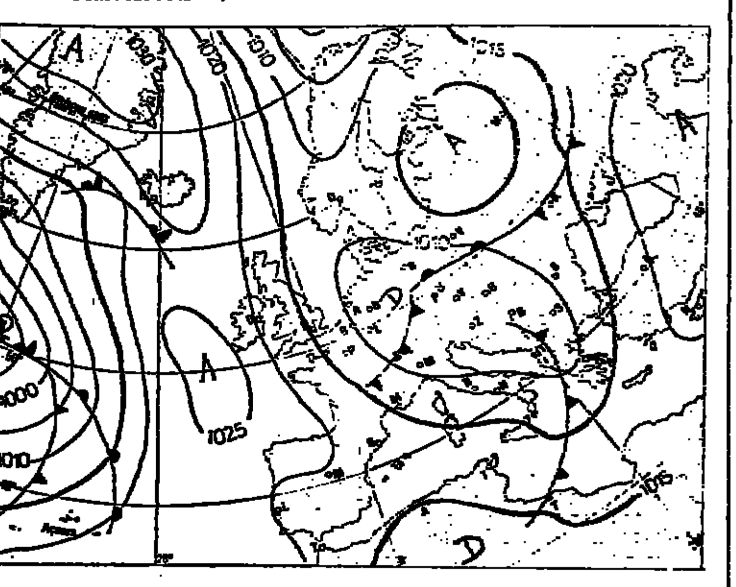
Les hautes pressions du proche-Atlantique entretiendront sur la France un flux instable et frais de nord-ouest à nord.

Mardi 17 mars, sur l'ensemble du pays, le temps sera frais et variable, avec des averses éparses de pluie ou de neige. Les précipitations seront plus fréquentes sur les régions s'étendant du Pas-de-Calais à l'Alsace et aux Alpes du Nord où il neigera parfois en plaine. On notera toutefois des éclaircies qui pourront être assez belles sur les régions voisines de l'Atlantique ainsi que dans le Midi méditerranéen, où un mistral modéré soufflera. En général, les températures seront en baisse, et de faibles gelées sont à craindre, dans l'intérieur, au lever du jour.

Le lundi 16 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 013,7 millibars, soit 760,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 mars ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 16 et 6 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 12 et 2 ; Bourges, 10 et 5 ; Brest, 10 et 5 ; Caen, 9 et 3 ; Cherbourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 13 et 4 ; Dijon, 12 et 5 ; Grenoble, 10 et 2 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 12 et 5 ; Marseille, 13 et 4 ; Nancy, 12 et 4 ; Nantes, 12 et 2 ; Nice, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 14 et 5 ; Pau, 12 et 5 ; Perpignan, 15 et 3 ; Rennes, 11 et 3 ;

PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Strasbourg, 12 et 0 ; Tours, 11 et 5 ; Toulouse, 13 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 8 degrés ; Amsterdam, 7 et 4 ; Athènes, 18 et 11 ; Berlin, 8 et 1 ; Bonn, 11 et 1 ; Bruxelles, 11 et 4 ; Le Caire, 24 et 14 ; îles Canaries, 21 et 15 ; Copenhague, —1 et —2 ; Genève, 8 et 2 ; Jérusalem, 18 et 10 ; Lisbonne, 16 et 6 ; Londres, 10 et 4 ; Madrid, 15 et 1 ; Moscou, —6 et —7 ; Nairobi, 28 et 16 ; New-York, 10 et 9 ; Palma-de-Majorque, 18 et 1 ; Rome, 16 et 8 ; Stockholm, —4 et —18.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2887

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II									
III			■		■			■	
IV									
V									■
VI					■			■	
VII	■		■						
VIII				■					
IX					■		■		
X		■							
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. Peut s'aiguiser avec un verre et se couper avec une fourchette. — II. Elle est bien capable de faire rougir un paillard endurci. — III. Entrée dans la clandestinité ; Cours élémentaire. — IV. Francs anciens. — V. Science de ceux qui entendent bien traiter ceux qui entendent mal. — VI. Ile de France au cœur de la capitale ; Deux jambes à Coubertin et quatre à Longchamp. — VII. Variétés d'huîtres pour régime sans sel. — VIII. Florence pour Constance ; Jeux d'innocents. — IX. Plus d'un s'est brouillé avec ses frères ; S'écrivent en majuscule comme en minuscule. — X. Le chevalier des touches. — XI. Mauves, roses, violettes, etc. ; Préposition.

VERTICALEMENT

1. Peut être l'ouverture d'un fond, précurseur de la reprise des affaires. Un peu d'eau peut suffire à l'éteindre. — 2. Peut être fort adroite, même dirigée par des gauches. — 3. Participe ; Totalement dépourvu d'acuité auditive. Ebloui par des fards. — 4. Quand l'étalier les hausse, le client en fait autant ; Un souffle peut l'éteindre et un soufflet le ranimer. — 5. Personnel ; Diphtongue dans Leatotong ; Fait parfois fonction de suppléant au palais ; Symbole. — 6. Bains de pieds souverains pour qui veut soigner ses oignons. — 7. Voyageur toujours en quête d'horizons nouveaux. — 8. Fin qui s'impose pour une désespérée ; Il en faut beaucoup moins pour une adresse que pour une maladresse. — 9. Boite quand il a un pied de trop. Il va de soi qu'un voleur les préfère dérobées.

Solution du problème n° 2886

Horizontalement

I. Célibataire ; Mat. — II. Elu ; Aventure ; Me. — III. Dé ; Ctésias ; Cran. — IV. Igloo ; Téléphone. — V. Lierne ; Ris ; Astr. VI. Les; Nue; Usité. — VII. Slips; Nausée. — VIII. Di ; Eh ; Vin ; Erse. — IX. Navires ; Stase. — X. Amen ; Mermoz ; Me. — XI. Réussir ; Enorme. — XII. Sieste ; Yvette. — XIII. Nues ; Mi ; Am ; Isar. — XIV. Es ; Thé ; Arien ; Le. — XV. Salée ; Entêtée.

Verticalement

1. Cédille ; Narines. — 2. Elégie; Dame ; U.S.A. — 3. Lu ; Lessiveuse. — 4. Cor ; Insiste. — 5. Bâtonnier ; Se ; Hé. — 6. Ave ; Euphémisme. — 7. Test ; Es ; Serti. — 8. Anier ; An. — 9. Italianisme ; Art. — 10. Ruses ; Antonymie. — 11. Er ; UU ; Azov ; Et. — 12. Echasses ; Reine. — 13. Rosière ; M.T.S. — 14. Amanites ; Métal. — 15. Ténéré ; Eté ; Eres.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 MARS

« La sculpture médiévale », 14 h. 30, Palais de Chaillot, Mme Colin.

« Musée des Monnaies », 15 h., 58, rue de Richelieu.

« Notre-Dame », 15 h., façade, Mme Garnier-Ahlberg.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Legrégeois (Caisse nationale des monuments historiques).

« Egypte », 15 h., Musée du Louvre (Approche de l'Art).

« Le Marais », 15 h., métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Pissarro », 15 h., Grand Palais (Mme Fleuriot).

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (M. de La Roche).

« Les catacombes », 15 h., 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Saint - Germain - des - Prés », 14 h. 30, 1, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

15 h. et 17 h. : 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « le Sacre de Napoléon, de David ».

18 h. : Amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M. R. Latarjet : « Cancer, risques à long terme pour l'homme » (Mouvement universel de la responsabilité scientifique).

19 h. : Centre Rachi-C.U.E.J., 30, boulevard de Port-Royal, Mme Esther Benbassa Dudonney : « Langue et civilisation judéo-espagnoles ».

20 h. 30 : 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Démystification de la psychanalyse » (Psycho-Santé).

BREF

EXPOSITIONS

LOISIRS A MARSEILLE. — Du 20 au 30 mars, la Foire internationale de Marseille organise, dans le parc Chanot, six salons consacrés aux loisirs : le Salon méditerranéen du tourisme, provinces et voyages ; le Salon nautique et des loisirs de plein air ; le Salon méditerranéen du cheval et des sports équestres ; le Salon méditerranéen des métiers d'art et de l'artisanat ; le Salon des antiquaires et de la brocante printemps et le Salon du confort et de la décoration.

★ Foire internationale de Marseille, parc Chanot, 13266 Marseille Cedex 2. Tél. : (91) 76-16-00.

FORMATION PERMANENTE

TRAVAIL DU CUIR. — Un stage d'initiation au travail du cuir organisé par la Fédération des œuvres laïques du Val-d'Oise. Ce stage se déroule à Montsoult les mardi 17 et vendredi 20 mars, de 20 heures à 23 heures, ainsi que les samedi 21 et dimanche 22 mars, de 9 heures à 18 heures.

★ Service formation de la FOL 95. Tél. : 031-26-96.

L'EXPRESSION LIBRE AUJOURD'HUI. — Les ateliers d'éducation créatrice La Re-Création organisent un stage sur le thème suivant : « Que peut-on attendre de l'expression libre ? », douze séances de trois heures, tous les vendredis, à 19 h. 30, dont une journée continue de créativité. Date du prochain stage : vendredi 20 mars.

★ Suzanne Berland, la Re-Création, 18, rue de Thorigny, 75003 Paris. Tél. : 278-41-82.

VIE ASSOCIATIVE ET COLLECTIVITÉS LOCALES. — L'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale organise un stage, « Vie associative et collectivités locales », les 20 et 21 mars, à Saint-Ouen-l'Aumône. Ce stage est destiné aux responsables d'associations et aux élus locaux chargés des questions ayant trait à la vie associative.

★ 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 326-93-49.

LES SESSIONS DE « SCIENCES DE LA FAMILLE ». — L'Institut des sciences de la famille organise, au second semestre, une série de sessions de formation permanente s'adressant aux professionnels des secteurs sanitaire, social et éducatif : Adolescence (Joël Clerget), 30-31 mars ; Analyse de situations familiales et intervention du travailleur social (Jean-Jacques Paquette), 1er-2 avril, 29-30 avril, 20-21 mai ; Droit de la famille et de l'enfance (Emma Gounot), 22-23 avril, 20-21 mai ; Homosexualité et structure (Joël Clerget), 18-19 mai ; Familles et normes culturelles (Paul Moreau, Elisabeth Vallie), 21-22 mai, 4-5 juin, 18-19 juin ; Sens et limites de l'intervention sociale dans le domaine conjugal et familial (Albert Desserprit), 1er-2 juin ; A propos du viol et de l'inceste (Joël Clerget), 15-16 juin.

★ I.S.F., 19, rue du Plat, 69002 Lyon. Tél. : (7) 842-18-30.

TOURISME

POUR LES CARAVANIERS. — Tourisme et Travail a organisé, à l'intention des caravaniers, un « caravane-service » qui répond sur simple appel téléphonique au 239-35-30, tous les jours, du 17 mars au 15 avril, de 12 h. 30 à 19 h. 30 ; le samedi, de 10 heures à 13 heures (en P.C.V. pour la province).

DÉCOUVRIR LES PYRÉNÉES. — Pour permettre aux adultes de découvrir le milieu montagnard pyrénéen, le Centre permanent d'initiation à l'environnement de Bagnères-de-Bigorre organise un stage du 20 au 25 juillet 1981. Six journées avec des animateurs, logement en chalets. Prix : 700 F.

★ C.P.I.E., Ecole Jules-Ferry, 65200 Bagnères-de-Bigorre.

ANIMAUX

UNE MISE EN GARDE DE L'ECOLE VETERINAIRE. — La direction de l'Ecole vétérinaire d'Alfort fait savoir que des individus, se présentant comme des étudiants vétérinaires, organisent des ventes d'objets divers, ou même des collectes, au profit de l'Ecole, disent-ils. L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort indique qu'elle n'organise ni quêtes ni ventes et que nul n'est autorisé à se présenter en son nom.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 15 mars 1981 :

DES DECRETS

● Portant statut particulier des psychologues des services extérieurs de l'éducation surveillée ;

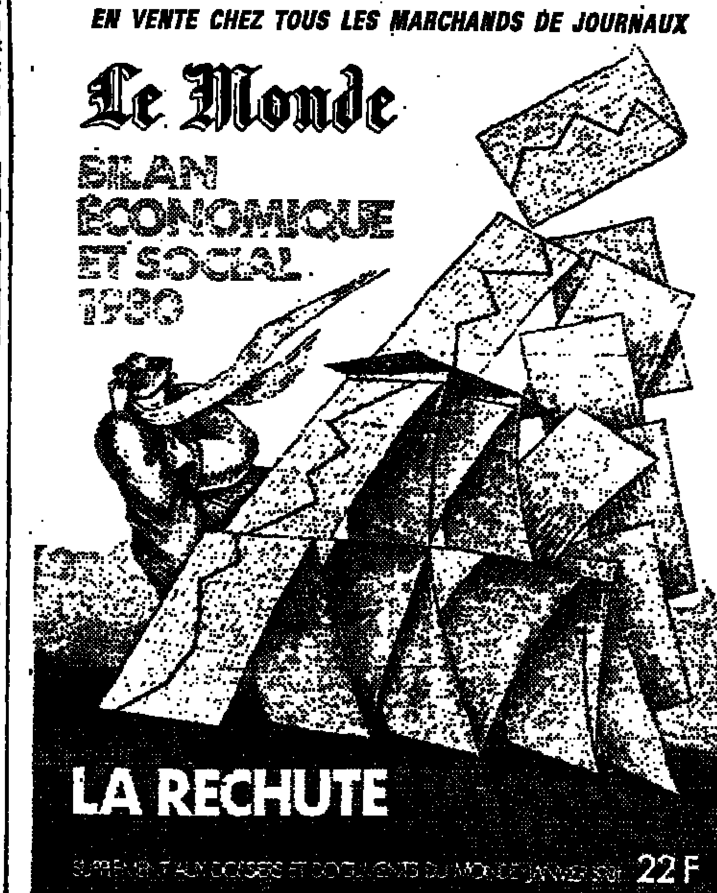
● Portant création d'une école nationale supérieure d'ingénieurs à l'université de Strasbourg-1 et modification du décret du 14 octobre 1969 portant application de la loi du 12 novembre 1968 aux instituts de faculté ou d'université préparant à un diplôme d'ingénieur.

UN ARRETE

● Fixant les conditions d'application du décret du 20 février 1974 et modifiant les plafonds d'aides à la modernisation des exploitations agricoles.

DES LISTES

● Des immeubles classés parmi les monuments historiques et des immeubles inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques au cours de l'année 1980.









هكذا من الأصل

Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

L'ANNULATION DES COMMANDES JAPONAISES

Des avions en surplus ?

En annonçant leur intention de renoncer à six des douze Airbus A-300 B2 qu'ils ont commandés ferme ou en option (« le Monde » du 7 mars), les dirigeants de la compagnie intérieure japonaise T.D.A. ont osé exprimer tout haut les craintes que partagent secrètement beaucoup de leurs concurrents.

Les « misères » dont elle se prétend accablée par le gouvernement japonais ne sont pas l'unique raison du soudain repli de la compagnie nippone déjà sortie de bien d'autres adversités. En vérité, T.D.A. craint surtout, comme beaucoup de transporteurs, de devoir amortir des investissements coûteux et... inutiles au moins à courte échéance.

Pour le transport aérien, l'avenir n'est plus rose mais gris, et pour les pessimistes, noir. Même sans nouveau choc pétrolier, 1981 ne permettra à aucune compagnie de faire des bénéfices sauf miracle — auquel personne n'ose croire — ou artifice comptable. Dans le même temps, les flottes vont continuer de se gonfler de nouveaux — et souvent gros — avions commandés depuis plusieurs années et dont, aujourd'hui, les exploitants se passeraient bien.

Faut-il voir là la conséquence d'une attitude irresponsable des compagnies ? Ce serait trop vite dit.

Après le contrecoup du premier choc pétrolier, en 1974 et 1975, le trafic aérien avait retrouvé un taux de croissance encourageant, atteignant même 14 % en 1978 et 12 % en 1979. A la même époque, la perspective d'un véritable transport aérien de masse se dessinait. Autant de facteurs qui poussaient les compagnies à se doter de gros porteurs, dont l'exploitation se révélait, en outre, plus économique que celle des avions des générations précédentes, et à le faire de manière massive afin de réduire les coûts unitaires d'entretien, de stocks de pièces de rechange, etc. Aussi vit-on dès lors se multiplier des commandes portant chacune non plus sur quelques exemplaires d'un appareil, mais sur des dizaines d'unités.

Vint le second choc pétrolier et de nouvelles inquiétudes. C'est sans exagération que M. Knut Hammarskjöld, secrétaire général de l'IATA, a pu qualifier 1980 d'« année noire », même si la suivante s'annonce plutôt pire. Habitués à des taux d'expansion annuels de 12 à 13 %, les compagnies pourront difficilement s'accommoder d'une progression qui ne devrait pas dépasser les 5 % durant les prochaines années. Ce maigre surcroît de trafic pourrait être absorbé sans difficulté par les avions déjà en service et qui ne sont remplis à peu près qu'à 65 % en moyenne. Pis encore pour les finances des compagnies : compte tenu de l'évolution des coûts d'exploitation, le seuil de rentabilité (breakeven) *des appareils est progressivement passé d'un taux de remplissage de 50 %, il y a une dizaine d'années, à 70 % pour les avions mis en ce moment sur le marché. Faire voler ces derniers vides — au moins « statistiquement » — n'enchante évidemment personne. Et telle compagnie européenne reconnaît que les douze Airbus qu'elle a commandés, et dont les derniers lui seront livrés dans les trois prochaines années, elle ne pourra guère les utiliser au mieux de leur efficacité avant... 1988.*

JAMES SARAZIN.

Les exportations en 1980 ont marqué le pas

Les commandes reçues à l'exportation par les industriels français de l'aéronautique ont marqué le pas en 1980, selon des statistiques publiées mercredi 11 mars par le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), qui est le syndicat patronal de la profession.

En 1980, les commandes enregistrées de l'étranger (matériels civils et militaires) se sont élevées à 27 017 millions de francs, au lieu de 26 890 millions l'année précédente. Compte tenu de l'inflation, cette augmentation de 0,47 % à francs courants, entre 1979 et 1980, traduit, en réalité, une régression des exportations en francs constants.

Ces évaluations concernent uniquement les commandes fermes — à l'exception des options — ainsi que la part française dans les matériels produits en coopération.

La répartition par secteurs d'activités est la suivante : engins et secteur spatial, 10 412 millions de francs ; cellules et avions complets, 8 365 ; hélicoptères, 3 921 ; équipements et électronique, 2 600 et moteurs, 1 719 millions de francs. Sur le total, la part française dans les matériels produits en coopération internationale est de 44,4 % (soit environ 12 milliards de francs).

Par rapport aux résultats enregistrés en 1979, ce sont les commandes des hélicoptères et des engins tactiques qui, en 1980, ont pratiquement triplé de valeur, tandis que celles des avions et, donc, des moteurs, ont très sensiblement diminué : en moyenne, elles sont en baisse de moitié. Cette tendance reflète ce que l'on a pu observer en 1980, à savoir que la France a peu vendu d'avions de combat et que le marché de l'Airbus, s'il s'est développé l'an dernier, doit être partagé entre tous les partenaires européens qui fabriquent l'appareil sans oublier la part américaine dans le réacteur.

● ***Pêche : Bonn débloque 30 millions de marks pour les professionnels allemands.*** — Le gouvernement fédéral allemand a décidé, le 11 mars, d'accorder cette année 30 millions de marks (69 millions de francs) de subventions à ses pêcheurs à la suite de l'échec des négociations des Dix à Bruxelles. Bonn a, d'autre part, l'intention de soumettre le dossier de la pêche au sommet européen prévu à Maastricht (Pay-Bas), les 23 et 24 mars. L'accord de pêche entre la C.E.E. et le Canada est vital pour les pêcheurs ouest-allemands qui tirent une grande partie de leurs ressources des captures au large du Labrador, mais la signature de cet accord est bloquée par Londres. — *(A.F.P.)*

FAITS ET PROJETS

LES MAIRES ET LA CULTURE.

« Si les communes doivent continuer leur action en faveur du développement de la musique, de la fréquentation la plus large des œuvres d'art et de la connaissance du patrimoine naturel, l'ampleur des moyens à mettre en œuvre suppose que l'Etat prenne ses responsabilités, car les maires de France veulent savoir aujourd'hui où ils en sont en matière de financement culturel. »

Ces propos résument les travaux auxquels une cinquantaine de membres de l'Association des maires de France ont participé les 11 et 12 mars au Palais des papes d'Avignon, à l'occasion d'un colloque sur les écoles des beaux-arts, les musées d'histoire naturelle et les écoles de musique, réuni sous la présidence de M. Roger Quilliot, sénateur et maire (P.S.) de Clermont-Ferrand, président de la commission des communes urbaines.

Pour ce qui est des écoles des beaux-arts, M. Rodolphe Pesce, député (P.S.) et maire de Valence, rapporteur des travaux, a souligné que l'avenir de ces écoles était menacé. Les maires demandent que *« le financement de la partie enseignement supérieur »* des écoles d'art soit pris en charge par l'Etat.

Rapporteur de la commission Musées d'histoire naturelle, M. René Rizzardo, maire adjoint de Grenoble, a réclamé un dialogue entre *« les élus municipaux et l'Etat pour que celui-ci apporte son concours financier »* et propose que les musées placés actuellement sous le contrôle scientifique du Muséum d'histoire naturelle de Paris et sous la tutelle du ministère des universités *« soient rattachés au ministère de la culture ».*

Au sujet des écoles de musique, enfin, le rapporteur, M. Michel Miroudot, sénateur (P.R.) et maire de Villersexel (Haute-Saône), estime, lui, qu'*« à un diplôme national doit correspondre un financement national ».* — *(Corresp.)*

POISSONS DANOIS AU MERCURE ?

La « guerre du poisson » qui, depuis des mois, oppose le Danemark et le Royaume-Uni, vient d'entrer dans une nouvelle phase. Les associations de pêcheurs et les dirigeants des conserveries britanniques ont demandé au gouvernement de Londres d'interdire immédiatement toute importation de poisson danois dans le pays pour des *« raisons sanitaires »*. Motif : une fraction de la côte occidentale du Jutland est, pour l'instant, gravement polluée par les résidus d'une usine de produits chimiques voisine.

Ces résidus avaient été enterrés il y a déjà plusieurs années — assez imprudemment mais avec la bénédiction des autorités locales — dans une langue de terre située à l'entrée du Limfjord à proximité de deux des ports de pêche les plus actifs de cette région. Des tempêtes violentes ont, petit à petit, déterré ces stocks oubliés (contenant notamment du mercure) et ont empoisonné les eaux environnantes. Le gouvernement de Copenhague a d'ailleurs interdit, du 9 au 14 mars de vendre poissons, crustacés et coquillages provenant de ce périmètre. — C. O.

LES CIBISTES SE MANIFESTENT

La Fédération française de la Citizen band, qui compte cent quatre-vingt-douze associations — on estime le nombre des cibistes français à environ deux cent mille, — a réuni, les 14 et 15 mars à Brive, ses assises nationales. Elle veut faire approuver, lors de la prochaine session parlementaire, plusieurs propositions. Les cibistes veulent notamment obtenir l'usage d'un minimum de quarante canaux (vingt-deux actuellement).

La fédération a en outre décidé d'organiser deux grandes journées nationales *« de sensibilisation »*, au cours du dernier week-end de mars dans toutes les communes de France. — *(Corresp.)*

POUR LES BÉBÉS PHOQUES

Près de trois cents personnes se sont réunies, le samedi 14 mars dans l'après-midi, devant les ambassades du Canada et de Norvège, à Paris, pour protester contre le *« massacre des animaux à fourrure »*, et tout particulièrement contre la chasse aux bébés phoques, qui vient de reprendre au Groenland et au Nouveau-Brunswick (Canada). Des cortèges analogues ont été organisés dans douze capitales européennes.

Les manifestants, groupés sous les banderoles du Comité européen pour la protection des animaux à fourrure, de la Ligue française des droits de l'animal, de la S.P.A. et de l'International Fund for animal welfare, ont demandé l'arrêt de cette chasse *« atroce »*, et ont condamné l'importation par la France de quarante mille peaux environ chaque année.

Les représentants des organisateurs ont été reçus dans chacune des ambassades par des conseillers. Une jeune manifestante a été interpellée après avoir jeté des œufs sur les policiers. Un jeune homme et notre confrère Francis Apestegui, de l'agence Gamma, qui s'étaient interposés, ont été interpellés, après avoir été bousculés et projetés à terre.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

Les nouveaux artisans

LES DÉFAUTS D'UNE FORMULE A LA MODE

Trop d'aigrefins chez les dépanneurs

Un téléviseur en panne à la veille d'un match du Tournoi des cinq nations ; un chauffage arrêté un jour de grand froid ; une canalisation d'eau qui éclate ; une machine à laver « en rideau » au retour des vacances quand le coffre de linge sale déborde... Autant d'incidents qui exigent une intervention rapide. Les sociétés de dépannage sont là pour ça.

DEPUIS quelques années, elles se sont multipliées et il ne se passe guère de jour où les Parisiens et les banlieusards ne découvrent dans leurs boîtes aux lettres un prospectus vantant le mérite de l'une ou de l'autre. La « crise » aidant, on répare avant de jeter, mais la complexité du matériel moderne oblige à faire appel à un spécialiste. Notre « société de consommation » est en train de devenir une « société de dépannage ».

Qui ne se souvient des blagues sur le « plombier introuvable »... Il y a vingt ans, les artisans entraînés dans le développement à tout va du bâtiment ne savaient plus où donner de la tête. Ils n'avaient plus le temps de se déplacer pour le « bricolage ». Un homme, le premier, a compris qu'il y avait un créneau à occuper. Installé dans une guérite, plantée dans une cour, à côté de la place Jussieu, à Paris, M. Verger créa, en 1961, S.O.S. Dépannage. Un numéro de téléphone facile à retenir, « S.O.S. 99-99 », des radios-téléphones sur quelques triporteurs, et ce fut le succès. Depuis, il ne s'est pas démenti. Au contraire, le « groupe » Verger fait maintenant 55 millions de francs de chiffre d'affaires. Rien qu'à Paris, il emploie quelque deux cents personnes. Il est vrai que l'an dernier le nombre de demandes d'interventions auxquelles il a du faire face a crû de 16 %.

Les critiques pourtant n'ont pas manqué. Certaines associations de consommateurs, et spécialement Que choisir ?, ont vivement critiqué le fonctionnement de l'entreprise, et particulièrement le système de rémunération de ses dépanneurs, qui, disaient-elles, les entraîne à alourdir la note du client, puisque leurs salaires dépendent du coût des travaux qu'ils effectuent.

Un tel succès a suscité de nombreux émules. D'autant qu'il n'est pas nécessaire de disposer de capitaux importants pour monter une telle affaire. A la limite, il suffit d'un peu d'outillage et d'un numéro de téléphone; même les voitures peuvent être louées... S.O.S. Dépannage continue malgré tout à dominer son marché. La deuxième — en importance, — O.K. Dépannage, ne fait que la moitié du chiffre d'affaires. Les autres sont plus petites, voire toutes petites. C'est ici probablement que le bât blesse le plus.

Dans les directions de la concurrence de la région parisienne, on ne mâche pas ses mots lorsque l'on qualifie l'action de certaines de ces minuscules sociétés de dépannage : « *Escroquerie, racket...* » Un prospectus avec un numéro de téléphone dans les boîtes aux lettres leur suffit pour se faire connaître ; il n'est même pas utile qu'elles fassent figurer aussi leur adresse. Leurs principales occupations semblent être de facturer du kilomètre ; cela va vite en banlieue surtout quand il faut — comme elles le prétendent souvent — aller chercher assez loin une pièce de rechange. La seule obligation qu'elles semblent respecter est d'intervenir rapidement, mais à quel prix ? Quelle ne fut pas la surprise de cette habitante de la banlieue ouest qui avait fait appel à une société qu'elle savait proche de chez elle de se voir facturer 40 kilomètres de déplacement ? Son voisin, débordé, lui avait envoyé un confrère du seizième arrondissement. Certaines de ces entreprises se sont aussi fait une spécialité de la chasse au devis : appelées pour réparer un appareil électro-ménager, elles présentent un devis hors de prix ; le client effrayé préfère ne pas donner suite. Tant pis pour lui, il doit payer les frais de déplacement et 10 % du devis...

Les services officiels sont désarmés devant de tels procédés, même si les « boîtes 5 000 », qu'ils ont mises à la disposition des consommateurs, sont submergées de réclamations. Prouver l'escroquerie n'est pas facile ; les expertises indispensables rebutent le client mécontent. De même, il n'est pas facile de prouver qu'une publicité est mensongère. Reste heureusement — si l'on peut dire — l'infraction à l'affichage des prix. Car toutes les sociétés ne prennent pas la précaution de faire signer à leur client, dès l'arrivée chez lui, le barème du coût de leur intervention. Les tribunaux, quand ils peuvent être saisis, ne se montrent pas tendres avec les contrevenants, sachant qu'il faut saisir toutes les occasions pour tenter de moraliser cette profession.

Les entreprises les plus sérieuses en sont, elles aussi, convaincues. Une trentaine d'entre elles — dont S.O.S. Dépannage — ont créé le Syndicat national des entreprises de dépannage (5, rue La Bruyère, 78000 Versailles). Elles tentent de faire accepter par tous un certain nombre de règles : ne rien facturer si le dépannage n'a pas été effectué, revenir gratuitement pendant les dix jours qui suivent l'intervention en cas de réclamation, accepter le contrôle du syndicat...

La concurrence des artisans sera, peut-être, plus efficace pour faire disparaître les abus. Les difficultés économiques réduisant leur activité, ils se sont rendu compte qu'il était dommage de laisser échapper le marché de la réparation. Ils commencent à réaccepter de se déplacer pour un robinet qui fuit. Rien ne remplace le contact humain, et c'est avec le petit artisan de quartier qu'on peut le plus facilement l'établir. A condition de le connaître.

Six cents appels par mois

La chambre des métiers de Paris a décidé de faciliter cette conversion de la profession. En 1974, elle a mis en place Artisan Service. Au consommateur qui appelle le 720-91-91, elle fournit le nom de deux ou trois artisans qui, dans la spécialité désirée, sont installés près de chez lui et qui ont accepté de figurer au fichier de l'organisation. Il reste — après — au client à se mettre d'accord avec l'artisan choisi. Normalement, tout le monde le reconnaît, le coût de son intervention devrait être moins onéreux que celui d'une grosse société de dépannage, car il n'a pas à financer d'infrastructure lourde. En revanche, il ne peut garantir de se déplacer très rapidement, car — par définition — l'artisan ne dispose pas d'équipe de secours en réserve. Et, contrairement aux entreprises plus importantes, il ne peut être disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par an.

L'initiative de la chambre des métiers a été un succès, qu'un peu de publicité pourrait encore accroître. Artisan Service reçoit déjà six cents appels par mois, mais S.O.S. Dépannage en reçoit cinq cents par jour... Les deux systèmes, en fait, se complètent plus qu'ils ne se font concurrence. L'artisanat et les sociétés de dépannage devraient continuer à se développer. Au consommateur de faire son choix... en toute connaissance de cause. Il doit — simplement — savoir qu'il y a des aigrefins prêts à profiter de sa crédulité et des failles de la législation.

THIERRY BRÉHIER.

Conversion réussie en Seine-et-Marne

Pas de bricolage impossible pour le maréchal-ferrant de Bannost-Villegagnon

LE « bureau » de M. Maurice Motot, à Bannost-Villegagnon, en Seine-et-Marne, c'est le café-tabac-épicerie-dépôt de presse tenu par sa femme. L'atelier est situé derrière, sur une cour intérieure, au pied de l'église. Etre maréchal-ferrant dans ce coin de Brie, cela ne signifie plus grand-chose aujourd'hui.

Il y a un demi-siècle, lorsque Maurice était enfant, le travail ne manquait pas et la forge de son père résonnait du tintement des marteaux sur le métal. « *J'ai commencé à taper sur l'enclume quand j'étais encore écolier. Puis j'ai fait mon apprentissage ici pendant la guerre*, raconte M. Motot. *Il y avait beaucoup de chevaux à ferrer, car chaque ferme en utilisait une bonne douzaine pour les travaux des champs. Rien qu'à Bannost, qui compte trois cents habitants, nous assurions l'entretien de cent cinquante chevaux.* »

La mécanisation de l'agriculture a accéléré la disparition des chevaux de trait et il a fallu s'orienter vers d'autres activités. « *Cela a été le cas de presque tous les maréchaux-ferrants*, précise Maurice Motot. *A l'heure actuelle, une dizaine seulement continuent à ferrer les chevaux dans les centres hippiques du département. Les autres ont dû s'adapter...* » Pour lui, l'adaptation a été progressive. Petit à petit il s'est tourné vers la maintenance du matériel agricole et la serrurerie. Depuis quelques années il assure des installations de propane et des réparations de plomberie. Cette conversion ne semble pas avoir été trop dure techniquement car, comme tous les artisans ruraux, il avait l'habitude de sortir du cadre strict de sa spécialisation pour dépanner l'un ou l'autre.

Pourtant, lorsque l'ouvrier qui travaillait avec son père a pris sa retraite, il n'a pas été remplacé. M. Motot a bien formé un apprenti mais, après avoir obtenu son C.A.P. de réparateur en machines agricoles, le jeune homme est entré à la R.A.T.P. pour devenir conducteur de métro : « *Je ne pouvais pas lui promettre de larges possibilités d'avenir, alors il est parti...* » A la campagne, pour s'en tirer, il faut accepter tous les travaux qui se présentent. C'est ce que fait Maurice, tout en se plaignant de la T.V.A. sur la main-d'œuvre et des charges sociales, qui d'après lui, favorisent le « travail noir ». « *En deux ans il a décuplé*, estime l'artisan. *Avec la sous-traitance nous pensions avoir trouvé une porte de sortie mais, depuis peu, les entreprises qui confiaient des travaux de fraisage ou de tournage à des artisans ont tendance à réduire leurs commandes à l'extérieur. Elles préfèrent donner ce travail à leur personnel pour éviter de licencier.* »

Pour M. Maurice Motot, qui est aussi président du Syndicat départemental des artisans ruraux, les années à venir ne seront pas roses pour les artisans de village : « *Ceux qui ne s'adapteront pas aux techniques modernes ne pourront pas continuer à exercer. C'est la raison pour laquelle il est urgent de former dans les centres de formation d'apprenti de futurs techniciens de l'agriculture capables de dépanner le matériel de plus en plus sophistiqué employé dans les fermes... et de gagner leur vie.* » « *Chaque année*, continue-t-il, *le Salon de l'agriculture nous apporte la preuve de cette automatisation. Dans certaines exploitations, les silos de séchage sont équipés de systèmes électriques très perfectionnés, et j'ai même vu la démonstration d'un tracteur radioguidé. Si tout cela tombe en panne, il faudra bien quelqu'un pour réparer !* »

En attendant cette génération d'artisans, qui seront tout, sauf des bricoleurs, M. Maurice Motot continue d'accepter tous les dépannages qu'il est capable d'assurer. Il s'est même transformé en vendeur de matériel agricole par l'intermédiaire de la Société coopérative de l'artisanat rural, et ne rechigne jamais à donner un coup de main à un résident secondaire dont le motoculteur a flanché.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

MILLE EMPLOIS CRÉÉS DANS LA VILLE NOUVELLE

CERGY-PONTOISE MISE AUSSI SUR LE TRAVAIL A MAIN

« L'*ARTISANAT est une des richesses économiques de la ville nouvelle.* » Ce constat, c'est Philippe Cressent, directeur de la division emplois-logement à l'établissement public d'aménagement de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), qui le dresse. Car l'image des villes nouvelles a trop pâti d'être confondue avec celle des grands ensembles, inhumains, technocratiques.

C'est dire que l'arrivée d'artisans et petits commerçants, à l'heure où l'on parlait de leur disparition, a été bien accueillie par les Cergypontins, même si leur rassemblement en une seule « zone artisanale » a un peu refroidi les habitants. Ils aimeraient en effet rencontrer au coin de chaque rue les enseignes familières du plombier, du boulanger ou du chaudronnier. Mais, hélas ! on reste dans une ville nouvelle, et les rues, elles aussi, font parfois défaut.

Cela dit, Cergy-Pontoise est la première ville nouvelle à avoir pris une telle initiative, à l'instigation de M. Francis Combe, président de la chambre des métiers, à l'époque boulanger dans le Val-d'Oise (il a été élu, depuis, au Parlement européen, sur la liste de Mme Simone Veil). On compte maintenant quatre zones artisanales à Cergy et trois autres sont en cours d'installation. Au total, mille emplois auront été créés dans soixante-dix-huit ateliers, qui seront cent d'ici un an.

Des ateliers divers

Des ateliers très divers : d'électricité, de plomberie, de mécanique générale, de photocomposition, de typographie, d'impression sur papier aluminium, sans compter la boutique de l'ébéniste, du graphiste, les studios de production pour photographies et films, les sociétés d'électronique médicale, les fabricants de stands, de bijoux, d'estampes originales, sans oublier le tailleur de pierres. Bref, « *une véritable pépinière de gens et de genres* », dit encore M. Cressent, qui ajoute : « *Les cités artisanales sont un facteur d'animation pour les quartiers. Quant à leur impact économique, elles créent, d'une part, des emplois sur place, mais aussi elles assurent les services aussi bien auprès des particuliers qu'auprès des sociétés, la sous-traitance comme la maintenance.* »

Pour toutes ces raisons, l'établissement public d'aménagement de Cergy-Pontoise a particulièrement soigné l'installation de ses artisans. « *Non sans mal, parfois, car il est plus facile de vendre 3 000 mètres carrés à une seule société qu'à dix ou vingt.* »

Cergy-Pontoise s'enorgueillit d'une autre innovation : une cité artisanale en location et non plus en vente. Déjà, une quinzaine d'artisans ont choisi ce mode d'installation, qui leur coûte 2 000 francs par mois pour 100 mètres carrés. Face à ce succès, le propriétaire des locaux vient de lancer la construction de deux autres bâtiments destinés eux aussi à la location. Voici une motivation supplémentaire pour toutes les petites entreprises familiales qui hésitent de moins en moins à tenter l'aventure — pas si folle — de l'artisanat.

JACQUELINE MEILLON.

Le bois depuis toujours

« *J'AI cinquante-deux ans et je suis encore amoureux du bois.* » Michel Lainé, ébéniste, installé depuis six ans dans la cité artisanale de la Sente-Saint-Denis à Cergy-Pontoise, n'a pas assez de mots pour dépeindre la passion qui l'anime depuis son plus jeune âge.

Il a commencé à travailler le bois à quatorze ans dans un petit village de la Marne comme charron et, en 1981, il regrette encore la disparition des roues en bois et des charrettes. Entre quatorze ans et vingt ans, il passera du charronnage à la menuiserie avant de se retrouver au chômage durant huit mois. On était en 1950 et Michel Lainé décida, malgré son jeune âge, et grâce à l'aide généreuse de son grand-père, vigneron dans la Marne, qui lui achètera une scie circulaire, de se lancer dans la fabrication des paniers en osier pour les vignerons. Employé ensuite chez un artisan menuisier de Pontoise, ce n'est qu'en 1963, après vingt années de long apprentissage et une longue initiation à tous les métiers du bois, qu'il se mettra définitivement à son compte.

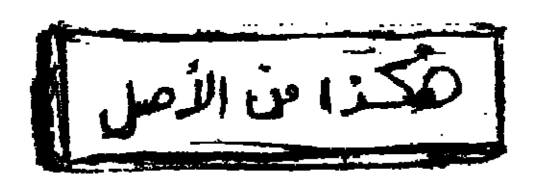
Neuf ans plus tard, Michel Lainé déménageait de la petite rue Adrien-Lemoine à Pontoise pour s'installer à Cergy-Pontoise, dans cette cité artisanale qu'il considéra d'abord comme un véritable paradis. Il dut déchanter ensuite. Les charges surtout sont très lourdes. « *Pour que cette cité ne soit pas vendue à des prix exorbitants*, explique-t-il, *les travaux ont été bâclés. Aujourd'hui, il faut tout refaire et c'est nous tous qui devons payer puisque nous sommes propriétaires aussi bien de nos locaux que des routes, des pelouses, des canalisations. Un artisan ne peut pas faire face à toutes ces dépenses...*

Michel Lainé reconnaît toutefois les avantages de la cité « *Avoir son atelier dans une ville nouvelle, c'est tout de même formidable. En quittant Pontoise, j'ai perdu 90 % de ma clientèle. J'en ai retrouvé une autre ici différente.* » Son travail ? Il « fait » à la commande des meubles, des escaliers, des placards, des cuisines. Et s'il se met en colère, c'est surtout lorsqu'il parle du déclin probable du petit artisanat qu'il a connu de « la mort du bois ». « *J'ai formé des apprentis depuis 1963. Rares sont ceux qui ont continué dans le métier.* »

A trois ans de la retraite, Michel Lainé reste un grand passionné de cette matière chaude et colorée qui emplit son atelier de Cergy tout comme le magasin de meubles scandinaves que tient son épouse. « *Quand j'ai fait un escalier*, dit-il souriant, *je sors de la maison à reculons, en me disant : c'est toi qui as fait ça.* »

J. M.





Le Monde

ECONOMIE

FAIBLE PRODUCTIVITÉ, GASPILLAGE DES RESSOURCES

Les blocages du système soviétique

Où en est l'économie soviétique après les promesses *faites* à l'occasion du XXVIe congrès du parti communiste *qui s'est terminé au début de ce mois ?* Plusieurs des interventions, et notamment celle du chef du gouvernement, M. Tikhonov, comportaient aussi des critiques sur le fonctionnement d'une économie qui a manqué le tournant qu'elle était censée prendre pendant les années 70. D'extensive, l'économie soviétique n'est toujours pas devenu intensive. Le gaspillage du travail des hommes et des ressources naturelles y reste considérable.

AU cours des cinq prochaines années la hausse continue du niveau de vie va se poursuivre, non seulement grâce à une progression constante du pouvoir d'achat, mais à une amélioration du bien-être et des services. La construction de logements sera maintenue à un rythme élevé, les pouvoirs publics prendront soin d'assurer les loisirs des citoyens, de garantir un perfectionnement de la formation professionnelle, afin que chacun trouve sur le marché du travail l'emploi qui lui convient. Les prestations sociales seront augmentées pour les catégories les plus défavorisées : familles nombreuses, mères célibataires, jeunes, anciens combattants et invalides. Les retraités ne seront pas oubliés et les responsables de la politique économique et sociale promettent le plein emploi et la stabilité des prix. Bien entendu, tout cela ne pourra être obtenu sans efforts, sans le travail consciencieux et efficace de chacun, car on ne peut distribuer que ce que l'on a produit.

Ce catalogue n'est pas tiré du programme électoral du nouveau candidat aux présidentielles françaises, mais des « *grands axes de l'élévation du bien-être du peuple* », présentés par les dirigeants soviétiques au XXVIe congrès du parti communiste. La confusion était possible et pas innocente. Les dirigeants de Moscou se sont en effet présentés en gestionnaires prudents de l'économie, en réalistes qui ne tracent pas de perspectives grandioses ou exaltantes, mais qui promettent ce que leurs concitoyens attendent : une amélioration du niveau et des conditions de vie.

Les vertus du « marginalisme »

La tâche n'en est pas moins difficile, car elle suppose un retour sur des habitudes bien ancrées dans la vie soviétique depuis l'industrialisation forcée de l'ère stalinienne et la reconstruction de l'après-guerre. Les Soviétiques ont bâti des usines, fabriqué des produits lourds qui s'inscrivaient en poids dans les bilans, sans se soucier d'économiser ni les ressources matérielles *ni les ressources humaines*. Forts de leurs immenses richesses naturelles, ils n'avaient cure du gaspillage, de la protection de l'environnement, d'une gestion stricte des matières premières et de l'énergie.

Premiers producteurs du monde de charbon, de pétrole, d'acier, ils pouvaient se flatter d'avoir, dans le domaine des industries lourdes, fait mieux que les Américains. Mais les tonnes d'acier, surtout si elles sont inutilisables ou gaspillées au fil des transformations, ne font pas encore une économie moderne. Il n'y a pas si longtemps que les responsables soviétiques semblent en avoir pris conscience.

Le changement d'orientation de l'économie du développement extensif où tous les moyens étaient bons pourvu que les taux de croissance exprimés en poids ou en volume dépassent ceux des pays capitalistes industrialisés, vers un développement intensif fondé sur l'augmentation de la productivité, la qualité et l'efficacité du travail, l'emploi de machines de précision et de méthodes modernes de gestion, date des années 70. Il n'est pas seulement le résultat d'un choix délibéré, mais d'une nécessité « objective ».

La croissance « sauvage » de l'économie soviétique touchait à sa fin pour trois raisons au moins : les ressources de main-d'œuvre s'épuisaient, les ressources naturelles de la partie européenne de l'U.R.S.S. avaient toutes été exploitées, la mise en valeur du nord et de l'est du pays coûtait de plus en plus cher ; beaucoup d'installations industrielles qui n'avaient pratiquement pas été modernisées depuis leur reconstruction après la guerre, étaient devenues obsolètes, et c'était toujours la conséquence du développement extensif : on préférait construire une nouvelle unité plutôt que de reconvertir les ateliers existants.

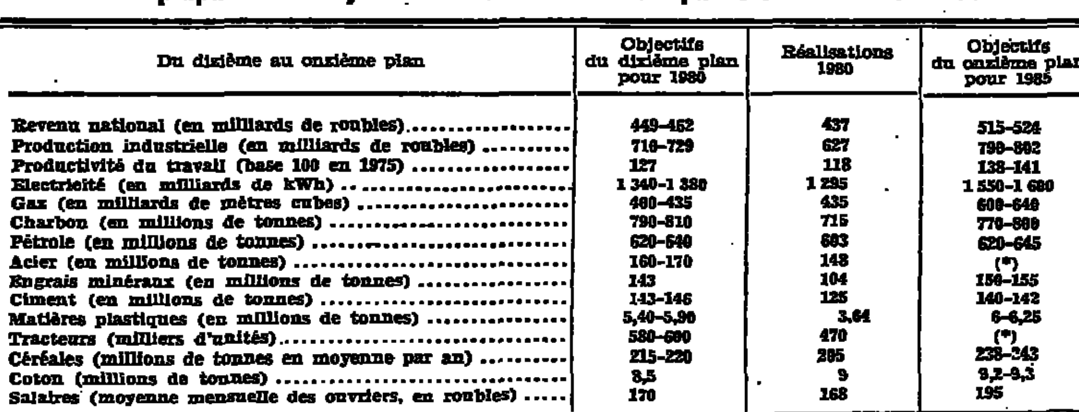
Les économistes soviétiques ont découvert les vertus du « marginalisme » : « *Le maintien du niveau actuel et à plus forte raison l'accroissement de la production des matières premières et des combustibles ainsi que des ressources énergétiques sont de plus en plus onéreux* », a déclaré le chef du gouvernement, M. Tikhonov. « *Chaque tonne de pétrole, de charbon et de métal économisée a un effet de plus en plus grand, tandis que leur utilisation non rationnelle cause un préjudice de plus en plus sensible* », a-t-il ajouté.

Plus haut degré de sophistication ou échec ?

Le Xe plan quinquennal (1976-1980) devait marquer ce passage de l'extensif à l'intensif. Le tournant a été manqué : « *Nous n'avons pas réussi à accroître la productivité du travail comme nous l'escomptions, ni à accélérer le développement de certaines branches de l'économie nationale, ni à surmonter la dispersion des investissements* », a encore reconnu M. Tikhonov. Les résultats du plan en témoignent (voir tableau ci-dessus), le taux de progression moyen que les planificateurs avaient fixé n'a pas été atteint, tant pour le produit national brut que pour la production industrielle. Mais là n'est pas le plus grave, car une diminution relative du taux de croissance pourrait, au contraire, être considérée comme la marque d'une meilleure adéquation entre le plan et la réalité, d'une « sophistication » de plus en plus poussée de l'économie soviétique, du déplacement vers la croissance plus différenciée des secteurs de pointe au détriment des branches les plus lourdes.

Or, autant que l'on puisse en juger par les statistiques officielles, il est vrai sujettes à caution, les structures « modernes » ne se sont pas développées conformément aux prévisions. Il est vraisemblable que ce véritable bouleversement que M. Tikhonov a comparé, « *par son envergure, sa portée et ses conséquences historiques* », avec l' « *industrialisation socialiste* » des années 30 ne pouvait se faire en un seul quinquennat. Plus prudents, les responsables parlent aujourd'hui de toutes les années 80, le XIe plan (1981-1985) ne devant être qu'un « *grand pas dans ce sens* ». Tous les taux de croissance ont en tout cas été révisés en baisse (*le Monde* daté 1er-2 mars).

Pourtant, il est permis de douter que le succès repose uniquement sur le temps. Les facteurs ayant conduit à l'échec, au moins partiel, du Xe plan quinquennal n'ont pas été éliminés, au contraire, ils se sont renforcés.



La plupart des objectifs du Xe Plan n'ont pas été réalisés en 1980

Du dixième au onzième plan	Objectifs du dixième plan pour 1980	Réalisations 1980	Objectifs du onzième plan pour 1985
Revenu national (en milliards de roubles)	449-462	437	515-524
Production industrielle (en milliards de roubles)	718-729	627	790-802
Productivité du travail (base 100 en 1975)	127	118	138-141
Electricité (en milliards de kWh)	1 340-1 380	1 295	1 550-1 600
Gaz (en milliards de mètres cubes)	400-435	435	600-640
Charbon (en millions de tonnes)	790-810	715	770-800
Pétrole (en millions de tonnes)	620-640	603	620-645
Acier (en millions de tonnes)	160-170	148	(*)
Engrais minéraux (en millions de tonnes)	143	104	150-155
Ciment (en millions de tonnes)	143-146	125	140-142
Matières plastiques (en millions de tonnes)	5,40-5,90	3,64	6-6,25
Tracteurs (milliers d'unités)	580-600	470	(*)
Céréales (millions de tonnes en moyenne par an)	215-220	205	238-243
Coton (millions de tonnes)	8,5	9	9,2-9,3
Salaires (moyenne mensuelle des ouvriers, en roubles)	170	168	195

(**) Objectifs non publiés.

Les usines restées dans les caisses

La pénurie de main-d'œuvre persiste, l'épuisement des ressources naturelles à l'ouest de l'U.R.S.S. se confirme, la quasi-stagnation de la production pétrolière prévue pour les cinq ans à venir en est la preuve, la modernisation des équipements industriels n'avance que très lentement. Les responsables n'ont pas réussi, comme ils le souhaitent depuis des années, à enrayer l'éparpillement des investissements et à donner la priorité à la reconversion ou à l'extension des usines sur la construction de nouvelles unités. De plus, des équipements achetés à grands frais en Occident attendent d'être montés, parce que les installations assurées par les Soviétiques en amont et en aval ne sont pas prêtes. Un millier d'usines seraient ainsi « dans les caisses ».

A ces raisons intérieures s'ajoutent des facteurs internationaux : la course aux armements, qui pèse beaucoup plus sur l'économie soviétique que les chiffres officiels — dérisoires — du budget militaire pourraient le laisser croire ; l'embargo américain sur les techniques « sensibles », qui gêne aussi les alliés européens des Etats-Unis dans leurs transactions avec Moscou ; l'aide, enfin, que l'U.R.S.S. accorde à ses alliés du tiers-monde, qui coûte cher, même si le sujet est pratiquement tabou : pour toutes ces raisons, écrivait récemment un hebdomadaire de Moscou, les Soviétiques comprennent qu'on ne peut pas tout faire à la fois et qu'il faudra un peu plus de temps que prévu pour réaliser les objectifs fixés.

Trois programmes spéciaux

Toutefois, ces causes restent, somme toute, conjoncturelles. Une amélioration du climat international en atténuerait les effets, et ce n'est sans doute pas le dernier argument qui a amené M. Brejnev à lancer au XXVIe congrès une nouvelle « offensive de paix ». La volonté d'ouverture économique vers l'Occident est manifeste dans les discours des dirigeants soviétiques, bien que le chef de l'Etat et du parti ait regretté que « *nous dépensions beaucoup d'argent à acheter à l'étranger des techniques que nous sommes parfaitement capables de produire nous-mêmes et qui sont souvent de bien meilleure qualité* ». Mais si elle peut faciliter la solution des problèmes, elle ne saurait en tenir lieu.

Or force est de constater que, au cours des débats sur le XIe plan, rien n'a été dit à propos des moyens de cette nouvelle politique. Les dirigeants ont annoncé trois programmes spéciaux :

● Un programme alimentaire qui devrait permettre d'atténuer la pénurie en produits de consommation courante ;

● Un programme agro-industriel, suite ou condition du premier, qui reste, semble-t-il, à définir dans ses détails si les grands principes en sont connus ;

Il s'agit non seulement d'augmenter la production des cultures vivrières mais aussi d'éviter les pertes aux différents niveaux du transport et de la transformation. La seule mesure concrète annoncée concerne l'investissement de 15 milliards de roubles (1) en cinq ans dans la construction de silos, de chambres froides, d'entrepôts pour les légumes et les fourrages...

● Enfin un programme énergétique dont l'objectif est de réduire la part du pétrole dans les combustibles au profit du charbon (dont la production stagne quand elle ne diminue pas en valeur absolue) et de l'énergie nucléaire (domaine où la réalisation du programme a pris un très grand retard).

« Le plan reste la loi »

Pour le reste, le discours de M. Tikhonov au congrès n'a été qu'une suite de pétitions de principe : « *Il faut assurer un accroissement considérable de la productivité du travail, obtenir une augmentation de la production avec un personnel stable et même en diminution, réduire la consommation des matières premières par unité de production, augmenter le rendement des investissements, lutter contre leur dispersion.* » « *Il convient* » d'augmenter la production des céréales destinées à l'alimentation des animaux, d'augmenter la production des engrais chimiques (très en deçà des objectifs du plan), de surveiller l'utilisation des crédits destinés à la bonification des terres, de ne pas oublier les lopins individuels. « *Il faut* » perfectionner la bonification, accroître le rôle de l'organe central du plan, éviter les dispersions et les déséquilibres dans l'application du plan.

Mais « *le plan reste la loi* », selon l'expression de M. Brejnev. Autrement dit, les réformes de gestion que de bons esprits avaient cru pouvoir proposer au cours des dernières années sont renvoyées aux calendes grecques. En passant, on fait bien mention de l' « *autonomie comptable* » des entreprises, mais cette notion est immédiatement vidée de toute substance puisque le *Gosplan* et le *Gosnab* — comités d'approvisionnement censés répartir centralement entre les entreprises les matières premières et les produits intermédiaires — demeurent tout-puissants. On fait référence aux décisions du comité central sur l' « *amélioration des mécanismes de la gestion* », mais les dirigeants répugnent à mettre tout leur poids dans la balance pour vaincre les réticences de l'appareil.

Les dirigeants paraissent parfaitement conscients des impasses de l'économie, mais incapables — est-ce l'âge, l'usure du pouvoir ou le manque d'imagination ? — de promouvoir les réformes qu'ils sentent indispensables. Les économistes soviétiques, qui ne sont pas des réformistes à tout crin, proposent pourtant des solutions partielles touchant, soit les indices, soit les prix, soit la mobilité de la main-d'œuvre, etc. S'ils peuvent s'exprimer dans la presse, ils ne sont guère écoutés. La question est de savoir si les rigidités du système continueront à bloquer la modernisation de l'économie soviétique, ou si les nécessités économiques auront raison de la timidité des hommes politiques. La réponse appartient sans doute à la prochaine génération de dirigeants.

DANIEL VERNET.

(1) 1 rouble vaut 7 francs.

LA LIBERTÉ DES PRIX EST-ELLE LA RÈGLE ?

VOULEZ-VOUS vous faire une réputation d'expert des problèmes de l'inflation ? Affirmez d'un air entendu que le gouvernement, s'il s'intéressait plus à défendre l'intérêt général qu'à gagner les voix des commerçants, n'aurait jamais dû « dans un pays comme le nôtre » étendre à ces derniers la liberté des prix rendue aux industries; que, avant en tout cas de leur accorder cette faveur, il aurait été bien avisé de mettre en route une réforme des circuits de distributions, dont on se garde bien d'exposer, fût-ce à grands traits, le contenu.

Encore que la clientèle électorale du commerce soit courtisée aussi par l'opposition, l'argument ne manquera pas d'être avancé une fois de plus après que le président de la République, dans son allocution télévisée de la semaine dernière, a demandé qu'« *avant l'élection présidentielle, tout soit terminé à cet égard* ». Sur le plan technique, le chef de l'Etat s'est sans doute quelque peu avancé, étant donnée la doctrine actuellement appliquée en la matière par le ministre de l'économie et des finances ; mais sur le plan de la politique générale, on doit approuver qu'il reste fidèle à l'objectif de libération.

La doctrine de la Rue de Rivoli est qu'il faut abolir les derniers vestiges de la réglementation, dans le « secteur concurrentiel », mais conserver les contrôles existants pour les professions fermées (*le Monde* du 13 mars), comme les taxis, pour les médicaments remboursables, parce que, dit-on, « c'est l'affaire de la Sécurité sociale », et pour les produits pétroliers, « parce que c'est un instrument de la politique énergétique ».

On pourrait croire que l'instauration du régime de liberté a entraîné l'abolition de la fameuse ordonnance de 1945 posant le principe de la taxation générale des prix. Il n'en est rien. Par des arrêtés successifs, le gouvernement a soustrait à l'emprise de ce texte la plus grande partie des biens et services, mais on pourrait soutenir que juridiquement la règle demeure le blocage, et la liberté, bien que désormais quasi générale, l'exception. Rien n'empêcherait donc un futur gouvernement, animé d'une doctrine différente, de rétablir, par un simple trait de plume, en partie ou en totalité, le régime antérieur, ou un autre plus sévère.

C'est un risque que l'on ne peut totalement écarter, tant est vivace le préjugé selon lequel telle ou telle catégorie de citoyens est plus particulièrement responsable de l'inflation, et qu'il convient donc de contrôler, ou tout au moins de surveiller leur comportement pour réduire le mal. Une expérience constante, tant française qu'étrangère, montre pourtant que le phénomène est dû à des causes plus générales, à l'effet desquelles, bien sûr, s'adaptent, dans la mesure de leur possibilité, les industriels, les commerçants, les salariés et leurs syndicats.

Les dernières statistiques font état d'une accélération de la hausse des prix en Allemagne fédérale et en Suisse. Ni les structures de l'économie ni la psychologie de la population n'ont changé brusquement dans ces pays, mais on peut penser que la baisse de leurs monnaies respectives vis-à-vis du dollar, le financement monétaire d'un vaste déficit public (argument valable pour la R.F.A.), sont autant de facteurs de déstabilisation qui jouent contre eux.

PAUL FABRA.

L'économie de l'offre : pourquoi il ne suffit pas de détaxer les entreprises

Six années auront suffi aux économistes de l'offre (*supply-siders*) pour que leur théorie trouve son application pratique, et au plus haut niveau. Le « maintenant nous sommes tous keynésiens » de Richard Nixon, en 1972, s'est en effet transformé depuis la victoire de Ronald Reagan en un « nous sommes tous des économistes de l'offre. L'échec des politiques traditionnelles du contrôle de la demande globale comme le sens politique dont a fait preuve le nouveau président expliquent l'extrême rapidité de cette évolution. L'économie de l'offre préconise des mesures incitatives de type classique, mais cela ne l'empêche pas pour autant de constituer une nouvelle approche des problèmes posés par la crise.

par JEAN-LOUIS SYREN (*)

LES politiques économiques d'inspiration keynésienne consistent à utiliser le budget dans le but d'influencer les niveaux de la production et de l'emploi, mais indirectement, à travers le contrôle de la demande globale à laquelle l'offre est censée s'ajuster. Dans la pratique, cela a abouti à deux opérations sur quatre possibles (avec l'importante exception de l'expérience Kennedy sur laquelle nous reviendrons) : augmentation des dépenses publiques (et non réduction de la fiscalité) pour relancer l'activité économique, augmentation de la pression fiscale (et non réduction des dépenses publiques) pour freiner l'inflation. Le résultat logique ce fut l'accroissement considérable du poids des dépenses publiques et de la fiscalité depuis la dernière guerre. Cette croissance mécanique de l'Etat a été acceptée tant qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'une expansion rapide qui permettait à chacun de bénéficier d'une augmentation de son revenu réel et ce, en dépit d'une fiscalité sans cesse accrue.

Or, à partir de 1973-1975, on assista à une décélération très nette de la progression des salaires après impôts (ils chutèrent même aux Etats-Unis) en même temps qu'il y avait montée simultanée du chômage et de l'inflation. C'est sur ce terrain « favorable » que l'économie de l'offre devait naître.

Bien que la réduction de la fiscalité soit au centre du programme inspiré par les économistes de l'offre, ce dernier va bien au-delà d'une simple révolte de type poujadiste ; l'économie de l'offre constitue en effet une remise en question complète des schémas traditionnels. Elle englobe tout ce qui est susceptible d'encourager directement la *production* ; en affirmant la primauté de l'offre en tant que seule source durable de la demande réelle, les économistes de l'offre ont ressorti du placard où Keynes l'avait enfermée la célèbre loi des débouchés de J.-B. Say : l'offre crée sa propre demande. Toute pénurie durable et importante de pouvoir d'achat est exclue parce que dans une économie les acheteurs reportent sur le produit l'exact montant de la valeur de la production. Dans cette optique, les fluctuations cycliques ne sont que les phases d'un processus d'ajustement qui tend toujours vers le plein-emploi et la crise ne peut dès lors que résulter d'une intervention extérieure sur le marché libre.

Renversement de l'analyse keynésienne

Les économistes de l'offre affirment qu'à force de vouloir soutenir la demande globale par l'accroissement des dépenses publiques (suivi d'une hausse de la fiscalité) les méthodes keynésiennes ont débouché sur la stagflation parce qu'elles ne prenaient pas en compte les effets défavorables sur les incitations à produire, conséquences de l'augmentation de la fiscalité. En même temps qu'on accroissait la demande globale on freinait, sans s'en rendre compte, la production ; avec pour double résultat l'inflation et le chômage ! Les économistes de l'offre renversent alors l'analyse keynésienne : pour eux la croissance résulte directement de l'accroissement de l'offre, ce qui réduit d'inflation, alors que pour les keynésiens elle résulte de l'accroissement de la demande globale (qui traîne l'inflation dans son sillage).

La recette de l'économie de l'offre consiste à mettre en place la réduction d'impôts qui cherche à accroître les incitations à produire du nouveau revenu en abaissant le taux d'imposition auquel il est taxé. Pour les économistes de l'offre de la première heure — qui craignent une « récupération » keynésienne de leur thèse, — l'incitation fiscale à l'investissement (réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, déductions fiscales pour investissement, accélération de l'amortissement) ne saurait suffire : il est indispensable d'y ajouter une réduction de la fiscalité individuelle (réduction des taux marginaux d'imposition des revenus du travail et du capital) destinée à accroître l'offre de travail et *l'épargne*. Car, affirment-ils, les entreprises ne pourront tirer avantage des incitations à investir si les individus ne sont pas, de leur côté, incités à libérer des ressources réelles.

Kennedy à la rescousse

La question qui vient immédiatement à l'esprit est celle de l'ampleur du déficit budgétaire que la diminution de la pression fiscale provoquera. Pour les économistes de l'offre, le problème n'en est un qu'à court terme, car, avancent-ils, la reprise de l'activité économique qui suivra permettra aux recettes de retrouver, au minimum, leur niveau antérieur. Ils ont beau jeu de rappeler l'expérience Kennedy à l'appui de leur thèse :

« *Notre choix*, avait déclaré en 1963, l'année de sa mort, le président assassiné, *n'est pas un choix entre une réduction de l'impôt et un budget équilibré. Le choix est au contraire à faire entre des déficits chroniques, qui sont le résultat d'une faible croissance économique, et des déficits temporaires, qui sont celui d'un programme fiscal destiné à promouvoir une plus grande utilisation de nos ressources et une croissance économique plus rapide... Le but des réductions fiscales, je le répète, n'est pas de créer un déficit, mais d'accroître l'investissement, l'emploi et nos chances d'arriver à un équilibre budgétaire.* »

Le plan Reagan contient, en outre, des propositions de réduction des dépenses publiques : elles sont l'autre volet du programme destiné à *obtenir* le retour rapide à l'équilibre budgétaire. Mais elles sont inférieures à la réduction proposée des recettes ; et comme on peut en plus douter qu'elles seront toutes effectuées, il y aura donc bien accroissement initial du déficit actuel avec tous les risques que cela comporte dans le court terme. Les chances de succès du programme de l'offre dépendront en grande partie de l'accroissement de l'épargne individuelle que provoquera la réduction des taux marginaux d'imposition. Dans un monde idéal, ce supplément d'épargne financerait tout ou partie du déficit budgétaire initial et de l'investissement nécessaire à la croissance souhaitée, en même temps qu'il pèserait à la baisse sur les taux d'intérêt et éliminerait l'inflation. Mais quels que soient ses résultats, on peut être certain que l'expérience entamée par les Etats-Unis constitue une étape importante de l'évolution de la pensée économique d'après la seconde guerre mondiale.

(*) Maître assistant à l'université de Dijon.

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● LA FRANCE AU GRAND LARGE

Michel DRANCOURT

Sans aucune allusion à l'avènement du président Reagan, c'est le plus puissant appel au néo-libéralisme créateur, à l'innovation, que nous ayons encore vu. Il s'agit d'ailleurs moins de doctrine que de présentation, de rappels historiques et d'examens sur le terrain.

Les divers secteurs de l'économie sont passés en revue, dans le même esprit expérimental. Divers remèdes antisociaux ne sont évoqués que pour pouvoir mieux les récuser. Est présente la volonté positive de ne pas éluder le problème, notamment à propos du travail féminin, non seulement accepté, mais vivement encouragé. Et de même, loin de chercher un refuge permanent dans la confortable rentabilité, des projets « peu rentables » sont présentés, tels que le rôle de gardiens du territoire dévolu aux paysans (peut-être, il est vrai, pour dissiper les illusions du « pétrole vert »). Les finances publiques ne sont d'ailleurs pas en jeu, non plus que la Sécurité sociale. C'est la marche de l'industrie et des services productifs, voire exportateurs, qui doit entretenir l'ensemble, le grand large « étant résolument préféré au ghetto ». Vivant exemple, l'industrie est toujours en mouvement ; d'ailleurs, les Français sont bien plus mobiles qu'il n'est dit.

Sur l'emploi, l'optimisme baisse un peu de ton et la réserve est visible, encore que soit bien exprimé le reproche de considérer l'emploi comme le but de l'activité. A propos de la concurrence des pays neufs, il faut avoir le courage, est-il dit, de remettre en cause le coût du travail. Quelques « bonnes pensées » mériteraient ici un examen plus approfondi : le remède de la formation, par exemple, et « la relève de l'homme par la machine ».

Vues avancées, par contre, sur « la démocratie dans l'entreprise ». Seule est valable partout la marche en avant, l'innovation.

Ouvrage écrit à la mémoire de Louis Armand.

★ Robert Laffont, « Liberté 2000 », Paris 1981, 302 pages. Environ 65 F.

● L'ÉCONOMIE FRANÇAISE, NOUVEAU CHOC PÉTROLIER. FIN DE LA DÉTENTE INTERNATIONALE 1979-1980

Cette série classique de tableaux économiques et financiers, précieuse aux contemporains comme aux historiens, c'est *l'Annuaire de la revue d'économie politique*. Parmi les vingt articles dus à vingt-quatre auteurs (il y a des collaborations), mentionnons « La conjoncture française », par Philippe Lefournier (quelque peu optimiste sur l'assainissement structurel en cours). « L'économie de la défense », par Christian Schmidt, sujet original peu connu « Les vues sur la fécondité », du démographe Michel-Louis Lévy et de l'économiste Louis Lévy-Garboua, de bonne tenue (mais où figure malheureusement l'inévitable théorie d'Easterlin dont le mérite essentiel est de procurer le repos d'esprit). « L'économie agricole », par F. Houiller, « Les vues prospectives », par Bernard Cazes, « Le marché financier », par Michel Lutfalla. Personne ne s'est hasardé, cette fois, sur l'emploi...

Chronologie détaillée de P. Arnaud Ameller.

En conservant cet inestimable document, formulons le vœu que l'année 1980 nous soit livrée avant la fin de la suivante.

★ Editions Sirey. Paris 1980. 23,5 cm. 317 pages. Environ 30 F.

● ÉNERGIES, LE GRAND TOURNANT

Jean-Charles DUBART

La bibliothèque sur l'énergie s'enrichit d'un volume doublement attirant, par la qualité de son fond et la doctrine socio-politique de son auteur : membre du comité central du parti communiste il précise cependant bien qu'il ne s'agit pas d'un livre du parti.

Les deux premiers chapitres portent sur l'historique des compagnies pétrolières et de l'OPEP, le rapport Brandt, etc., le tout dans l'optique pleinement « orthodoxe », avec un rappel parfois de quelques évidences, souvent oubliées, telles que l'illusion d'une intervention sur les prix d'un marché sans action sur les quantités.

Avec la présentation du problème français s'accentue encore l'aspect sociopolitique, avec dénonciation des profits des compagnies pétrolières, non sans quelques vues économiques sujettes à débat.

Et nous voilà entrés dans le concret, domaine où l'ingénieur des mines est bien plus à son aise. Combattant dès l'abord les thèses malthusiennes, du type Club de Rome, il souligne l'étendue des ressources minérales du globe ; mais, déjà, l'absence de calcul, tout au moins en heures de travail nécessaires à l'exploitation, laisse une marge très étendue d'incertitude.

Dans le reste du volume, même contraste entre la minutie technique, accompagnée, nous le pensons, de la pleine fidélité, et l'insuffisance ou l'absence de données sur les prix et la balance des paiements. Cette optique est, du reste, fréquente et traditionnelle.

Après une première présentation agréable des énergies nouvelles suivie de l'aveu souriant d'avoir « rêvé un peu », s'accentue le contraste signalé ci-dessus, du reste très inégal, selon les sujets ; alors que le coût de l'énergie solaire est sans doute surestimé (soixante à cent vingt fois celui du pétrole), le charbon bénéficie d'une large indulgence. Techniquement, tout est passé en revue avec soin : le vent, la houle, la marémotrice, la pompe à chaleur, la géothermie, etc., en pleine maîtrise du sujet. Quant au nucléaire, il est défendu raisonnablement, le souci de l'indépendance nationale venant à l'appui des vues économiques.

Conclusion optimiste logique et résolue.

★ Editions Sociales. Paris 1981. 231 pages. Environ 50 F.

● EMPLOI ET CHOMAGE EN EUROPE

Fondation européenne de la culture. Sous la direction de Pierre Jallade.

Compte rendu synthétique des débats sur cette question « cruelle », à la conférence internationale sur « Emploi et nouveaux modes de vie », tenue à La Haye les 29 et 30 novembre 1979, pour le vingt-cinquième anniversaire de la Fondation. Quarante spécialistes de l'emploi on débattu devant une centaine d'observateurs.

Sans pouvoir donner une analyse, même très sommaire, de textes aussi denses et divers, essayons de tirer quelques enseignements : un échappé de Sirius, ou peut-être même d'un pays de l'Est, serait surpris par le contraste entre la clarté dans le détail, la sûreté de la logique continue et la faiblesse des conclusions. De nombreux reproches ont été formulés contre les modèles, mais, ne saisissant qu'une fraction infime des facteurs en cause, les raisonnements sont plus contestables encore. Un problème à plusieurs dimensions est ainsi étalé sur une surface plane ou même sur une ligne.

Plus sujette à critique est l'insuffisance de la connaissance des faits : sans aucune déviation délibérée, elle se révèle partout. C'est ainsi que dans le remarquable exposé de M. Uri sur les rapports entre la croissance et l'emploi, il est dit que, depuis la « crise », les créations d'emplois dans les services ont à peine compensé la réduction dans l'agriculture, l'industrie et le bâtiment. Or la population pourvue d'emploi (au sens du recensement) a augmenté de 870 000, passant de 20 572 000 à 21 442 000. Par ailleurs, M. Dieter Mertens écrit que la production n'a jamais diminué du seul fait de la réduction de la durée du travail. Il ignore à tout le moins l'évolution en France en 1937. Ce sont deux exemples parmi d'autres.

Faut-il désespérer de voir d'excellents spécialistes, animés d'un esprit résolument scientifique, parvenir à une analyse tout à fait sûre, à une entente sur des solutions politiques acceptables ? En aucune façon. De telles réunions finiront bien par aboutir à la connaissance de ce délicat mécanisme à multiples rouages. En attendant, peut-être vaudrait-il mieux rechercher les raisons des différences de chômage, parfois paradoxales, donc instructives, entre les divers pays. Dans l'avant-propos, Jacques Delors avait cependant suggéré cette voie.

★ Economica. Paris 1981. 23,5 cm. 275 pages. Environ 59 F

● LES BERCEAUX VIDES DE MARIANNE. L'AVENIR DE LA POPULATION FRANÇAISE

J.-N. BIRABEN et J. DUPAQUIER

Cette question nationale, proprement vitale, n'est abordée le plus souvent que sous l'angle affectif. Les préjugés, d'un côté ou de l'autre, sont paradoxalement affectés d'un retard d'un demi-siècle (« la natalité n'est pas de droite », observe bien M. G. Durand). Cet avenir, qui peut être clair ou sombre, à notre gré, le médecin démographe et l'historien nous le décrivent avec soin et sans emphase.

En tête, fait assez connu, les générations françaises n'assurent pas leur renouvellement : cette situation conduit au vieillissement, puis à la diminution du nombre.

Nous passons aux conséquences, beaucoup moins connues, notamment sur le chômage (bien éloignées du simplisme arithmétique de l'opinion), la sécurité sociale (supplément de charges), la réduction des économies d'échelle et finalement le niveau de vie.

Parvenu à ce point, l'ouvrage rebondit en quelque sorte et présente, avec clarté, les enquêtes d'opinion, la spoliation des familles, l'aliénation affective. On eût aimé ici voir les précisions données par le regretté Robert Debré sur l'éducation des enfants par la fratrie.

La politique démographique pourrait, sans le copier, s'inspirer de l'exemple des pays socialistes et de leur réussite partielle, notamment en R.D.A.

Sans tomber dans les défauts classiques d'ouvrages de doctrine, celui-ci nous informe, nous éclaire, donc nous affranchit. L'immigration n'est cependant pas abordée. Peut-être le sera-t-elle dans un volume ultérieur ?

Bibliographie.

Lecture riche, attachante, jamais indifférente.

★ Editions du Seuil. Paris 1980. Environ 49 F.

● ÉTATS-UNIS : CROISSANCE, CRISE ET CHANGEMENT TECHNIQUE DANS UNE ÉCONOMIE TERTIAIRE

Anton BRINDER, Agnès CHEVALIER et Jean PISANI-FERRY.

Dès la présentation de ce cahier du Centre d'études prospectives et d'informations internationales pointe l'importance du sujet : l'onéreuse extension des services et le ralentissement général de la productivité nous éloignent quelque peu de l'image légendaire de la société post-industrielle.

Longtemps en flèche, l'économie des Etats-Unis subit une mutation difficile, qui se caractérise notamment par une hausse plus rapide du prix des services. Pour expliquer le ralentissement de la productivité, dix-sept causes ont été signalées, parmi lesquelles la hausse du prix de l'énergie. (Peut, notamment, lui être rattaché le si onéreux renouvellement en cours de l'outillage de l'industrie automobile.)

La croissance américaine est-elle « génératrice d'emplois », comme il est dit, ou bien l'accroissement du nombre des emplois est-il la cause arithmétique du ralentissement de la productivité ? La question n'est pas posée de cette façon. Il est vrai que la mesure de la productivité pose de redoutables problèmes de concept, notamment dans le tertiaire (commerce de gros) et le bâtiment. Sur ces difficultés se greffe la diffusion multiforme de l'électronique, elle-même battue en brèche par l'Extrême-Orient.

Si heurtés que soient certains développements et serré le réseau des contradictions, une conclusion se dégage : il faut dissiper les mirages de la société post-industrielle ; l'industrie manufacturière reste au cœur des problèmes de la croissance. On peut cependant regretter que n'ait pas été soulignée l'importance du phénomène de promotion sociale, en rapport, précisément, avec le progrès du secteur tertiaire qui relève le salaire moyen plus que les salaires divers et peut-être même que la production.

Très bref résumé en anglais.

★ La Documentation française. Paris 1980, 181 pages. Environ 50 F.

● CROISSANCE ET CRISES : ÉLÉMENTS D'ANALYSE

A. COHEN et P. COMBEMALE

Dans cette intéressante collection « Profil » (grandes questions traitées dans de petits volumes), deux économistes expérimentés se lancent à l'assaut de la croissance et surtout de ses aventures. Après avoir opportunément remis en question le mot « crise », ils comparent les périodes de déclenchement 1930-1931 et 1974-1975, ce qui les conduit à d'utiles précissions. Les trois explications courantes de la « crise » (pétrole, comportement des salariés, concurrence de pays en voie d'industrialisation) ne leur paraissent pas suffisantes, ils en proposent une, plus complexe, à base de suraccumulation, qui les entraîne dans de redoutables enchevêtrements. Pas de modèle mathématique, mais, cette fois, on peut, peut-être le regretter. Annoncer que le futur dépend du choix des hommes ne peut davantage nous satisfaire. Un bon chantier, qui peut devenir une construction.

★ Hatier. Paris 1980, 80 pages. Environ 11 F.

L'euromarché

Emissions libellées en ÉCU et en D.T.S.

LA première euro-émission libellée en ECU, l'unité monétaire de la Communauté européenne, devrait voir le jour sous peu. En même temps, la banque américaine d'investissement Dillon Read tente de mettre sur pied un emprunt à taux variable libellé, lui, en droits de tirage spéciaux (D.T.S.). L'une et l'autre de ces offres sont destinées à des débiteurs italiens.

La première pour le compte de la STET devrait être de 25 millions d'ECU et d'une durée de six ans. Elle devrait être émise avec un rendement de l'ordre de 13 %. Le taux d'intérêt annuel fixe sera basé sur la moyenne pondérée des taux des neuf devises composant actuellement l'ECU. Ces neuf monnaies sont celles des pays membres de la C.E.E., à la seule exclusion de la drachme grecque, qui n'entre pas encore dans la composition de l'ECU. C'est le groupe belgo-luxembourgeois de la Kredietbank qui devrait diriger ce qui sera une première sur le marché euro-obligataire. Le Crédit national avait, l'an dernier, réalisé une opération partiellement libellée en ECU mais dans le cadre d'un crédit bancaire qui n'avait pas été syndiqué, la Caisse des dépôts et le Crédit lyonnais, les deux établissements chefs de file ayant conservé par devers eux le papier. Il semble du reste que le Crédit national envisage de renouveler cet exercice dans un proche avenir par le truchement d'un autre eurocrédit en dollars et en ECU.

En revanche, personne n'avait encore osé offrir au public des euro-obligations libellées en ECU. L'utilisation de cette unité monétaire composite n'est pas souhaitée par tous les pays membres de la Communauté européenne. Si la France la tolère, l'Allemagne, par contre, n'y est pas favorable et l'Angleterre indifférente. Comme les dépôts en ECU sont relativement encore rares, les banques qui en reçoivent se contentent généralement de les éclater dans les devises composantes, quitte à les reconstituer par la suite. Dans le cas de l'euro-émisison à venir, l'étonnant est que cette première soit pour le compte d'une entité publique italienne qui n'est pas la meilleure du pays. Le marché international des capitaux attendait une émisison en ECU depuis longtemps, mais il était généralement admis que l'emprunteur initial serait soit la Banque européenne d'investissement, soit la CECA, les deux principales entités supra-nationales communautaires. Dans cette mesure, le choix de la société italienne STET n'est donc pas convaincant et même légèrement décevant.

L'avantage de l'ECU est, dans les circonstances présentes, et indépendamment de la stabilité que procure un panier de neuf monnaies différentes, de permettre aux débiteurs de lever des capitaux à un taux d'intérêt nettement inférieur à celui qu'ils devraient acquitter si l'émission était libellée en eurodollars : aux environs de 13 % dans un cas au lieu de plus de 14 % dans l'autre.

L'usage des droits de tirage spéciaux est également avantageux pour les emprunteurs, puisque le taux d'intérêt moyen pondéré sur les D.T.S. est inférieur à celui sur le papier en dollars. En outre, les D.T.S., qui se composent seulement de cinq grandes devises (dollar, deutschemark, livre sterling, franc, yen), sont beaucoup plus maniables que l'ECU. Si, dans les deux cas, les dépôts à long terme libellés en ces unités composites sont encore très faibles, pour ne pas dire quasi inexistants, l'éclatement et la reconstitution des D.T.S. sont beaucoup plus simples que ceux de l'ECU.

Mais l'euro-emprunt en D.T.S. et à taux variable, envisagé par la banque Dillon Read pour le compte de l'ENEL, autre entité publique italienne, est d'une durée relativement courte — cinq ans — mais d'un montant très important : presque 150 millions de D.T.S. Ce très fort volume, ajouté au fait que l'émission soit à taux variable, soulève des problèmes compliqués. En effet, le coupon étant payable tous les six mois et les remboursements à venir pouvant s'avérer différents de la somme originalement prévue, il est alors indispensable d'établir un système permettant aux banques garantes d'un euro-emprunt de ce type de se couvrir à terme de leurs engagements.

Un climat plus optimiste

A la différence de l'émission STET en ECU, qui apparemment ne sera pas garantie par l'Etat italien, celle pour l'ENEL devrait, si elle se matérialise, bénéficier du soutien officiel du gouvernement de Rome. Toutefois, étant donnée la multitude d'emprunts et de demandes de crédits italiens, qui n'arrêtent pas de se présenter sur l'euromarché, on peut se demander si les banques, puisque ce sont elles qui pour la quasi-totalité absorbent ce papier, sont encore disposées à en engranger davantage.

Le choix d'unités composites pour servir de support à des emprunts euro-obligataires se justifie également lorsqu'il est impossible d'emprunter directement dans les devises originales. C'était le cas jusqu'à il y a huit jours, le marché des euro-émissions à taux fixe en dollars, de loin le secteur le plus important, étant fermé. Or il se trouve que l'atmosphère est à nouveau plus optimiste dans ce domaine et même sur l'ensemble du marché euro-obligataire. Tous les taux à court terme se sont notamment détendus la semaine dernière sur à peu près toutes les eurodevises. Ceux sur les dépôts en eurodollars de un à douze mois se sont repliés à l'intérieur d'une fourchette allant de 15 % à 15,50 %. Cette amélioration reflète celle qui était intervenue auparavant sur le marché américain des obligations. Celui-ci a fait récemment preuve d'une grande fermeté.

L'amélioration du climat outre-Atlantique a immédiatement permis la réouverture du marché des emprunts en eurodollars à taux fixe. L'Australian Resources Development Bank a été la première à donner le signal avec une émission de 60 millions de dollars. La totalité n'a pas été offerte en souscription publique, mais une première tranche de 30 millions de dollars a été lancée. Elle comporte, sur la base d'un coupon annuel de 13 % et d'un prix de 95,75, un rendement de 14,25 %. L'offre australienne a bénéficié d'un très grand succès, et le montant de la première tranche aurait pu être augmenté davantage si l'emprunteur l'avait désiré.

Au vu de cette belle performance, la Canadian Imperial Bank of Commerce (C.I.B.C.) a décidé de proposer 185 millions de dollars sur une durée de trois ans seulement avec un coupon annuel de 14,50 %. La C.I.B.C. est l'une des premières et des plus prestigieuses banques canadiennes. Les conditions de son euro-emprunt s'avérant attrayantes, le marché devrait lui réserver un excellent accueil.

Ce lundi, les American Airlines devraient, à leur tour, solliciter le marché des emprunts en eurodollars à taux fixe avec une émission originale de 50 millions de certificats d'« Equipment Trust » destinée à financer partiellement l'achat de quinze Boeing 725-200. L'émission American Airlines aura une durée de cinq ans et un coupon de 15,50 %. En outre, à chaque certificat sera attaché un warrant donnant pendant neuf mois la possibilité aux porteurs le désirant d'acquérir une obligation à sept ans de même montant et dotée des mêmes conditions que l'original. Les certificats « Equipment Trust », dont l'usage est très répandu aux Etats-Unis, ont été pour la première fois introduits sur le marché euro-obligataire au cours de l'été dernier. Dans ce système, les obligations de l'emprunteur sont remises en échange des certificats à un trust qui, à son tour, détiendra, pour le compte des porteurs, la propriété des biens acquis avec le produit de l'émission pendant toute la durée de cette dernière. Les porteurs d'obligations bénéficient donc une garantie réelle puisque, en définitive, ils sont à travers les trusts les propriétaires de l'équipement en cause.

A six semaines de l'élection présidentielle française, l'eurofranc n'a jamais été aussi populaire sur le marché international des capitaux. Sur le marché secondaire, les émissions antérieures sont à la hausse : sur le marché primaire, les nouveaux emprunts continuent d'être extrêmement bien reçus. Même si l'on fait la part des coupons très élevés qu'offre le papier libellé dans la devise française, cela tendrait à démontrer, soit que les investisseurs internationaux tiennent pour assurée la réélection du président sortant, soit qu'ils estiment qu'une victoire de l'opposition ne modifierait guère la cohésion du franc sur le marché des changes. L'euro-emprunt d'une durée de cinq ans de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.) s'est révélé un succès encore plus grand que celui initialement anticipé. Compte tenu d'un préplacement important, on peut considérer que le volume offert au public a été deux fois et demi souscrit. En conséquence, le montant de l'émission de la B.F.C.E. a pu être porté de 400 millions à 500 millions d'eurofrancs. L'emprunt, doté d'un coupon de 14,50 % et d'un prix au pair, s'est traité en fin de semaine à 99,25-99,75.

C'est ce lundi que la Swedish Export Credit, entité semi-publique dans laquelle le gouvernement suédois a une participation de 50 %, devrait lancer, sous la direction du Crédit commercial de France, une émission à cinq ans de 200 millions d'eurofrancs sur la base d'un coupon de 14,75 %. On murmure déjà que, après l'offre suédoise, c'est encore la France qui viendra solliciter le marché de l'eurofranc français.

CHRISTOPHER HUGHES.

Le marché monétaire

Taux d'intérêts : une détente fragile

A la grande surprise des opérateurs, une légère détente a été enregistrée sur le front mondial du taux d'intérêt. Oh ! cette détente leur apparaît bien fragile et bien précaire, menacée par tant de facteurs contraires, et soumise à tant d'incertitudes ! Mais elle s'est tout de même manifestée de part et d'autre de l'Atlantique.

Aux Etats-Unis, la contraction de la masse monétaire, la baisse de la demande de crédits bancaires et la diminution du loyer de l'argent entre banques Federal funds, revenu en dessous de 15 %, ont entraîné la généralisation de la réduction du taux de base des banques, ramené de 18 1/2 % à 18 %. A la fin de la semaine dernière, la Chemical Bank, sixième établissement américain, a même baissé le sien à 17 1/2 %.

En Grande-Bretagne, comme prévu, le chancelier de l'Echiquier a annoncé une réduction du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre (12 % contre 14 % antérieurement), et les banques ont diminué d'autant leur taux de base (12 % désormais).

Le lombard maintenu à 12 %

En Allemagne fédérale, où la Bundesbank a maintenu son guichet du lombard spécial à 12 %, le loyer de l'argent au jour le jour est revenu de 12 % à moins de 10 %, tandis que les taux à un mois et trois mois retombaient de 14 % à 12 1/2 % et 12 3/4 %. En France, enfin, le loyer de l'argent à trois mois, qui avait fléchi de près de 1 % la semaine dernière, perdait encore 1/4 % à 12 1/2 %. La Banque de France, toutefois, a montré clairement les limites de la baisse en « pompant » la disponibilité sur le marché au jour le jour à 11 1/2 % d'abord puis 11 3/4 %, pour revenir à 11 5/8 %, après avoir ainsi donné un avertissement. A moyen terme, les taux restent soutenus.

A long terme, toutefois, c'est la détente, oh ! bien légère : après avoir battu tous leurs records historiques la semaine dernière, les taux ont amorcé un timide repli, passant, selon les indices Paribas, de 14,45 % à 14,33 % pour les emprunts d'Etat, de 15,20 % à 15,04 % pour ceux du secteur public, de 16 % à 16,08 % pour le secteur privé ; toutefois ce dernier indice n'a guère de signification à l'heure actuelle.

Les besoins du Trésor américain

Pour ce qui est des émissions, après l'emprunt Renault de 750 millions de francs sur quinze ans à taux révisable tous les trois ans, auquel un accueil très modérément enthousiaste a été fait (en raison de cette période de trois ans), on a relevé un emprunt classique de la Compagnie nationale du Rhône (600 millions de francs, taux nominal de 15,10 %, sans changement sur les semaines précédentes, et 15,38 % de rendement actuariel brut). Le Crédit agricole a lancé, avec succès, un emprunt de 700 millions de francs à taux variable à dix ans, avec indexation sur le taux moyen des emprunts garantis, avec un supplément de 0,30 % et un taux-plancher de 11 %.

En fait, personne n'est vraiment convaincu qu'une véritable baisse des taux soit déjà en cours. Tout dépend de la situation aux Etats-Unis. La semaine dernière, les autorités monétaires américaines et le président du « Fed », M. Paul Volcker, ont « laissé filer » les taux des Federal Funds mais ils peuvent fort bien les laisser se tendre à nouveau si l'inflation se poursuivait ou si la demande de crédits était trop forte. On sait que les besoins du Trésor vont être considérables en 1981, et certains experts (le fameux M. Kaufmann) prédisent, après une baisse temporaire, une remontée brutale au-dessus du niveau-record de 21,5 % atteint en décembre 1980. En ce cas, ce serait à nouveau la guerre des taux et l'escalade partout. La prudence des opérateurs est donc bien compréhensible : parier sur le succès ou l'insuccès du programme Reagan est un sport certes excitant, mais qui peut se montrer coûteux.

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Hausse du cuivre et du cacao

LES places commerciales vivent dans l'expectative. La détente du loyer de l'argent va-t-elle se confirmer aux Etats-Unis et s'étendre ensuite progressivement à l'Europe ? Les tentatives encore isolées de producteurs de métaux, qui réduisent leur activité en raison de coûts de production trop élevés et de prix de moins en moins rémunérateurs, feront-elles école ? Elles ont, certes, déjà porté leurs fruits dans le secteur du nickel, marché partagé entre quelques grandes sociétés. En revanche, dès que les partenaires sont trop nombreux, de telles tentatives paraissent vouées à l'échec. Ce fut le cas récemment pour le café et le cacao. Certains pays en voie de développement sont trop dépendants d'une monoproduction, aussi ne peuvent-ils pas se permettre de se priver de devises.

METAUX. — *Une reprise s'est produite sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Une telle amélioration sera-t-elle durable ? Les prix actuels ne sont plus rémunérateurs. Aussi, un « major » du cuivre aux Etats-Unis a-t-il décidé de réduire de 30 % la production d'une de ses mines. D'autres facteurs ont également stimulé le marché, qu'il s'agisse d'une grève dans une importante mine chilienne ou d'une nouvelle baisse des stocks britanniques.*

En dépit de la poursuite du mouvement de grève dans trois mines australiennes, les cours du plomb à Londres ont reperdu une partie de leur avance précédente. Pourtant, deux mines invoquent la clause de force majeure pour réduire leurs livraisons de métal à la suite de l'arrêt de travail déclenché le 19 février. En janvier, la production mondiale de métal raffiné s'est accrue de 8 000 tonnes pour atteindre 343 000 tonnes. La consommation mondiale de métal raffiné a diminué de 8,5 % en 1980 pour revenir à 3,80 millions de tonnes.

La menace de la liquidation en partie (30 millions d'onces) ou en totalité (139 millions d'onces) de l'argent contenu dans les stocks stratégiques américains pèse sur le marché. Si cette menace était mise à exécution, avec l'assentiment du Congrès, les cours pourraient se déprécier à nouveau.

CEREALES. — *Sur le marché aux grains de Chicago, les cours du blé semblent s'être stabilisés. Le maintien de l'embargo frappant les exportations de céréales des Etats-Unis vers l'U.R.S.S. est acquis. La production mondiale de blé est évaluée pour 1981 par le Conseil international à 470 millions de tonnes, nouveau niveau record, soit 25 millions de tonnes de plus qu'en 1980. Quant à la consommation, elle devrait encore s'accroître pour atteindre 460 millions de tonnes. On s'attend que l'U.R.S.S. maintienne à un niveau élevé ses achats de céréales au cours des prochains mois, de même que la Chine. L'Argentine, qui a refusé de se plier à l'embargo, a exporté plus de 2 millions de tonnes de céréales vers l'U.R.S.S. La Chine pourrait se joindre à l'accord international vers la fin de 1982.*

TEXTILES. — *Aux ventes aux enchères de laines en Nouvelle-Zélande, les prix pratiqués sont inférieurs de près de 20 % en moyenne à ceux d'il y a un an. Ils sont revenus à leur niveau de janvier dernier malgré l'augmentation des achats de soutien pour le compte de la Commission de la laine, dont les réserves ont doublé pratiquement depuis le commencement de la saison 1980-1981. La tonte néo-zélandaise est plus importante qu'en 1979-1980.*

DENREES. — *Les cours du cacao ont progressé sur les divers marchés. Les expéditions de fèves de bonne qualité en provenance du Ghana subissent des retards, ce qui incite les utilisateurs européens à se couvrir à terme. Le Ghana sera le premier pays à signer l'accord international de stabilisation des prix.*

La baisse se poursuit mais tend à se ralentir sur le marché du sucre. En 1980, l'U.R.S.S. a accru ses achats sur le marché mondial de 1 million de tonnes. Pour suppléer l'insuffisance des livraisons cubaines — 2,65 millions de tonnes sur 5 millions de tonnes, — ce pays s'est tourné vers d'autres fournisseurs.

Les cours du 13 mars 1981

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 818 (803), à trois mois 839,50 (824)) ; étain comptant 6 140 (6 045), à trois mois 6 230 (6 169) ; plomb 325 (335,50) ; zinc 343 (338) ; argent (en pence par once troy) 552 (539,50) ; aluminium 656 (662) ; nickel 2 850 (2 860). — New-York en cents par livre) : cuivre (premier terme) 82,40 (79,05) ; argent 12,30 (11,56) ; platine (en dollars par once) 469 (442,50) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (103,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 395-405 (390-400). — Penang (en ringgit par kilo) : 30,03 (30,30).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton mai 87,13 (87,97), juillet 87,45 (37,80). — Londres, en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) mai 354 (358) ; jute (en livres par tonne) : Pakistan, white garde C inch. (219). — Roubaix (en francs par kilo) : laine mars 36 (36,40).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 57,50-59,50 (61,10-61,20). — Penang (en cents des Détroits par kilo) 292-292,50 (299-299,50)

DENREES. — New-York (en cents par lb, sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao mai 20,80 (19,63), juill. 21,20 (20,10) ; sucre mai 21,60 (23,70), juillet 21,60 (22,80) ; café mai 119,80 (123), juillet 121,90 (124,50). — Londres (en livres par tonne) : sucre mai 236,50 (247), août 233 (245,20) ; café mai 1 021 (1 039) ; juillet 1 033 (1 050) ; cacao mai 958 (940), juillet 975 (945). — Paris (en francs par quintal) : cacao mai 1 032 (1 005), juillet 1 063 (1015) ; café mai 1 169 (1 164), juillet 1 174 (1 183) ; sucre (en francs par tonne) : mai 2 990 (3 001), août 2 860 (2 905) ; tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne) : mai 212,80 (209), juillet 219,80 (215) ; Londres (en livres par tonne) : avril 124 (125,50) ; juin 125,30 (127,50).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mai 437 1/4 (438 1/2) ; juillet 436 1/2 (436) ; maïs mai 356 (357 3/4), juillet 354 3/4 (363).

INDICES : Moody's : 1 119,20 (1 123,20). — Reuter : 1 719,50 (1 724,30).

Les devises et l'or

Repli du dollar, reprise du mark

UNE certaine tendance à la stabilisation, peut-être temporaire, est observée. Le dollar a légèrement fléchi en liaison avec une certaine détente des taux aux Etats-Unis (voir ci-dessus en rubrique des marchés monétaires) tandis que le mark s'est réaffermi quelque peu après le relèvement des taux d'intérêt décidé par les autorités monétaires allemandes il y a quelque temps.

C'est que, en Allemagne fédérale, les sorties de capitaux ont pratiquement cessé, et que la pression sur le mark a presque disparu, sans toutefois que le cours du dollar à Francfort puisse retomber au-dessous de 2,10 DM (la Bundesbank aurait, dit-on, pour objectif de le ramener à 2 DM).

Le même phénomène a été enregistré sur la livre sterling, qui s'est plutôt redressée après l'annonce d'une diminution de 2 % du taux d'escompte britannique : il est vrai que cette réduction avait été largement anticipée et que les cours en tenaient compte. Bien plus, la relative modicité de la réduction et la dureté du projet de budget du gouvernement de Mme Thatcher ont favorablement impressionné les milieux financiers internationaux, du moins en ce qui concerne la fermeté de la livre. On notera, toutefois, que le gouvernement de Sa Majesté, sensible aux reproches de l'industrie, entend ne pas laisser remonter la monnaie britannique aux niveaux élevés qu'elle a atteints récemment, et pourrait prendre des mesures de dissuasion. Dans l'immédiat, l'abondance des réserves de change anglaises (28,5 milliards de dollars) va lui permettre de rembourser par anticipation un emprunt en eurodollars de 2,5 milliards de dollars contracté en 1974. De plus, la garantie de change accordée depuis 1969 aux emprunteurs britanniques de devises étrangères pour les protéger contre une dépréciation de la livre est supprimée.

En outre, le gouvernement va se doter de nouveaux moyens d'intervention pour lutter contre les entrées de capitaux désormais indésirables et stopper toute spéculation à la hausse sur la livre. Une série de mesures, s'inspirant des modèles suisse et allemand, viennent d'être soumises au Parlement : instauration éventuelle d'une taxe sur les dépôts existants des non-résidents et d'un intérêt négatif sur les nouveaux dépôts ; obligation faite aux banques de constituer des réserves non rémunérées sur ces dépôts ; restrictions apportées aux emprunts à l'étranger.

Au sein du système monétaire européen, où le mark est toujours en tête, le franc belge reste faible et doit être soutenu à son cours brut d'intervention.

La Banque de France a vendu des marks afin d'empêcher la monnaie allemande de dépasser, à Paris, son cours médian (pivot) de 2,3550 F, et a acheté des francs belges. Le gouvernement belge va lancer un « grand » emprunt, probablement exonéré d'impôts, pour faire revenir des capitaux « expatriés ».

Sur le marché de l'or, un net raffermissement a été relevé. Le cours de l'once de 31,1 g, qui avait glissé jusqu'au voisinage de 460 dollars pour remonter un peu, a accentué sa reprise pour dépasser légèrement 490 dollars à la veille du week-end. Pour l'instant, ce phénomène ne revêt pas grande signification, les opérateurs estimant que les taux d'intérêt sont encore trop élevés.

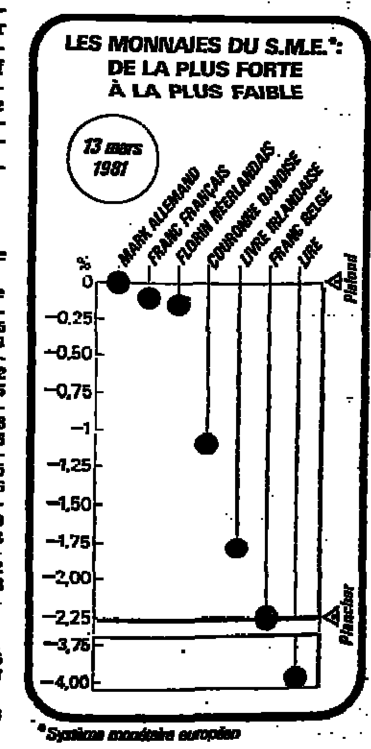
F. R.

Cours moyens de clôture comparés du 6 au 13 mars

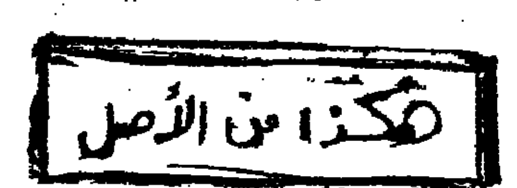
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	2,2200 2,1950	— —	20,0803 19,8412	51,9430 50,9424	47,4158 46,7289	2,8926 2,8490	42,8265 42,1940	0,09765 0,09661
Paris	11,0556 11,0628	4,9800 5,0400	— —	258,70 256,75	236,13 235,51	14,4055 14,3680	213,27 212,65	4,8632 4,8695
Zurich	4,2735 4,3087	1,9250 1,9630	38,6548 38,9484	— —	91,2754 91,7239	5,5684 5,5925	82,4411 82,8270	1,8798 1,8966
Francfort	4,6819 4,6973	2,1090 2,1400	42,3495 42,4610	109,5584 109,0168	— —	6,1006 6,0968	90,3211 90,2953	2,0595 2,0676
Bruxelles	76,7454 77,0445	34,57 35,10	6,9417 6,9599	17,9584 17,8807	16,3916 16,4018	— —	14,8051 14,8101	3,3759 3,3913
Amsterdam	5,1837 5,2021	2,3350 2,3760	46,8889 47,0256	121,29 120,73	110,7159 110,7476	6,7544 6,7521	— —	2,2502 2,2898
Milan	2273,28 2271,82	1024 1035	205,6259 205,3598	531,94 527,25	485,63 483,64	29,6210 29,4871	438,54 4,3670	— —
Tokyo	460,65 458,31	207,50 208,80	41,6666 41,4284	107,7522 106,3678	98,3378 98,0373	6,0023 5,9487	88,8650 88,1012	0,2026 0,2017

(*) A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 13 mars, 2,3945 francs contre 2,401 francs le 7 février.



*Système monétaire européen



CARNET

Naissances

— Pierre-Simon et Isabelle CALLOT, Antoine et Vincent ont la joie d'annoncer la naissance de
Juliette.
78, rue Alphonse-Mercier,
59800 Lille.

— François et Danielle CERIA, Alexandra et Arthur, ont la joie d'annoncer la naissance de
Amélie,
le 24 février 1981.
68, rue Madame,
75006 Paris.

— Le rabbin Josy EISENBERG et Ariane, née Grebler, sont heureux de faire part de la naissance de
Jeremy, Nathaël, Obadia.
25, boulevard Jules-Sandeau,
75016 Paris.

ANCIENS COMBATTANTS

SUCCÈS POUR LA JOURNÉE NATIONALE DE PROTESTATION

Plusieurs milliers d'anciens combattants — quinze mille selon les responsables de la manifestation, sept mille selon la préfecture — ont participé samedi après-midi 14 mars, à Paris, à la Journée nationale d'action organisée par l'Union française des associations de combattants. Une dizaine de parlementaires appartenant à différents groupes politiques marchaient en tête des manifestants, précédés par quelque huit cents porte-drapeaux.

Devant la statue de Georges Clemenceau, M. René Peyre, président de l'UFAC, a évoqué *« le mécontentement et l'impatience du monde combattant »* qui réclame notamment la revalorisation des pensions militaires. *« Si le chef de l'Etat*, a-t-il dit, *après son élection en 1974 avait pris en considération, comme il l'avait promis en tant que candidat, le plan quadriennal de rattrapage proposé par l'UFAC, nous ne serions pas aujourd'hui dans la rue. »*

A l'issue de la manifestation, ponctuée par « La Marseillaise », une délégation s'est rendue à l'Elysée pour y remettre une résolution demandant notamment l'application des conclusions de la commission tripartite (*le Monde* du 13 mars) et le rétablissement du 8 mai, jour férié.

De semblables manifestations ont eu lieu dans plusieurs grandes villes de province, notamment à Limoges, nous signale notre correspondant, où l'on dénombrait quelque mille cinq cents participants. — C. D.

Décès

RAYMOND COURARIE-DELAGE

— Nous avons appris le décès, survenu le 8 mars, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de
RAYMOND COURARIE-DELAGE
ancien préfet.

[Né le 16 février 1893 à Limoges (Haute-Vienne), licencié en droit, Raymond Courarie-Delage avait occupé plusieurs postes de sous-préfet avant d'être nommé, en 1943, préfet de la Marne puis de la Haute-Marne. Il avait été mis en disponibilité en 1945. Il était chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre 1914-1918.]

— Mme Paul Ackerman,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul ACKERMAN,
artiste peintre,
chevalier de la Légion d'honneur,
leur époux et parent,
survenu le 13 mars 1981, en son domicile, 222, rue de Rivoli, Paris-1er.
L'inhumation aura lieu le mercredi 18 mars 1981, à 9 heures précises, au cimetière de Bagneux-Parisien.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Gilles Leclercq-Blondeau, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Lemesre-Blondeau, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Deregnaucourt-Blondeau et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André BLONDEAU,
sélectionneur,
ancien combattant,
croix de guerre 1914-1918,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
dans l'ordre du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,
survenu à Bersée, le samedi 14 mars 1981, dans sa quatre-vingt-sixième année.
Les funérailles auront lieu le mercredi 18 mars 1981, à 15 heures, en l'église de Bersée.

— Le docteur Michel Camerling et ses enfants Virginie et Boris,
ont la tristesse de faire part de la disparition de
Marie-Martine CAMERLING,
née Bréart,
survenue le 6 février 1981, à l'âge de vingt-neuf ans.
« Dieu est amour. »
(I. Jean 4/16.)
4, rue Solsset,
34310 Capestang.

— M. et Mme Denys COMAR, et Martin,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, de
Thibault,
survenu le 8 mars 1981, à l'âge de quatorze ans.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 14 mars, à Aramon (Gard).
Une messe de souvenir sera célébrée le jeudi 19 mars, à 18 h. 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7e.
26, rue de Varenne,
75007 Paris.

— M. et Mme Jean Daridan,
Mme Jacques de Beaumarchais,
M. Jean-Pierre de Beaumarchais,
Le comte et la comtesse François de Gastines,
Arnaud de Gastines,
Et sa fidèle amie Mme Cussot,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Guy LE COUTEULX de CAUMONT,
née Marie Marguerite Cochin,
rappelée à Dieu, le 14 mars 1981.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 mars, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, à 16 heures.
Ni fleurs ni couronnes. Des prières auxquelles sera associé le souvenir de son époux, le
général LE COUTEULX de CAUMONT.

— Mme Pierre Douxami, née Aline Pigeaud,
M. et Mme Daniel Douxami et leurs enfants,
M. et Mme Thierry Douxami et leurs filles,
M. et Mme Robert K. Meahl et leurs enfants,
M. et Mme Bertrand Deloche de Noyelle et leurs enfants,
M. et Mme Matthieu Douxami et leur fils,
Les familles Robert, Douxami, Pigeaud et Zujovic,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre DOUXAMI,
survenu le 10 mars 1981, dans sa soixante-dix-huitième année.
Les obsèques, présidées par les pasteurs Atger et Soullier, ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 13 mars 1981.
« Sentinelle que dis-tu de la nuit ?
— Le matin vient. »
(Esaï. XXI 11-12.)
19, rue Ernest-Renan,
75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Sylvain FELDBLUM,
survenu dans sa quatre-vingt-quinzième année, le 8 mars 1981.
De la part de toute sa famille et de sa fidèle gouvernante.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 12 mars, au cimetière du Montparnasse.

M. et Mme Jean Godard,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur fille et petite-fille
Emmanuelle,
survenu le 11 mars 1981, à Paris, dans sa septième année.
88, rue d'Assas,
75006 Paris.

— M. et Mme Bernard GOSSET,
Mme Jean Gosset,
— Mme Malka Weksler,
Le docteur et Mme Maurice Weksler,
Michel et Nathalie Weksler,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Marjem WEKSLER,
née Fiszow,
veuve de Szmuel WEKSLER,
mort en déportation à Auschwitz,
leur mère, belle-mère et grand-mère,
survenu le 12 mars 1981, à l'âge de quatre-vingt-un ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 17 mars, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux-Parisien.
Ni fleurs ni couronnes.
35, rue Broca,
75005 Paris.
15, rue Daru,
75008 Paris.

Remerciements

— Mlles Edmée et Pierrine Israël,
M. Daniel Meyer,
remercient tous ceux qui ont bien voulu leur témoigner des marques de sympathie lors du décès de
Mlle Claude Blanche ISRAEL.

— Saint-Drezery, Vezzani (Haute-Corse).
Mme Charles-Jean Vannoni,
Et sa famille,
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de
Me Charles-Jean VANNONI,
et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.
34160 Saint-Drezery.

— Mme Suzanne Vattier
remercie toutes les personnes qui ayant connu et aimé
Robert TELDY-NAIM
lui ont témoigné sa sympathie.

Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire de la mort de
Roland DORGELÈS,
une messe sera célébrée à sa mémoire et à celle des écrivains combattants de toutes les guerres, le mercredi 18 mars, à 11 heures, par le R.-P. Michel Riquet (s.j.), en l'église Saint-Pierre de Montmartre, 2, rue du Mont-Cenis, 75018 Paris.

— Pour le neuvième anniversaire du décès du
professeur DUBARBIER,
une pieuse et affectueuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.
De la part de :
Mme Dubarbier,
Et de son fils, René Dubarbier.
32, avenue Carnot,
75017 Paris.

Communications diverses

— Loge l'Echelle de Jacob n° 27. Franc-Maçonnerie féminine de tradition. Rite anglais émulation. Mardi 31 mars, à 19 h 30. Elévation d'un candidat au 3e grade. Sur invitation. B.P. 646 - 75161 Paris Cédex 04. Réponse à toute demande d'informations.

— Réunion-débat avec les socialistes du quatorzième, jeudi 19 mars, 20 h. 30, cinéma Le Denfert, place Denfert-Rochereau. Projection du film : « Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? », de Coline Serreau.
Débat avec : Edwige Avice, Véronique Neiertz, Cécile Goldet.

— Le bureau des étudiants de la faculté de droit de Malakoff organise une signature de livres le mercredi 18 mars, de 14 heures à 17 heures, avec la participation de Carzou et Nane Carzou, le duc de Castries, le colonel d'Escrienne, Mgr Virgil Gheorghiu, Thierry Maulnier, Maurice Rheims. (10, avenue Pierre-Larousse à Malakoff, métro Malakoff-Plateau-de-Vanves).

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université de Paris-II, mercredi 18 mars, à 11 heures, cabinet 1, M. Michel Pize : « Au-delà de la révolution libérale : Maximilien Robespierre ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du Monde »*, *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

CARRIERES EN INGENIERIE
LIEU DE TRAVAIL : MONTREAL

Lavalin

est une entreprise canadienne d'ingenierie, d'approvisionnement et de construction. D'envergure internationale, elle regroupe plus de 5 000 professionnels, personnel de soutien et technique, à travers le Canada et à l'Etranger.

Les bureaux de Montréal, actuellement impliqués dans la construction d'un pipeline de 3 000 km, sont à la recherche de spécialistes pour les postes suivants :

INGENIEURS EN PIPELINE
(Mécanique - Civil)

Nous avons des possibilités immédiates pour des ingénieurs seniors ou expérimentés dans la conception et/ou la construction de systèmes de pipeline. Leurs connaissances en matière de conception s'étendront à la spécification des tubes et des vannes, l'analyse des contraintes, la résistance du sol, les blocs d'ancrage, les postes de compteurs et la force de compression en fonction du diamètre des conduits.

INSTRUMENTATION ET CONTROLES

Un minimum de 3 ans d'expérience est requis dans le domaine de la conception des contrôles et de l'instrumentation des procédés. Les candidats connaîtront les instruments pneumatiques et électroniques, le choix d'équipement, les diagrammes, les contrôles électriques et les systèmes de sécurité.

Nous offrons des salaires concurrentiels, des avantages sociaux intéressants et nous aiderons également les candidats à s'établir au Canada. Les entrevues se dérouleront à Paris à la fin mars. Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

Les ingénieurs agréés, diplômés et les personnes ayant une expérience appropriée sont priés de faire parvenir leurs résumés sous la référence LGE01M



8 rue de Berri 75008 Paris

Ingénieur de forage
Afrique francophone

Une très grande société pétrolière américaine recherche pour l'une de ses filiales internationales (Afrique Francophone) un Ingénieur de Forage, qui sera chargé de toutes les opérations de forage et de logistique liées à un programme important d'exploration dans une région déserte. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, Ingénieur diplômé d'une grande école ou équivalent, et possédant au moins 4 années d'expérience dans le forage et les opérations pétrolières. La pratique de la langue anglaise est impérative ; la connaissance de l'espagnol est souhaitée. Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience acquise et sera assorti d'avantages divers, liés à l'appartenance à un grand groupe pétrolier. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer les sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Réf. B/5737M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30



A member of PA International

Important Groupe Français
recherche pour
GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE et COMPTABLE D'UNE SOCIETE EN

AFRIQUE FRANCOPHONE

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE

- DECS ou équivalent
- avec expérience
- anglais souhaité.

Avantages habituels d'expatriement

Adresser C.V. et prétentions à no 90905 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Société recherche pour AFRIQUE NOIRE

CHEFS COMPTABLES

HOMMES, minimum 30 ans, libres rapidement. Traitements élevés + avantages. Ecrire C.V. s/n° 28008 à PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

RECHERCHONS

INGÉNIEUR

commutation électronique

de langue maternelle française
Anglais courant
Afin d'assurer la formation technique au Japon.
Pour une période de 2 à 3 ans.

RÉMUNERATION ÉLEVÉE
Ecrire s/n° 8.013 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANTE ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS BATIMENT
recherche

UN DIRECTEUR AGENCE
POUR AFRIQUE FRANCOPHONE

Formation Ingénieur, Centrale, Ponts, TP. Expérience confirmée en entreprise de conduite d'importants chantiers TP ou bâtiment.

Avantages liés à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. Photo et prétentions sous réf. 13853 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES

bleu

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégations ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.

Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE
Direction de la Publicité,
5, rue des Italiens,
75009 PARIS.

jouffrieau international

Cette société, leader à l'export dans le domaine de la construction métallique T.C.E., recherche pour la réalisation d'importants chantiers en IRAK

Chef de projet — TROYES

Il sera responsable de l'ensemble du projet (suivi technique, relations clients, suivi des travaux, gestion). Ingénieur grande école. Solide expérience de la coordination de gros projets T.C.E. Anglais courant. Fréquents déplacements en IRAK (réf.3676 M)

Directeurs de travaux — IRAK

Ils auront chacun la responsabilité totale d'une partie du projet. Ils coordonneront l'ensemble des travaux en relation avec les sous-traitants et le représentant du client. Ingénieurs grande école. 5 ans d'expérience. Anglais courant. Ils seront basés en IRAK pour la durée du chantier (environ 18 mois) avec congés en France. Séjour en famille possible. (réf. 3677 M)

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence à P. Audhuy, Sema-Sélection · 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

Entreprise internationale spécialisée dans la création et la vente de vêtements de très haute qualité pour enfants et juniors.

Recherche pour assister la Direction des achats

UNE COORDINATRICE DES COLLECTIONS

FONCTION :
Cette personne exercera une fonction essentielle dans notre entreprise
Fonction dont les tâches principales consisteront à :
DEFINIR la politique de style à partir des tendances de la mode
COMPOSER la gamme des coloris et déterminer les matières
COORDONNER les collections préparées par une équipe de 8 acheteuses

PROFIL :
La haute spécialisation reconnue à l'entreprise et la grande qualification du personnel acheteur nécessite pour ce poste une personnalité de premier plan
Elle devra faire preuve de créativité ; de sens pratique et de jugement.
Son expérience des matières textiles et du vêtement sera formée aux meilleures sources.
L'âge souhaité est d'environ 35 ans
Lieu de travail : Bruxelles.

SITUATION :
Nous prévoyons une rémunération importante en rapport avec les qualifications exigées

Prière de faire offre manuscrite à l'Agence HAVAS BELGE Bd Ad. Max 13-17 · 1000 Bruxelles - Réf. n° T 40
Discrétion garantie

COMPAGNIE DE RECHERCHES GÉOPHYSIQUES
filiale d'un important Groupe Américain dont le domaine d'activité est centré sur le secteur de la Recherche Pétrolière
recrute
pour travailler à l'étranger

ANALYSTES-GÉOPHYSICIENS

ayant au minimum 3 années d'expérience en traitement des données sismiques terrestres.
Les candidats retenus devront parler couramment l'anglais.

Contrat 2 années renouvelable.
Salaire de base + indemnité géographique + primes diverses + avantages sociaux.

Adresser CV détaillé (si possible avec contact téléphonique), rémunération actuelle et photographie récente à N° 3246
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

RECRUTEMENT
POUR LES BESOINS DE SON BUREAU D'ÉTUDES INDUSTRIELLES
IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER TUNISIEN

DEUX INGÉNIEURS TUNISIENS

- Diplômés grandes écoles (Polytechnique, Centrale, Arts et Métiers).
- Expérience professionnelle souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. N 107 à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transm.

Société française de services, 1ère dans sa spécialité
recherche pour ses filiales BELGES

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Lieu de résidence BRUXELLES.
C.A. 210.000 millions de FB

La mission de ce responsable consistera à seconder le directeur général et à assurer la totalité des travaux de nature comptable et économique.

Il aura en outre une mission de contrôleur de gestion en relation avec la maison mère.

5 ans d'expérience dans un poste similaire sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence 100 à Mademoiselle DEVISCH
26-28 rue de Madrid - 75008 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux

direction générale

Région Nord — **300.000 F**

Un groupe français de sociétés de services opérant essentiellement auprès d'une clientèle industrielle recherche un Cadre de Direction Générale pour seconder son Président-Directeur Général. S'appuyant sur les structures existantes, il sera responsable du secrétariat général (comptabilité, finances, gestion, informatique, problèmes administratifs et juridiques, relations). Son champ d'action s'étendra aussi, en collaboration avec les dirigeants de sociétés, à l'élaboration des politiques et stratégies, ainsi qu'au contrôle des réalisations. Ce poste s'adresse à un candidat de premier plan, diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP), âgé d'au moins 35 ans. Il disposera d'une expérience confirmée de la gestion administrative et financière d'une société du secteur tertiaire. Ses capacités de développement devraient lui permettre d'évoluer rapidement vers la Direction Générale du groupe. Des informations complémentaires seront fournies au cours d'un entretien confidentiel.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 5104/M à S. Pollet, Sema-Sélection: 43, rue Delory 59800 LILLE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

Responsable achats 130 000 +

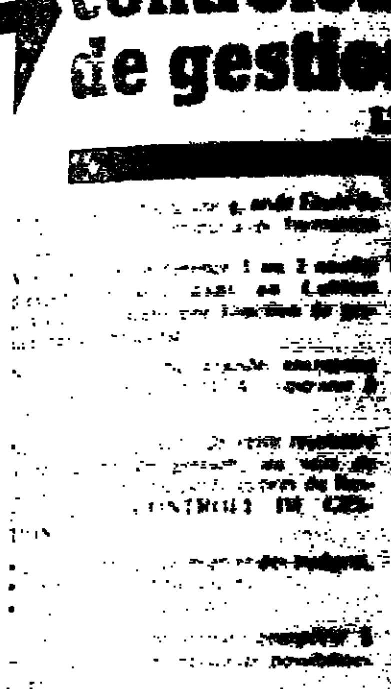
Située à une heure et demie de Paris dans une ville universitaire, la Société (250 personnes, filiale d'un groupe international) connaît une importante progression (+ 50 % en 2 ans). Elle est spécialisée dans la réalisation de composants mécaniques et automatismes pneumatiques.

Elle offre à un ingénieur en mécanique (ou niveau équivalent) ayant environ 5 ans d'expérience en achats des possibilités de carrière et d'évolution dans un groupe important.

Il animera un service Achats (principalement relations fournisseurs, achats, gestion des stocks) en relation permanente avec les services opérationnels de la société et aura l'occasion d'utiliser des méthodes modernes de gestion.

Pour avoir une information complémentaire, téléphoner mercredi 18 et jeudi 19 mars, l'après-midi, au 770.59.09, aux consultants de CINOREN chargés de ce recrutement. 104 Rue Lafayette — 75010 Paris.

cinoren



هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

jeune contrôleur de gestion

LYON

Vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou Ingénieur avec formation complémentaire.
Vous avez de préférence 1 ou 2 années d'expérience soit dans un Cabinet d'Audit, soit dans une fonction de gestion dans l'industrie.

Nous sommes une grande entreprise industrielle française (C.A. supérieur à 1 milliard).

Nous vous proposons de venir rejoindre notre équipe de gestion, au sein de laquelle vous participerez auprès du Responsable du **CONTROLE DE GESTION :**

- à la préparation du plan et des budgets,
- aux prévisions financières,
- à l'analyse des résultats.

Ce poste très formateur, comporte à *moyen terme*, d'intéressantes possibilités de promotion.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 3585-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS



S.A. française recherche, pour sa raffinerie de PORT JEROME (Seine Maritime),

INGENIEUR spécialiste en ELECTROTECHNIQUE

capable d'étudier et de rédiger des spécifications pour éxécution dans le domaine de la distribution HT et BT et des équipements électriques utilisés en raffinerie.
Une expérience minimum de 3 ans en études, ingénierie, construction et/ou entretien est indispensable.
La connaissance des normes NF-C et de la législation relative à la protection des travailleurs, exigée.
L'anglais lu et parlé couramment. Réf. A

INGENIEUR spécialiste en INSTRUMENTATION

capable d'étudier et de rédiger des spécifications pour exécution dans le domaine des mesures, régulations analogiques, automatismes et analyseurs en continu industriel.
Une expérience minimum de 3 ans en études, ingénierie, construction et/ou entretien ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables. Réf. B

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence du poste pour lequel vous postulez, à Monsieur J. MAURIN - Département des Relations Sociales - Raffinerie de Port Jérôme BP n° 1 76330 NOTRE DAME DE GRAVENCHON

rieg carrières

délégués régionaux

ROUEN - NANCY

ORGANISME NATIONAL DE FORMATION ET DE CONSEIL largement décentralisé et leader sur son marché recherche DELEGUES REGIONAUX.

Ils (elles) auront la responsabilité :

- *du développement des activités sur leur secteur.*
- des objectifs C.A. et marge dans le cadre d'un budget.

Ils assureront le contact avec les entreprises et participeront à l'animation de certains stages.

Ces postes s'adressent à des candidats (es) de 30 ans environ :

- soit ingénieurs ayant quelques années d'expérience industrielle ainsi que l'aptitude à la négociation,
- *soit cadres ayant assuré des fonctions identiques dans des Organismes ou grands Services de Formation.*

Postes à pourvoir :
ROUEN (Région Haute Normandie) (Réf. 3.589-M)
NANCY (Régions Alsace et Lorraine) (Réf. 3590-M)

Adresser, sous réf. du poste, lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

RESPONSABLE TECHNIQUE

150.000 F

Abattage - Transformation de viandes
Entrepôts frigorifiques
Ouest

Une nouvelle société française du secteur bétail et viande, filiale de l'un des premiers groupes français de la grande distribution, recherche le **RESPONSABLE TECHNIQUE** de son complexe d'abattage et de transformation de viandes d'une capacité de 50.000 tonnes entièrement autonome. Sous l'autorité du Directeur, il participera à la définition des budgets d'investissement et de fonctionnement. Il assurera les dépannages et il définira et fera appliquer strictement une politique rigoureuse d'entretien préventif. Il assurera la production de tous les fluides (air, eau chaude, froid, ...). Il supervisera les achats techniques et il négociera lui-même les contrats les plus importants. Il mènera toutes les études pouvant permettre une amélioration de la production, de la sécurité et de l'hygiène, soit par aménagement des postes de travail, soit par implantation de nouvelles machines. Il assurera, par délégation du Directeur, la présidence du C.H.S. Il dirigera et contrôlera les activités d'une douzaine de personnes (frigoriste, acheteur, équipes d'intervention). Le candidat retenu, âgé d'au moins trente ans, de formation supérieure type ingénieur A. et M., Marine Marchande ou équivalent, devra avoir une expérience industrielle de cinq ans et posséder une solide pratique de la mécanique et de l'électricité acquise en maintenance d'installations, mettant en service de nombreux réseaux de fluides (air, chaleur, froid, ...). Ecrire sous référence 421 M à

G.R.H. Conseils,
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Discrétion assurée.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS RHIN RHONE

chargée de l'exploitation des axes autoroutiers Paris/Lyon et Beaune/Mulhouse
recherche pour Dijon

RESPONSABLE FONCTIONNEL AU NIVEAU SOCIÉTÉ DE L'ACTIVITÉ ENTRETIEN ÉLECTRONIQUE ET ÉLECTRIQUE

position cadre
30 ans minimum

Mission principale :
- élaboration et suivi de l'application des normes et méthodes d'entretien du matériel de péage, des installations d'éclairage, radio et téléphone
- encadrement technique de l'équipe d'électroniciens de la Société
- encadrement et contrôle des entreprises intervenant dans la Société, dans le cadre des contrats de maintenance (gestion des marchés centralisés).

Compétences demandées :
Ce sera en même temps un homme de gestion et un spécialiste en électronique (y compris micro-processeurs) et en électricité
- connaissances en radio et en transmissions appréciées
- expérience de plusieurs années dans une activité pouvant être considérée comme analogue
- qualités de contact et de dialogue.

Rémunération liée à l'expérience
Voiture de fonction
Libre immédiatement.

Adr. C.V. détaillé avec prét. à Sté des Autoroutes Paris Rhin Rhône Service Relations Humaines BP 52 21019 *DIJON GRESILLES.*

Importante entreprise industrielle située à TROYES, nous installons actuellement un calculateur scientifique de grande capacité, appelé à prendre en charge les applications informatiques à la gestion de production. Nous souhaitons recruter un jeune

INGÉNIEUR

Débutant ou ayant une petite expérience en informatique scientifique ou en calcul de structures, résistance des matériaux... (connaissances du FORTRAN et du BASIC nécessaires).

L'anglais est indispensable pour se former à l'utilisation de ce matériel.

GROUPE — Ce recrutement a été confié à
ETHNOS
Conseil en Recrutement - Membre de Syntec Informatique.
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris, qui recevra les candidatures, sous réf. 71105 M.

HAVAS CONTACT

Ingénieur mécanicien

A 60 KM DE LA BAULE ET DE RENNES.

pour l'une de nos unités de sous-traitance comportant deux départements : électronique d'une part, mécanique générale et traitements de surfaces d'autre part.

Adjoint direct au Responsable de ce second département, (petites et moyennes séries), vous animez et gérez une équipe de 100 personnes. Vous avez des idées, le goût de l'organisation. Par vos analyses et suggestions, sur les plans humain et technique, vous renforcez la dynamique, indispensable pour améliorer productivité et performances. Diplômé des A. et M., INSA ou équivalent, vous avez 30 ans environ et une expérience de 2/3 ans en Mécanique (Méthodes et/ou Fabrication).

Votre mission s'ouvrira progressivement sur le commercial.

Une formation complémentaire en Electronique serait pour vous un atout supplémentaire pour ce poste impliquant de réelles perspectives de développement. Rémunération de l'ordre de 120 000 +/an. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 81156 à

elecom *225 rue du Faubourg Saint-Honoré,* 75008 PARIS.

COMEX GROUP

Leader mondial des travaux sous-marins

Juriste international

Basé à Marseille - déplacements fréquents de courte durée
28 ans mini - DESS ou éq. - bilingue anglais.

Participant avec nos ingénieurs à la négociation des contrats, il sera responsable de leur rédaction et de leur suivi.

Rattaché au Chef du Département Juridique, il pourra l'assister dans le montage d'accords d'entreprise ou de joint-ventures nécessaires à la réalisation de ces contrats.

Ayant une bonne expérience du droit des affaires internationales en cabinet ou en entreprise, il est sensibilisé à la gestion des risques et à la propriété industrielle.

Adressez votre dossier de candidature, sous réf. M290. à

SVP RESSOURCES HUMAINES
48 rue Grignan 13001 Marseille.

CADRE ADMINISTRATIF

Une filiale (6 usines - 4500 personnes) d'un des premiers groupes industriels français renforce son potentiel humain dans la fonction administrative et comptable décentralisée dans les unités de production.

Rattaché à l'Adjoint Administratif de l'usine, et durant une période de formation de 2 à 3 ans, il participera à l'implantation de différentes chaînes informatiques à traitement local et se formera aux techniques administratives et comptables selon les procédures du Groupe avant d'évoluer vers un poste d'Adjoint Administratif *d'usine ou de Chef de Service au sein* de la Direction Financière et Comptable du siège.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (option Finances-Comptabilité) justifiant d'une première expérience en milieu industriel de 1 à 2 ans. Particulièrement mobile sur le plan géographique, le candidat engagé tiendra d'abord son poste dans une usine située à 70 km à l'Est de LYON avant d'évoluer dans une autre unité plus importante.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf. M 4212 T

média-system

egor industrie
8 rue de Berri 75008 PARIS ou
129 rue Servient 69431 LYON CEDEX



Leader du crédit bail mobilier
recherche
pour son agence d'ANNECY

Attaché Commercial

SA MISSION :
- Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels.
- Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

SON PROFIL :
- Formation commerciale supérieure, type E.S.C.
- Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.

Adresser C.V., photo et prétentions
Département Formation
et Recrutement
43/47, avenue de la Grande Armée
75016 PARIS

RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

Vous avez quelques années d'expérience en gestion administrative du Personnel, ou en tant que responsable du Service Paie,

Vous souhaitez vous joindre à une équipe jeune et dynamique.

Nous vous offrons un poste de :
RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

au sein du Service du Personnel et des Relations Humaines de notre Société de 650 personnes dont le domaine d'activité est l'Electronique.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + C.V. à E.F.C.I.S.
B.P. 217 - 38019 GRENOBLE CEDEX

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TELIC Alcatel

NOUS CONSTRUISONS DES SYSTEMES DE COMMUNICATION CONCUS AUTOUR DE RESEAUX DE MICROPROCESSEURS QUI, EVOLUANT VERS DES APPLICATIONS TELEMATIQUES ET BUREAUTIQUES, NOUS AMENENT A RECHERCHER :

un responsable achats électroniques

MISSION :
- Elaborer une prospective marketing à court et à moyen terme sur le marché des composants électroniques.
- Participer au choix des composants en liaison avec les Services Techniques et Industriels
- Négocier et traiter les marchés de composants électroniques
- *Etablir et entretenir des contacts à très haut niveau avec les plus grands fournisseurs de composants (Américains, Japonais ....).*

PROFIL :
- Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique
- Parlant couramment anglais
- Possédant une expérience :
  - technique dans le domaine des composants
  - ou commerciale (ventes ou achats)
- Ayant une grande aptitude aux contacts et entretiens techniques et économiques ainsi qu'une bonne capacité d'adaptation.

Lieu de travail : **STRASBOURG.**

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.
Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V. et prétentions à LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - B.P. 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

BANQUE PRIVÉE
de première notoriété

Spécialiste du Service aux Particuliers, dotée de puissants moyens de gestion, recherche pour différentes villes de Province, dans la perspective du développement de son réseau national, des

DIRECTEURS D'AGENCE (H. OU F.)

Ces jeunes cadres, de formation supérieure type Écoles de Commerce, auront nécessairement acquis une expérience aux fonctions de responsable d'agence en milieu bancaire ou financier.

Nos agences couvrent des secteurs géographiques étendus.

Orientant leurs activités vers les particuliers, mais aussi vers les entreprises, elles se trouvent intimement intégrées à la vie économique de leur région, au sein de laquelle elles représentent la Société.

Veuillez transmettre vos candidatures (lettre + CV, photo) à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, sous référence 37190.

HAVAS CONTACT

---

agro-alimentaire

Leader européen de notre spécialité (conservation de fruits pâtissiers et industriels), nous poursuivons notre modernisation par la mise en place de la fonction nouvelle de

CONTROLEUR ANALYSTE DE GESTION

dont la finalité est de produire, traiter et synthétiser les informations concernant le fonctionnement de l'entreprise pour permettre aux différentes Directions (Générale, Production, Commerciale, Filiales étrangères, Achats) de maximiser leur efficacité et pour fournir à la Société Holding les éléments de suivi de gestion.

Les candidatures devront témoigner d'une formation supérieure (scientifique ou commerciale + DECS) et d'une expérience de plus de quatre ans en comptabilité (générale et analytique) trésorerie, contrôle de gestion en milieu industriel. Une connaissance pratique de l'informatique sera exigée (car le service informatique lui sera rattaché). Un passage par un Cabinet d'Audit serait apprécié. L'anglais est impératif, le sens de l'efficacité globale essentiel (le système de gestion à mettre en place doit être conforme aux grandes lignes tracées par la Holding). Outre le souci de la rigueur et le sens du détail significatif habituels à ce genre de fonction, nous rechercherons particulièrement les aptitudes à la communication claire et efficace.

Le lieu de travail est dans le Sud de la France, à une heure de voiture de la Méditerranée.

Envoyer C.V. détaillé à I.C.A. sous réf. 3536-M qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

ETBS
recherche

Ingénieur Grande Ecole

spécialité Electronique

pour animer des études de sous-ensembles électroniques ou électriques, et de modèles théoriques de simulation de systèmes d'armes.

Expérience souhaitée dans la conduite d'études ou d'essais.

Adresser curriculum vitae détaillé, avec photo et prétentions sous référence 81/09 à :
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zéro-Nord / Route de Guerry
B.P. 712 - 18015 BOURGES CEDEX

Leader dans le domaine de l'électronucléaire nous sommes fournisseur d'installations clés en mains. Nous recherchons

Chef de chantier

Il doit prendre en charge l'ensemble d'un chantier dans le cadre de notre service Maintenance.

Ses responsabilités s'étendent à la coordination de toutes les activités réalisées sur le site aussi bien par nos équipes que par nos sous-traitants, aux contacts avec le client et à l'encadrement d'une équipe d'une cinquantaine de personnes. Nous recherchons un Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole et ayant une expérience de 8 à 10 ans dans la réalisation de chantiers industriels (pétrochimie, sidérurgie).

Notre établissement est basé à LYON et nos chantiers couvrent la France essentiellement. Les déplacements sur un site sont prévus par une durée moyenne allant de 2 à 4 mois.

Adresser C.V. + prétentions + photo sous réf. 6175 à rsog carrières, 64 rue La Boétie 75008 PARIS.

rsog carrières

DIRECTEUR D'USINE
PROVINCE

La Société est réputée pour sa fabrication d'engins de levage et de manutention à usages multiples. Elle recherche, pour diriger l'une de ses usines (150 pers.) un Ingénieur Mécanicien de formation Arts & Métiers ou similaire connaissant très bien le travail de la tôle et la mécano-soudure. Optimum 35 ans. Possibilités d'évolution en France ou à l'Etranger. Résidence ville universitaire centre-ouest.

Adresser CV détaillé sous réf. 212/09 M à
France Cadres 22 rue St Augustin 75002 Paris

URGENT
T.I.T.N.
RHONE-ALPES
recherche
INGÉNIEURS

minimum 1 an d'expérience sur système multiprocesseur INTEL 80-86
Envoyer C.V. et prétentions à :
T.I.T.N. RHONE-ALPES
Immeuble Trident
34, avenue du Général-de-Gaulle
38000 GRENOBLE

Pour notre usine de REIMS

nous cherchons un jeune

INGÉNIEUR A.M.

Ce poste fait appel à des qualités d'initiative et est susceptible d'une évolution de carrière intéressante.

Possibilité de logement.
Vacances 1981 assurées.

Envoyer C.V. manuscrit + photo sous nº 90.953 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Groupe pharmaceutique industriel lyonnais de dimension internationale recherche dans le cadre de la structuration de son unité de toxicologie à LYON, un

CHERCHEUR BIOLOGISTE

Responsable des études toxicologiques au niveau chef de service.

Il créera une nouvelle unité avec des moyens très modernes. Il encadrera une équipe de BTS biologie et assurera le suivi des procédures.

Ce poste exigeant une grande capacité d'autonomie s'adresse à un biologiste du niveau d'un doctorat ou à un médecin, pharmacien ou vétérinaire possédant un savoir faire de recherches expérimentales appliquées.

Une adaptation technique est prévue éventuellement vis-à-vis des problèmes spécifiques de la toxicologie.

Anglais exigé.

Ecrire au Cabinet GATIER, sous réf. 550 - 32 rue Barrême 69006 Lyon.

média-system

Cabinet Gatier

IMPORTANT ORGANISME MUTUALISTE
Région lyonnaise
crée la fonction de

CADRE ADMINISTRATIF

Missions ● En liaison directe avec le Directeur des Œuvres sociales ● Responsabilité de l'organisation des circuits administratifs et d'informations ● Assistance administrative auprès des Responsables de divers établissements ● Contrôle des procédures.

Profil ● 30 ans minimum ● Formation supérieure ● Expérience réussie de plusieurs années à un poste de conception et application de systèmes d'organisation avec maîtrise complémentaire des techniques d'analyse informatique.

Veuillez adresser votre candidature à TELEX P.A. - référence 434 - 69288 LYON CEDEX 1, qui transmettra.

Un important groupe industriel recherche pour son usine métallurgique dans le Nord un

ingénieur métallurgiste

MINES, CENTRALE, ÉLECTROMÉTALLURGIE DE GRENOBLE, PHYSIQUE ET CHIMIE.

De haut niveau, débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, son premier poste sera un poste d'études métallurgiques (hydrométallurgie ou pyrométallurgie).

Il évoluera rapidement vers un poste de production.

Lecture de l'anglais nécessaire. Allemand souhaité. Notions d'informatique.

Adressez dossier de candidature complet sous la référence 1047 à :

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Contrôleur de Gestion
Pays-de-Loire

Société Electro-Hydraulique Groupe THOMSON

Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat que nous recherchons a déjà vécu une expérience de contrôle de gestion pendant 2 ou 3 ans en milieu industriel. Nous lui proposons de concevoir et mettre en place une comptabilité analytique nouvelle.

Proche collaborateur du Directeur de l'Etablissement de LAVAL où il résidera, ce chef de service aura la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes. Le Groupe prévoit pour un élément de valeur, des possibilités intéressantes d'évolution de carrière dans ses services financiers et de gestion.

Adresser lettre de candidature + CV + prétentions, sous référence M 133 à CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex.

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE

TRÉFIMÉTAUX
GROUPE PUK
recherche
pour ses usines et filiales

INGÉNIEURS DE FABRICATION

Débutants ou quelques années d'expérience dans la métallurgie
E.C.P., MINES, A.M., etc.

Adresser C.V. à TREFIMETAUX, Gestion Cadres, 6, bd du Général-Leclerc, 92115 CLICHY

WEINBERG S.A.
PRÊT-A-PORTER FÉMININ
Avenue de la Prospective
18000 ASNIÈRES-LES-BOURGES
recherche

UN RESPONSABLE
de son magasin de matières premières

Le candidat devra avoir un sens aigu des responsabilités, de l'organisation et de l'encadrement du personnel qui lui sera confié.

Il devra avoir une bonne connaissance des tissus.

Écrire ou téléphoner au (48) 24-30-59 sauf W.-E.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EN RÉGION OUEST
nous confie le recrutement de :

INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES
pr la responsabilité d'un serv. études) 10 pers.
- Connaissances indispensables du matériel : IBM en DOS et OS.
- Langages : PL1 - COBOL et pratique du DL1.
- Expérience : 5 ans minimum.

ANALYSTE PROGRAMMEUR
MIAGE ou INGÉNIEUR
- Expérience : 18 à 24 mois.
- Matériel et langages : équivalents.

Adresser C.V., photo et prétentions à GROUP 3 - 23, rue Vernet, Paris-8e.

Laboratoire Pharmaceutique
Centre-Ouest
en pleine expansion
recherche

UN PHARMACIEN

Responsable des Achats
et de la Gestion des Stocks

Une expérience confirmée de 3 ans dans une fonction semblable ainsi qu'une expérience d'un an soit en laboratoire de contrôle, soit en fabrication, sont indispensables.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel à Cabinet SECOS, à l'attention de M. Gremiaux, 30 boulevard Solferino, B.P. 489, 86012 Poitiers.

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

M.P.I. dans l'industrie mécanique très performante recherche pour ville importante Saône & Loire

son ATTACHE de DIRECTION GENERALE

Son profil :
- 30 ans minimum environ.
- Arts & Métiers ou équivalent.
- quelques années de pratique dans l'industrie mécanique.

Ses missions :
SECONDER efficacement le P.D.G. dans la fabrication, la gestion financière, le personnel, le commercial...

Ses qualités :
Pour occuper ce poste très complet, à haut niveau et à forte évolution de carrière, il faut :
- une forte personnalité.
- du dynamisme, le goût du travail, du risque et de l'effort.
- le sens des responsabilités et des initiatives et aussi le sérieux, la compétence, de l'ambition.

Nous proposons :
Bon salaire + statut cadre + formation assurée + évolution de carrière très intéressante.

Vous vous reconnaissez ? Alors envoyez-nous C.V. détaillé + lettre manuscrite + prétentions sous référence 038101 à :



DELTA MARKETING
3, rue Saint Maximin
69003 LYON

1er entretien à Lyon en présence du P.D.G.



SOCIETE NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recherche

Pour Etablissements de Province (SUD-OUEST)

A - PERSONNEL INFORMATIQUE :

cadre analyste
analyste programmeur

B - AGENTS DE MAITRISE :

BTS ou DUT mécanique, chimie
BTS ou DUT hygiène, sécurité

Envoyer curriculum-vitae avec photo à la Direction du Personnel et des Affaires Sociales 12, Quai Henri IV - 75004 PARIS.

ROUEN
renforçant son EQUIPE DE DIRECTION une importante société de TEINTURE ET FINISSAGE recherche un jeune

INGÉNIEUR TEXTILE

Formation I.T.R., E.N.S.I.T.M., E.S.I.T.E. Expérience cinq à dix ans (technique ou technico-commercial)

Directement rattaché au P.D.G., il aura à diriger et à animer les sections suivantes :
- En amont de la production :
  - PLANNING ORDONNANCEMENT/METHODES, ACHATS.
- En aval de la production :
  - CONTROLE QUALITE, PRIX DE REVIENT, EXPEDITIONS, RELATIONS TECHNICO-COMMERCIALES avec la clientèle.

Adresser C.V., niveau situation actuelle et prétentions sous n° 90.847 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

recherche

CADRE ADMINISTRATIF

- Profil :
  - 25 ans minimum ;
  - Bac + 2 minimum ;
  - Bonnes connaissances en droit, gestion et assurance ;
  - Connaissance indispensable des milieux enseignant et mutualiste.
- Mission :
  - Responsabilité du fonctionnement technique de la société ;
  - Encadrement du personnel (inférieur à 10 personnes) ;
  - Traitement et suivi des dossiers ;
  - Relations techniques avec les associations départementales affiliées.
- Lieu d'exercice :
  - Au siège social à Amiens avec possib. de transfert à Paris.

Env. lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à M. le Président FA - USU - 5, rue Lamarck B.P. 0809 - 80008 Amiens Cedex

---

ORGANISME PROFESSIONNEL
PARIS
cherche

LE FUTUR RESPONSABLE

de son service informatique

Pour gestion centre calcul et développements applications interactives
- Ingénieur ESE, ENSI, INSA :
- 30 ans environ ;
- Connaissances économiques et statistiques appréciées ;
- 5 ans minimum d'expérience informatique.

Adresser C.V., photo et prétentions s/n° T 025.950 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE METAUX NON FERREUX

recherche

pour son usine située au Nord - Est de la région Midi - Pyrénées

INGENIEUR

30 ans minimum - ayant expérience industrielle, de préférence option électro - mécanique, possédant qualités de chef, de gestionnaire et d'organisateur, pour assurer la responsabilité d'un service de 200 personnes.

Connaissances en électro - chimie, électrolyse, fours électriques, chaines de coulées, machines diverses, appréciées.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à N° 15843 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

---

egic Filiale MERLIN-GERIN recherche pour LYON

ingénieur technico-commercial à l'exportation

Diplômé Grandes Écoles (AM - ECAM - ESE)

Ce poste convient à JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT, ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience à l'exportation et maîtrisant la LANGUE ANGLAISE.

Déplacements à L'ÉTRANGER fréquents et de courte durée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : EGIC, Boîte Postale 13, 69310 PIERRE-BÉNITE.

HAVAS CONTACT

MISTRAL TRAVAUX

Importante entreprise de B.T.P. de région Provence-Côte d'Azur

recherche
pour renforcer son service comptable

UN COMPTABLE

Formation B.T.S. et possédant 4 à 5 ans d'expérience.
Nous souhaitons qu'il soit méthodique et organisé et qu'il possède une bonne connaissance comptable et fiscale.

Adress. C.V., photo et prétent. au Service du Personnel, MISTRAL TRAVAUX - Immeuble Le Ligouref Place Romée-de-Villeneuve - 13100 AIX-EN-PROVENCE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS CHIMIQUES
recherche pour son unité de production en ALSACE

UN INGÉNIEUR

ARTS et MÉTIERS ou ÉQUIVALENT

ayant au moins 5 ans d'expérience acquise dans une Société d'Engineering ou dans un Service Travaux neufs, soit dans une grande usine chimique ou agro-alimentaire soit dans l'industrie pétrolière.

La connaissance de l'anglais est souhaitée

Le candidat retenu dépendra directement du Directeur de l'usine et aura à superviser un groupe important d'ingénieurs et de techniciens.

Adresser demandes de candidatures, C.V., rémunération souhaitée sous le n° 90.238 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transm.

CABINETS COMPTABILITES AIME ET ALBERTVILLE (Savoie) Recherche COMPTABLES lib. O.M. minimum B.T.S. ou D.E.C.S. en cours.
Ecrire sous n° 418 SUDEM, 17, boulevard de la Colonne, 73000 CHAMBERY.

Recherche
TECHNICIEN C.N.R.S. 1B
ELECTRONICIEN dipl. D.E.S.T.
Licence maîtrise ou équivalent.
Pour réalisation d'automatisation de bancs de mesures physiques, exploitation, entretien, utilisation des micro-ordinateurs.
Préparation d'échantillons semi-conducteurs.
Traitement variant entre 8.000 et 9.000 F + primes selon ancien.
Ecrire à Laboratoire composants E.N.S.E.R.G., 23, rue des Martyrs, 38031 Grenoble Cedex.

Banque régionale Haute-Savoie recherche pour son service étranger employé ou gradé de bon niveau ayant bonne connaissance CREDOC.
Envoyer C.V. et prétentions sous n° 8.051 *le Monde Publicité*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Important Promoteur social Rhône-Alpes recherche

DIRECTEUR ADJOINT

haut niveau
Env. lettre man. + C.V. + ph. s/n° 026012 M, à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Expert-Comptable - Provence cherche
STAGIAIRE E.C.
Expérience cab. Env. C.V., photo s/n° T 0268 M. à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

T.I.T.N. PROVENCE
Agence pour le SUD-EST d'une société d'INGENIERIE en INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grande Ecole, ayant 8 ans minimum d'expérience en études et réalisations d'électronique numérique, analogique et d'interface sur mini-ordinateurs.
Lieu de travail Aix-en-Provence
Envoyer C.V., photo et prétent. à T.I.T.N. PROVENCE, 7, r. Louis-Armand, Z.I. d'Aix-en-Provence 13763 LES MILLES CEDEX.

Import. Cabinet d'implantation régionale recherche

COLLABORATEURS EN DROIT FISCAL

Expérience min. 2 ans soit dans l'administration fiscale, soit dans un cabinet conseil fiscal, soit dans les services d'une grande entreprise.
Situation comportant une grande liberté d'action et un contact direct avec une clientèle de commerçants et d'industriels.
Ecrire avec C.V. et photo à :
Mme LECLERC, Sté Fidal
2 bis, rue de Villiers
92309 Levallois-Perret Cedex.

COOPÉRATIVE FRUITIÈRE DU SUD-EST
en pleine expansion
recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Sa fonction s'exercera en particulier sur la gestion de l'administration, financière, du personnel, du commercial.
Il mettra en application la politique définie en collaboration avec le conseil d'Administration.
Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans minimum, de formation supérieure (commerciale, gestion) justifiant d'une expérience réussie de direction, possédant des qualités humaines et une aisance dans le milieu agricole.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous réf. RV/307 à GERMINAL, 11, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS.

Importante société d'ingénierie, implantée à Lyon, recherche Ingénieur diplômé grande école, pour poste de

DIRECTEUR REGIONAL

Il devra connaître bâtiment et industrie, être capable assurer rôle de chef de projets et promotion commerciale.
Nécessaire être bien introduit dans région Rhône-Alpes.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions sous référence 6130 à P. LICHAU S.A. BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET TELEDIFFUSION
DIRECTION DU PERSONNEL

RECRUTEMENT D'INFORMATICIENS PAR CONCOURS

20 ANALYSTES
15 PROGRAMMEURS
DE SYSTEME

Etudes supérieures
(hommes et femmes moins de 30 ans)
Inscriptions jusqu'au 27 mars 1981

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

PARIS
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, bd du Montparnasse - 75675 PARIS CEDEX 14

PROVINCE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES POSTES du chef-lieu du département

---

chef de projet
climatisation

Un groupe de Sociétés américaines a étudié un système de régulation de l'énergie (climatisation, fluides, [illegible]sports...) dans les immeubles et éd[illegible] de grande dimension. Une premiè[illegible]alisation de ce type doit être [illegible]e et mise en service - à Pa[illegible] [illegible]e nouveau Siège Social d[illegible]tante Société.

A un [illegible]trale, Arts et Méti[illegible],... ayant imp[illegible] la climatisa[illegible] de [illegible]matique, nou[illegible] suivi [illegible]e projet d'e[illegible]s de F.

U[illegible]écifique de plusieurs [illegible]era donnée au départ : [illegible] parfaitement bilingue. [illegible]erte selon compétences.

[illegible]dresse[illegible]V. photo et prétentions so[illegible] 102 à SODERHU 1[illegible]étie - 75008 PARIS Disc[illegible]ue et réponse assurées.

Soderhu

IMPORTANTE SOCIETE SUCCURSALES MULTIPLES
recherche

RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE et CONTENTIEUX

100/130.000 ANNUELS suivant valeur du candidat

Formation juridique souhaitée
Longue expérience de cabinet contentieux ou études huissiers exigées.
Age souhaité minimum 45 ans.
Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous No 90943, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

UN ORGANISME NATIONAL
A VOCATION SOCIALE (210 PERS.)
crée à Paris le poste de

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Il prend en charge la gestion des ressources humaines, les relations sociales et syndicales, la gestion administrative du personnel.
Il met en place les procédures nécessaires.
C'est un homme d'au moins 40 ans, ayant acquis une bonne expérience de la fonction dans une moyenne entreprise de préférence du SECTEUR ASSOCIATIF.
Ses qualités d'animateur sont réelles.
Déplacements fréquents de courte durée.

Écrire sous réf. T 025978 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

THOMSON-CSF

SERVICE BREVETS

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Débutants ou ayant de préférence quelques années d'expérience en propriété industrielle ;
- Ayant des aptitudes à la synthèse et à la rédaction ;
- Bonnes connaissances en anglais et, si possible, en allemand.

Env. C.V. en précisant la réf. « Brevets » à Service du Personnel THOMSON C.S.F. 173, boulevard Haussmann, 75360 PARIS CEDEX 08.

Recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ POLYVALENT

Dominante mécanique pour analyser la conformité de produits industriels voués à des exigeances techniques étrangères (en langue allemande et anglaise).

Expérience minimum de 10 ans en bureau d'études, ingénierie, service technique.

Poste stable à PARIS (Sud)

Envoyer C.V., photo et prétentions sous le n° T 025.985 M, à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ÉTABLISSEMENTS POMPES GUINARD
179, boulevard Saint-Denis
92402 COURBEVOIE Cedex

Pour renforcer son équipe dans le cadre d'une importante évolution de son informatique, recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

confirmé ; connaissant si possible la gestion de production et, ou, UNIVAC 1100.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au service du personnel.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Filiale de THOMSON-CSF INFORMATIQUE, **CIMSA** (Compagnie d'Informatique Militaire, Spatiale et Aéronautique) est spécialisée dans l'informatique exploitée en environnement sévère.

■ Ingénieurs Informaticiens

Formation Grandes Ecoles ou Universités, anglais souhaité, expérience minimum de 5 ans.

Trois types de postes sont proposés :

- ■ **Ingénieurs Coordonnateurs d'Etudes** (réf. 592)
- ■ **Ingénieurs Responsables d'Etudes et de Développements de Projets Logiciels** (réf. 594)
- ■ **Ingénieurs Expérimentés en Engineering Système** (réf. 596)

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en indiquant la référence du poste à CIMSA, Service Emploi Formation 10/12, av. de l'Europe B.P. 44 - 78140 VELIZY.



MEDIA PA

Nous sommes la filiale d'une société de mécanique mondialement réputée et de taille humaine.

Récemment équipé d'un **IBM 43-31** sous **DOS/VSE, DL1, CICS,** début d'un **réseau conversationnel,** notre département informatique crée deux postes à fort degré d'autonomie :

Responsable système

Il aura à gérer et optimiser le système DOS/VSE de façon **méthodique, conseiller** les études et l'exploitation, **dialoguer** avec IBM ; puis il participera activement au développement du réseau entre les différentes unités.

Une formation supérieure, une bonne connaissance du DOS/VS et du COBOL et si possible de CICS et de l'assembleur ; trois à cinq ans d'expérience informatique sont nécessaires pour ce poste clé.

Préparateur pupitreur

Il aura à **organiser** l'exploitation de ses applications, en assurer une exécution **régulière** et **fiable,** en particulier en **dialoguant** avec les utilisateurs.

Une bonne culture générale, une bonne connaissance du JCL/DOS, un ou deux ans de pupitrage, deux ans de préparation sont des atouts sérieux pour ce poste évolutif.

Au sein d'une petite équipe, nous offrons aux candidats de réelles possibilités de réaliser et mettre en valeur leur expérience et une rémunération en rapport avec celle-ci.

Lieu de travail : **Sud de PARIS.**

Les candidats feront parvenir lettre manuscrite CV, photo, prétentions et numéro de téléphone, en indiquant sur l'enveloppe la référence 665/HEB à



(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

UNE IMPORTANTE SOCIETE
livrant des usines et installations dans le monde entier
et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français,
recherche pour son Siège à PARIS

INGENIEUR UTILITES

DIRIGERA UNE EQUIPE COMPOSEE D'INGENIEURS ET PROJETEURS

Véritable PROFESSIONNEL de la fonction, il assurera en particulier :
- la conception des installations
- l'estimation des Etudes

pour de grands ensembles industriels réalisés à l'EXPORTATION.

ANGLAIS parlé et écrit indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à no 90803 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

télétraitement

unisabi — **Orléans**

Filiale d'un groupe international, UNISABI est le premier fabricant et distributeur en France d'aliments préparés pour animaux familiers (Canigou, Ronron, Kitekat, Pal, Frolic, Wiskas, Loyal, Buster).

L'expansion rapide de la société entraîne le développement de l'informatique dans tous les domaines : gestion, production, process, commercial, bureautique (équipement actuel : IBM 4341, MVS, CICS, réseau de terminaux reliés par Transpac). Pour faire face aux nouvelles applications prévues, il est nécessaire d'accroître l'équipe Système.

ingénieur système — 160 à 190.000 F.

Il a pour mission de participer à la définition de la stratégie système et à sa mise en œuvre. Le candidat souhaité a une formation supérieure, 3 à 4 ans d'expérience sur un matériel IBM (CICS et BAL) et une bonne connaissance de l'anglais. (réf.9126B/M)

programmeur système — 130 à 150.000 F.

Il a pour mission de mettre en place les nouveaux logiciels et d'assurer la liaison entre l'exploitation et les études. Le candidat souhaité a un minimum de 2 ans d'expérience d'IBM (DOS ou OS, CICS, BAL) et une bonne connaissance de l'anglais. (réf.9126C/M)

Ces postes sont à pourvoir à Orléans dans une unité moderne située dans un environnement naturel agréable. Pratiquant une politique sociale et salariale stimulante, UNISABI souhaite rencontrer des candidats en mesure de s'intégrer dans des équipes jeunes et dynamiques, et motivés par de réelles perspectives de carrière.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence du poste choisi à, R. Destot, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16-18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

BOSTIK S.A.

Filiale française (C.A. 96 MF - 260 personnes)
d'un **groupe industriel anglo-saxon, leader mondial dans sa spécialité,**
recherche pour son siège social situé à **Paris** - proche banlieue Nord - un

Chef de Service Informatique

Matériel ICL 2903 - 40 GAP 2 - COBOL,
4 postes de saisie DDE, évolution vers T.P.

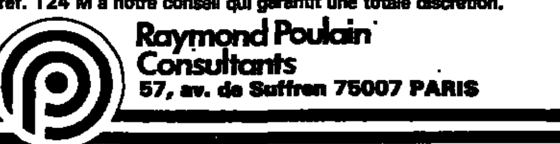
Ce poste peut intéresser un informaticien de gestion en milieu industriel, souhaitant élargir son expérience dans le cadre d'une société internationale (contacts avec homologues GB et USA).

Excellent organisateur et animateur, il sera capable avec une équipe de six collaborateurs de tirer le meilleur parti de l'informatique existante et de favoriser son évolution future.

Rattaché à la Direction Générale, il participera à l'élaboration de la politique informatique, veillera à sa bonne application, en étant attentif aux notions de services rendus aux utilisateurs, de coût et de budget.

Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) sous réf. 124 M à notre conseil qui garantit une totale discrétion.



MEDIA PA

---

institut français du pétrole
recherche :

JEUNES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES
X, Centrale, Mines, Arts et Métiers, INSA, Génie Chimique de Toulouse
ou Docteurs ès Sciences Physique ou Chimie
Débutants ou 2 à 3 années d'expérience.

Pour effectuer recherches dans ses laboratoires et/ou développement de nouvelles technologies dans les domaines de récupération assistée, raffinage, l'économie de l'énergie.

JEUNE CADRE

Maîtrise d'économie, I.N.T.D. ou I.E.P. ou équivalent
Connaissance de l'anglais pour son centre de documentation Économie.

Adr. C.V., photo et prétentions à Institut français du pétrole - Direction du personnel B.P. 311 - 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE
recherche

UN CONCEPTEUR DE BASES DE DONNÉES

PARIS

Souhaitant faire évoluer son système informatique de gestion du personnel, cette banque est à la recherche d'un INGÉNIEUR INFORMATICIEN expérimenté dans la conception, la définition et la mise au point de très grands systèmes de bases de données. Le candidat retenu, de formation supérieure, n'aura pas moins de 28 ans. Soit il aura une expérience pratique de trois ans dans un poste identique, soit il aura participé au développement d'applications utilisant des SGBD. Il maîtrisera parfaitement au moins un SGBD d'un grand constructeur.

Ce poste d'avenir conviendra à un candidat sachant faire preuve d'imagination et de créativité.

Une expérience acquise sur CII-HB 66 serait un atout supplémentaire.

Écrire sous référence 187/M à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

AL conseil

LA SAPB HOECHST - BEHRING
propose
à un diplômé de l'enseignement supérieur un poste de

BIOLOGISTE TECHNICO-COMMERCIAL

- Chargé de promouvoir nos produits en clientèle sur la région OUEST avec résidence à Paris
- Connaissances ou intérêt pour les techniques isotopiques et plus particulièrement de la radio-immunologie.
- Une expérience dans la vente serait un atout supplémentaire.

CONSEILLER BIOLOGIQUE

(jeune pharmacien ou biologiste)

- chargé de promouvoir nos produits en clientèle
- expérience indispensable en laboratoire d'analyses
- mobilité indispensable

Nous vous offrons :
- Une société en pleine expansion
- Un support international pour le développement fourni par le groupe HOECHST.



INSTITUT BEHRING

Vous voudrez bien envoyer votre candidature avec photo et prétentions à :
Laboratoires HOECHST
Direction des Relations Humaines
3, Av. du Général de Gaulle
92800 PUTEAUX

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

un Auditeur

Titulaire du DECS avec expérience de 3 ans de l'audit, il devra s'intégrer dans une équipe de contrôle interne composé de trois auditeurs.

Adr. CV, photo, sal. et prét. sous réf. 8194 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02

GRANDE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE MÉCANIQUE ET CHAUDRONNERIE SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DES ÉCHANGEURS DE CHALEUR
recherche
pour son service études à Paris

UN INGÉNIEUR

RESPONSABLE DES ÉTUDES MÉCANIQUES

30 ans minimum.

Il sera chargé d'animer et de coordonner les activités d'un groupe d'une dizaine de personnes.

Il devra avoir une bonne connaissance de la mécanique et du calcul des structures appliquées à une technologie de pointe.

Anglais indispensable.

Réponse manuscrite avec C.V. à adresser sous nº 8.056 *le Monde* Publicité, 5 rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes une
IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE
DU SECTEUR PARA PETROLIER
Notre chiffre d'affaires totalement réalisé à l'exportation est de 1,7 milliard de francs.
Nous recherchons pour Paris

L'ADJOINT DE NOTRE CHEF DES SERVICES FINANCIERS

Le poste :

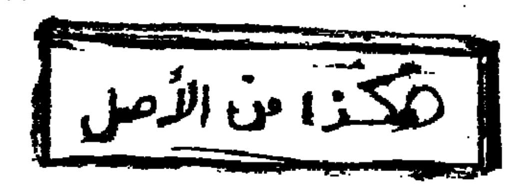
Nous vous proposons, au sein d'une équipe chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, de seconder le Chef du Service dans ses différentes missions :
- conception et suivi d'une politique financière,
- prévisions de trésorerie du Groupe,
- montage et suivi des crédits à long et moyen termes, equipement, exportation, pré-financement,
- contrôle budgétaire et contrôle des filiales, etc...

Votre profil :

Vous avez environ 32 ans, vous êtes diplômé HEC - ESSEC ESCP - Sciences Po. (Eco-Fi) et vous pouvez faire état d'une solide expérience - cinq ans minimum - acquise dans une Société Internationale (secteur T.P. si possible), auprès d'une Direction Financière ou d'une Direction Exportation.

Enfin, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et vous êtes disponible pour de courtes missions à l'étranger. Vous souhaitez pouvoir évoluer dans un Groupe important et mettre vos qualités d'initiative et de dynamisme au service d'un secteur d'activité en pleine croissance.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 1229 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.



هكذا من الأصل

TELECOMMUNICATIONS



LE CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE

FILIALE DU GROUPE CIT ALCATEL,
Notre entreprise - créée depuis 2 ans - est spécialisée dans la résolution des problèmes de

TRANSFERT de SAVOIR FAIRE

en Télécommunications, Télématique, Bureautique, Informatique et Electronique.

Notre équipe, de dimension humaine, est composée d'ingénieurs et de techniciens supérieurs d'âge moyen 30 ans.

Nous intervenons en France et à l'étranger (par exemple : actuellement : Tunisie, Afrique Noire, Proche Orient, Irlande, etc...).

En plein développement, nous souhaitons accueillir parmi nous

8 INGENIEURS

GRANDES ECOLES
(TELECOMMUNICATION, ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE)

Nous les préférerions expérimentés dans toutes nos techniques et parlant anglais mais nous assurerons les formations complémentaires.

Si vous désirez nous rencontrer, adressez nous votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite,

— nous vous proposerons un entretien —
à No 90395, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui nous transmettra.

PARTICIPEZ A UN DEMARRAGE !

rejoignez-nous à

apple computer

Nous venons d'établir notre Quartier Général Européen à Paris. Je recrute le noyau de l'équipe qui me secondera. Notre rôle consiste à développer notre réseau de revendeurs et d'OEM et à leur apporter toute l'assistance nécessaire à notre succès mutuel.

Directeur Commercial

vous recrutez et animez l'équipe d'ingénieurs commerciaux chargés des revendeurs et du marché OEM et SSCI.

Directeur du Logiciel

vous êtes responsable de l'assistance technique à nos partenaires, de l'adaptation locale de logiciels U.S. et de l'évaluation de produits locaux dont nous envisageons l'achat ou la distribution.

Directeur des Communications

vous avez la charge de nos programmes de publicité, promotion des ventes et relations publiques.

Responsable du Marketing Produits

vous concevez et réalisez les programmes de promotion de nos produits dans le réseau de vente.

Ces postes sont ouverts à des candidats hommes et femmes disposant d'au moins cinq ans d'expérience dans l'informatique et ayant une bonne pratique de l'anglais et de la profession.

Je lirai avec intérêt le C.V. que vous voudrez bien m'envoyer :
Jean-Louis GASSEE, Directeur Général, Europe du Sud,
APPLE COMPUTER INTERNATIONAL, 7, rue de Chartres, 92200 NEUILLY.

apple computer international

publival

SMITHKLINE

20.000 personnes - 50 filiales - plus de 6 milliards de F. de C.A.
représenté par les Laboratoires
GREMY LONGUET et SMITH KLINE & FRENCH
engage

CHEF de PRODUITS
H/F

Formation commerciale supérieure - anglais indispensable.

La Société attache une importance considérable à l'efficacité, au développement et à l'épanouissement de ses cadres.

Ecrire à Direction du Personnel - Réf. FB - 15, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX - Discrétion et réponse assurées.

SOCIETE D'INGENIERIE OFFSHORE
LEADER SUR LE MARCHE INTERNATIONAL
recherche

un ingénieur de structure de haut niveau

Pour calcul et conception de structures métalliques destinées à l'offshore pétrolier.
Ce poste nécessite :
- des connaissances et des compétences éprouvées en calculs statiques et dynamiques, vibrations, fatigue, tenue aux séismes, etc.
- une expérience des programmes informatiques de calcul de structures et de l'analyse aux éléments finis.

Notions de mécanique des sols appréciées. Anglais indispensable. Poste évolutif pour candidat de valeur. Réf.IS

un ingénieur confirmé
(5 à 10 ans d'expérience)
pour gestion de contrats

Le candidat devra avoir :
- une bonne formation technique de base,
- des connaissances dans le domaine des contrats internationaux,
- l'habitude des contacts avec des partenaires étrangers,
- une parfaite maîtrise de l'Anglais écrit et parlé. Réf.IG

Adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi sous No 29606 à
projets Publicité
12 rue des Pyramides
75001 Paris.

STÉ ÉLECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION
(Val-de-Marne)
recherche dans le cadre de ses activités
EXPORTATION D'APPAREILS DE MESURE

UN INGÉNIEUR
DE FORMATION ÉCOLE D'INGÉNIEURS
SECTEUR ÉLECTRONIQUE

Il se verra confier l'entière responsabilité des approbations de nos produits dans différents pays.

Dans ce cadre, il devra mener avec dynamisme toutes les actions aboutissant à ces approbations jusqu'à la phase de mise en fabrication de différents modèles.

En outre sur le plan international, il devra assister techniquement le différent réseau de vente et service après-vente.

Outre les compétences techniques, les candidats devront avoir quelques années d'expérience acquises dans l'industrie électronique de la mesure notamment en métrologie légale.

La connaissance des normes internationales de pesage sera fortement appréciée.

Anglais courant indispensable.

Écrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 4.365 à :
P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

FIAT MATERIEL AGRICOLE

recherche pour son Etablissement de
MORIGNY - 91 (proximité ETAMPES)

UN RESPONSABLE EXPLOITATION SYSTEME

POUR DEMARRAGE D'UN IBM 4331 MODELE 2 DE 2 MEGA . OCTETS SOUS OS/VS1

Ce poste conviendrait à un technicien de formation supérieure : D.U.T. - INGENIEUR INFORMATICIEN ou équivalent
Aimant l'autonomie et souhaitant travailler dans une petite unité en développement.

SOUHAITE - 3 ans d'expérience dans la fonction minimum
CONNAISSANCE - O.S. exigée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel 16/18, rue des Rochettes 91150 MORIGNY-CHAMPIGNY.

SOCIETE INTERNATIONALE
recherche
pour développer son département
SOFTWARE

1°-spécialiste Pascal analyste programmeur

ACTIVITES : support de vente et maintenance de compilateur Pascal mini 6.
Assistance technique auprès de clients Pascal.
Formation maîtrise informatique ou équivalente.
Expérience professionnelle 2 à 3 ans.
Expérience pratique d'un langage évolué.
Expérience pratique du mini 6.

2°-programmeurs applications IBM

ACTIVITES : développement et maintenance d'application sur IBM 4341 sous DOS/CICS.
Formation DUT ou BTS informatique ou équivalent.
Expérience IBM un an. Connaissance d'un langage évolué (FORTRAN, PL1 ...).

Envoyer CV + prétentions sous réf. 7320 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES
recherche pour son Siège Social à
PARIS LA DEFENSE

CHEF COMPTABLE
«H. ou F.»

Le candidat :
- prendra en charge les différentes opérations comptables et plus particulièrement la comptabilité clients
- sera responsable de l'organisation interne de son service (environ une dizaine de personnes dans l'immédiat).
- devra être familiarisé avec l'utilisation de systèmes informatiques.

La personne retenue aura :
- 35 ans minimum
- 5 à 10 ans d'expérience dans des fonctions et un cadre similaires (Cie aérienne, agence de voyages...)
- une connaissance courante de l'anglais.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à no 90192 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

DET NORSKE VERITAS

A.S. COMPUTAS

Det norske Veritas est une organisation indépendante ayant des activités multiples et diversifiées parmi lesquelles les plus importantes sont la classification, la qualification et le contrôle des navires, l'équipement mécanique et le forage offshore, etc. La compétence de DnV dans les divers domaines techniques est largement soutenue par sa division de Recherche et de Développement. L'organisation est présente dans plus de 100 pays et emploie plus de 1.800 personnes.

recherche

1) **INGÉNIEURS, CALCUL DE STRUCTURES**
Ces postes consistent à utiliser le software de Det norske Veritas dans les calculs de structures et d'assurer des conseils techniques aux clients. Une bonne connaissance et expérience dans le domaine de calcul aux éléments finis ainsi qu'un bon niveau d'anglais sont indispensables.

2) **INGÉNIEUR, CONTROL-QUALITE**
Ce poste consiste à contrôler le matériel et l'équipement destinés aux forages offshore, suivant les normes nationales et internationales, à écrire des rapports en anglais et à établir des certificats de contrôle.
Nous cherchons un technicien diplômé B.T.S. avec quelques années d'expérience dans l'industrie mécanique et avec une bonne connaissance en métallurgie et en soudage. Un bon niveau d'anglais est indispensable.

3) **INGÉNIEUR, GÉNIE MARITIME**
Pour ses services internationaux nous recherchons des ingénieurs de formation génie maritime ou similaire, de préférence avec expérience offshore. Stage de 6 à 12 mois en Norvège est prévu. Bonnes connaissances d'anglais sont indispensables.

Ecrire à Det norske Veritas
305, Bureaux de la Colline Saint-Cloud
92213 Saint-Cloud Cedex.



INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE
recherche
Pour sa Direction Organisation et Informatique

INGÉNIEUR INFORMATICIEN DÉBUTANT
(Réf. DOI-12)
Titulaire d'un diplôme d'études supérieures (écoles d'ingénieurs, MIAGE, ...)

ANALYSTE PROGRAMMEUR EXPÉRIMENTÉ
(Réf. DOI-13)
(Instituts de programmation, DUT, ...)

Au sein d'une équipe jeune ils participeront à la conception et à la réalisation de différents projets de gestion temps réel sur base de données à l'aide du mini-ordinateur REALITE 2000.
La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer de larges responsabilités.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions et photo en précisant la référence de l'annonce à Direction du Personnel

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
(Banlieue Sud de Paris)
propose des postes de haut niveau scientifique et technique convenant à des :

INGÉNIEURS

Ayant quelques années d'expérience
Formation : E.N.S.A.E., E.N.S.T., E.S.E. ou équivalent.

Ils pourront s'intégrer à des équipes TECHNIQUES pour assurer des activités telles que :
- Projets de systèmes d'antennes mettant en œuvre les moyens de l'informatique pour le calcul scientifique et le traitement du Signal.
- Études de radars à balayage électronique (circuits numériques, microélectronique, hyperfréquences).
- Études dans le domaine des ondes millimétriques.

La connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Écrire en précisant la référence à nº 90618
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PHYSIQUE DES ULTRASONS
Ingénieur Grande Ecole ou Docteur d'Etat

Vous avez acquis une expérience en méthodes de tests non destructifs, développement de transducteurs ou acoustique appliquée à la physique du solide.

Nous vous proposons de vous intégrer à une équipe pluridisciplinaire chargée de développer de nouvelles applications des méthodes ultrasonores à l'évaluation des puits pétroliers (caractérisation des roches, contrôle des puits).

Les responsabilités et les moyens techniques importants qui vous seront confiés vous permettront de contribuer à toutes les étapes de projets de pointe et d'évoluer dans un groupe aux activités de recherche et développement ambitieuses et diversifiées, en France et aux USA.

Un dossier complet de candidature est à adresser, sous référence 8108 LM, à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER – Schlumberger – 26, rue de la Cavée 92142 CLAMART

HAVAS CONTACT



DES POSTES CLEF
dans un groupe industriel français qui se structure en divisions autonomes
C.A. : 200 millions - Effectif : 750 personnes

DIRECTEUR TECHNIQUE — Tours
250 000 F

L'offre : prendre en mains la direction technique et de production de deux usines spécialisées dans des fabrications mécano-soudées de haute cadence et leurs revêtements.

Vous êtes : ingénieur grande école et vous avez une première expérience de direction d'usine. La réussite dans ces fonctions vous permettra d'accéder plus tard à la direction industrielle du groupe.
Réf. 102125 M

DIRECTEUR SOCIETE AFFILIEE — Marseille

L'offre : prendre en mains une entreprise de production d'appareils chaudronnés et mécano-soudés qui réalise un C.A. de 50 millions avec un effectif de 150 personnes. Il faudra assurer la production, les ventes, la trésorerie.
Vous êtes donc à la fois meneur d'hommes, excellent commerçant et technicien.
Si vous avez l'habitude de répondre à des appels d'offres, ce sera un atout.
Réf. 102123 M

DIRECTEUR DIVISION DIVERSIFICATION ET INNOVATION
180 000 F +

L'offre : diriger une petite unité de diversification à partir de nos matériels chaudronnés et mécano-soudés.

Vous êtes : un jeune ingénieur plein d'idées, orienté vers les problèmes de marketing produits et de développement. Après quelques années d'expérience industrielle, vous vous sentez maintenant capable de prendre en charge un petit centre de profit.
Réf. 102126 M

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Industrie ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC — BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

LABORATOIRES
BIOSEDRA
Filiale pharmaceutique d'un groupe chimique international
recherche
CADRE COMPTABLE
pour compléter son équipe de direction comptable et financière
- Niveau DECS ou equivalent.
- Possedant de serieuses connaissances pratiques de la langue allemande.
- Une expenence de 1 a 2 ans (Société d'audit).

Adresser C V. et prétentions
Laboratoires BIOSEDRA
Service du Personnel
42. Avenue Augustin Dumont
92240 MALAKOFF

bleu

SOCIÉTÉ DE COURTAGE D'ASSURANCES
liée à un groupe bancaire
recherche
COLLABORATEUR JEUNE
Diplômé d'Études Supérieures
directement rattaché à la Direction
CAPABLE D'INNOVATION

destiné à :
- analyser les besoins de la clientèle, Particuliers et Entreprises, notamment dans le domaine des Assurances de Personnes ;
- élaborer de nouveaux produits ;
- assister les Commerciaux Chargés de Clientèle dans l'étude et la réalisation de contrats nouveaux et ponctuellement sur des contrats en portefeuille.
- une formation technique sera assurée si nécessaire.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo sous nº 8039 *le Monde*, Publicité 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CONSEIL DES BOIS DE SUÈDE ET FINLANDE S.A.
Suite au développement intensif de ses activités en France, le Conseil des Bois de Suède et Finlande recrute son :

WOOD PROMOTION MANAGER

Sa mission consistera à renforcer la structure déjà existante en France au niveau de la promotion des bois scandinaves pour ses utilisations dans le domaine de la construction et de la menuiserie et à développer son implantation au niveau industriel et institutionnel.

Le candidat devra d'abord faire preuve :
- De ses connaissances techniques ;
- De son expérience professionnelle dans le domaine du bois ou de la construction ;
- De son habileté à s'exprimer en anglais.

Mais surtout, considérant les caractéristiques de la fonction, il devra avant tout être un « entrepreneur », capable de travailler avec une grande liberté d'initiative sur le terrain tout en maintenant un contact étroit avec la Scandinavie et le réseau européen.

Basé à Paris – voyageant en France et en Europe – ce poste convient plus particulièrement à une personne de 35 ans environ.

Le Conseil des Bois de Suède et Finlande est une société privée financée par les exportateurs scandinaves. Au niveau européen, l'organisation possède des bureaux situés en Suède, Finlande, Grande-Bretagne, Hollande et France.

Curriculum vitae à adresser à SIAR S.A.R.L., 20, rue d'Hauteville, 75010 PARIS

TRÉFIMÉTAUX
GROUPE PUK
recherche pour son siège social

• 1 INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT
- SUPÉLEC, E.C.P., A.M., anglais obligatoire,
- rapidement opérationnel,
- goût pour les contacts.

POUR ANALYSER les évolutions technologiques sur les marchés de pointe que nous servons (électronique, connectique) avec lesquels il s'est déjà familiarisé.

POUR DÉVELOPPER les ventes de nouveaux produits tant en France qu'à l'exportation.

• 2 CADRES COMMERCIAUX
Débutants
H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.

Adresser C.V. à TRÉFIMÉTAUX, Gestion Cadres 6, boulevard du Général-Leclerc, 92115 CLICHY.

Pour faire face au développement croissant de ses activites dans le monde entier
IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DU SECTEUR PARA-PETROLIER
recherche
pour Paris et l'Etranger

ingénieurs
Débutants et confirmés

Vous êtes Ingénieurs diplômés Centrale, ENSTA, AM, TP, ENSI ou equivalent. Vous êtes débutants ou vous pouvez faire état d'une expérience de 5 à 10 ans de préference dans une société d'ingénierie pétrolière ou de travaux maritimes. Une expérience de chantier est un atout supplementaire.

Nous vous proposons, à des échelons de responsabilités différents, l'un des trois types de postes suivants :

1º / Au siège à Paris, vous accomplirez votre mission dans le cadre de nos services Engineering. Vous pouvez être débutant ou posséder une première expérience de deux ans environ acquise dans le domaine de la tuyauterie et des structures metalliques. (Réf. 1217)

2º/ Basé au siège avec de fréquents déplacements sur barge ou sur yard, vous vous intégrerez à un groupe d'ingénieurs de projets dans le domaine des installations pétrolières offshore. Une expérience confirmee vous permettra d'assurer la préparation et le suivi des procédures techniques liées à l'exécution d'importants contrats offshore.
Une évolution à moyen terme est possible vers une direction de projet. (Réf. 1218)

3º/ A l'étranger, après une période de formation au siège, vous aurez des responsabilités de manager de projets et d'affaires. Ce type de poste suppose une solide experience acquise dans des fonctions similaires. Vous pourrez exercer votre mission au Moyen-Orient, en Afrique Centre-Ouest, en Extrême-Orient, dans le Golfe du Mexique ou en Australie... (Réf. 1219)

Pour l'ensemble de ces postes, il est indispensable que vous maîtrisiez parfaitement la langue anglaise.

Des perspectives d'évolution de carrière intéressantes sont possibles dans le Groupe pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Devenez chef de projet
dans une grande société d'Assurances.

Un grand groupe d'Assurances (Paris - Saint-Lazare) vous offre de prendre progressivement en main l'ensemble de ses applications « comptabilité primes » et de les faire évoluer en liaison avec la direction des services comptables.

Si les plus anciennes sont programmées en Assembleur, les nouvelles le sont en COBOL et font une large part au télétraitement avec CICS ; enfin, elles sont exploitées sur un IBM 303X.

Vous êtes ingénieur, de préférence, et totalisez près de dix ans d'expérience acquise auprès d'entreprises du secteur tertiaire mais pas nécessairement dans les assurances. Vous avez ainsi appris à piloter des projets comptables et financiers de bonne taille.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3959 LM) à **« Carrières de l'Informatique ».**



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Société recherche pour contrat six mois, transformable en durée indéterminée
DÉBUTANT niveau IUT GESTION
Fonction : attaché de Direction petite Société d'exploitation d'Entrepôts et Magasins : Gestion, contrôle de Gestion, études.
Libre rapidement - possibilité horaires aménageables pour examens.
PARIS Châtelet - Déplacements courte durée province.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous nº 8.047 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

L. CLAUSE S.A.
CRÉE LE POSTE DE
TRÉSORIER

Sa mission sera d'analyser les circuits existants, de proposer et d'appliquer des procédures informatisées de traitement pour lae gestion de la trésorerie, et d'animer un groupe de travail.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ou une candidat (e) de formation comptable (niveau D.E.C.S.) et ayant acquis dans un poste similaire une expérience concrète de quatre ou cinq ans.

Merci de nous adresser votre C.V. + photo accompagné d'une lettre manuscrite à :
L. CLAUSE S.A. - Service du Personnel
91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE.

H. ERNAULT-SOMUA

Société Française de Machines-Outils, co-leader Européen de tournage à commande numérique, poursuit activement L'INFORMATISATION de la GESTION de PRODUCTION dans ses différentes unités.

Elle va compléter ses gammes actuelles par :
- des tours très performants à C.N.
- des CENTRES de TOURNAGE qui constituent, avec les centres d'usinage de sa filiale H.E.S.-TOYODA, les éléments de base de l'ATELIER FLEXIBLE, créneau prometteur d'un marché de plus en plus tourné vers l'automatisation de la production, et recherche,

1 DIRECTEUR DE PRODUCTION
qui, placé sous l'autorité directe du Directeur d'usine sera responsable en quantité, qualité et délais de l'ensemble de la production.

1 RESPONSABLE MÉTHODES
qui devra maîtriser parfaitement les techniques modernes d'évaluation des tâches et d'organisation du travail et sera chargé, au niveau de l'usine, de diriger l'équipe existante dans la mise en place de moyens de production adaptés aux nouveaux produits.

Envoyer C.V. et prétentions à :
H. ERNAULT-SOMUA
Service du Personnel
32-36, Avenue de l'Europe
78140 VELIZY

bleu

Cadre de Gestion « Export »

Notre entreprise conçoit et réalise de très grands ensembles industriels en France comme à l'étranger dans un secteur technologique avancé.

Ces réalisations atteignent des montants considérables et mobilisent plusieurs milliers de collaborateurs.

Nous souhaitons recruter, pour gérer l'émission et le règlement des facturations à l'export et assurer la relation avec les services concernés de nos clients et de l'Administration un cadre diplômé d'études supérieures (ESSEC ESCP - IEP - Sciences Éco.) ayant acquis une très large expérience de la facturation dans une banque ou une grande entreprise industrielle.

Maîtrisant la langue anglaise, il (elle) est capable d'assumer des responsabilités hiérarchiques sur une équipe de collaborateurs affectés à chaque projet en cours, et d'entretenir de bons contacts dans le cadre de ses fonctions d'interface avec les services opérationnels et fonctionnels (responsables des projets et comptabilité).

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un CV détaillé et des prétentions de salaire, sont à adresser, sous réf. 71111 M, à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

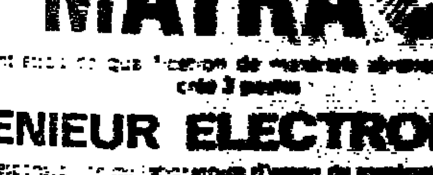
HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPE-LINE
TRAPIL
recherche pour son Centre d'entretien de GENNEVILLIERS

INGÉNIEUR DÉBUTANT
Formation : Arts et Métiers, I.C.A.M., I.D.N., ...
Poste : Etudes et méthodes au service entretien, des pipe-lines Le Havre-Paris.

- Dégagé des obligations militaires.
- Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V., photo et disponibilité au Chef du Personnel, 7 et 9, rue des Frères-Morane, 75738 Paris Cedex 15.



INGENIEUR ELECTRON...

2 INGENIEURS ELECTRO... DEBUTANTS
ESE – ENSI – ISEN – ...

MATRA B.P. Nº 1 78146 VELIZY VILLACOUBLAY



DECORATEUR - CONCEP...
le printemps toute l'ann...

Mireille BORDET ... Relations du Travail ... 62 rue Caumartin ... 75009 PARIS

هكذا من الأصل

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(X, Mines, Centrale,...)
débutants ou jusqu'à 5 ans d'expérience

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et réalise des systèmes de haute technologie pour la recherche et l'exploitation pétrolières.
La forte croissance de nos activités nous conduit à mettre en œuvre un important plan de développement informatique. Pour renforcer notre équipe, nous recrutons des

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

dans les domaines suivants :

DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Il assurera la conduite du projet de la conception au démarrage (spécifications fonctionnelles, besoins en personnel, matériel et logiciel). En relation avec les utilisateurs, le responsable des bases de données et l'exploitation, il encadrera les équipes informatiques d'analyse, de réalisation et de mise en place.

ORGANISATION ET MÉTHODES

Responsable pour les utilisateurs de différentes applications informatiques, il définira le cahier des charges et les méthodes de travail, établira les plans de formation et assurera la recette et le démarrage.

CAO/FAO

Il définira et prendra en charge le plan de CAO et de FAO des départements Production. Un goût affirmé pour la technique informatique lui permettra après un éventuel complément de formation à la CAO/FAO de diriger cet important projet comportant de lourds investissements.

AUTOMATISATION DE L'EXPLOITATION INFORMATIQUE

Il sélectionnera et mettra en place les nouveaux équipements, logiciels et procédures nécessaires à l'automatisation de l'exploitation informatique. A cette fin, il participera à la stratégie informatique et aux nouveaux développements d'applications.

Leur contribution à la réussite du projet leur permettra d'évoluer rapidement au sein du Groupe Schlumberger en Europe ou aux USA. La rémunération correspondra aux attentes d'ingénieurs de haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence 8107 M, à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — **26, rue de la Cavée 92142 CLAMART.**

HAVAS CONTACT

MATRA

Le département essais de qualification de matériels aéronautiques se renforce et crée 3 postes :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

- Il aura la responsabilité du laboratoire d'essais de matériels électroniques embarqués mettant en oeuvre des techniques nouvelles à base de micro-processeurs.
- Il participe personnellement aux réunions techniques sur de nouveaux projets, avec les équipes de conception et de fabrication prototypes.
- Il dirige et organise l'activité d'une équipe de 20 personnes (Ing. et A.T.).
- Diplômé d'une Grande Ecole électronique (ESE — ENSI - ISEN — ISEP. . .), il a, environ 3 ans d'expérience professionnelle, des connaissances en informatique et en techniques de mesures électriques et des compétences techniques dans le domaine des micro-processeurs. Il doit avoir un bon ascendant personnel et des facilités de relation compte-tenu de sa responsabilité de personnel et des interfaces avec d'autres services. Réf. A.

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

ESE — ENSI — ISEN — ISEP

- Ils ont la responsabilité d'essais de qualification d'équipements électroniques.
- Ils participent à l'élaboration des spécifications de produits, définissent les procédures et les moyens d'essais et suivent les essais réalisés par les techniciens.
- Le poste concerne des ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience ayant des connaissances en micro-processeurs et informatique. Réf. B.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous Nº JD 794
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. Nº 1
78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

MATRA

Le Service Calcul Scientifique
de la Division Recherche et Développement
crée 2 postes d'

INGENIEURS

pour faire l'ANALYSE ET LA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE (FORTRAN) sur des projets aéronautiques.

Les postes conviendraient à des ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles, débutants à 2 ans d'expérience et disponibles rapidement.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 790
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA Boîte Postale Nº 1
78146 VELIZY
VILLACOUBLAY CEDEX

POUR GESTION JURIDIQUE D'UN GROUPE DE SOCIÉTÉS,
de moyenne importance,
recherchons

LICENCIÉ (E)

en droit des affaires
ou capacitaire ayant bonne expérience des opérations sur sociétés — et si possible notions de comptabilité.
Travail en horaires aménageables - PARIS CHATELET
Possibilité d'évolution suivant capacités
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions
s/nº 8045 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris

DIPLOME E.S.C.
MAITRISE DE GESTION

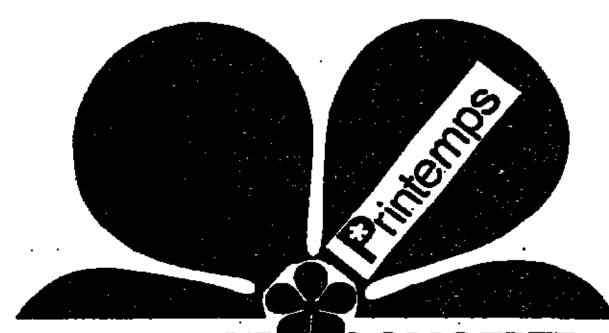
ou EQUIVALENT

Contrôle gestion-facturation

Prendre la responsabilité d'un service facturation : un poste tremplin ? Oui, lorsqu'elle s'intègre dans une société de service de 500 personnes réalisant un chiffre d'affaires de plus de 300 millions, en constante progression. C'est donc un spécialiste d'une facturation complexe que nous recherchons pour faire établir et gérer plus de 10.000 factures à partir de contrats prévoyant des révisions de prix, des travaux, des tournées d'entretien, de la consommation d'énergie, de la main-d'œuvre. Il aura en charge une équipe bien formée et l'outil informatique sera à la fois une aide et un moyen de travail. Vous serez diplômé d'Etudes Supérieures : Gestion, Droit, Sciences Po., Comptables par exemple et le vécu d'un service facturation nous paraît prioritaire.

Envoyer votre candidature, lettre manuscrite + C.V.
sous référence 2963 à :

organisation et publicité



DECORATEUR - CONCEPTEUR

le printemps toute l'année.

Votre dossier d'école (Arts Déco ou Camando) sera plus que bienvenu : indispensable, car votre rôle sera de concevoir la décoration de surfaces de vente, de réaliser des harmonies de couleurs... En magasin, bien sûr, au sein d'une équipe de décoration comportant plusieurs corps de métiers. Il vous faut donc un grand sens du contact, car vous leur ferez réaliser ce que vous avez conçu. Si vous pensez pouvoir concrétiser vos idées au PRINTEMPS, Mireille BORDET attend votre dossier de candidature à la Direction des Relations du Travail - 62 rue Caumartin - 75009 PARIS.

rscg carrières

NATIONAL SEMICONDUCTOR CORP.

multinationale au développement spectaculaire :
C.A. supérieur à 5 milliards F, progression de 35% par an, 40 000 personnes, 15 usines et 21 filiales dans le monde.

— *recherche* —
pour la division ordinateurs (N.A.S.)
da sa filiale française

DES INGÉNIEURS SYSTÈMES
(CICS/VS. DOS/VSE. VM. VS 1. MVS.)

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX TRÈS GRANDS SYSTÈMES

(Pour commercialiser les ordinateurs de gestion, compatibles IBM, les plus puissants du monde).

Adresser candidature au Directeur du Personnel



National Advanced Systems
11, bd Pershing - 75017 Paris

odell

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE — SPI

INGENIEURS COMMERCIAUX

EN INFORMATIQUE

Notre division progiciel est une réussite. Elle a beaucoup d'ambition et recherche les moyens nécessaires pour atteindre un nouvel objectif : le doublement de son chiffre d'affaires dès cette année.

Cette nouvelle politique nous conduit à recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX,

fortement motivés par les réalités de l'entreprise et ayant une expérience réussie de la négociation avec les décisionnaires (dans le domaine du service informatique). Nos produits sont compétitifs, nos équipes techniques vous assureront un appui à la hauteur de nos ambitions.

Nous vous proposons une formation adaptée et une rémunération fixe très motivante.

Adressez votre candidature à :
SPI - Service des Affaires Sociales
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
Siège Social à Paris, 8 établissements répartis sur toute la France (6.500 personnes).
Trois grands domaines d'activités :
• LES TELECOMMUNICATIONS
• LA TELEMATIQUE • L'OPTRONIQUE
recherche
POUR SES LABORATOIRES

ingénieurs

• OPTICIENS de formation, débutants ou confirmés, pour études, conceptions et réalisations au sein d'équipes spécialisées dans les SYSTEMES INFRAROUGES.

• GRANDES ECOLES, ELECTRONICIENS de formation, pour études et réalisations d'équipements de systèmes de télécommunications numériques. Connaissances microprocesseurs et techniques de TRAITEMENT DU SIGNAL appréciées.

Envoyer C.V. et références en indiquant le poste choisi à :
SAT - 41, rue Cantagrel - 75013 PARIS



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de ses activités d'études et de recherche recrute des

INGENIEURS INFORMATICIENS

de formation Grandes Ecoles ou Universitaire. Ils seront intégrés à des équipes de haute technicité pour participer à la conception des logiciels des grands systèmes de la compagnie.
Ces postes nécessitent des connaissances dans l'un des domaines suivants :
- téléinformatique
- architecture système ...

Lieu de travail : Paris 20ème puis Louveciennes (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 121 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull PC 1F103 - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

La filiale française d'un groupe alimentaire multinational recherche pour son usine (700 personnes) située en proche banlieue Est de Paris, son

Chef du service électricité - automatismes

130.000 Frs +
rattaché au chef du département technique (100 personnes)

Ses missions :
- Assurer la maintenance, la sécurité et l'amélioration de la fiabilité des équipements électriques et électroniques de l'usine.
- Concevoir et implanter les nouvelles technologies (automatismes, micro-processeurs).
- Gérer une équipe de 10 professionnels encadrés par 2 agents de maitrise et les former à l'utilisation de technologies nouvelles.

Son profil :
- Ingénieur électricien (diplôme grande école souhaité),
- expérience de 3 à 5 ans en électricité et automatismes au sein du département maintenance d'une unité de production,
- qualités d'animateur et de gestionnaire,
- Anglais technique.

De larges perspectives de carrière sont offertes au sein du groupe.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 15834 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

SUPELEC, TELECOM, ENSI....
UN 3° CYCLE AU GIERS

Le GIERS est le centre de recherche du Groupe Schlumberger. Vous avez donc compris qu'il constituait une véritable pépinière d'Ingénieurs. Bon nombre d'entre eux, forts de leur expérience, n'ont plus à briguer le titre de Docteur.

Nous vous proposons de les rejoindre dans le cadre de projets utilisant les techniques les plus modernes de traitement numérique du signal ainsi que l'informatique temps réel.

Sans aller jusqu'à traduire Shakespeare, vous aurez quand même une bonne pratique de l'anglais. Des connaissances en microprocesseurs et programmation constitueraient aussi des atouts sérieux.

GIERS
Schlumberger

Adressez CV, lettre manuscrite à M.J. VILLOING, GIERS, 12 place des Etats Unis, BP 121 92124 MONTROUGE CEDEX.

rosq carrières

Jeune filiale en expansion rapide d'une société leader sur son marché : Négoce de produits haut de gamme Isolation (solaire, phonique), sécurité et amélioration de l'habitat.
recherche son

DIRECTEUR

- de formation commerciale supérieure et/ou chef de produit confirmé, ayant expérience du bâtiment, 35 ans minimum.
- Il devra :
  - Définir et gérer totalement la politique commerciale et marketing (en liaison avec la Société mère).
  - Etablir et développer les contacts avec les prescripteurs, architectes, administrations et organismes professionnels.
  - Animer une petite équipe compétente et motivée, en restant proche du terrain.
- Anglais apprécié.

Lieu de travail : Région Parisienne + déplacements.
Ecrire sous réf. n° 81 R 04 à :



5, rue Edouard-Fournier, 75016 PARIS.

Un directeur développement pharmaceutique qui soit un «patron»...

Notre Centre de Recherche (Sud-Est de la France) l'un des trois créés par notre groupe dans le monde, connaît un fort développement. En effet, cette année encore notre effectif augmentera d'environ 30 %.
Dans le cadre de cette expansion nous recherchons le responsable de notre Département Développement Pharmaceutique.
Nous lui confierons la Direction d'une équipe de haut niveau constituée de 2 unités (Galénique, Analyses Chimiques et Biologiques).
Agé d'au moins 40 ans, il peut justifier d'une solide expérience dans le domaine de la pharmacotechnie et de l'analyse mais, aussi, de véritables qualités d'animateur.
Meneur d'hommes, il a le goût de l'innovation et à la volonté d'aller de l'avant.
Habitué à un contexte international, il a une parfaite maîtrise de l'anglais.
Notre conseil étudiera avec la plus totale discrétion votre dossier de candidature (lettre + C.V. + prétentions) que vous lui ferez parvenir sous la référence M 321 à



MEDIA 84

Jeune ingénieur attiré par la branche aéronautique

Société, mondialement connue, fournisseur notamment de l'industrie aéronautique, recherche un Ingénieur Technico-Commercial qui sera basé en région parisienne.
- Si vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur, avec 3 ou 4 ans d'expérience pratique en Bureau d'Etudes ou en Fabrication,
- Si vous êtes attiré par la vente et les problèmes techniques qui en découlent, à étudier avec les services développement et de production,
- Si vous aimez travailler dans une petite équipe, tout en gardant des perspectives d'évolution à l'intérieur d'un groupe puissant,
- Si vous connaissez bien l'anglais et peut-être même l'allemand,

alors, vous êtes le collaborateur que nous recherchons.
Envoyer CV manuscrit sous réf. 1170 M à :
SOURCES
16 Rue Jean-Jacques Rousseau — 75001 Paris

TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES (TRT)
recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

1) Bonne formation en radiocommunications, pour la commercialisation de systèmes intégrés de TÉLÉCOMMUNICATION MARINE.
Coordination et travaux d'ingénierie.
Déplacements France et étranger.
Expérience similaire indispensable.
Lieu de travail : PARIS SUD.

2) Renforcement du département COMMUTATION DE DONNÉES, TÉLÉMATIQUE.
Pour la vente de systèmes dans les domaines réseaux à commutation de paquets, télématique, commutation de messages.
Perspectives très intéressantes si aptitudes à négocier des affaires importantes.
Lieu de travail : LE PLESSIS-ROBINSON.

Merci d'adresser votre C.V. à TRT
5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

FORMATION

CONSULTANTS
(EXECUTIVE TRAINER)

Cette Société Internationale basée à Bruxelles et Paris, filiale d'un puissant groupe international, a pour mission de développer et mettre en place des programmes de formation destinés à tous les niveaux de la hiérarchie : de la direction au personnel d'usine.
Etant donné la rapide croissance de ces deux dernières années cette firme doit engager plusieurs consultants.
Sous l'autorité d'un Directeur de Projets, chaque consultant élabore et met en application des programmes de formation adaptés aux besoins spécifiques de l'Entreprise. Son champ d'activité est l'Europe.
Nous souhaitons rencontrer un homme d'au moins 35 ans de formation universitaire (psychologie du comportement, techniques de communication ou équivalent) capable d'animer des séances de formation pour des participants de tous niveaux. Une forte personnalité paraît être un gage de réussite ainsi qu'une grande autonomie.
Le candidat idéal doit parler l'anglais couramment et la connaissance de l'allemand ou de l'italien en plus de sa langue maternelle serait un atout supplémentaire.
Ce travail implique des voyages constants, les séances de formation ayant lieu dans l'Entreprise.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M8465A à
egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

SAINT-GOBAIN INTERSERVICES

Souhaite intégrer à l'une de ses équipes techniques informatiques un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
DÉBUTANT

De formation scientifique, mais pas nécessairement informatique, ses activités s'orienteront vers le Système.
Il recevra, dans ce cadre, lors de son intégration, une formation théorique à l'Assembleur et aux produits programmes propres à notre entreprise.
Lieu de travail : PARIS-OUEST.
Les dossiers de candidature, accompagnés d'un CV, sont à adresser sous la réf. 71124 M à

GROUPE ETHNOS
Conseil en Recrutement
Membre de Syntec Informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES
secteur privé siège Paris
recherche pour

SA BRANCHE VIE
CADRE HAUT NIVEAU

FORMATION SUPÉRIEURE
Sa mission consistera à gérer et animer le département

ASSURANCES COLLECTIVES

Connaissances et expériences nécessaires dans les domaines suivants :
Assurances groupe, régimes sociaux (S.S., caisses retraites...), informatique, statistique, comptabilité, organisation administrative.
Appelé à avoir des relations interservices au sein de l'entreprise et avec le réseau commercial.

Adr. C.V. détaillé et lettre de candidature sous réf. 117 à M. GENEVAY-LPA, 11, square Jasmin, 75016 PARIS. Discrétion totale, réponse assurée.

---

chef de projet

Mini-informatique

Un groupe français recherche, pour sa filiale chargée de la recherche scientifique dans le domaine médical, un chef de projet. Il devra assurer la maintenance des applications existantes et développer des applications nouvelles. Il conseillera et assistera les chercheurs dans l'utilisation de l'informatique.

Le candidat, intéressé par la recherche scientifique et de formation supérieure, possède une expérience de la conduite de projets informatiques et de la gestion de bases de données sur mini-ordinateurs (type DEC, DATA GENERAL ...) ainsi que la pratique des langages COBOL et FORTRAN.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 12001/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection : Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

sema selection — Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Société de TRANSPORT de voyageurs recherche dans le cadre de la mise en place de

SYSTEMES INFORMATIQUES

responsable de projets

âgé au minimum de 28 ans, de formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou équivalent) et possédant une première expérience réussie de la conception et de l'analyse de systèmes d'ordonnancement et de gestion prévisionnels.
Il sera tout d'abord chargé de l'étude et de la mise en place des systèmes (optimisation des moyens en personnel et matériel, gestion et entretien du parc de véhicules, saisie et transmission de données d'exploitation et de coût) dans un centre d'exploitation situé dans la région Est, puis de généraliser les applications aux autres centres d'exploitation. Implantation parisienne à terme.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la réf. 863 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

CHRISTIAN SALVESEN S.A.

Leader européen de l'entreposage frigorifique
Spécialiste de la distribution physique
RECHERCHE
1) pour PARIS-ORSAY

DIRECTEUR D'ENTREPOT

responsable de la gestion de l'entrepôt tant sur le plan commercial que sur le plan de l'exploitation du service à la clientèle et de l'exécution des contrats de distribution.
Il jouira d'une large autonomie pour assumer de véritables responsabilités.
Ce poste conviendra à un professionnel ayant une expérience de 3 à 5 ans acquise soit dans l'entreposage soit dans la distribution.
Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

2) Cadres d'exploitation débutants formation E.S.C. ou agro-alimentaire

Le groupe SALVESEN offre à des hommes de valeur, mobiles et motivés outre une rémunération stimulante de réelles perspectives de carrière.

C.V. + photo + prétentions à :
CHRISTIAN SALVESEN S.A.
Directeur du personnel,
La Ferme de Courtabœuf, 91940 LES ULIS

Cie Aérienne

Chef comptable
DECS Homme ou Femme

Jeune compagnie aérienne en croissance rapide - CA 150 millions - nous renforçons nos structures et créons au siège de notre société à Paris, le poste de Chef Comptable.
Notre flotte, composée d'avions moyen et long courrier, implique des activités internationales. La comptabilité fournisseurs, la gestion de la trésorerie et la comptabilité analytique sont complexes. Le traitement sur ordinateur est à perfectionner. La formation DECS et une expérience de 3 ans au moins au niveau responsable de la comptabilité sont demandées.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 23580/M à Marie-José FOURNIAT qui étudiera votre dossier en toute discrétion.
Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC

هكذا من الأصل





SOCIÉTÉ DES SUPERMARCHÉS DOC
filiale des DOCKS DE FRANCE
2.200 collaborateurs, 30 magasins en région parisienne
C.A. : 1.500.000.000 de francs
recherche

ADJOINT DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS PRODUITS FRAIS

Le candidat retenu devra posséder :
- une bonne connaissance générale du marché des denrées périssables ;
- l'aptitude à superviser la gestion d'un important établissement ;
- des qualités d'organisateur, notamment en matière de logistique ;
- le sens des relations commerciales à entretenir avec les directions des réseaux de vente.

Lieu de travail : CHILLY-MAZARIN

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à S.M.D., Direction des affaires sociales, 17, avenue de la Résidence. — 92160 ANTONY.

- Vous êtes un homme de valeur.
- Vous maîtrisez la gestion et les techniques de maintenance.
- Vous avez le sens du commandement.
- Vous souhaitez donner un développement à votre carrière . . .

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de

chef des services généraux

du Siège Social d'un important groupe industriel français.

Chiffre d'affaires prévisionnel pour 1981 : 10 milliards de Frs. 1200 personnes. Immeuble de Grande Hauteur à CLAMART.

Votre mission est triple : hôtellerie, maintenance, gestion. Vous animez une équipe de 70 collaborateurs. Vous êtes responsable devant la Direction Générale d'un budget de 30 millions de Francs.

Nous souhaitons que vous ayez au moins 35 ans et que vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans d'un poste similaire, acquise dans une société immobilière, dans l'hôtellerie, l'industrie ou l'Armée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 3025 à :

OP organisation et publicité

Filiale informatique d'un très important groupe d'assurances recherche

analystes confirmés

pour participer, avec l'aide de petites équipes qu'ils auront à encadrer, au développement de projets informatiques utilisant les techniques de base de données et de télétraitement.

Formation supérieure (ingénieur, MIAGE ou équivalent) complétée par une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire indispensable.
Connaissance Assembleur, IMS, DL1 appréciée.
Formation complémentaire assurée.
Lieu de travail : La Défense.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 3270,

à GIE, Service du Personnel
Tour Franklin, cédex 11
92081 Paris La Défense.

média-system

DIRECTEUR INFORMATIQUE
270.000 +

Filiale française d'un grand groupe international, cette société réalise un C.A. de plus d'1 milliard de francs avec 5000 personnes. Elle est équipée de 3 gros ordinateurs et de plusieurs mini-ordinateurs. Des projets importants sont en cours. Le Directeur de l'Informatique est Responsable de l'ensemble des études, de la définition des systèmes et du bon fonctionnement de l'exploitation (effectif total 60 personnes). Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé ayant une réelle expérience de la Direction de projets informatiques et de l'animation d'un service. Anglais nécessaire.

Adresser dossier complet sous réf. AP/154M à
22 rue Saint Augustin 75002 PARIS
Réponse et discrétion de rigueur.

France Cadres

PONT NEUF
Important organisme secteur Assurances
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- soit confirmés PL1 et connaissant DL1
- soit confirmés COBOL (formation PL1 et DL1 assurée)

pour participer à la mise en place de projets dans un contexte IBM 3031 - VM/CMS.

Faire acte de candidature sous référence 1019 M à Jean PORRACCHIA



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 130.000F +

- Nous sommes une Société de services en INFORMATIQUE de 100 personnes avec 5 centres régionaux. Notre taux de croissance est supérieur à 30 % l'an.
- Vous avez une formation supérieure de gestion et 3 ans minimum d'expérience. Vous êtes précis, rigoureux. Vous aimez les contacts et vous savez négocier.
- Vous dirigerez l'équipe administrative et comptable sous la responsabilité du Directeur Général, en liaison permanente avec les responsables opérationnels des unités pour leur contrôle de gestion.

Lieu de travail : ASNIERES
Adressez votre C.V. avec photo et lettre manuscrite à Mme PEROL - CERG
Tour d'Asnières - 92606 ASNIERES Cédex.



Directeur Administratif et Financier : une réelle opportunité !

intel

1 600 collaborateurs, 854 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1980, un bénéfice de 97 millions de dollars entièrement réinvesti en recherche et développement : INTEL est aujourd'hui le 3e grand de l'industrie du semi-conducteur. INTEL Europe représente 30 % du C.A. de INTEL CORPORATION et INTEL FRANCE est le siège de la région Sud-Europe (France, Italie, Espagne, Israël).

Parfaitement intégré à l'équipe de management (structure matricielle), le directeur administratif et financier dirigera une équipe de 30 collaborateurs - Services financiers, services généraux, services clients - et sera responsable de la mise en place et du développement de systèmes de gestion informatiques. Il introduira des méthodes d'organisation non bureaucratiques et aura pour souci le service du client.

Le cadre que nous recherchons est un manager entreprenant et crédible. Il peut justifier d'un passé professionnel d'au moins 5 années au sein de fonction similaire dans une multinationale de haute technologie. Un niveau de formation supérieur, une importante capacité d'adaptation et la maîtrise de la langue anglaise sont des atouts essentiels.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser sous réf. (IN 11) un dossier complet (CV + prétentions) à notre conseil qui étudiera chaque candidature en toute confidentialité.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail - 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA



KODAK PHOTO GRAND PUBLIC
recherche

Responsable Promotion des Ventes

HEC, ESSEC, SUP de CO équivalent, sous la direction des responsables Marketing et Publicité, le candidat devra :
- concevoir, élaborer et mettre en oeuvre, en liaison avec la force de vente, toutes les opérations de promotion auprès des revendeurs et des grandes surfaces,
- élaborer et faire appliquer les argumentaires de vente,
- animer une équipe de quatre personnes.

Une expérience de quatre ans de marketing en entreprise et la connaissance des différents canaux de distribution sont indispensables.

Envoyez CV et prétentions s/réf. 81/10 à

CABINET H-A-BOTH S-C-P-
Département Sélection Recrutement
3bis, rue des Ecoles 78400 CHATOU
(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

Société LOGABAX

recherche pour son département INSPECTION APRES-VENTE

un ingénieur position II

Il assumera après intégration la responsabilité du recrutement, de la formation et de la documentation au sein du département.
Une expérience dans un poste similaire est indispensable.
Lieu de travail : EVRY (déplacements occasionnels en province).

Adresser CV et prétentions sous réf. 336 Direction du Personnel
Service Recrutement
79, avenue Aristide Briand - 94115 ARCUEIL Cedex.

BANQUE PRIVEE
8e arrondissement
recherche

EXPLOITANT
Fondé de Pouvoirs
Spécialiste Clientèle Entreprises

Votre expérience professionnelle s'appuie sur une formation de base de type Grande Ecole ou diplôme bancaire (I.T.B. + C.E.S.B.).

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 6908 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Plain Champs

LA MUTUALITE AGRICOLE
recherche

analystes-concepteurs

de formation supérieure et ayant si possible une première expérience de la fonction.

Au sein d'un département informatique important, équipé d'un IBM 3033 de 12MEG, ils participeront à l'expansion de notre informatique orientée télétraitement et base de données (CICS-DL/1 et IMS).

Connaissances souhaitées : COBOL, analyse structurée, télétraitement.

Lieu de travail : Station R.E.R. Nanterre Préfecture.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : U.C.C.M.A.
Département Gestion du Personnel
8/10, rue d'Astorg - 75008 PARIS

Ingénieurs technico-commerciaux «large systems»

Nos excellentes perspectives de vente pour les années à venir dans le secteur des «LARGE SYSTEMS» nous conduisent à recruter plusieurs

INGENIEURS INFORMATICIENS

qui renforceront nos services chargés de conseiller et d'assister nos prospects et notre clientèle.

La possession d'une EXPERIENCE DE QUELQUES ANNEES SUR «LARGE SYSTEMS» BURROUGHS sera un avantage déterminant pour ces postes.

VOTRE ROLE consistera à participer à des projets de très haut niveau, cette *participation devant vous permettre d'en assurer rapidement la direction.*

La taille, la structure de notre compagnie, ses importants moyens de formation garantissent de larges possibilités d'évolution.

Ces postes se situent à PARIS et dans plusieurs VILLES DE PROVINCE.

Envoyer votre dossier de candidature, précisant rémunérations actuelle et souhaitée à Jean Louis PERROT
BURROUGHS
Direction des Relations Humaines
230-242, avenue Laurent Cély
92231 GENNEVILLIERS Cedex

Burroughs

Importante Société Industrielle à notoriété Internationale
recherche pour PARIS

CHEF du SERVICE ÉLECTRIQUE

Le candidat retenu aura une Formation Technique Supérieure et des connaissances impératives en Électronique, Calculateur, Informatique.
Il devra justifier également d'une expérience au sein d'un service CONTRÔLE-COMMANDE Industriel, d'une bonne connaissance des normes électriques, ainsi que de l'animation d'une équipe.
Ce poste comporte de hautes responsabilités et permet d'évoluer au sein de Techniques très avancées.
Envoyer lettre + CV., sous réf. 71 137 M. CABINET SÉCHET, 84, avenue du Bois Guimier - 94100 ST-MAUR-DES-FOSSÉS, Tél. 883.50.07 - Discrétion absolue et réponse assurée.

HAVAS CONTACT



recherche un

chasseur d'affaires EN INFORMATIQUE

Notre métier est d'installer l'informatique de gestion en PME sur minisystèmes. Nous appartenons à un groupe indépendant mais structuré et efficace. Nous sommes restés de taille humaine malgré un taux annuel de développement supérieur à 50 %.

Nous savons pourtant que nous pouvons faire mieux encore : c'est pourquoi nous recherchons un ingénieur commercial, homme ou femme d'action responsable, qui saura organiser notre action commerciale, élargir notre implantation et accélérer la distribution de nos produits.

Nous lui demandons une formation supérieure, cinq ans de terrain passés à vendre du matériel ou du logiciel mais surtout la volonté de vaincre et la capacité d'apporter des affaires.

TERRITOIRE : RÉGION PARISIENNE.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 8329 A, à :

AVISO conseil 60 rue de Passy, 75016 PARIS Membre de Syntec

La mission de nos ingénieurs commerciaux « marchés techniques » : être conseil de vente auprès des directions techniques de grandes sociétés en leur proposant des solutions informatiques globales à leur projet de recherche, conception assistée, conduite de processus. Nous créons 3 postes d'

ingénieurs commerciaux H/F
marchés techniques

Si vous avez une formation d'ingénieur, une expérience de 2 à 3 ans de vente de matériel informatique et une bonne connaissance de l'anglais, nous vous offrons une rémunération fixe, un style de travail très impliquant et des perspectives d'évolution exceptionnelles tant en France qu'à l'étranger.

Adressez votre C.V. sous la Réf. M 20 à Chantal Millot,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18 rue Saarinen, 94528 RUNGIS.

digital

Ingénieurs Commerciaux
25 ans minimum

Important constructeur européen de mini-ordinateurs recrute des **INGENIEURS COMMERCIAUX.**

Formation : école d'ingénieurs, école de commerce ou niveau équivalent acquis par l'expérience.

Expérience SSCI ou constructeurs appréciée pour s'intégrer à une équipe commerciale dynamique.

Prospection de secteurs en pleine expansion et entretien de la clientèle existante.

Lieu de travail : **REGION PARISIENNE.**

Ecrire avec CV, lettre manuscrite, prétentions et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 663/M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

PORTE DE PANTIN
IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche

CONCEPTEUR BASE DE DONNEES

Dans le cadre de la mise en place d'une application importante en télétraitement Temps Réel (260 Terminaux), il collaborera à la conception, l'organisation et la création d'une Base de Données.

Nous souhaitons engager un analyste ou analyste programmeur si possible diplômé enseignement supérieur (MIAG ou INGENIEUR) possédant 3 ans d'expérience minimum, connaissant les techniques Temps Réel et IMS/DL1.

Fonction évolutive pour un candidat de valeur.

Faire acte de candidature sous la référence M/407 à Jean PORRACCHIA

CARRIERES INFORMATIQUE
conseil en recrutement et formation
149, rue SAINT-HONORE 75001 Paris

Une des premières entreprises françaises dans le domaine de
L'ELECTRONIQUE
recherche

ingénieur-électronicien
(SUPELEC - ISEN - ESME ou équivalent)

Il sera chargé d'animer notre équipe, assurant le contrôle électronique de nos produits : circuits micro-électroniques hybrides.

4 à 5 ans d'expérience minimum en milieu de fabrication.

Lieu de travail : proche banlieue Sud.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 3054 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS QUI TRANS.

IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL
8 usines - 5000 personnes

recherche

JEUNE INGENIEUR

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience
Diplômé Grandes Ecoles

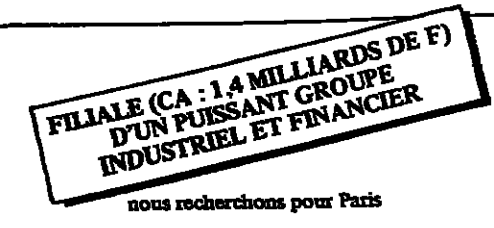
La Division Organisation-Informatique

voit ses besoins actuels renouvelés par d'importants projets dont il est souhaitable que l'intéressé puisse prendre rapidement la responsabilité.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite



sous No 90704
4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS



DIRECTION INFORMATIQUE
ET TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son Service
Systèmes temps réel et microélectronique

jeunes ingénieurs

GRANDES ECOLES (SUPELEC, ENSI, etc ... avec option informatique ou automatismes) pour développer des logiciels sur mini et micro ordinateurs.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prét. à
PHILIPS - DIT - Service du Personnel
50, rue Roger Salengro - Péripole 114
94126 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX

FILIALE (CA : 1,4 MILLIARDS DE F)
D'UN PUISSANT GROUPE
INDUSTRIEL ET FINANCIER

nous recherchons pour Paris

3 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation Ingénieur Grande Ecole (ESE, ENSI,...), débutants ou confirmés, ils seront chargés de développer et de commercialiser des Equipements Electriques H.T. et B.T. (Tableaux débrochables).

L'ANGLAIS COURANT EST EXIGE ; disponibilité pour déplacements fréquents en FRANCE et à l'ETRANGER.

D'intéressantes perspectives d'évolution de carrière sont possibles pour des candidats de valeur.

Assurée d'une discrétion absolue et d'une réponse, votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) est à adresser sous réf. 8125 M à rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS.

---

délégués régionaux
PARIS ILE DE FRANCE

ORGANISME NATIONAL DE *FORMATION ET DE CONSEIL*
largement décentralisé et leader sur son marché recherche

DELEGUE (E) REGIONAL (E)

Il aura la responsabilité :
- du développement des activités,
- des objectifs C.A. et marge dans le cadre d'un budget,
- de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et d'assistantes commerciales.

Le poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, sup. de Co,...) ayant 5 à 6 ans d'expérience industrielle et l'aptitude à la négociation commerciale. (Réf. 3.591 M)

ADJOINT (E) AU DELEGUE REGIONAL

Sa mission sera plus particulièrement :
- de négocier des actions de formation avec les pouvoirs publics et de mettre en œuvre des stages,
- de développer un secteur de clientèle "entreprises".

Le candidat de formation supérieure, de type école de commerce, devra avoir 2 à 3 ans d'expérience professionnelle et de bonnes qualités d'organisateur et de négociateur. (Réf. 3.592 M)

Adresser, sous réf. du poste, lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

SOCIETE D'INFORMATIQUE spécialisée
dans le domaine médical recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS

ayant une première expérience d'un langage assembleur.
Ils devront s'intégrer à une petite équipe de haut niveau pour développer des applications temps réel sur mini 6.
Ils devront prévoir des déplacements en province de courte durée.
Lieu de travail PARIS 11ème.
Rémunération intéressante.
13eme mois Restaurant d'entreprise.
Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 2630 à
P. LICHAU S.A. - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

1) dans le cadre du développement de ses activités « Radar militaire »

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES
ESE - ENST - ENSERG - ENSEEIHT - ENSEM
Débutants ou quelques années d'expérience pour étude et réalisation de systèmes évolués de traitement de signal.
Bon niveau mathématiques (Doctorat apprécié). Goût de l'analyse. Travail en équipe. Réf. I

2) pour conception et réalisation de systèmes et équipements en communications civiles et militaires

ingénieurs

GRANDES ECOLES
CONFIRMES OU DEBUTANTS
Compétences souhaitées :
Radio * transmissions * traitement du signal * micro-informatique * codage de la parole. Réf. C

Pour tous ces postes la nationalité française est exigée.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
LCT B.P. 40 - 78140 VELIZY
VILLACOUBLAY
Cedex.

Rejoignez une équipe qui fonce !

Parce que notre développement s'est toujours appuyé sur une recherche de haut niveau débouchant sur des produits fiables et performants,

Parce que le recrutement, l'intégration et l'épanouissement professionnel de nos collaborateurs ont toujours fait partie de nos principales préoccupations,

Nous avons pu progresser rapidement et nous assurer une place prépondérante sur le marché des biens d'équipement.

Pour faire face à notre expansion, nous recrutons sur **PARIS et PROVINCE de JEUNES COMMERCIAUX** ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la vente.

La rémunération proposée comprend un fixe important + variable + position cadre ou assimilée + participation + avantages sociaux + remboursement des frais.

Ces postes offrent à des candidats motivés de réelles possibilités d'avenir.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 652 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

CABINET INTERNATIONAL
recherche

FISCALISTE CONSEIL

Nous vous offrons la possibilité de développer votre carrière et d'élargir vos connaissances dans le conseil au niveau national et international au sein d'une équipe jeune, dynamique, enthousiaste, qui offre des services de très haute qualité.

Il faut : avoir un diplôme d'études supérieures de droit avec une spécialisation fiscale • une bonne connaissance de l'anglais • être motivé, rigoureux et apprécier le travail en équipe • une première expérience professionnelle.

Candidature traitée confidentiellement.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 10.230-M à CLA Recrutement 11, av. Delcassé 75008 Paris.

CLA



SOCIETE ANONYME
DE TELECOMMUNICATIONS

recherche
pour ses LABORATOIRES D'ETUDES
dans le cadre du développement de ses activités
en commutation

programmeurs et analystes

Formation souhaitée : DUT INFORMATIQUE ou études universitaires en Informatique, débutants ou ayant quelques années d'expérience pour participation à la réalisation de PROJETS LOGICIELS temps réel.

Lieu de travail : DOURDAN ou MASSY (Essonne).

Adresser C.V. à SAT
Chemin de Vaubesnard
91410 DOURDAN

LA MUTUALITE AGRICOLE
recherche

programmeurs

- titulaires d'un D.U.T. informatique ou équivalent,
- débutants ou ayant une première expérience.

Formation de base (COBOL, programmation structurée, TSO) et formation complémentaire assurée.

Ils seront chargés de la réalisation de programmes et de leur mise au point sous la responsabilité d'un analyste.

Lieu de travail : Station R.E.R. Nanterre Préfecture.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à U.C.C.M.A.
Département Gestion du Personnel
8/10, rue d'Astorg - 75008 PARIS

---

chef comptable
QUARTIER LA DEFENSE

- Nous sommes la Filiale française d'un grand groupe Japonais, fabriquant du matériel photo et cinéma.
- Nous recherchons un Chef Comptable qui, placé sous l'autorité du Directeur Financier, sera assisté par une équipe de 3 personnes qu'il encadrera. Il bénéficiera du soutien ponctuel d'un Expert Comptable.
- Il aura pour mission, plus particulièrement :
  - l'établissement des situations mensuelles et des bilans
  - le contrôle de la comptabilité clients
  - la gestion de la trésorerie
  - la préparation de la paye
- Ce poste nécessite :
  - une expérience similaire dans une société internationale
  - un niveau DECS
  - de bonnes notions d'anglais
  - une expérience en comptabilité informatique
  - une ouverture d'esprit aux problèmes d'importation et d'exportation
  - l'esprit d'équipe et un certain sens commercial
- Nous offrons :
  - un travail vivant, dans un secteur d'avenir, avec de véritables responsabilités.
  - Statut cadre - Rémunération attractive.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

RC RATIO CONSEILS
Adresser lettre manuscrite,
C.V. détaillé, salaire actuel
et photo (retournée) S. Réf. 303 RC
39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS

ALUMINIUM ALCAN DE FRANCE
recherche pour sa division FILAGE

UN ATTACHE COMMERCIAL

pour la REGION PARISIENNE

Intégré à une équipe jeune, le candidat devra :
- être un homme de terrain habitué à traiter à tous niveaux,
- avoir le sens des responsabilités, quelques années d'expérience dans la vente de produits industriels.

Rémunération motivante pour candidat de valeur.
Véhicule de fonction fourni.

Envoyer C.V., photo et prétentions
sous référence 2636 à

PIERRE LICHAU SA-BP 220 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures.
Discrétion assurée.

INGENIEUR METHODES DEBUTANT

Appareillage électrique **Paris**

Filiale d'un groupe français international, notre société construit des appareillages électriques en moyennes séries.

Dans le cadre de notre développement, et en raison des impératifs toujours plus aigüs de rationalisation, nous renforçons le Service Industrialisation et créons un nouveau poste d'Ingénieurs Méthodes.

En tant que débutant, vous consacrerez une première période à des missions d'observation et à des études ponctuelles puis, en tant qu'adjoint, vous prendrez progressivement en charge les missions suivantes :
- réorganisation de la section «Prix de Revient»,
- mise en place d'une analyse des coûts,
- développement de l'automatisation et implantation de l'informatique,
- mise en place d'unités à l'étranger,
- industrialisation de produits nouveaux.

Votre formation est de préférence A.M., ECAM...

Adresser dossier de candidature
à Mr Koehrer sous réf.
40 M 112, à GKS Conseil,
69 rue de Monceau,
75008 Paris.



Membre de Syntec

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
NUMÉRO 2 MONDIAL DE SA SPÉCIALITÉ
À NEUILLY S/SEINE
recherche pour développements importants
(postes à caractère évolutif)

un analyste-programmeur un analyste un programmeur

- 2 à 4 ans expérience COBOL ;
- connaissances CII-HB 62 ;
- sens de l'organisation ;
- qualités d'autonomie et d'initiatives.

Seraient appréciés mais non indispensables :
- niveau DUT ou MIAGE selon le poste ;
- expérience télétraitement ;
- notions GAP.

Envoyer c.v., lettre manuscrite et prétentions à nº 68.330, PUBLIALE, B.P. 153, 75062 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION
D'INSTRUMENTS DE MESURE
91 - MASSY
recherche

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

- DUT DEST INFORMATIQUE ou équivalent,
- Débutant ou première expérience,
- Formation assurée.

Ecrire avec C.V. et prétentions, Service du Personnel B.P. 74 - 91301 MASSY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LUBRIFIANTS
Proche Banlieue Sud-Ouest recherche
au sein de sa division études et budgets

1 COLLABORATEUR
(POSITION CADRE)

Pour participer à l'élaboration et à la consolidation des budgets de la société et de ses filiales.
Licence Sciences Eco. ou équivalent
ou expérience dans poste similaire.

Env. lettre manus. C.V. et photo à nº 91.205 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

OFFRES D'E...

2 analystes financiers

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

informaticiens

banque internationale

CUSTOMER SERVICES MANAGER

banque

Banque Privée Paris recherche

exploitant

eurobond dealer

Société d'Études et de Conseil en marketing et communication
T.M.O. CONSULTANTS
recherche

Adressez C.V. + photo à T.M.O. CONSULTANTS, 22, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

2 analystes financiers

BANLIEUE NORD F 110 à 150.000

La Division Internationale d'un groupe américain fabriquant des produits électroniques renforce son service de Contrôle de Gestion. La Division regroupe 20 filiales dans le monde, y compris 2 usines : C.A. 180 millions de dollars (représentant la moitié du groupe). 1500 personnes.

Sous l'autorité du "Manager of Finance", les analystes financiers suivront tous les résultats mensuels tournis par les controllers des filiales. Ils participeront à la préparation du budget, ainsi qu'à la mise en place de procédures.

Les candidats devront posséder :
- une expérience similaire de 1 à 3 ans acquise au sein d'une entreprise américaine,
- un anglais courant.

Des connaissances en informatique seraient souhaitables.

Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser C.V. et salaire actuel sous réf. 3539-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

?answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE
dans le cadre de ses départements MINI ET MICRO INFORMATIQUE propose à des

informaticiens (nes)

- de participer à des projets de pointe en temps réel : logiciel de base, applications industrielles, scientifiques,
- une rémunération motivante ainsi que de réelles perspectives d'évolution.

Profil souhaité : grandes écoles d'ingénieur, Ecoles d'informatique, Doctorat, DESS, maîtrise, option informatique. Une expérience sur mini ou micro est souhaitée.

Intéressé (e) ? alors écrivez sous réf. DCA-114 S à Françoise TISON au 135 rue de la Pompe - 75116 Paris - Tél. 502.10.00 poste 361.

---

banque internationale

Notre client, une des plus prestigieuses banques arabes, recherche pour Paris, un

CUSTOMER SERVICES MANAGER

en contact permanent avec les clients, il sera responsable du service dépôts, comptes courants, comptes d'investissements, opérations de caisse et transferts, ainsi que des différents rapports envers la Banque de France.

Le candidat choisi aura une large expérience bancaire (minimum 10 ans dans le domaine administratif et comptable) ainsi que des compétences particulières en réglementation des changes. Il sera bilingue français-anglais.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel à Marie-Jo Martial 6, Av. Marceau, 75008 Paris sous réf. 3811-M.

---

banque

Banque Privée Paris recherche

exploitant

pour gérer et développer une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales de taille moyenne.

Profil souhaité : • 27 ans minimum, • formation supérieure, • expérience bancaire de 2 ans minimum, • esprit d'initiative, sens du travail en équipe, sens du risque. (Réf. 134-M)

eurobond dealer

pour seconder, au sein de la division des opérations financières internationales, le responsable du service euro-obligataire.

Profil souhaité : • Gradé (e) III ou IV, justifiant de 2 ans minimum d'expérience dans cette activité • très bonne connaissance de l'anglais, • connaissance de l'allemand souhaitable. (Réf. 144-M)

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous référence choisie à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Société d'Études et de Conseil en marketing et communication

T.M.O. CONSULTANTS

recherche

- Un Directeur d'Études ou un Chargé d'Études expérimenté (au moins 3 ans à plein temps en institut).
- Un Diplômé École de Commerce ayant réelle expérience en informatique.

Adressez C.V. + photo à T.M.O. CONSULTANTS 22, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS

Importante Société Construction Electrique appartenant à un Groupe International recherche pour son siège à Paris

Gestionnaire de très haut niveau

200.000 +

répondant directement auprès de la Direction Générale, il aura pour première mission d'améliorer la performance des services comptables et de développer l'outil de gestion.

A moyen terme cette fonction évoluera vers une Direction Financière.

Ce poste ne sera confié qu'à un homme d'expérience tant au plan de la comptabilité que de l'informatique.

De formation supérieure, Grandes Ecoles ou Expertise Comptable, il justifiera d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans acquise dans le secteur industriel.

Pour informations complémentaires et envoi dossier candidature complet, écrire sous la réf. 360 B, à

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15.

CHEF DE DEPARTEMENT

VENTE FOURNITURES INDUSTRIELLES OUTILLAGE QUINCAILLERIE

PARIS 140 000 +

- bon niveau général,
- expérience vente, gestion, encadrement.

Réponse et discrétion assurées.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel sous référence 4362 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

UNE IMPORTANTE STE D'INFORMATIQUE MEDICALE recherche

PHARMACIENS ET TECHNICIENS DE LABORATOIRE

VOUS AIMEZ :
- les contacts avec la clientèle
- l'animation de stages de formation

VOUS AVEZ :
- un excellent niveau en biologie (DUT - ELAM) ou une première expérience d'au moins 2 années en laboratoire d'analyse médicale.

L'INFORMATIQUE VOUS ATTIRE

Venez nous rejoindre au sein d'une équipe jeune et dynamique.
Des déplacements de courtes durées en province sont à envisager.
Adresser C.V. photo et prétentions s/réf 2631 à P. LICHAU S.A. - BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

comelog

Pour travailler au sein de petites équipes nous recherchons :

un analyste programmeur ou un jeune ingénieur

Vous participerez à la réalisation de projets conversationnels utilisant des bases de données.

(formation complémentaire assurée)

Ecrire à :
comelog
9, rue Sainte-Anne - 75001 PARIS sous référence CM.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX recherche pour son DEPARTEMENT INTERNATIONAL

Juristes

- Ayant expérience du droit international des affaires et de la fiscalité.
- Parlant couramment : soit l'anglais, soit l'allemand.

Nationalité indifférente.

Envoyer C.V. avec références détaillées à FIDAL — S.D.I. 2bis, rue de Villiers 92309 LEVALLOIS PERRET

BANQUE INTERNATIONALE QUARTIER OPÉRA recherche

un jeune cambiste

- première expérience minimum de 3 années
- bonne connaissance du traitement des opérations au comptant
- pratique de l'anglais ou de l'allemand appréciée.

Avantages sociaux - libre-service.

Adresser c.v., photo et prétentions sous référence 6951 à AXIAL Publicité 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

Chef des Services Administratifs

Bilingue allemand

La filiale de distribution (PME) à PARIS d'une société allemande d'équipement ménager et industriel recherche CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS bilingue allemand.

Il sera responsable des services : administration des ventes, gestion des stocks, comptabilité, services généraux et assurera la liaison avec la maison-mère.

Le candidat idéal : un homme de gestion avec une bonne formation et une solide expérience de l'administration commerciale ; bien organisé, orienté vers l'efficacité, autorité naturelle, sachant diriger et motiver une équipe par l'exemple de son travail.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite, sous réf. 2104 à :

Deutsch-französische Unternehmensberatung Klaus W. HERTERICH — 44, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. : 563.49.24

interconseil

TECHNICIENS D'EXÉCUTION expérimentés, chauffage, conditionnem. d'air. De préférence de formation MAX PERRET. Écrire I.C.E., 68, av. J.-B. Clément, B.P. 404, 92103 BOULOGNE.

BANQUE INTERNATIONALE Place de PARIS recherche pour son service des engagements

RÉDACTEURS (TRICES)

Minimum 3 ans expérience bancaire indispensable. Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétent. s/nº T 026019 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

HÉDIARD

recherche

DIRECTEUR SECTEUR DÉTAIL

Age minimum 32 ans. Il aura une expérience dans la distribution alimentaire. Une formation ESSEC ou ESCP sera appréciée. Envoyer lettre manuscrite, photo et curr. vitae à PERRIN S.P., 6, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE CHIMIE FINE recherche

PHARMACIEN (Etat FR.)

Fonction directeur contrôle qualité. Lieu région PARIS. Expérience minimum 5 ans contrôle qualité. Anglais courant indispensable. Age 30 ans minimum. Rémunération environ 200.000 F. Envoyer C.V. + photo sous réf. 2.678 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09.

ORGANISME DE SÉJOURS LINGUISTIQUES recherche

DÉLÉGUÉS (ES)

pour diffuser ses programmes auprès enseignants, responsables collectivités, clubs, associations de JEUNES et FAMILLES

Ecrire ou tél. à Mme BENSIMON 268-01-23 **OFACIL** 12, rue Miromesnil 75008 Paris.

MI-TEMPS

MAGAZINE ÉCONOMIQUE service abonnements recherche

VENDEURS (SES) PAR TÉLÉPHONE

Expérience de la prospection à haut niveau. Sens commercial TRÈS FORT. fixe + intéressement. Tél. pour R.-VS : 763-01-09.

GROUPEMENT D'ENTREPRISES recherche

LICENCIÉ (ÉE) EN DROIT SCIENCES PO OU ÉQUIVALENT

Pour assurer l'information de ses membres sur :
- réglementation et statistiques du commerce extérieur français et étranger ;
- activités du groupement et du secteur concerné (biens de consommation).

Poste sédentaire impliquant :
- esprit d'analyse et de synthèse ;
- aptitude à rédiger avec clarté et précision.

Première expérience indispensable et langues étrangères appréciées.

Adresser candidature par lettre manuscr. avec C.V., photo récente et enveloppe-réponse à : RÉGIE-PRESSE - Nº 1.747 M 85 bis, rue de Réaumur, 75002 PARIS.

GROUPE DE PRESSE EN PLEINE EXPANSION recherche

SPÉCIALISTE FISCAL

Titulaire d'une maîtrise droit privé ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans un cabinet fiscal ou dans l'administration (niveau inspecteur). Aptitude à la rédaction et à la consultation nécessaire. Adresser curr. vitae, photo et prétentions à Mme Sebos : 28, avenue Claude-Vellefaux, 75010 Paris.

STAGE POUR **TECHNICO-CCIAUX** EN INFORMATIQUE

Début 31 mars 1981.
Citi Centre International de Traitement Informatique
205.24.83 + 241.83.83 +

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX ANCIENS COMBATTANTS recherche

PROGRAMMEURS D'APPLICATION

Langages prat. : Cobol-Basic. Expérience : 2 à 3 années.

Prière d'adr. C.V. avec prét. au Bureau du Personnel de l'Administration Centrale, 37, rue de Bellechasse, 75007 PARIS.

URGENT - Enseignement privé Banlieue Ouest recherche PROFESSEURS Allem., Esp., Maths, Physique + SECRÉTAIRE-SURVEILLANTE dactylo souhaitée. Tél. lundi, mardi, mercredi au : 950-89-98.

ASSOCIATION NATIONALE à caractère sanitaire et social recherche

DIRECTEUR de foyer de poste-cure (30 lits)

- Expérience sociale et administrative ;
- Sens des relations humaines exigé ;
- Application de la convention collective de 1951.

Adresser lettre man. et C.V. : **C.N.D.C.A.** 20, rue St-Fiacre, 75002 PARIS.

Société de promotion immobilière (PARIS) spécialisée dans les opérations groupées de logements sociaux (P.L.A., P.A.P.) recherche un :

CADRE CHARGE D'ÉTUDES IMMOBILIERES

Sa formation supérieure de base éventuellement complétée aura été confirmée par une double expérience foncière et opérationnelle en région parisienne de préférence.
Envoyer C.V., prétentions et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 671/M à MEDIA P.A., 9, boul. des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ BANLIEUE SUD-EST recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR BASIC + expérience Informatique de gestion

Envoyer C.V. et prétentions STÉ SONOVISION 12, rue de Reims 94700 MAISONS-ALFORT

STÉ MAISONS-ALFORT recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

IBM gros système 2A. Exp. IMS PL1 - ou CICS - DL1. Env. C.V. détaillé et prét. à : SONOVISION 12, rue de Reims 94700 MAISONS-ALFORT

ERIN

recherche
- **DES INGÉNIEURS** (option informatique) début. à 3 ans expér.
- **DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS** min. DUT informatique pour développement logiciel de base, contrôle de processus industriels.

Ecrire avec C.V. s/réf. 6.976 à Axial Publicité 27, rue Taitbout, Paris-9e, qui transmettra. Ou tél. (3) 058-24-75.

INGÉNIEUR RADARISTES Électroniciens. Tél. : 790-40-30.

ING. ÉLECTRONICIENS Notices tech. Tél. : 733-20-46.

Encyclopédie Britannica recherche COLLABORATRICES CULTURELLES 28 ans minimum bonne élocution, excellente présentation, dynamiques. Stage de formation gratuit. Rémunération importante, possibilité réelle de promotion dans un proche avenir. Se présenter Tour Maine-Montparnasse, 35e étage ou téléphoner au 538-66-23 de 10 h 30 à 12 h 30 et de 15 h à 17 h 30.

INGÉNIEURS LOGICIELS

2 à 5 ANS D'EXPÉRIENCE
DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES
Connaiss. 6800, 8080, 8085 Aptes à diriger techniciens POSTES À POURVOIR en BANLIEUE NORD et SUD

145.000 + Ecr. avec C.V. détaillé + salaire actuel SOUS RÉFÉR. nº 4286 à : PRO MULTIS 47, rue des Tournelles 75003 PARIS, qui transm.

Avis de vacance de poste à la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales UN POSTE D'ÉDUCATEUR spécialisé pour l'agence de l'aide sociale à l'enfance de Villeneuve-la Garenne. Les candidatures devront parvenir au service du personnel de la DASS des Hauts-de-Seine, 161, avenue Joliot-Curie, 92000 Nanterre, Bureau E 2 avant le 1er mai 1981.

Association Tiers-Monde recherche RESPONSABLE administratif et financier. Expér. technique + tiers-monde souhaitée. Env. C.V. s/réf. nº T 026004 M. à Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherche **SAGE-FEMME** MI-TEMPS pour centre de planification. Téléphone : 355-81-92

Fondation culturelle recherche BIBLIOTHÉCAIRE DOCUMENTALISTE Contact avec chercheurs. — Connaissances architecture et arts plastiques appréciées. Téléphone : 527-50-65.

BUR. D'ÉTUDES NUCLÉAIRES recherche

1) INGÉNIEUR MÉCANICIEN
- de format. Mines - A. et M.
- Expér. machines tournantes pour service bureau d'études.

2) 1 INSPECT. RÉCEPTIONN.
- Expér. turbine, vanne pour service suivi de fabrication.

3) INGÉNIEUR ou A.T.P.
- Expér. installations nucléaires pour service mis en route.

Pour ces 3 postes :
- Bilingue français-anglais.
- Expérience 3 ans nucléaire.

Envoyer C.V. et prétentions s/nº T025954M, à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VOUS AVEZ
- 25 ans minimum ;
- Une bonne culture générale ;
- Une forte personnalité ;
- Le goût des contacts.

Vous cherchez un travail qui vous laisse du temps libre.

UN GRAND de L'ÉDITION vous offre
- Un travail 4 heures par jour ;
- Le choix des horaires ;
- Un produit de prestige ;
- Une formation efficace, sa technique, ses téléphones.

Lieu : proximité Champs-Elysées. Téléphonez-nous au 563-17-27 pour un premier contact.

CIRCE

Centre de Calcul du C.N.R.S. (I.B.M. 370 + 168 et AMDAHL V7, MVS, TSO) recherche

DES INGÉNIEURS SYSTÈMES I.B.M. - M.V.S.

pour maintenance, adaptation, mesures de performances sur :
- système d'exploitation MVS-JES 3 ;
- réseau conversationnel sour TSO et WILBUR avec VTAM et TCAM.

Diplômes mini : Maîtrise ou équiv. Connaiss. angl. Dégagés O.M. Nationalité française. Adr. C.V. et prét. : Secrétariat du CIRCE, Bât. 506, 91405 ORSAY cedex.

Pour Sté banl. Sud-Ouest

INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE

Connaissances en informatique souhaitées pour rédactions et élaborations notices techniques et d'emplois.

Envoyer C.V. prétent. à RUSCH Publicité sous référ. 62027, 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS, qui transmettra.

COLLABORATEUR haut niveau Ecr. M. Lamarque, 149 r. Saint-Honoré, Paris-1er qui transm.

GROUPE DE PRESSE recrute

RÉDACTEUR

pour son département informations sur les sociétés industrielles et financières. Formation analyste financier et expérience professionnelle de quelques années souhaitée. Adresser candidature avec réf. à S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

COMMUNE DE JOUARS-PONTCHARTRAIN (78760) recherche Animateur expérimenté pour son Foyer Rural. Adresser candidature avec C.V. à Monsieur le Maire.

BASE DE DONNÉES A VOCATION EUROPÉNNE spécialisée dans le transfert de technologies recherche

RÉDACTEUR

à mi-temps pour assurer corrections de textes, mise en pages et fabrication d'une lettre mensuelle et d'une édition semestrielle - formation ingénieur polyvalent. Envoyer curriculum vitae et prétentions à TRANSINOVE INTERNATIONAL, 40-42, rue Godot-de-Mauroy, 75009 PARIS.

Entreprise nationale filiale groupe français multinational distribuant produits industriels et grand public recherche

RESPONSABLE

de son service clients (recouvrement, analyse et suivi des risques, contentieux).
Ce poste convient à un cadre diplômé d'une école de gestion ou titulaire d'un titre universitaire équivalent, ayant première expérience si possible dans un poste similaire. Le candidat saura motiver et faire évoluer une équipe de 20 collaborateurs.
Il sera en liaison avec les autres services de l'entreprise et le réseau commercial. Il aura des relations suivies avec la clientèle.
Lieu de travail : région sud de Paris. Un candidat compétent et actif pourra évoluer dans le cadre de la société ou du groupe.
Envoyer C.V. et prétentions à INTERMEDIA Nº 481/4463, 69, rue La Fayette, PARIS-9e qui transmettra.

NOUS SOMMES UN GROUPE de MOYENNE IMPORTANCE

750 PERSONNES 250.000 C.A. ANNUEL

LE RESPONSABLE DE NOTRE SERVICE COMMERCIAL QUI COMPREND : 100 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS et 10 INSPECTEURS PRENDRA SA RETRAITE DANS QUELQUES MOIS

NOUS CHERCHONS SON REMPLAÇANT

BASE : région parisienne
CRITÈRE ESSENTIEL : expér. réelle et couronnée de succès dans la fonction :

D'ANIMATEUR et CHEF RESPONSABLE DE REPRÉSENTANTS

NOUS GARANTISSONS la plus entière discrétion et une réponse rapide à qui voudra bien nous adresser une candidature manuscrite, accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo à :

LABO-INDUSTRIE B.P. 209, 92002 NANTERRE CEDEX

GROUPE DE SOCIÉTÉS pour démarrage de systèmes

A. PROGRAMMEURS CII HB. 64 - TDS - IDS

117.000 F/an selon expérience. INFORMATIS CONSEILS 26, rue Daubenton (5e). Tél. : 337-98-22.

Etudiants, étudiantes, prévoyez votre rentrée 81.

L'Office Universitaire de Presse recrute

50 CHEFS DE CENTRE

Leur mission : Etre responsable d'une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 200 offres d'abonnement à tarif étudiant.

Les conditions :
- Statut étudiant/19-25 ans/20 h. libres par semaine/si possible voiture et téléphone.
- Lieu de travail : la faculté.
- Fixe + commission. Formation assurée.

OFUP — Adressez CV + photo avant le 15 avril à Thierry PRUD'HOMME – OFUP – 70, rue Mouffetard, 75255 Paris Cedex 05.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOIS

Journal grat. ch. vendeur pub. pr rég. IVRY. Tél. h. b. M. BRAY. 672-32-50.

Le Conseil régional des notaires de Versailles recherche inspecteurs en comptabilité notariale, ayant pratique plan comptable et informatique, disposant voiture personnelle, pour missions dans le ressort de la Cour d'Appel de Versailles. Sérieuses références exigées. Adresser lettre candidature manuscrite et curriculum vitae détaillé, 40, av. de Paris, 78000 VERSAILLES.

SFENA
Importante Société d'Aéronautique recherche pour sa division
TEST AUTOMATIQUE

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS CONFIRMÉS

chargés de l'étude et de la mise au point de prototypes d'équipements digitaux. Formation DUT, BTS ou équivalent. Un minimum d'expérience de 2 ans sera exigé.

Lieu de travail : Vélizy-Villacoublay.

Adresser C.V. et prétentions au Service du *Personnel*, B.P. 59, 78140 Vélizy-Villacoublay.

Nouvelle société d'études et réalisation en industries diverses (Génie Industriel) du Sud-Ouest recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

30 ans minimum, formation Arts et Métiers ou équivalent. Une première expérience de la vente est indispensable. Achat d'actions impératif au moment de l'engagement dans la société — statut de cadre. Fixe élevé + intéressement + frais — réelles perspectives d'évolution vers une fonction de direction. *Adresser lettre manuscrite* + curriculum vitae, F.I.B., 25, rue Louis Barthou 64.000 PAU.

secrétaires

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
situé dans la proche banlieue Nord-Ouest de PARIS
recherche la

SECRÉTAIRE DE SON DIRECTEUR FINANCIER

Elle est sténodactylographe et maîtrise les techniques de secrétariat; elle possède le goût de l'organisation et du classement, le sens de l'initiative et une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer CV en mentionnant rémunération actuelle ou souhaitée, sous réf. 71123, à Havas Contact, 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Importante Sté d'informatique implantée à La Défense-Pont de Neuilly recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION-ASSISTANTE DE GESTION

- Secrétariat d'un directeur ;
- Encadrement d'une secrétaire sténodactylographe ;
- Préparation et suivi de tableaux de bord ;
- Suivi de contrats clients, facturation.

QUALITÉS REQUISES :
- Esprit d'initiative, autonomie ;
- Sens des responsabilités ;
- Rigueur, goût des chiffres ;
- Savoir-faire relationnel ;
- Disponibilité ;
- Connaissance du milieu informatique souhaitée.

Env. lettre manuscrite avec C.V. à Mme DA CUNHA Société I.M.C. 25, rue Leconte-de-Lisle 75016 PARIS

Société en expansion recherche pour sa nouvelle direction maintenance à Rungis (94)

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Pour assurer Secrétariat, courier, téléphone, classement, organisation des voyages, contacts avec la clientèle, expér. souhaitée. Env. C.V., photo et prét. à : Somepost Silic 210, 74, rue d'Arcueil, 94518 Rungis cedex.

enseignement

Apprendre l'américain à L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, PARIS (14e)
TÉL. 633-67-28

Cours de conversation dans la journée et le soir Lycéens à partir de 15 ans. Inscription immédiate. Début 30 mars. Cours privés, préparation au TOEFL - Cours pour enfants.

formation professionnelle

Il manque en France des milliers d'informaticiens

SESSION DE FORMATION DE 20 PROGRAMMEURS DE GESTION

du 4 mai au 11 septembre 1981
avec 3 semaines d'interruption en août

- **624 heures** d'enseignement, dont **324 de pratique** assembleur et Cobol.
- Mise à disposition permanente de **10 terminaux connectés** sur notre IBM 3031.
- Encadrement continu par des professeurs de **l'enseignement supérieur.**

Renseignements et retraits des dossiers :
6, place du Colonel-Bourgoin, 75012 Paris
Téléphone 341.66.66.

sofragem-ordisor
l'informatique responsable
Département formation professionnelle
(agrément n° 11.75.04 029.75)

Date limite des candidatures 3 AVRIL 1981

l'export : un métier nouveau . . . nous vous l'apprenons !

Cadre, Ingénieur ou Technicien, vous êtes demandeurs d'emploi ou souhaitez vous reconvertir : notre Institut vous propose un stage théorique et pratique de 6 mois qui fera de vous un véritable spécialiste de l'export (études des marchés étrangers, approche commerciale et administrative . . .).

La connaissance de l'Anglais est souhaitée, celle d'une autre langue appréciée. (Perfectionnement prévu).

Ce stage gratuit est rémunéré par l'état.

Il débutera le 13 Avril 1981.

Une réunion d'information est prévue le 23 Mars 1981 à 10 h.

Vous pouvez dès à présent adresser votre candidature à Monsieur Franck POTARD.

IFERP
BERKELEY BUILDING
19, rue du Capitaine Guynemer
92081 LA DÉFENSE
CEDEX 19

iferp

STAGE RÉMUNÉRÉ

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
en systèmes informatiques

.Formation pratique et théorique (720 heures) pour demandeurs d'emploi H., F., diplômés enseignement supérieur (sciences, gestion, commercial, etc.)
INSCRIPTION IMMÉDIATE

GROUPE FORMATION NOUVELLE
14, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.
Téléphone : 296-12-58.

information divers

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez la revue spécial. MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 78429 Paris Cedex 09.

Pour AULNAY-SOUS-BOIS Aide sociale à l'enfance cherche couples pour accueil à temps complet d'enfants en situation familiale difficile. Pour tout renseignement : téléphoner au 383-21-32, le jeudi matin, de 8 h. 30 à 11 h. 30.

C.V. ?
LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE
320 pages 73 de modèles
En LIBRAIRIE

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Les bnes réponses aux tests.
- La graphologie et ses pièges.
- Les trois types de curriculum vitae, etc.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

représentation offres

FABRICANT PANTALONS
Est de la France
Référencé Centrale d'Achats recherche

2 V.R.P.

Introduits grandes surfaces, grossistes, gros détaillants, pour les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur.
Tél. : (29) 65-14-78.

capitaux propositions commerciales

PARIS, affaire de premier ordre objets publicitaires, C.A. 2.500.000 F avec 2 personnes, pour 1er contact : 727-01-61.

Dispose de 300.000 F. au plus offrant. Prendre contact (6) 494-19-61 de 9 h à 14 h.

SOCIETE INFORMATIQUE Import. distribut. exclus. matériel américain haute technologie. Nombreuses agences régionales recherche ASSOCIÉ actif, partic. capitaux et emploi. Ecr. s/n° 274 à P.M.P., 39, rue Arcade, 75008 Paris, qui trans.

Investissez dans sociétés ociales françaises existantes en étant associé actif ou non. *Plusieurs* dossiers sérieusement étudiés de différentes branches sont à vous proposer. Société NATIVELLE, 52, av. Parmentier, 75011 *Paris*. Téléphone 805-95-05.

Cabinet d'affaires recherche capitaux pour ses clients. DIP, 47, rue Richer, 75009 Paris.

travail à domicile

J.F., cherche tous travaux, secrétariat dactylographie à domicile. Téléphone 943-60-52.

DEMANDES D'EMPLOIS

VENEZUELA
ET
AMÉRIQUE LATINE

Je propose :

- bonne connaissance du pays, de la MENTALITÉ et des USAGES pour y avoir DIRIGÉ pendant 4 ans une entreprise franco-vénézuélienne ;
- relations et introductions (haute administration, banques, industrie) ;
- EXPÉRIENCE professionnelle riche et variée (directeur financier, secrétaire général...) acquise dans des P.M.E. en France ;
- formation H.E.C. (anglais, espagnol parfaits).

Je cherche :

- poste gérant ou délégué
  ou
- assistance extérieure (contrat de prestations de services).

Ecrire sous le n° 3.254 à, *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009, PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

vous recherchez débutants ou confirmés

HEC - ESCP
IEP, SC. ECO, IAE, DECS
Rigoureusement sélectionnés

AFIPEC : 281-13-44

J. F. 23 ans, créative en ébullition maîtrise Lettres-Art, cherche stage et/ou poste à la même température, domaine ART PUBLICITÉ ÉDITION PRESSE. Tél. proposition au 824-70-64.

Cadre supérieur pétrolier 59 ans licencié raisons économiques, 25 ans expérience ravitaillement dans groupe international, recherche situation. Ecrire s/n° 3247 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Si vous avez besoin de main-d'œuvre disponible à tout moment, adressez-vous à l'Association Protestante. Interuniversitaire : 326-77-51.

INGÉNIEUR ETP + DECS
39 ans, exp. bâtiment et gestion, recherche situation basée région *Paris ou Sud-Est.* Téléphone : 534-65-31.

ATTACHÉE DE DIRECTION recherchée par direction de société, secrétariat, comptabilité, sens commercial. Expérience immobilier indisp. Tél. : JEPAM S.A. 260-00-48.

INGÉNIEUR CESI
Licence géologie, 33 ans expérience forages d'eau T.P. Responsabilité gestion agence conduite travaux exploitation, coordination gestion libre rapidement. Ecr. s/n° 3255 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉTAIRE DIRECTION 48 ans, sténo-dactylo, bilingue angl., bonne connais. espagnol, habituée contacts, cherche place stable. Tél. : 976-30-14.

H. 40 ans diplômé Arts DECO, bilingue anglais, très grde expér. vente direction galeries, responsable boutique, objets, mobilier, décorat.,.ch. poste responsabilité J.-P. Chevallet. 38, r. Guynemer. 75006 PARIS. Tél. : 222-53-86.

J. F. 24 ans, célibataire DEA Sciences ÉCO. + licence de Sociologie anglais et allemand étudierait toutes propositions sur Paris et sa région. Ecr. s/n° 025794 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H.28 ans, maîtrise Sc. et Tech., communication, diplômé concepteur audiovisuel, 4 ans d'expérience professionnelle, stage gestion personnel, étudie toutes propositions domaine relations, gestion et commerce. Ecr. s/n° T025972M, R.-Presse. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre homme 37 ans, chef de publicité 13 ans, expérience chef annonceurs, spécialisé édition PLV, affichage, recherche poste similaire, annonceurs (ou agence). Ecrire sous n° 920 à PUBLICITES RÉUNIES, 112, bd Voltaire, Paris (11e).

Femme 40 ans, expérience ensei*gnement et presse cherche place.* Henriette Moreau La Bastide. Av. des Poilus, SANARY (VAR).

Cadre commercial haut niveau, 58 ans, grande expérience secteur papier, matériel graphique, marché méditerranéen, anglais, italien courants, notions espagnol, arabe parlés, cherche poste resp. export, grande disponibilité pour déplacements à l'*étranger*. Base rémunération 200.000 an. Ecr. s/n° T025952M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MATHÉMATICIEN (Agrégé d'État) efficace cherche travail temps partiel (enseignement-édition traduction scientifique). A partir du 1-05-1981. Ecr. s/n° T025994M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 30 ans, parfaitement bilingue roumain-français, exp. enseign. stenodactylo, connaiss. anglais et italien, étudie toutes proposit. Ec. ss n° 1.761 M à *Régie-Presse*, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune homme 26 ans, célibataire, formation droit, gestion, anglais et espagnol courant, expér. agr. indust., grande distrib., étudierait toutes propositions. Ecrire sous n° 3.257 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMPTABLE, moyenne entrep., 30 ans exp., recherche fonction similaire. Tél. : 070-05-73.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Vends véhicule direction, 604 Ti. état exceptionnel avec option. 27.000 kms, année 1980. Prix : 40.000 F. Tél. (91) 90-03-27.

divers

CONCESSIONNAIRE
B.M.W
63, Bd J.Jaurès
92 CLICHY. Tél. 731-05-05

ACHETER ou LOUER VOTRE B.M.W.
PRESENTATION et ESSAIS de
TOUTE LA GAMME
NEUVES DISPONIBLES
Nombreuses OCCASIONS.
GARANTIE BMW.

L'immobilier

pavillons

FONTENAY-SOUS-BOIS
EXCELLENTE SITUATION
4 pces princ., conf. 563-83-55.

villas

DAMPIERRE - 78
sur 3.550 m², terrain clos et paysagé, luxueuse villa neuve compren. : 4 chbres, 3 salles de bains, 1 bureau séjour dble avec mezzanine, chemin., cuis. équipée, cellier, garage double. 1.345.000 F. Téléphoner pour visites au 558-08-51 ou 901-23-02.

Pont-l'Abbé (Finistère-Sud), part. à part. vend villa neuve, 4 km plages, gd séjour, cuisine équip., 5 ch., 2 w.-c., 2 salles de bains, garage, jard. 2.000 m², pelouse et arbres, essences var. Prix : 800.000 F. Tél. : (31) 93-61-08 (20 h.).

VENTABREN, Village provençal près Aix-en-Provence, belles villas provençales tradit. véritable à partir de 520.000 F tt compris (*chem., clot. de, taxe racc.*). Écrire, entreprise F. GALLO, CD 64, 13122 VENTABREN.

fonds de commerce

A SAISIR, METZ, direct. part. cause départ. boutique mode femmes, marques exclusives, ts commerces, plein centre, rue piétonne, gros C.A. Px 900.000 F., reprise bail incluse. Téléphone : 233-92-66.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL
restauration petit immeuble, asc., appts 2, 3, 4 pièces DUPLEX aménagés, charme. 261-27-46.

2e arrdt

OPÉRA MONSIGNY
studios et 2 pièces aménagés dans bel imm. restauré, calme, soleil, asc. 261-27-46.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS VUE SUR SEINE
Beaux apparts 150 à 190 m². 633-29-17 - 577-38-38.

Prox. VOSGES 354-42-70
MAISON JARDIN TERRASSE
150 m², triplex, soleil, calme.

MARAIS St-Paul, imm. XVIIe. Surfaces à aménager, *nombreuses possibilités*. Téléphone : 272-40-19.

5e arrdt

MAUBERT grande classe Bel imm. XVIIIe 170 m² environ. TRANSEIL - 325-10-56.

6e arrdt

BEAUX-ARTS
très beaux appartements restaurés 2/3 pièces calmes, soleil, vue sur jardin. 261-27-46.

7e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE
BEL IMM. P. DE TAILLE
GD 6 P. entrée, cuis., bains, w.-c., chauff. centr.
VUE S/VILLAGE SUISSE
+ CHAMBRE DE SERVICE
PRIX 1.575.000 F
Voir mardi, mercr., 14 h./18 h.
52, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET - 723-91-28.

38, RUE VANEAU
Pied-à-terre, 36 m², sur jardin, imm. Directoire, *grand standing*. Sur pl. 14-18 h tous les jours.
NEVEU 550-48-83, 743-86-96.

8e arrdt

200 m² - 2.400.000 F
près François-1er.
Téléphone : 387-58-24

Près PARC MONCEAU
6 P., 2 bns, 165 m², 2e étage. MICHEL & REYL - 265-90-05.

9e arrdt

Rue *Douai*, imm. pierre taille, pptaire vend appt 5/6 p., entrée, cuis., 2 bains, 2 w.-c., 150 m² + 2 serv. + 2 caves, 4e, asc. prévu. 975.000 F à déb. - 224-18-42.

13e arrdt

J.-D'ARC et Mo Nationale Campo-Formio
Propriét. vend appt tt cft, 88 m² + 12 m² balc. imm. récent. Gd séjour, 2 chbres. Nombreux rangements. Park. Téléphone : 734-94-55.

14e arrdt

Porte Orléans sur Montrouge dans bel imm., 14, rue Radiguey, pptaire vend appt 2 p., entrée, cuisine, bains, w.-c. + cave 265.000 F à déb. - 520-13-57.

DENFERT EXCEPTIONNEL cause départ imm. Pierre de T., ascenseur MAGNIFIQUE, 4 P. tt confort 95 *m² réels* + chbre serv. Prix 1.080.000 F. - 322-31-75.

15e arrdt

BIR HAKEIM
5 P. chambres sur jardin immeuble récent stand. Park. 633-29-17, 577-38-38.

LA S.N.C.F. MET EN VENTE, par voie de consultation, dans l'immeuble sis à Paris (15e), 93, rue Blomet.

- 1 appt lib., 55 m² en r.-de-ch. Mise à prix : 250.000 F.
- 1 appt lib., 65 m² au 1er ét. Mise à prix : 370.000 F.
- 1 chbre occup., 9 m² au 4e ét.. *Mise à prix* : 24.000 F.
- 1 stud. occupé, 17 m² au 4e ét. Mise à prix : 51.000 F.
- 1 appt occupé, 30 m² au 4e ét. Mise à prix : 90.000 F.
- 1 appt libre, 51 m² au 4e étage. *Mise à prix* : 260.000 F.
- 1 chbre libre, 9 m² au 4e ét. Mise à prix : 45.000 F.
- 1 local commercial occupé (bureaux et ateliers), 412 m² *en rez-de-chaussée*. Mise à prix : 1.000.000 F.

Les avis de candidature, pour un ou plusieurs lots, devront être adressés à M. le Chef du Service du Domaine, 5, rue de Florence, 75008 Paris (tél. 285-63-46 ou 63-48). Ils seront reçus jusqu'au 30 avril 1981. Il ne sera accusé réception qu'après cette date.

Prox. PARIS 15e, 1 P. à rénover. 30.000. Petite maison 1 P., gde cuis. 72.000 F. 296-12-08.

192, RUE LECOURBE
Imm. récent, 4e ét., séjour, 3 chbres, s. d'eau, penderies, balc.; park. Crédit intéressant. Lundi, *mardi* 14 h à 19 h. Tél. 566-00-75.

16e arrdt

PRES DAUPHINE
ELEGANT 6 P., 2 sanitaires, vue dégagée, balc. Matin 567-47-47.

10 mn des trois gares *NORD, EST, SAINT-LAZARE*, lycées 3 mn, Mo 1 mn, 6-7 p., bel imm. pier. tail., asc., 230 m² env. *Prof. lib. autorisées.* 878-97-52.

EXELMANS - 4/5 P., ét. élevé. 2 chambres de service. Soleil. 1.425.000 F - Tél. 848-58-18.

R. RENE BAZIN, hôtel part. 150 m² environ. Entièrement rénové. 1.350.000 F. 337-69-15.

TROCADÉRO
Excell. imm. réc. Appt de classe, 1er ét. calme 3/4 Pces. tt cft. 950.000 F. Voir mardi 17 : 16, rue Pétrarque. 14 h. 30-16 h.

17e arrdt

LUXUEUX APPT 420 m² 766-50-45
Décoration exceptionnelle.

PEREIRE-WAGRAM. SUPERBE
DUPLEX 180 m², parf. état. park. - 766-50-45.

ETOILE MAC-MAHON
6 P., imm. pierre de taille standing 190 m² + chambre service. 566-72-53.

18e arrdt

PRIX EXCEPTIONNEL 70 m²
CHARMANT 3 P. tt cft balcon
Bel im., asc., soleil. 606-30-94.

MONTMARTRE à rénover
3 STUDIOS vue, balcon, possib. réunir
PX EXCEPTIONNEL 606-30-94.

19e arrdt

Quartier Buttes-Chaumont dans bel imm., 28, rue Ourcq, pptaire vend *195.000 F appart 2 poss*, entrée, cuis., bains, w.-c., 43 m² état neuf, 2e ét. 224-02-86.

BUTTES-CHAUMONT
à 200 m parc, imm. récent, 5 P., 95 m², asc., tt cft, plein sud, box fermé. 790.000 F - 281-12-28.

78 - Yvelines

VERSAILLES Grand Siècle, magnifique duplex 165 m², *séjour* atelier + 4 chambres, 2 bains, parking. GARBI - 567-22-88.

CHAMBOURCY, 4 km R.E.R. Saint-Germain, part. vend 85 m², excellent état, 460.000 F, dont 25.000 F C.F. Tél. : 074-20-01.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-ROULE
Luxueux 6 P., 2 bains, 200 m², *5e étage s/verdure, soleil.* MICHEL & REYL - 265-90-05.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris (8e) rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPARTEMENTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS ACHAT OU LOCATION **562-02-37**

AGENCE DE L'ÉTOILE 764-03-17, rech. appartements standing et villas. CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE.

RECHERCHE appts 1 à 3 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans trav. PAIEMENT CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet 15e, 566-00-75 *recherche Paris 15e et 7e pour* bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiement comptant.

Part. de préférence à part. cherche appt dans 11e, 12e, (Nation ou proche), double living + 3 ch., 110 m² env. + parking. calme. Immeuble récent. Ecrire n° 100, PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 Paris, qui transmettra.

ACHÈTE comptant chez notaire 2-3 Pièces, Paris, Bon quartier. Mme LEULIER - 261-39-78 ou le soir 900-84-25.

appartements occupés

GONCOURT, dans très bel imm. pierre de t., *ravalé*, ascenseur, concierge, 5e étage, 2 pièces, entrée, cuisine, wc. Poss. bns. Occ. dame seule âgée. 160.000 F. Voir propriét. : mardi de 14 h. 30 à 16 h. 30, 151, rue St-Maur.

immeubles

URGENT Mandaté par institutionnel, recherche immeubles libres ou occupés, Paris ou proche banlieue. Téléphone : 260-67-97.

hôtels particuliers

EMPLACEMENT EXCEPTIONL TRIANGLE BORDEAUX Hôtel particul. XVIIIe, 900 m², sur 4 *niv.*, park. 8 véhic. T.B. état. Division possible. *Prix très élevé justifié.* F.E.I. - Tél. (16-56) 29-29-85.

ROUEN 24, RUE THIERS Hôtel particulier, 226 m² au sol + 2 niveaux. Prix intéressant. Ecr. s/n° T026011M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

maisons individuelles

Dordogne - Périgord MAISON 2, 3, 4 ou 5 pièces, sur terrain au choix pour vacances 81, retraite... Apport minimum : 50.000 F. Maisons Cosmos, 22, cours Montaigne, 24000 Périgueux. Tél. : (53) 08-72-18.

maisons de campagne

LOT
TERRES DE MERVEILLES
Dans petit hameau vend très belle maison de caractère, style quercynois, gros-œuvre, toiture très bon état, sur magnifique jardin bien arboré. Eau, électricité branchées.
AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
Total 180.000 F avec 36.000 F à la réservation. *Pour* visite et R.-V. Tél. CATRY (65) 32-14-95.

terrains

COTIGNAC (Var) 80 km littoral vend au plus offrant terrain 28.000 *m²* boisé, gibier, cabanon. M. ABEILLE, 589, villa La Marouinette, La Gorguette, 83110 SANARY-SUR-MER. Tél. 16 (94) 74-36-55.

viagers

LIBRE 2 P. cuisine, S. de bains, w-c. Près Mo Abbesses. 120.000 F. + 1.500/mens. F. CRUZ. 266-19-00

locations non meublées offres

Paris

CHAUSSÉE MUETTE
Bel imm. pierre taille, 300 m², excellent état, 8 P. + 2 chbres de serv. Tt cft. 8.000 F + ch. CABINET DOUTAUD 755-78-43.

PARIS-12e
Me MICHEL-BIZOT
SANS COMMISSION
2 PIÈCES 52 m², loyer 1.715 F. Charges 452 F - Parkg 154 F.
3 PIÈCES 77 m², loyer 2.196 F Charges 616 F - Parkg 154 F.
S'adresser 46, rue de Fécamp, de 14 h. à 18 h.
Tél. : 344-12-16.

Près Parc MONCEAU, grand stand., beau 8 P., tt cft. ref. neuf. Loyer 8.500 F - 387-95-97.

FACE TUILERIES Part. loue ds imm. grd stand., 2 P., tt cft, très calme. Téléphone 555-71-89.

8 P. QUAI A.-FRANCE. Beau et gd standing, calme, emplacement voitures 11.000 F. Téléphone : 3-51-03.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour sociétés européennes, ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE LOYERS GARANTIS rech. 1 à 6 p. pour banques et ambassades. T. : 705-54-78.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris, rech. du studio au 5 P. Loyers garantis par sociétés ou ambassades 285-11-08.

PPTAIRES Louez vos apparts ss/24 h. Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

bureaux

Loue bur. depuis 100 f/mois
SIÈGE S.A.R.L. ARTISANS
CONSTITUTION S.A.R.L.
Tous services. Tél. 296-38-74.

VOTRE SIÈGE A PARIS VOTRE SIÈGE A LONDRES De 80 à 300 F par mois CONSTITUTION DE STES G.E.I.C.A. - 296-41-12 + 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e.

10 MN PORTE CLIGNANCOURT SAINT-OUEN en locat., bel imm. sur ss-sol, 175 m², chf. cent., cour r.-de-ch. + 2 ét., surface tot. 382 m². Loyer 180.000 F par an, bail neuf. Ag. Gare - 826-50-17 ou 24-43.

PARIS FLASH BUREAU
Domiciliation Constit. Stés **605-43-21**

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS
télex-secrétariat tous services
ASPAC PARIS-8e 293-99-59 +
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides - prix compétitifs

200 m² - 2.400.000 F
près François-1er. Luxe, habitation mixte ou ociale - 387-58-24.

CONSTITUTION de S.A.R.L.
TELEX secrétariat téléphonique
Domiciliations artisanales et commerciales.
Tous services. **355-17-50**

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
avec secrétariat, tél., télex. TOUTES DÉMARCHES POUR CRÉATIONS D'ENTREPRISES.
ACTE S.A. 261-80-88 +.

DOMICILIATION (8e)
RC-RM 150 à 300/mois
TELEX-SECRÉTARIAT
AGECO : 294-95-28.

locaux commerciaux

PANTIN - Près METRO A LOUER 500 m² dont 280 m² bureaux - Accès camions *Parkings* - *Ecrire* n° 71.025 I.P.F., 12, rue de l'Isly (8e).

RUEIL-MALMAISON
Société cède bail dans immeuble récent pour cause déménag., 420 m² de bur. sur 2 niveaux, 2e et 3e ét. entièrem. cloisonnés + 8 parkings. Prix location annuel : 450 F/m². Extension possible sur immeuble attenant en fin de construction. Locaux libres de suite. Tél. 024-20-21.

propriétés

BOIS-LE-ROI (77) Près

FONTAINEBLEAU
BELLE DEMEURE 19e siècle, parf. état, 500m², r.-de-ch. Hall 25m., sé. 70 m², s. à manger *38 m²*, office cuis., w-c. 1er ét. : 4 chbres, 3 bs, 2 w-c, 2e *étage* : 6 p., 2 cuisines, 2 bains, 2 w-c, caves, chauf. contr., parc environ 2 ha., arbres centenaires, *850 m²* rive Seine av. ponton et annexes. Prix : 4.000.000. IMM. DAUPHINÉ, 220, bd Raspail, 75014 PARIS ou tél. : 069-61-78.

châteaux

MORBIHAN
Cherche ami des vieilles pierres assez « fou » pour copropriété CHATEAU XVII dans le besoin.
Tél. : (97) 52-71-86.

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

COMMERCE INTERNATIONAL

LE GATT DEVANT LA MONTÉE DES PROTECTIONNISMES

Une nouvelle négociation globale est-elle nécessaire ?

La valeur du commerce mondial a approché le record de 2 000 milliards de dollars en 1980, malgré un net ralentissement de la croissance du volume des échanges, souligne le rapport annuel du GATT, qui s'inquiète de l'intensification des pressions protectionnistes. En valeur, la progression d'une année à l'autre est de 21 %, mais seulement de 1 % en volume. La diminution du commerce mondial semble s'être arrêtée au dernier trimestre de 1980, mais aucune reprise n'est apparente en 1981.

Ce ralentissement est dû notamment à la baisse de 10 % du volume des exportations pétrolières, qui ont cependant, pour la première fois, représenté en valeur près du quart de la valeur totale des échanges internationaux.

Si l'on considère quatre indicateurs-clés (la production, la production manufacturière, le commerce total et le commerce des produits manufacturés), 1980, affirme le GATT, a été l'un des trois plus mauvaises années (avec 1958 et 1975) du dernier quart de siècle.

De son côté, la F.A.O. (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) estime à 262 milliards de dollars la valeur — record — du commerce agricole mondial en 1979. Dans le rapport qu'elle vient de publier, la F.A.O. constate que le commerce agricole, quatre fois plus élevé qu'en 1970, ne représente que 16 % du commerce mondial contre 18 % en 1978.

Entre ces deux années, les recettes d'exportation des pays développés ont augmenté de 17 %, celles des pays en développement de 8,5 % seulement.

Le GATT s'attendait encore l'année dernière à aborder une phase de stabilisation méthodique des dispositions acquises, au moment du départ de son directeur général, M. Olivier Long, qui avait réussi la méritoire performance de mettre tout le monde d'accord sur un nouvel ensemble libératoire des échanges (le Tokyo-round). Il se trouve maintenant transformé en bureau des pleurs : l'Australie accuse la Communauté européenne de subventionner ses exportations de sucre, en contravention avec l'article 16 des accords ; les Etats-Unis accusent le Japon de restrictions aux importations de tabac américain; Hongkong accuse la Norvège de s'opposer aux importations de certains produits textiles, etc. Le Japon agite la menace de traduire la France devant le GATT pour les restrictions aux importations d'automobiles qu'elle aurait l'intention de mettre en place.

Au-delà même de ces disputes officielles, il y a toutes les empoignades discrètes qui se passent par diplomates interposés, à huis clos, dans le bureau du nouveau directeur général, M. Arthur Dunkel, un ambassadeur suisse de quarante-huit ans, aux nerfs d'acier. Celui-ci commence, semble-t-il, à se rendre compte que le double jeu de la façade lisse opposée au monde — alors que les bagarres se déroulent à l'intérieur — ne suffira pas à dissiper les menaces qui s'amoncellent.

« Le gouvernement français a décidé d'imposer un quota de 3 %, contraire aux règles du GATT, sur les importations d'automobiles japonaises ? », dit il en souriant. *« J'ai lu cela dans la presse, mais je n'en ai pas été avisé. Je ne vois d'ailleurs pas comment cette décision serait appliquée pratiquement et légalement. »* Personne, même en France, ne le voit clairement non plus. C'est un fait. Mais, lorsque le ministre japonais des affaires étrangères, M. Saburo Okita est venu à Genève récemment, officiellement pour une réunion de la CNUCED, et surtout pour s'entretenir pendant plusieurs heures avec M. Dunkel, il n'a pas paru prendre à la légère les perspectives de restrictions aux importations nippones qui se dessinent à Bruxelles dans un désordre certain, mais avec une intensité croissante.

Bref, le GATT, qui croyait devoir surtout traiter, à partir de 1980, des rapports des pays du Nord avec ceux du Sud, afin de faciliter un rééquilibrage progressif des échanges permettant le développement en douceur du tiers-monde, voit les tensions s'installer, surtout entre les pays industrialisés qui servent de base à l'édifice.

L'année 1981 devrait être notamment celle du renouvellement de l'« accord multifibre », qui règle les échangse entre pays industrialisés et pays en voie de développement pour les textiles. Cette négociation s'annonce extrêmement difficile, car les sages accords conclus en 1977, qui arrivent à expiration à la fin de 1981, n'ont finalement donné satisfaction à personne, du fait de la diminution de la croissance dans les pays industrialisés.

Les clauses de sauvegarde

Une autre discussion va bon train, avec le Japon pour acteur central, au point qu'un groupe de travail permanent sur la question vient d'être institué : dans quelle mesure les règles du GATT pourraient-elles être interprétées et utilisées comme moyen de régulation dans les politiques d'adaptation structurelle ? Pour le Japon, s'il est possible d'admettre qu'un pays puisse se soustraire aux règles par l'application de clauses de sauvegarde — bien définies et surveillées par le GATT — en cas de préjudice subi et prouvé, la règle doit rester que les procédures ne sauraient être utilisées, sous prétexte de se protéger momentanément, pour reculer en réalité des adaptations structurelles qui seront de toute façon nécessaires à un moment ou à un autre. On voit la portée de cette discussion : les transformations dans les rapports mondiaux de forces doivent-elles être retardées et même peuvent-elles être complètement refusées ? Mais alors à quel prix ?

Sans qu'il puisse l'exprimer pour des raisons évidentes de prudence diplomatique, M. Dunkel semble penser d'abord que, si les firmes japonaises sont puissantes, c'est parce qu'elles sont les plus efficaces et que, si leur mouvement peut être freiné afin de limiter les dégâts dans d'autres pays, ce doit être pour mettre à profit le répit accordé en s'adaptant à leurs performances ; ensuite que les pays en voie de développement sont dramatiquement pénalisés par l'ensemble des troubles économiques mondiaux et qu'il faut persister dans les efforts de rééquilibrage des flux commerciaux qui ont été amorcés, avec difficulté, à la fin des années 70.

Les résultats du commerce mondial pour 1980 sont, en tout cas, moins mauvais qu'on ne pouvait s'y attendre.

Peut-être est-ce parce que cela, en soi, constitue un répit et parce que les délégations de la plupart des pays, tout en se disputant les unes avec les autres, se blottissent de plus en plus autour du Centre Williams Rappart où siège le GATT, que M. Dunkel nous a tenu ces propos : *« Nous aurions peut-être besoin d'une nouvelle négociation globale... La grande question des clauses de sauvegarde n'a pas été réglée par le Tokyo-round. L'interprétation des accords sur les barrières non tarifaires, le code des subventions, les politiques de crédit à l'exportation, etc... sont en suspens. Le renouvellement de l'accord multifibre dans les mois qui viennent va soulever de nombreuses questions de fond. L'agriculture devient un gigantesque terrain d'affrontement, parce que le décalage entre la réalité du commerce international agricole et les accords du GATT est de plus en plus ressenti... »*

C'est plus qu'il n'en faudrait pour justifier un nouveau « round » alors pourtant qu'il y a deux ans, à la veille de la signature des accords du Tokyo-round, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Alonzo Mc Donald, nous déclarait : *« C'est certainement la dernière grande négociation globale, parce que le libéralisme n'est plus une idée sur laquelle les gouvernements puissent faire ratifier des accords dans leurs pays avec enthousiasme... »* Depuis, bien des choses ont changé, à commencer par le directeur du GATT et le président des Etats-Unis.

Le GATT est une institution optimiste qui indique surtout les règles à appliquer quand tout va bien, mais reste quasiment muet sur la marche à suivre quand tout va mal. On s'en rend compte à Genève où, peut-être sous les mêmes murs, se dessine un nouvel organisme : arbitre des difficultés, après avoir été l'heureux promoteur de la facilité.

JACQUELINE GRAPIN.

AUTOMOBILE

Le gouvernement néerlandais va accorder une nouvelle subvention à Volvo Car

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais a décidé d'accorder une subvention importante à l'entreprise Volvo Car — dont le capital est réparti entre le groupe suédois (55 %) et l'État néerlandais (45 %), — sauvant ainsi la production des voitures particulières aux Pays-Bas d'une faillite certaine. Volvo Car qui, en 1975, avait pris la relève de la société néerlandaise Daf dans le domaine des voitures particulières pourra, grâce à ce soutien, non seulement éponger pour partie ses pertes financières considérables, mais aussi développer de nouveaux modèles pour les années 80.

L'importance du soutien financier envisagé par La Haye ne sera révélée qu'après la fin des négociations engagées avec la société mère Volvo en Suède. Plusieurs journaux néerlandais croient savoir que Volvo Car, dont l'usine principale se trouve à Born, dans la province du Limbourg, aurait accusé des pertes de 150 millions de florins en 1980 (315 millions de francs). Le développement et la production de nouveaux modèles après l'échec relatif de la « Volvo 343 » entraînera des dépenses de plusieurs centaines de millions de francs.

La décision de La Haye ne remet pas en cause les projets de réorganisation de la firme présentés en décembre dernier et qui devraient se traduire par la suppression de mille emplois sur les six mille de Volvo Car.

Depuis 1975, date à laquelle Volvo prit le contrôle (à hauteur de 75 % du capital) des secteurs voitures particulières de DAF, l'Etat est intervenu à maintes reprises. Ainsi en 1977, Volvo Car demanda et obtint une subvention de 100 millions de florins (210 millions de FF). Cette somme devait s'avérer encore insuffisante. Deux ans plus tard, l'apport financier de l'État avait dépassé au total un demi-milliard de florins (un milliard et demi de FF). En échange, l'État a acquis une participation de 45 % dans l'entreprise, les 55 % restants étant détenus par le groupe suédois.

Les syndicats, qui avaient craint la suppression de quelque six mille emplois, ont accueilli avec soulagement la décision gouvernementale de venir encore une fois à la rescousse de l'industrie des voitures particulières aux Pays-Bas. Mais les craintes restent vives. Selon des rumeurs tenaces mais non confirmées en Suède, Volvo voudrait se débarrasser au plus vite de sa participation majoritaire dans Volvo Car aux Pays-Bas.

RENÉ TER STEEGE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dep. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,9700	4,9725	— 165	— 145	— 275	— 235	— 640	— 520
$ can.	4,1650	4,1685	— 220	— 185	— 360	— 300	— 690	— 560
Yen (100)	2,3860	2,3900	+ 50	+ 80	+ 155	+ 195	+ 560	+ 635
DM	2,3560	2,3590	— 15	+ 5	— 5	+ 10	+ 90	+ 165
Florin	2,1290	2,1320	+ 15	+ 35	+ 40	+ 65	+ 200	+ 260
F.B. (100)	14,3745	14,3915	— 145	— 45	— 330	— 135	— 610	— 145
F.S.	2,5840	2,5880	+ 80	+ 105	+ 170	+ 210	+ 540	+ 640
L (1 000)	4,8550	4,8615	— 240	— 190	— 505	— 410	—1315	—1105
£	11,0330	11,0440	— 160	— 60	— 180	— 50	+ 80	+ 360

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 3/4	9	12	12 1/8	12 1/8	12 1/4	11 13/16	11 15/16
$ E.-U.	14 3/4	14 7/8	15 1/16	15 3/16	15 1/16	15 3/16	15 3/16	15 5/16
Florin	10	10 1/4	10 3/8	10 5/8	10 1/2	10 3/4	10 3/8	10 5/8
F.B. (100)	10 1/2	12	12 7/8	13	13 7/16	13 9/16	13 11/16	13 13/16
F.S.	3 1/2	4	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 3/8	8	8 1/8
L (1 000)	15	16	17	18	17 1/2	18 1/2	18	19
£	12 5/8	12 7/8	12 7/8	13 1/8	12 3/4	13	12 9/16	12 13/16
F. français	11 1/4	11 1/2	11 1/8	11 3/8	11 5/8	11 7/8	12 3/4	13

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

UNE POLITIQUE POUR LA GAUCHE

II. — Ne pas alourdir la charge, mais mieux la répartir

par PIERRE URI

L'expansion n'est pas l'inflation, nous dit l'auteur. Ce n'est pas en freinant la première qu'on ralentit la seconde. L'échec de la politique gouvernementale le prouve abondamment. Dans *son premier article*, Pierre Uri a suggéré un certain nombre de mesures pour la plupart de nature fiscale, destinées à faire reculer le chômage et à encourager les investissements (« le Monde » daté 15-16 *mars*).

Telle est bien la politique de ce gouvernement. Tout ce qui pourrait faire pression sur les prix, il le refuse. Il écarte une taxe foncière établie sur la valeur vénale des terrains, et qui obligerait à mieux exploiter ou à mettre sur le marché ceux qui seraient mal utilisés ; bien mieux, il en exonère, au bout d'une période, les plus-values qui auparavant étaient taxées sans limite de durée. Il ne trouve jamais que les prix agricoles sont assez élevés : et non pas, comme le proposent les socialistes, sur des quantités définies par exploitation qui assurent un revenu équitable, mais en élargissant la rente des plus gros agriculteurs, dont il escompte le soutien. Et comment prétendre lutter contre l'inflation quand ni le VII[e] ni le VIII[e] Plan n'ont prévu aucune réforme fiscale : les prévisions extrapolent sans vergogne le montant actuel de l'évasion.

Quand M. Chirac veut réduire l'impôt direct, il ne se demande pas un instant s'il n'exonérera pas des gens qui ne paient pas leur dû. Quand il prétend compenser ce manque à gagner par des économies sur les fonctionnaires, oublie-t-il que l'enseignement et les postes absorbent l'essentiel du personnel, que les fonctions administratives n'en représentent qu'une faible fraction : veut-il ne remplacer qu'un instituteur sur deux ? Il y aurait une forte réduction de dépenses pour l'État s'il diminuait sa participation aux prestations sociales agricoles ou à l'assurance-vieillesse des commerçants et artisans. Mais les cotisations devraient être accrues, la charge totale serait inchangée. Et cela, on ne s'attend pas que ce soit M. Chirac qui le propose. Quand il trouve bon de remplacer la taxe professionnelle par une majoration de la taxe à la valeur ajoutée, oublie-t-il que les salaires y entrent pour une part beaucoup plus forte, c'est-à-dire l'emploi ; et qu'il amputera le pouvoir d'achat des familles mêmes qui sont trop pauvres pour être soumises à l'impôt sur le revenu ?

Il faut regarder l'inflation pour ce qu'elle est : les ajustements successifs de période en période pour chaque catégorie de prix ou de revenu. Le pétrole monte, avec lui les prix industriels, on ajuste les prix agricoles, il faut bien remonter les salaires, il y a toujours quelque part quelque retard à rattraper. *Dans ce jeu, il ne faut pas s'étonner* que la hausse des prix une fois lancée ait tant de peine à redescendre. Au surplus, l'interdiction de l'indexation pour les obligations, sous prétexte qu'elle constituait un geste de défiance à l'égard de la monnaie, entraîne aujourd'hui des conséquences désastreuses. Ou elle est contournée, comme dans cet emprunt 1973 inventé par un ministre des finances qui s'appelait Valéry Giscard d'Estaing, et dont le brusque rattachement au lingot rend le service annuel presque équivalent aux sommes qui avaient été recueillies. Ou bien le taux d'intérêt atteint des niveaux supérieurs à celui de la hausse des prix : la charge deviendrait insupportable pour les entreprises emprunteuses si l'inflation se ralentissait, à moins d'une conversion forcée.

On ne sortira de cette situation que par une conférence des revenus dans laquelle s'opéreraient d'un coup des ajustements réciproques et un partage équitable. Un gouvernement de gauche saurait faire comprendre aux syndicats que les hausses des salaires qu'exige la justice se traduiront d'autant mieux en amélioration réelle du pouvoir d'achat qu'elles seraient accomplies par paliers étalés sur moins d'un an : une programmation à court terme orienterait le développement de la production et même des capacités vers les secteurs sur lesquels se porterait la demande accrue, en évitant la tension sur les prix ou sur l'importation.

L'autre aspect de l'inflation, c'est que les hausses de coût, au lieu d'être atténuées ou absorbées dans les stades successifs, sont au contraire amplifiées à la production et à la distribution par des marges et par des hausses en pourcentage. Le contrôle des prix n'entravait guère que les secteurs de base. Le contrepoids aux abus de la liberté, c'est l'information constante des consommateurs sur les écarts entre prix de gros et prix de détail, entre prix d'importation et prix de revente, entre prix alimentaires et hausses des restaurants, entre les prix qui sont pratiqués en différents lieux pour les mêmes produits. Ce serait aussi l'élimination des déductions fiscales anormales, qui rendent les plus fortunés indifférents à ce qu'ils paient parce qu'ils en reportent en partie la charge sur l'État.

Toujours la faute du dollar

Face à cette inflation deux fois plus rapide que celle de notre principal partenaire et au déficit commercial qu'elle a contribué à amplifier, M. Barre se présente comme l'homme fétiche qui maintient miraculeusement la valeur du franc. Dans son propre panégyrique il a involontairement livré la clé. Il énumère les déséquilibres extérieurs successifs ; il se vante pourtant d'avoir accru les réserves non seulement en or par la montée du métal, mais même en devises. L'explication se dégage à l'évidence : la France emprunte plus que *l'équivalent de son* déficit ; il n'y a pas de miracle. Le premier ministre, dans une interview, s'est laissé aller à un curieux doute : il se demandait si les entreprises ne rattrapaient pas sur le marché intérieur les sacrifices qu'elles devaient consentir à l'exportation. Autant dire qu'elles fixent leurs prix au-dedans comme elles veulent : la liberté des prix serait-elle alors justifiée ? Autant dire aussi que ce tabou du change, au lieu de *contribuer à freiner l'inflation, ne* ferait au contraire que la nourrir. Au vrai, quand le dollar, la livre et le yen s'élèvent, que reste-t-il de cette stabilité tant vantée ? Mais le déséquilibre, ce sera toujours la faute du dollar : s'il baisse, la concurrence est insupportable ; s'il monte, il renchérit nos importations.

La vérité est que le fantastique déficit commercial est très supérieur au renchérissement de la facture pétrolière. Il est particulièrement grave à l'égard des grands pays industrialisés. Au contraire, c'est le tiers-monde qui, plus que de nous faire concurrence, nous offre des débouchés. La France paie le prix des politiques industrielles de la V[e] République : projets de prestige du général de Gaulle, mais invendables, et qui négligeaient le corps de bataille de la production ; développement sans discernement sous Georges Pompidou, au bénéfice d'une sous-évaluation de la monnaie qui protégeait les branches à main-d'œuvre banale, les plus vulnérables après coup ; démantèlement et dégraissage, glorifiés du nom de restructuration, sous *le septennat qui se* termine. Face à la hausse du pétrole, il y a deux politiques : produire plus pour pouvoir payer plus, c'est ce que fait le Japon ; produire moins pour acheter moins, c'est la politique à laquelle on a condamné la France. La reconquête du marché intérieur, ce n'est pas la protection : les conditions en sont la productivité, l'investissement, l'innovation, comme pour la conquête des débouchés au dehors, mais l'effet en est plus aisé et plus rapide. Et l'élargissement de la gamme des exportateurs doit reposer sur le développement toujours annoncé, jamais accompli, des sociétés de commerce international capables de rassembler les productions des petites et moyennes entreprises : elles seront d'autant plus facilement mises sur pied qu'elles se raccrocheront aux grands groupes industriels qui ont déjà largement pris pied à l'étranger. Les opérations de création de débouchés et d'emplois se répandront d'autant mieux sur l'ensemble de l'économie que les aides publiques cesseront pour l'essentiel d'être concentrées sur un petit nombre de grandes firmes privilégiées.

Les inégalités

On voit par ce biais ce qu'il faut penser de l'étonnante prétention du pouvoir : il aurait réduit les inégalités. Il est vrai qu'il a accru les retraites, et c'est bien. L'autre fait sans cesse évoqué, c'est un resserrement de l'éventail des salaires ; mais sans avouer qu'auparavant il n'avait cessé de s'élargir depuis le début de la V[e] République. Pour le reste, l'affirmation ne mérite même pas d'être discutée. Par construction même, le régime s'est voué à accroître les inégalités en favorisant les profits au détriment des salaires. Inflation et chômage ne peuvent aussi qu'y contribuer : le chômage en élargissant le nombre de ceux qui doivent vivre au-dessous du salaire minimum ; l'inflation en creusant sans cesse le fossé entre ceux qui ont accès aux valeurs refuges et ceux dont la maigre épargne est constamment érodée. Et l'action du gouvernement n'a jamais tendu qu'à enrichir les riches et appauvrir les pauvres. Quand il veut rétablir le revenu des agriculteurs, il donne une subvention en pourcentage du chiffre d'affaires : elle est dérisoire pour les petits exploitants. C'est le contraire de ce qu'il fallait faire. La loi concernant les plus-values sur titres, en prenant pour référence la rotation du patrimoine et la comparaison aux autres revenus, aboutit à ce résultat extravagant que, plus on est riche, plus on peut spéculer à taux réduit. Les abattements à la base sur les successions n'ont pas été relevés depuis 1974, le taux plafond des droits en ligne directe non plus : l'héritage de Picasso paie le même taux que celui d'un cadre moyen, et rien n'empêche, en abandonnant quelques miettes à l'État, de recueillir un empire industriel, quitte à le conduire à la ruine.

Le clivage

Le contraste est éclatant avec le projet raisonné qu'a élaboré l'opposition. Impôt sur le revenu conçu de telle sorte qu'il ne se contente pas de corriger les inégalités après coup, qu'il fasse pression sur la formation même et sur la hiérarchie des revenus. Impôt sur les grandes fortunes, dont un sondage récent montre que 80 % des Français y sont favorables, et qui respecte l'outil de travail. Réforme des droits de succession, pour exonérer la transmission des biens acquis par épargne, pour faciliter la reprise des entreprises de famille, mais pour empêcher sur les mêmes têtes une accumulation sans limite. Recoupement entre les impôts, à travers les exonérations pour épargne et un système simple d'imposition des plus-values, de telle sorte que, sans contrôles policiers, il devienne plus difficile de tricher. Modes de financement des collectivités locales qui concilient leur autonomie et l'équilibre du territoire. Il n'est pas question d'alourdir la charge, mais de la répartir autrement. Quelle grande politique on pourrait mener en récupérant sur la fraude le moyen de couvrir les tâches collectives fondamentales et d'abaisser les *taux de prélèvement*, parce que la base en serait élargie et ne tournerait plus en dérision les dispositions légales. Ce serait le moyen d'accroître le revenu réel tout en bloquant l'inflation.

On voit bien où est le clivage. Le septennat a refusé toute réforme fiscale, toute remise en ordre de la politique agricole, tout contre-poids aux prix abusifs, pesé sur les revenus des salariés et accru leurs charges. Le contraste est saisissant entre les intérêts qu'on protège et ceux qu'on foule aux pieds, entre les difficultés qu'on orchestre à plaisir et celles que l'on passe sous silence, entre les remèdes qu'on impose et ceux qu'on se refuse à appliquer, entre les clientèles qu'on sert et celles qu'on abandonne.

La droite sacrifie la nation au pouvoir.

La gauche remettra le pouvoir au service de la nation.

FIN



AFFAIRES

Le groupe américain Occidental Petroleum et l'ENI s'associent pour constituer le plus grand ensemble pétrochimique européen

Après plusieurs mois de négociations, la compagnie américaine Occidental Petroleum (OXY) et l'Ente Nazionale Indrocarburi (ENI), office national italien des hydrocarbures, se sont mis d'accord sur la constitution dans la péninsule d'un nouvel et puissant ensemble industriel, à la fois pétrochimique et charbonnier, appelé, selon M. Zoltan Merszei, vice-président de l'OXY, à devenir, en chimie lourde du moins, le plus grand de toute l'Europe occidentale dans les cinq ans à venir.

Les deux associés se proposent de racheter à part égale pour 950 millions de dollars (4,75 milliards de francs) d'actifs industriels qui seront apportés au nouvel ensemble appelé ENOXY. Sur cette somme, 506 millions de dollars (2,5 milliards de francs) seront consacrés à l'acquisition de plates-formes pétrochimiques en Italie et 45 millions de dollars à celle de gisements charbonniers aux Etats-Unis. Le coût global de l'investissement" étant évalué à 1,1 milliard de dollars (5,1 milliards de francs), les banques italiennes consentiront au nouveau groupe un prêt à long terme de 350 millions de dollars (1,75 milliard de francs).

Le docteur Armand Hammer, P.-D.G. de l'OXY, et le docteur Albert Grandi, président de l'ENI, viennent de signer le protocole scellant leur accord qui entrera définitivement en vigueur en septembre 1981, les deux partenaires s'étant donné six mois pour obtenir l'approbation de leurs conseils d'administration respectifs et le feu vert des autorités italiennes et américaines.

Le gouvernement italien ne devrait pas s'opposer à la création de ce pool dans la chimie lourde. Le projet de collaboration élaboré par l'ENI (150 milliards de francs de chiffre d'affaires) et l'OXY (63 milliards de francs, dont 20 % dans la chimie) s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration de la chimie italienne, dont les grandes lignes avaient été révélées à la mi-février pour dénouer la très grave crise sociale qui secouait alors la Montedison, décidée à licencier douze mille personnes pour assainir une situation devenue périlleuse (*le Monde* daté 22-23 février).

Ce plan prévoit une aide quinquennale d'un montant équivalent à 30 milliards de francs et une redistribution des cartes, la chimie devant revenir à la Montedison et la chimie lourde à l'ENI déjà virtuellement propriétaire de l'ANIC, de la SIR et de Liquichimica en état de liquidation.

Vu le poids de la chimie lourde, les transferts d'actifs entre le groupe pétrolier d'Etat ENI et le numéro un de la chimie italienne Montedison, pour ne parler que de ceux-là, se feront de toute évidence au détriment de l'ENI, qui devra reverser à la Montedison des sommes importantes. La création de l'ENOXY arrive donc à point nommé pour résoudre le problème de financement auquel l'ENI se trouvait confrontée.

Bien que l'accord prévoit une étroite concertation sur les rachats d'unités, il ne fait guère de doute que la plupart des unités existantes passeront dans le giron de l'ENOXY. Mais la résolution du problème de financement n'est pas le seul avantage que l'ENI tirera de l'opération. Son association avec l'OXY va lui offrir de très importants débouchés dans la chimie lourde sur les marché mondiaux. En outre, elle lui donnera accès au charbon américain, l'objectif étant d'acquérir aux Etats-Unis avec son partenaire des mines dont les réserves de charbon devront s'élever à 350 millions de tonnes. Qui plus est : l'OXY détient déjà à elle seule 10 % des réserves américaines de charbon. C'est pain bénit pour le groupe italien, qui cherchait à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique.

Le gouvernement américain ne devrait pas non plus faire obstacle à la réalisation de ce projet qui devrait permettre à l'un des plus gros groupes des Etats-Unis de s'implanter enfin en Europe occidentale après plusieurs essais infructueux. Le dernier en date avait trait à la construction d'une plate-forme pétrochimique en Ecosse et d'une raffinerie de pétrole à l'embouchure de la Tamise, pour valoriser le pétrole que l'Occidental tire de son gisement de North-Claymore en mer du Nord. Mais la décision de Mme Thatcher d'alourdir considérablement la fiscalité frappant les compagnies pétrolières a amené l'OXY à renoncer provisoirement à son projet, dont le développement lui aurait coûté l'équivalent de 2,75 milliards de francs. Une partie de cet argent pourra être consacré à la constitution du nouvel ensemble chimique italien.

La naissance de l'ENOXY aura peut-être une conséquence inattendue pour la pétrochimie française. En favorisant l'apparition d'un concurrent encombrant et surtout dangereux, elle incitera ELF-Aquitaine et Total, associées dans la chimie lourde au sein d'ATO-Chimie et maintenant de Chloe (activité rachetée à Rhône-Poulenc) à s'entendre pour rendre cohérent et concurrentiel un ensemble industriel (chiffre d'affaires, 12 milliards de francs) que les deux compagnies pétrolières ont pour l'heure le plus grand mal à modeler...

ANDRÉ DESSOT.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur « Les entreprises transnationales contrôlent de plus en plus le marché mondial du textile » dans *le Monde* du 14 mars, un mastic a rendu incompréhensible la deuxième phrase du deuxième paragraphe qu'il convient de lire comme suit : « *Les petites exploitations ne dépassant pas 5 hectares se comptent par millions, tandis qu'il existe des plantations géantes de plusieurs dizaines de milliers d'hectares.* » Au début du quatrième paragraphe, il faut lire : « *La chaîne d'industrialisation et de commercialisation des fibres synthétiques... tend à éroder* (et non « *irradier* »)... *le marché du coton* ». Enfin au sixième paragraphe, nous aurions dû écrire « *Corée du Sud* » et non « *Corée du Nord* » dans la liste des « *nouveaux pays industrialisés* ».

SOCIAL

Occupation et vente « sauvage » de chaussures à l'entreprise Jean Rimbaud (ex Souillac)

Bordeaux. — Le samedi 14 mars, pendant une grande partie de la journée, il y eut une longue file d'attente devant l'entreprise Jean Rimbaud (ex-Souillac), la plus importante usine de chaussures de la région bordelaise, en liquidation judiciaire depuis le 3 février. Par groupe de quatre ou cinq, les visiteurs étaient autorisés à franchir les grilles de l'usine pour choisir des modèles de chaussures vendues à bas prix par les ouvrières qui occupent leurs anciens ateliers depuis le 6 février.

L'entreprise Souillac, spécialisée dans la production de chaussures bon marché, employait mille quarante personnes en 1978 dans son usine du Bouscat, dans la banlieue de Bordeaux, et dans quatre ateliers

De notre correspondant

ruraux en Gironde, Dordogne ou Charente-Maritime. Depuis 1975, avec l'arrivée dans cette entreprise familiale de l'Institut de développement industriel et de la société Charles Jourdan, une production plus luxueuse avait été décidée pour être exportée sous la marque Jean Rimbaud. Fin 1978, l'entreprise Souillac avait été mise en liquidation judiciaire, au moment où le groupe américain Genesco avait décidé de vendre la société Charles Jourdan dont elle possédait 90 % des parts.

Le groupe suisse Loew avait repris Charles Jourdan et Souillac au début 1979, en licenciant trois cent vingt personnes de l'usine du Bouscat et en fermant deux ateliers. De nouvelles difficultés sont apparues au début de cette année. Elles ont abouti à la liquidation judiciaire décidée par le tribunal de commerce de Bordeaux et au licenciement des cinq cent trente-cinq personnes qui restaient encore dans l'entreprise.

Cette affaire a provoqué de vives réactions dans la région, notamment de la part des élus de l'opposition. C'est ainsi que M. Philippe Madrelle, président du conseil général de la Gironde, a demandé la désignation d'une commission d'enquête. Il rejoint sur ce point les communistes et la C.G.T. majoritaire dans l'entreprise. Pour la relance de l'usine, le groupe Loew a, en effet, bénéficié d'aides importantes des pouvoirs publics : plus d'un million de francs, des exonérations fiscales, plus de cent stages de formation et le paiement des heures de chômage partiel.

Alors que le préfet n'a jusqu'à présent répondu à aucune des questions qui lui ont été posées, les employés se demandent où est passé l'argent : « *En deux ans*, disent-ils, *nous avons fabriqué plus d'un million de chaussures. Elles ont bien été vendues. Cette fois, il ne s'agit pas d'une mauvaise gestion, mais nous avons eu à faire à des aigrefins qui vont investir ailleurs après avoir empoché de l'argent en France.* »

Des centaines de chaussures étaient restées sur les chaînes de fabrication dans l'usine brusquement fermée. Achevées par les ouvrières, elles ont été mises en vente. D'abord discrètement, puis à la suite d'une conférence de presse. Cette annonce a provoqué une réaction des deux syndics chargés de la liquidation. Ils ont demandé l'évacuation de l'usine pour mettre un terme à ce qu'ils considéraient comme un vol.

On ne connaît pas encore les attendus exacts du tribunal de commerce de Bordeaux, qui a statué samedi soir sur cette affaire. Il ne semble pas avoir retenu la thèse du vol puisqu'il a seulement demandé la cessation des ventes et désigné un médiateur. Cette décision montre, semble-t-il, qu'il a pris au sérieux l'argumentation des salariés : « *Nous n'avons jamais touché au stock. Nous avons seulement terminé des milliers de paires qui traînaient sur les chaînes. On ne pouvait pas les laisser comme ça. C'était insupportable. Nous avons empêché le gaspillage de tout un matériel qui serait allé à la casse. Si nous le vendons à prix coûtant, ce n'est pas pour faire un bénéfice, mais pour soutenir notre lutte.* »

Si les ventes ont cessé, la C.G.T. et les occupants de l'usine ont retiré une petite satisfaction de cette décision : ils avaient craint un moment qu'on les considère comme des voleurs alors qu'ils estiment avoir été volés.

PIERRE CHERRUAU.

INCIDENTS LORS DE LA VENTE AUX ENCHÈRES DES ŒUVRES D'ART DE M. BOUSSAC

(De notre correspondant.)

Lille. — Lors de la mise en vente publique par MM. Willot de la collection Marcel Boussac, à Lille, dans la soirée du samedi 14 mars une cinquantaine de manifestants de la C.G.T. et du P.C. ont tenté de pénétrer dans la cour de l'hôtel des ventes. Un cordon de C.R.S. les a dispersés. Quatre personnes ont été atteintes par des coups de matraque. Parmi elles, deux élus communistes, MM. André Colin adjoint au maire de Villeneuve-d'Ascq. Un reporter photographe du journal communiste *Liberté*, imprimé à Lille, a été molesté et son appareil détérioré.

Après ces incidents le P.C. et la C.G.T. ont appelé les travailleurs à une manifestation « *contre la répression policière* » ce lundi 16 à 17 h. 30 au centre de Lille.

Quant à la vente aux enchères, qui s'est terminée dimanche à 19 heures, elle a été « *excellente* », Selon Mᵉ Thuilier, commissaire-priseur, qui ne pourra fournir un résultat officiel que mercredi prochain. Les prévisions les plus optimistes, 8 millions de francs, auraient été dépassés. — G. S.

● *M. André Bergeron a été reçu par Mme Veil*, président du Parlement européen. Le secrétaire général de F.O. a effectué cette visite, le 11 mars, en sa qualité de vice-président de la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats), à la tête d'une délégation comprenant notamment M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne). Les syndicalistes poursuivent leurs contacts avec les organismes européens en vue du sommet des 23 et 24 mars.

ÉNERGIE

Les pouvoirs publics mettent en place le programme de carburants de substitution

De notre correspondant

Mont-de-Marsan. — M. Giraud, ministre de l'industrie, a annoncé, le 13 mars, dans les Landes, la mise en œuvre du plan « carburol ». « Dans un premier temps, a-t-il déclaré, il s'agit d'introduire dans le super-carburant jusqu'à 10 % de carburants de substitution, et cela dans des conditions inchangées, tant pour les moteurs que pour les pompes à essence. Puis, dans un deuxième temps, on augmentera le taux, ce qui nécessitera alors un réglage des véhicules. »

Le ministre a tout d'abord visité l'usine Bertin, de Tarnos (Landes), aux portes de Bayonne, où fonctionne une installation expérimentale. Cette opération-pilote a été conçue en collaboration avec la SNEA (Société nationale Elf-Aquitaine) et permet, grâce aux procédés successifs de l'hydrolyse et de la fermentation, de transformer les déchets de base en carburol, plus précisément en un mélange acétone-butanol-menathol. Mais M. Giraud est venu surtout annoncer au maire de Soustons, M. Bernard Nougaro (U.D.F.), et aux divers responsables économiques landais la décision d'implanter dans cette ville de 5 300 habitants une unité-pilote, qui sera, a-t-il dit, *« un véritable banc d'essai des biotechniques à des fins énergétiques »*.

Cette unité aura une capacité de 1 tonne-jour de carburants de substitution. Elle nécessitera 37 millions de francs d'investissements dans le cadre du plan du Grand Sud-Ouest. Une deuxième unité est prévue en Aquitaine, mais son implantation n'a pas encore été choisie. La construction de l'unité de Soustons débutera en 1981, et elle devrait être opérationnelle en 1983. C'est à partir de déchets de maïs (céréale dont cette région et les Pyrénées-Atlantiques voisines sont fortement productrices) que sera élaboré ce nouveau carburant de substitution.

Parallèlement, M. Giraud a annoncé la création d'un programme de vérification de l'utilisation de ces produits de substitution, programme qui sera testé sur cinq cents véhicules soumis à un parcours total de 6 millions de kilomètres.

En revanche la création de l'unité de Soustons n'apportera que quelques emplois à la main-d'œuvre locale.

Le ministre, chaleureusement reçu par les autorités locales, a cependant constaté que tout n'allait pas pour le mieux dans le sud des Landes. A Tarnos, sept cents employés de Turbomeca, à l'heure actuelle en grève, lui ont réservé un accueil bruyant. A Soustons, les employés de Monoplast (produits d'emballage) dont les unités de Mont-de-Marsan, Soustons et Bayonne sont en situation de restructuration, sont venus manifester leur inquiétude auprès de lui.

CHRISTIAN TOMBEDIAC.

La livraison de gaz soviétique

L'ACCORD FINANCIER EST REMIS EN CAUSE PAR DES BANQUES ALLEMANDES

Le consortium de banques ouest-allemandes réunies pour prêter 10 milliards de marks (23,5 milliards de francs) à l'U.R.S.S. pour la construction d'un gazoduc entre la Sibérie et l'Europe occidentale n'a pas réussi à mettre en place une structure de taux d'intérêt acceptable par tous, affirme le *Financial Times* du 16 mars.

Le groupe de quatorze banques, dont le chef de file est la Deutsche Bank, a remis en cause l'accord de principe intervenu avec les Soviétiques en janvier du fait de la forte hausse des taux d'intérêt outre-Rhin ces dernières semaines. Cet accord prévoyait un taux de 7,75 % en même temps qu'un supplément de 2 % obtenu par un glissement des prix des matériels (travaux et équipements divers) fournis par l'industrie ouest-allemande pour la construction de ce gazoduc de 5 500 kilomètres.

Plusieurs banques estimeraient qu'un tel taux, dans les conditions actuelles du marché, correspondrait à un *« risque inacceptable »*.

Londres et le pétrole de la mer du Nord

(Suite de la première page.)

Il permet de préserver l'avenir, puisque les réserves de gaz d'Alwyn (30 milliards de mètres cubes) se substitueront au gaz de Frigg lorsque la production de celui-ci commencera à décliner au début des années 1990.

Mais les autorités britanniques ne l'entendent pas ainsi. Pour des raisons politiques et stratégiques, elles veulent construire un large collecteur de gaz *(Gas Gathering System)* en mer du Nord. Les Britanniques espéraient même « ramasser » le gaz norvégien, et notamment celui du gisement de Statfjord. Les dirigeants d'Oslo ayant décidé, fin décembre, de vendre une partie de ce gaz à un consortium européen continental (parmi lesquels les Allemands et les Français), les Britanniques pour rentabiliser leur collecteur veulent obliger les compagnies françaises à y acheminer leur gaz (soit la construction de quelque 400 kilomètres de gazoduc au lieu de 100). La non-attribution de permis d'exploration est ainsi utilisée pour faire pression sur les deux compagnies françaises.

On savait déjà qu'en matière d'énergie les Britanniques n'avaient guère l'esprit communautaire. On sait désormais que le libéralisme économique prôné par Mme Thatcher a ses limites.

BRUNO DETHOMAS.

● *Augmentation des réserves de pétrole et de gaz des États-Unis.* — L'Agence fédérale des études géologiques aux États-Unis a publié, dernièrement, un état des réserves américaines d'hydrocarbures. Les réserves de gaz naturel sont désormais estimées à 16 820 milliards de mètres cubes contre 13 705 milliards de mètres cubes lors de la précédente estimation en 1975. Cela représente trente ans de la consommation actuelle. Quant aux réserves de pétrole, elles sont estimées à 83 milliards de barils contre 82 en 1975 ou treize années de la consommation actuelle.

ÉTRANGER

En R.F.A.

LE PROBLÈME DU CHOMAGE A DOMINÉ LE CONGRÈS DES SYNDICATS

De notre correspondant

Dusseldorf. — Le congrès extraordinaire de la Fédération allemande des syndicats (D.G.B.), qui s'est terminé le 14 mars à Düsseldorf, a adopté son nouveau « programme fondamental » dans une atmosphère beaucoup plus harmonieuse qu'on ne s'y attendait. En dépit d'un certain glissement à gauche dans les domaines économiques et sociaux, il ne semble pas que les nouvelles prises de position théorique doivent changer grand-chose au pragmatisme qui a caractérisé l'action des syndicats ouest-allemands depuis une vingtaine d'années au moins. Sur ce point, le congrès a été particulièrement clair : le communisme n'est pas reconnu dans le préambule du nouveau programme parmi les doctrines qui sont à l'origine du mouvement syndical de la R.F.A.

Le droit au travail et la lutte contre le chômage ont été placés au premier plan des travaux du congrès.

La nationalisation de certaines industries-clés reste bien entendu au programme. Enfin, c'est avec une insistance accrue que le D.G.B. demande la mise en place d'une structure de conseillers économiques et sociaux qui auraient pour tâche de diriger et de planifier les investissements. Mais si ceux qui souhaitent « changer le système » trouvent ainsi satisfaction, le programme ne rejette pas pour autant l'économie de marché, qui a apporté beaucoup d'avantages aux travailleurs ouest-allemands.

J. W.

EFFRITEMENT DU DOLLAR

L'événement du début de la semaine a été la remontée du cours de l'once d'or, qui approche les 500 dollars pour la première fois depuis trois semaines, s'établissant à 499,25 dollars. Ce raffermissement est attribué à la baisse des taux d'intérêt : sur le marché de l'euro-dollar, l'échéance à six mois a encore diminué à 15 1/8 %, tandis qu'à un an on tombe en dessous de 15 %.

Le dollar a légèrement fléchi, revenant de 4,98 F à 4,9675 F à Paris et de 2,1125 DM à 2,1050 DM à Francfort. Le cours du mark n'a pas varié vis-à-vis du franc, à 2,3580 F.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Le nombre des défaillances d'entreprises a diminué en février.* — Il s'est élevé à 1 518 (après correction des variations saisonnières), contre 1 858 en février et 1 612 en décembre. Toutefois, précise l'INSEE, en publiant ces statistiques, cette diminution, après les nombres élevés de défaillances d'entreprises des deux derniers mois, ne change pas pour autant la tendance générale qui, depuis un an, demeure orientée vers une croissance régulière des jugements.

Agriculture

● *Le Salon de l'agriculture a frôlé, cette année encore, le million d'entrées,* alors que le prix du billet a doublé par rapport à l'an passé (20 francs contre 10 francs). La grande vitrine de l'agriculture qui s'est donc éteinte dimanche 15 mars au soir aura été l'objet de bien des attentions de la part du public, certes, mais surtout des nombreux candidats à la présidence de la République, à l'exception de M. Giscard d'Estaing.

Etranger

ESPAGNE

● *Le nombre des chômeurs espagnols* s'élevait à 1 620 300 à la fin de 1980, ce qui représentait 12,6 % de la population active (12 860 200 personnes).

R.D.A.

● *Un crédit international de 250 millions de dollars* en faveur d'une banque est-allemande, la Deutsche Aussenhandelsbank, vient d'être signé à Paris, a annoncé, récemment, le Crédit lyonnais, qui a dirigé cette opération avec la Bank of Tokyo. Ce crédit, d'une durée de cinq ans et comportant une marge de 5/8 au-dessus du taux interbancaire, *« est destiné à financer divers projets d'investissements liés au développement du commerce extérieur de la R.D.A. »*.

R.F.A.

● *La hausse du coût de la vie en R.F.A.* s'est légèrement ralentie, atteignant 0,7 % en février contre 0,8 % en janvier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Le conseil d'administration s'est réuni le 11 mars 1981 et a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1980. Le total du bilan s'élève à 8 760 225 933 F, contre 7 465 356 636 F, pour l'exercice précédent, soit une progression de 17,30 %. Le produit net d'exploitation bancaire a enregistré une forte augmentation ; en outre, il a été réalisé des profits exceptionnels que le conseil proposera d'affecter à concurrence de 41 188 550 F, à la réserve de plus-values à long terme. Le bénéfice net de l'exercice, après amortissement, impôts et toutes provisions notamment pour charges exceptionnelles, s'élève à 28 248 787 F, contre 29 495 757, pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 27 avril prochain la distribution d'un dividende identique à celui de 1979, soit 15 F par action auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 7,5 F soit un total de 22,50 F par action de 100 F.

D'autre part, le conseil, dans le cadre de la loi du 24 octobre 1980 relative à la distribution d'actions gratuites au personnel, proposera à une assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, l'attribution d'environ 22 200 actions nouvelles à 800 salariés environ. Le capital passerait ainsi de 126 048 000 F à 128 250 000 F environ. Après ces opérations les fonds propres de la banque atteindraient approximativement 236 000 000 F et les capitaux permanents 541 000 000 F environ. Enfin, le conseil a l'intention de demander à la même assemblée générale extraordinaire l'autorisation de porter le capital social jusqu'à un montant de 250 000 000 F.



BANQUE WORMS

Réuni sous la présidence de M. Pierre Bazy, le conseil d'administration du 12 mars 1981 a arrêté les comptes de l'exercice 1980, lesquels, après provisions, amortissements et impôts, font apparaître un bénéfice net de 53 639 000 F, contre 45 millions 228 000 F en 1979, en progression de 18,60 %.

Au 31 décembre 1980, le total du bilan dépasse légèrement 24 milliards de francs, contre environ 20 milliards de francs au 31 décembre 1979, en progression de 21 %.

Le conseil a décidé, par ailleurs, d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 41 198 000 F par incorporation d'une partie des écarts de réévaluation figurant au bilan, permettant ainsi la distribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes. Le capital, de ce fait, est porté à 247 188 300 F, pour des fonds propres s'établissant à environ 520 millions de francs.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire, prévue pour le 14 mai, la distribution d'un dividende de 14 F par action ancienne (contre 13,50 F l'an dernier), soit un revenu de 21 F avec l'avoir fiscal, et un dividende de 7 F par action nouvelle, soit un revenu de 10,50 F avec l'avoir fiscal. La distribution globale sera ainsi en progression de 14 %.

Le conseil a également décidé de convoquer, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, une assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera proposé, en application de la loi du 24 octobre 1980, de procéder à une distribution gratuite d'actions en faveur du personnel.

Enfin, le conseil a pris acte que l'emprunt obligataire à taux variable de la banque, de 280 millions de francs, lancé le 2 mars, a été intégralement placé auprès de sa clientèle.

CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES
Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

Situation au 3 février 1981

La situation au 3 février 1981 s'établit à 409 584 millions contre 414 995 millions au 2 janvier 1981. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 20 149 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 161 050 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 154 138 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 160 206 millions des francs, les Crédits à la Clientèle à 151 736 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 20 476 millions de francs.

CRÉDITEL

Société de financement par Crédit-Bail pour les télécommunications

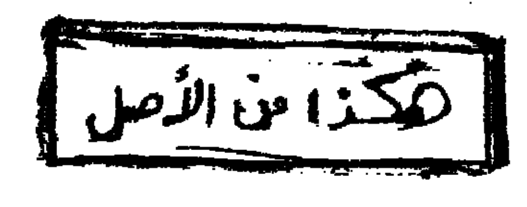
Le conseil d'administration de Créditel, réuni le 12 mars 1981 sous la présidence de M. Pierre Chatenet, a arrêté les comptes du dernier exercice social clos le 31 décembre 1980.

Après dotation de 91 millions 279 050,14 francs aux amortissements, ces comptes font apparaître un bénéfice net de 59 976 015,30 francs, soit 14,99 francs par action, contre 13,80 francs l'année précédente.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire de fixer le dividende à 13,60 francs par action, contre 13 francs au titre de l'exercice 1979. En raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'ouvre pas droit à avoir fiscal.

Au cours de l'exercice, outre ses activités avec les P.T.T., Créditel a entrepris ses premières opérations de Sicomi qui représentaient au 31 décembre un volume d'engagements proche de 40 millions de francs.

Des négociations sont en cours avec l'administration des P.T.T. sur le programme d'opérations qui pourrait être engagé par Créditel en 1981 dans le secteur du financement des télécommunications.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 mars

Marché creux

Très animé à la veille du week-end avec une hausse de 0,8 % qui succédait à trois jours de calme, le marché est redevenu creux et indécis pour la première séance de la semaine, l'indice instantané ne variant pas.

Les hausses l'ont légèrement emporté sur les baisses.

Au chapitre des gains, il faut, toutefois, relever la nouvelle avance de Peugeot qui ajoute 4,7 % à sa progression de 2,8 % vendredi dernier et celle de Radiotechnique (+ 3 %, et 8 % à la séance précédente). Ont également monté Kléber-Colombes (+ 6 %). Entreprise Saunier-Duval (+ 5 %), SEB (+ 5 %), Codetel (+ 4,7 %), Vallourec (+ 4,6 %), C.F.D.E. (+ 3,5 %), Française de raffinage (+ 3 %), Bic (+ 2,7 %).

Au chapitre des pertes, citons les Grands travaux de Marseille (– 4,5 %), la Générale d'entreprise (– 3,7 %), Penarroya (– 3,7 %), Générale de fonderie (– 3,7 %), Olida (– 2,6 %), Skis Rossignol (– 2 %).

Visiblement, les opérateurs restent sur la réserve. La Financière de Suez fléchit, ainsi que ses filiales La Hénin et le Crédit Foncier Immobilier.

Aux valeurs étrangères, les américaines reprennent du terrain par sympathie avec Wall Street, notamment la pétrolière. Amax fléchit de 2,9 % dans l'attente du développement éventuel de l'offre d'achat lancé par la Standard of California.

Réveil, en revanche, du marché de l'or, où le cours de l'once, qui avait repris 14 points à 492 dollars, a frôlé 500 dollars à 499,25 dollars, stimulé par la baisse continue des taux d'intérêt sur les places internationales.

Le lingot a gagné 1 370 F à 86 550 F, et le napoléon 10,10 F à 860,60 F.

L'emprunt 4 1/4 % s'est approché de 2.500 F, tandis que le 7 % 1973 prenait près de 160 F à près de 7.800 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL. — Abstraction faite des dividendes reçus des filiales, le bénéfice net globale de la société en participation réunissant les six sociétés du groupe s'établit, après impôts, amortissements, provisions et autres charges à 44,38 millions de francs en 1980, contre 50,6 millions de francs en 1979 (et 39,6 millions de francs en 1978). La compagnie du Crédit universel elle-même enregistre un bénéfice net après impôts de 44,26 millions de francs contre 34,84 millions de francs. Le dividende net est porté de 27 F à 30 F.

CRÉDITEL. — Le bénéfice net s'établit à 59,98 millions de francs en 1980 contre 55,2 millions de francs en 1979, soit 14,99 F par action contre 13,80 F. Le dividende est fixé pour 1980, 13,60 F contre 13 F.

MATRA. — Le secteur spatial va accélérer son expansion en 1981, annonce la société, avec un chiffre d'affaires de 700 millions de francs contre 380 millions de francs en 1980 et 305 millions de francs en 1979, le milliard de francs pouvant être atteint avant 1983. Le carnet de commande de ce secteur atteignait 1,8 milliard de francs au 31 décembre 1980, l'entreprise travaillant sur 14 satellites usqu'en 1986.

S.D.R. DE NORMANDIE. — Le capital de la S.D.R., actuellement de 35,5 millions de francs, va être doublé en deux étapes : la première moitié de l'augmentation, soit 17,75 millions de francs, sera appelée à partir du 1er juin prochain par émission, au pair, d'une action nouvelle pour deux anciennes, à jouissance du 1er juillet 1981. L'autre moitié sera appelée dans le courant du second semestre 1982. Le bénéfice net de 1980 a marqué une progression de 27 % à 6,25 millions de francs. Le dividende global est porté de 12,75 F à 14,50 F (+ 14 %).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	12 mars	13 mars
Valeurs françaises	100,7	101,5
Valeurs étrangères	105	106,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	111,9	112,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 mars ..... 11 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13/3	16/3
1 dollar (en yens)	287,65	288,50

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	6 mars	13 mars
Valeurs franç. à revenu variable	919,8	930,7
Valeurs étrangères	1346,9	1373,2
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	132,7	134,3
Assurances	221	218,6
Banques et soc. fin.	94,3	95,8
Sociétés foncières	148,1	150,9
Soc. investissem. portef.	122	124,2
Agriculture	158,3	159,7
Alimentat., brasser., distill.	160	160,4
Automob., cycles et leurs équipem.	50,3	49,9
Bâtim., mat. constr., trav. publics	187,6	186,7
Caoutchouc (industr. et comm.)	60,5	57,8
Carrièr. salin., charb.	120,6	123,9
Construct. mécan. et naval.	133,5	133,2
Hôtels, casinos, thermal.	185,1	188,8
Imprimeries, papiers, cartons	128	127,6
Magasins, comptoirs d'exportation	103,5	104,2
Matériel électrique	140,4	141,3
Métallurgie com. des prod. métal.	38,7	38,7
Mines métalliques	118,9	134,3
Pétroles et carburants	162,6	168,2
Produits chim. et électro-métall.	160,9	158,2
Services publics et transp.	123,1	121,6
Textiles	102,2	100,6
Divers	157,2	158,8
Valeurs étrangères	182,1	185,8
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	86,1	86,8
Sociétés	82,7	83,1
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	96,5	97,3
Emprunts d'Etat	97,9	98,4
Emprunts garantis et assimilés	96,6	97,4
Sociétés	96,2	96,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	110,8	112,4
Produits de base	95,3	98,9
Construction	167,7	167,6
Biens d'équipement	112,6	112,3
Biens de consomm. durables	86,1	88,2
Biens de consomm. non durables	88,2	88,4
Biens de consomm. alimentaires	123,7	124,8
Services	181,9	182,2
Sociétés financières	117,6	119,7
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	223,7	230,1
Valeurs industrielles	99,2	100,7

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	134,7	136,4

BOURSE DE PARIS — 16 MARS — COMPTANT

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	770	771
Ass. Groupe Paris-Vie	1910	1990 d
Concorde	340	340
Epargne de France	379	380
Financ. Victoire	298	310
France I.A.R.D.	145	145
GAN (Sté Centr.)	755	753

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cie Crédit Univ.	375	375
C.A.M.E.	94 50	96
Créditel	110	114 50
Créd. Gén. Ind.	241	....
Crédit Lyonnais	285 50	284 50
Electro-Banque	168 50	174
Eurobail	142	143
Financière Sofal	359	360
Fr. Cr. et B. (Cie)	155	153 50
France Bail	329	326 o
Hydro-Energie	20 05	20

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sicotel	140	140
Siminco	286 10	290
Sté Cent. Banq.	79 90	82
Société Générale	267	265
Soficomi	248	248 50
Sovabail	306	316
Unibail	310	309
Un. Ind. Crédit	229 50	228
Cie Foncière	158	159
C.G.V.	209	205
Fonc. Ch.-d'Eau	965	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Unimeg	[illegible]	[illegible]
Ugimo	160 20	160 20
Union Habit.	270	272
Un. Imm. France	248	246
Sofragi	282	285
Applic. Hydraul.	230	239 90
Artois	311	320
Canton. Bianzy	409	405
(NY) Centrest	111	114
(NY) Champex	130 50	130 50
Comindus	413 50	413 50
Cie Industrielle	306	301

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Emaut-Somua	43	43 80
Forges Strasbourg	135 50	136 80
(LI) F.B.M. ch. fer	70	....
Frankel	360	354
Huard-U.C.F.	103	104
Jaeger	175	178
Jaz	98	94 10
Luchaire	159	158
Métal Déployé	300	321
Nadella	25	25
Nodet-Gougis	320	308
Peugeot (act. out.)	130 10	130 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
MIC	180	182
O.F.P.-Omn. F. Paris	430 50	462 d
Publicis	710	710
Safaa	65	58 20 o
Sellier-Leblanc	320	317
Waterman S.A.	185	192
Brass. du Maroc	223	....
Brass. Ouest-Afr.	41 10	40 50
A.E.G.	148 50	158
Akzo	38	40
Alcan Alum	182	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Coparex	598	550
Mines Industries	13	....
La Mure	90	....
Métallurgique Minière	166	167
Océanic	26 60	14 90 o
Pétrofigaz	415	415
Prouvpain	279	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	90	....
Ufinex	223	....
Voyer S.A.	1 56	....
Rorento NV	262 50	262 10

SICAV	Émission Frais inclus	Rachat net
Unifoncier	466 41	445 26
Unigestion	358 53	342 27
Uni-Japon	498 20	486 06
Unirente	1246 82	1205 82
Valorem	245 88	234 73
Worms Investiss.	414 55	395 75

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2480	4,5 % 1973	2450	2480	2484	2461
3100	C.N.E. 3 %	3030	3045	3036	3038
475	Afrique Occ.	528	529	527	526
240	E.J. Lefebvre	240 10	243	243	238 20
130	E. Saun.-Duv.	123	129 50	129 50	129 50
540	Essilor	565	558	558	556
245	Esso S.A.F.	271	265	263	265 10
70	Nouvelles Gal.	74 80	73 20	73 20	73
290	Olida-Caby	328	317 50	320	316
101	Opfi-Paribas	106 10	106 50	106 50	105 10
104	Papet. Gascogne	98	95 10	95 10	94
119	Paris-France	119	123	123	120 60
107	Pechelbronn	107	106 50	106 50	105
300	U.I.S.	296	300	300	306
161	U.C.B.	158 10	159	159	158
160	Un. Fr. Banque	172	172	172	169
155	U.T.A.	164	163	163	162
7 50	Usinor	8 55	8 50	8 50	8 50
93	— (obl.)	94 80	94 50	94 50	94 60
245	Gen. Motors	257	250	250	249 90
49	Goldfields	49	48 80	49 80	49 80
87	Harmony	96 90	97 80	95 70	97 50
8	Hitachi	8 20	8 20	8 25	8 20
266	Hoechst Akt.	271	271 50	271 50	270
33	Imp. Chemical	26 90	27 40	27 40	27 40

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 981	4 946	4 830	5 080
Allemagne (100 DM)	235 830	235 840	229	241
Belgique (100 F)	14 380	14 394	13 600	14 300
Pays Bas (100 fl.)	213 160	212 930	206	217
Danemark (100 krd)	74 990	75 050	72 500	77 500
Norvège (100 k)	92 330	92 070	90	95
Grande-Bretagne (£ 1)	11 046	11 068	10 700	11 300
Grèce (100 drachmes)	9 702	9 705	....	....
Italie (1 000 lires)	4 962	4 851	4 600	5
Suisse (100 fr.)	257 680	259 420	252	265
Suède (100 krs)	107 890	107 650	104 500	110
Autriche (100 sch)	33 320	33 360	32 400	34
Espagne (100 pes.)	5 798	5 799	5 550	5 950
Portugal (100 esc.)	8 795	8 770	8 300	9 200
Canada ($ can 1)	4 163	4 152	4 030	4 280
Japon (100 yens)	2 395	2 393	2 280	2 410

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/3
Or fin (kilo en barre)	85300	86650
Or fin (en lingot)	85180	86550
Pièce française (20 fr)	850	860 10
Pièce française (10 fr)	451	480
Pièce suisse (20 fr)	690	800
Pièce latine (20 fr)	578 10	580
Souverain	730	721
Pièce de 20 dollars	3240	3230
Pièce de 10 dollars	1535	1560
Pièce de 5 dollars	785	.....
Pièce de 50 pesos	3399	3370
Pièce de 10 florins	612	610

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

Durcissement du conflit des transports parisiens

● Onze dépôts de la R.A.T.P. sont dégagés par la police

● Les syndicats décident des grèves dans le métro

Le conflit des autobus parisiens s'aggrave. Le samedi 14 mars, la direction de la R.A.T.P. a décidé de porter plainte contre les conducteurs qui avaient utilisé leurs machines pour manifester dans les rues de Paris. Ce lundi 16 mars, au matin, les forces de police sont intervenues pour dégager les dépôts d'autobus où les piquets de grève avaient été mis en place. Ce même lundi, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont décidé d'étendre la grève au métro.

A l'origine de ce conflit on trouve une fois encore la question de la sécurité à la R.A.T.P. Depuis longtemps, les syndicats de la Régie se plaignent de l'accroissement du nombre d'agressions dont sont victimes les conducteurs d'autobus (89 en 1978, 102 en 1980). Après une bagarre entre un automobiliste et un machiniste de la ligne 130, le mercredi 4 mars, le personnel du dépôt concerné s'est mis en grève. La C.G.T. demande alors à ses militants de venir manifester devant le siège de la Régie, quai des Grands-Augustins, à Paris. Pour ce faire, les grévistes utilisent deux autobus, une « première » selon la direction, qui décide de sanctionner de trois jours de mise à pied les deux conducteurs qui avaient sorti leur voiture.

De la sécurité, le débat dévie alors sur la répression antisyndicale, un sujet dont la C.G.T. se plaint depuis longtemps. Un long conflit vient pourtant de se terminer aux ateliers de Championnet, où cinq militants cégétistes — et communistes — avaient été durement sanctionnés. Le vendredi 13 mars, la direction réduit, sans les supprimer, les sanctions. La C.G.T. se montre satisfaite, mais continue à se battre sur l'affaire des autobus. La C.F.D.T., à partir du mercredi 11 mars, s'est associée au mouvement et les conducteurs continuent à utiliser les autobus pour leurs manifestations : le 13 mars, une centaine de voitures défilent au pas dans les rues de Paris.

La direction a confirmé son intention de développer les mesures de protection des conducteurs : mise en place sur les lignes les plus exposées de 600 voitures munies de cabine de protection, installation d'un système d'alarme permettant d'avertir discrètement le poste de commande en cas d'agression, renforcement des rondes effectuées en voiture par la maîtrise. Mais elle maintient son refus de mettre deux agents par voiture après 21 heures comme le lui demandent les syndicats. Elle estime que cette mesure serait inopérante. Elle décide en revanche de contre-attaquer sur la question de l'utilisation des autobus par le personnel et porte plainte. Le procureur de la République du tribunal de Paris, M. Christian Le Gunehec, a demandé à la police judiciaire de procéder à une enquête sur *« les faits d'entrave à la circulation routière (article L 7 du code de la route) et de détournement de matériels et de carburant (article 408 du code pénal) qui ont pu être commis par certain personnel de la R.A.T.P. depuis le 5 mars dernier ».*

Ce lundi 16 mars au matin, la direction de la Régie a aussi demandé aux forces de police de dégager onze dépôts d'autobus sur vingt-trois où des piquets de grève avaient été mis en place par la C.G.T. et la C.F.D.T. à 5 heures. En revanche, les policiers ne sont pas intervenus dans les huit dépôts occupés depuis le week-end dernier.

Entre-temps le mouvement a pris de l'ampleur. Ce lundi matin, il n'y avait, d'après la direction, que 55,65 % de machinistes au travail ou désirant travailler alors qu'il n'y a jamais eu plus de 30 % de grévistes la semaine dernière. Les huit dépôts occupés regroupant soixante-dix lignes de banlieue et onze de Paris, soit plus de 45 % du total, le trafic n'est assuré qu'à 35 %. De plus, la C.G.T. annonce que les ouvriers des dépôts et des agents de maîtrise commencent à leur tour à se mettre en grève. Surtout, la C.G.T. et la C.F.D.T., qui estiment toutes deux que la politique menée par la direction depuis plusieurs années pour réduire le nombre d'agents à la Régie, dans les bus, mais aussi dans les rames du métro et les stations, est néfaste à la sécurité du personnel et des voyageurs, se sont rencontrées ce lundi matin. Elles ont décidé de donner une consigne d'arrêt de travail dans le métro, soit pour le mardi 17 mars, soit pour le mercredi 18 mars.

La forme d'action suivie dans cette affaire ne fait toutefois pas l'unanimité chez les syndicats. Ainsi, Force ouvrière a publié dimanche 15 mars, un communiqué très dur condamnant *« les débordements politiques soigneusement orchestrés par le parti communiste »*, qui, selon elle, *« utilise la Régie pour servir sa campagne électorale »*. Elle critique aussi *« les coups de force dans les dépôts d'autobus pour empêcher les agents du réseau routier d'assurer librement les services »*. F.O. enfin déclare : *« On assiste à une véritable entreprise de démolition du service public, grandement facilitée par le laxisme de la direction et des pouvoirs publics. »*

THIERRY BRÉHIER.

NOUVELLES BRÈVES

● *Echec d'un coup d'Etat au Suriname.* — Une tentative de coup d'Etat a été déjouée dimanche 15 mars au Surinade, a annoncé lundi l'agence de presse surinamienne, qui ne fournit aucune précision sur les auteurs ou les circonstances de cette tentative. — *(A.F.P.)*

● *Les combats au Liban.* — Deux casques bleus nigérians ont été tués et sept blessés grièvement lundi 16 mars à El Kantara, à l'est du Sud-Liban, au cours du bombardement de ce village par les chars et les mortiers des milices chrétiennes du commandant Saad Haddad, a déclaré le porte-parole des forces des Nations unies. Deux soldats libanais ont été blessés. — *(A.F.P.)*.

● *Un atelier d'artistes évacué par la police.* — Une scierie désaffectée, occupée par des artistes plasticiens, 44, avenue Jean-Moulin à Paris (14e), a été évacuée lundi 16 mars au matin par la police. Des bulldozers ont commencé à démolir l'atelier. Trente à quarante artistes, expulsés de leurs ateliers par des opérations d'urbanisme, avaient occupé cette scierie il y a environ un an en attendant que leur soient attribué des ateliers de la Ville de Paris, explique le Syndicat des sculpteurs. Le parti socialiste *« s'élève contre ce coup de force scandaleux et apporte son soutien total aux artistes »*.

UNE INFORMATION CONTRE X. EST OUVERTE APRÈS L'INCENDIE DE CHATEAUROUX

Près de vingt-quatre heures après le début de l'incendie qui, le samedi 14 mars, vers 3 h. 30, s'était déclaré dans un dépôt de caburant de Total, situé dans la zone industrielle de Châteauroux (Indre), les pompiers sont parvenus à éteindre les flammes, dimanche vers 1 heure, cinq des neuf cuves ont été sérieusement endommagées et près de 6 000 mètres cubes de carburant ont brûlé, dont 4 400 de fuel.

Le parquet de Châteauroux a ouvert une information contre X, mais rien ne permet d'affirmer, pour l'instant, que cet incendie soit d'origine criminelle. Il faut attendre que tout danger soit écarté pour examiner les débris calcinés et retrouver un éventuel indice.

On ignore, d'autre part, quelle est l'origine des deux explosions qui se sont produites au moment où le sinistre a éclaté.

Deux autres incidents intriguent les enquêteurs. Un coup de sonnette qui a retenti au domicile du gardien au moment du début de l'incendie, et un cambriolage qui s'est produit au cours de cette même nuit dans un entrepôt de gaz butane proche. Selon le responsable régional de Total, le feu s'est propagé avec une étonnante rapidité. C'est ce qui intrigue les enquêteurs ainsi que le fait que les flammes ont pris naissance dans une cuve de fuel de 4 400 mètres cubes, produit difficile à enflammer.

● *Dix-neuf personnes* au moins ont trouvé la mort et une douzaine ont été blessées dans l'incendie qui a ravagé, le samedi 14 mars, un immeuble d'habitation du nord de Chicago, selon le bilan établi dimanche par les pompiers de la ville. La cause du sinistre n'est pas encore déterminée, et les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'un acte criminel. — *(A.F.P.)*

LA FIN DU VOYAGE DE M. CHIRAC AUX ANTILLES

Ni M. Mitterrand ni M. Giscard d'Estaing ne sont porteurs d'avenir

déclare le maire de Paris

M. Jacques Chirac, qui a regagné Paris lundi matin 16 mars après son voyage en Guyane et aux Antilles, sera l'hôte mercredi de l'Association de la presse diplomatique avant de visiter, le même jour et jeudi, la région du Nord-Pas-de-Calais.

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — Après avoir parcouru, samedi 14 et dimanche 15 mars, une vingtaine de communes du département de la Guadeloupe, M. Jacques Chirac a tiré, à Basse-Terre, la conclusion de son voyage dans les départements français d'Amérique en lançant *« un appel solennel à l'ensemble de l'opinion pour lui dire que le moment est venu d'apporter une réponse à la jeunesse des départements d'outre-mer si l'on veut que ceux-ci restent français et si l'on souhaite éviter que, par le découragement puis par la révolte, ils ne remettent en cause leurs liens avec la métropole »*.

En Guadeloupe, où le R.P.R. détient les trois sièges de députés, des foules assez nombreuses, notamment quinze cents personnes, dimanche, à Basse-Terre, et un millier, la veille, à Pointe-à-Pitre, ont réservé au maire de Paris et à son épouse une réception colorée. Aucune manifestation d'opposition ne s'est produite pendant son séjour, et les partisans de l'indépendance n'ont pas saisi l'occasion, contrairement à ce qui s'était passé lors des vacances de M. Giscard d'Estaing en décembre, de faire parler d'eux. A Pointe-à-Pitre, M. Chirac a lancé une mise en garde contre *« toutes les théories indépendantistes »* et dénoncé *« les agissements de groupuscules très isolés, souvent téléguidés et payés de l'étranger »* dont l'action *« compromet le développement du département, car ni les investisseurs ni les touristes ne sont attirés par le bruit des bombes »*.

Le maire de Paris, prônant la régionalisation ainsi que l'égalité totale, du point de vue social, entre la Guadeloupe et la métropole, a souhaité que soit organisée dans les Antilles une place financière et que plusieurs ports francs soient ouverts. Il a critiqué l'action du gouvernement, lui reprochant son manque de détermination. Il a déclaré à propos de M. Dijoud : *« Ce n'est pas le rôle d'un jeune secrétaire d'Etat de s'occuper du prestige de la France aux quatre coins du monde. Ce devrait être la tâche d'un ministre d'Etat comme ce fut le cas du temps de Georges Pompidou. »*

Le maire de Paris, après avoir entendu son collègue du Gosier, le docteur Hélène, ancien député U.D.R., proclamer *« Je ne voterai pas pour le candidat de la* Pravda », s'est refusé à faire le moindre commentaire de l'article du journal soviétique. A Pointe-à-Pitre cependant, il a fait une allusion transparente au comportement de M. Giscard d'Estaing lors du référendum du 27 avril 1969 en disant : *« Si certains politiciens, voire certains ministres ou anciens ministres du général de Gaulle n'avaient pas contribué eux-mêmes à l'échec du référendum, la France aurait gagné dix ans de blocage administratif et aurait aussi gagné en grandeur en conservant de Gaulle. »*

A chaque étape, le candidat a répété le sens qu'il donnait à la « nouvelle voie » qu'il propose en réprouvant également les candidatures du chef de l'Etat et du premier secrétaire du parti socialiste. A Pointe-à-Pitre, il a ainsi déclaré : *« Je suis également éloigné de ce que proposent François Mitterrand et le candidat Giscard d'Estaing, tout simplement parce qu'ils ne sont pas porteurs d'espoir. Le parti communiste s'est fourvoyé dans une campagne violente et raciste de type fasciste qui a indigné les Français. François Mitterrand est prisonnier de son idéologie bureaucratique et collectiviste, ainsi que de son ancien allié communiste. De l'autre côté, il n'y a pas davantage d'espoir, car le bilan du septennat est bien décevant sur le plan des prix, de l'emploi, du déficit extérieur, des inégalités sociales, de la sécurité et du rayonnement de la France dans le monde. »*

Enfin, le candidat gaulliste a à chaque fois provoqué les applaudissements en affirmant qu'il était le maire *« de la plus grande ville antillaise française du monde, puisque plus de deux cent mille originaires de ces départements vivent à Paris »*.

ANDRÉ PASSERON.

● *M. Paul Dijoud* a terminé, jeudi 12 mars en Nouvelle-Calédonie, un voyage de six jours dans les territoires du Pacifique. Au cours de ses nombreuses interventions, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a mis en garde contre le *« risque de l'aventure »* les citoyens qui pourraient préférer M. Mitterrand au président sortant, mobilisant la radio et la télévision pour retransmettre en direct l'intégralité de ses discours à Nouméa et La Foa. Le principal quotidien local, *les Nouvelles*, favorable à la majorité, a d'ailleurs souligné qu'une partie de la population avait jugé choquante la conduite du représenatnt du gouvernement. Ce journal a notamment indiqué : *« Paul Dijoud n'a pas lésiné sur la gaffe : le racolage des voix autour du Giscard d'Estaing a été indécent pour tout républicain et tout Calédonien. »* — *(Corresp.)*

En février

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE A REPRÉSENTÉ PRÈS DE 4 MILLIARDS DE FRANCS

La balance commerciale a enregistré un déficit de 3,9 milliards de francs (chiffres bruts) en février, contre 8,4 milliards en janvier et 4,8 milliards en février 1980. Cette réduction du déséquilibre, classique pour le second mois de l'année, est liée à une augmentation des exportations plus forte que celle des importations. Les achats à l'étranger se sont élevés à 49,8 milliards de francs, en hausse de 7,5 % par rapport à janvier (+ 16,5 % par rapport à février 1980), alors que les ventes ont atteint 45,9 milliards en progression de 21 % en un mois (+ 28,5 % en un an).

Après correction des variations saisonnières, le déficit de la balance commerciale a représenté en février 3,6 milliards de francs, au lieu de 5,9 milliards en janvier, et 4,2 milliards en février 1980. Les importations se sont élevées à 49,7 milliards, en augmentation de 6,5 % en un mois et de 16 % en un an. Les exportations ont atteint 46,1 milliards, en progression respectivement de 12,5 % et 19,5 %.

Pour les deux premiers mois de l'année, le déficit brut s'élève à 12,3 milliards de francs, contre 11,9 milliards durant la même période de 1980. En données corrigées, ce déficit représente 9,5 milliards au lieu de 8,5 milliards l'an dernier.

LES SOVIÉTIQUES DÉMENTENT AVOIR DÉCOUVERT UN GISEMENT PÉTROLIER « GIGANTESQUE »

Pour la première fois, l'Union soviétique a officiellement démenti la découverte, en Sibérie occidentale, d'une gigantesque accumulation pétrolière, dite « de Bazhenov », qui aurait comporté quelque 619 milliards de tonnes de pétrole. Cette découverte, qui avait suscité incrédulité et scepticisme, avait été annoncé, le 5 décembre, par le cabinet suédois Petrostudies (*le monde* daté 7-8 et du 17 décembre 1980).

Recevant des correspondants étrangers, M. Youri Loukanskine, ingénieur en chef de l'Institut de Tioumen, en Sibérie occidentale, a affirmé que les chiffres suédois étaient *« surestimés »*, mais il n'a pas donné de précisions sur l'importance du gisement exploitable.

Les ingénieurs de l'Institut ont toutefois précisé que douze mille puits étaient en activité dans cette partie de l'U.R.S.S et qu'il y en aurait trente mille en 1985. — *(A.F.P.)*

● *Le vice-président George Bush* est arrivé, samedi 14 mars, à Atlanta pour témoigner de la volonté du gouvernement fédéral d'aider les autorités locales à mettre fin aux meurtres d'enfants noirs dans cette ville (*le Monde* du 27 février). M. Reagan avait débloqué, vendredi, 1,5 million de dollars de fonds fédéraux pour permettre à la ville de supporter, financièrement, le poids de l'enquête.

Les dirigeants de la police d'Atlanta estiment, de leur côté, qu'une dizaine de meurtriers seraient responsables de la mort des vingt enfants noirs d'Atlanta depuis juillet 1979. — *(A.F.P.)*.

Le numéro du « Monde » daté 15-16 mars 1981 a été tiré à 535 813 exemplaires.